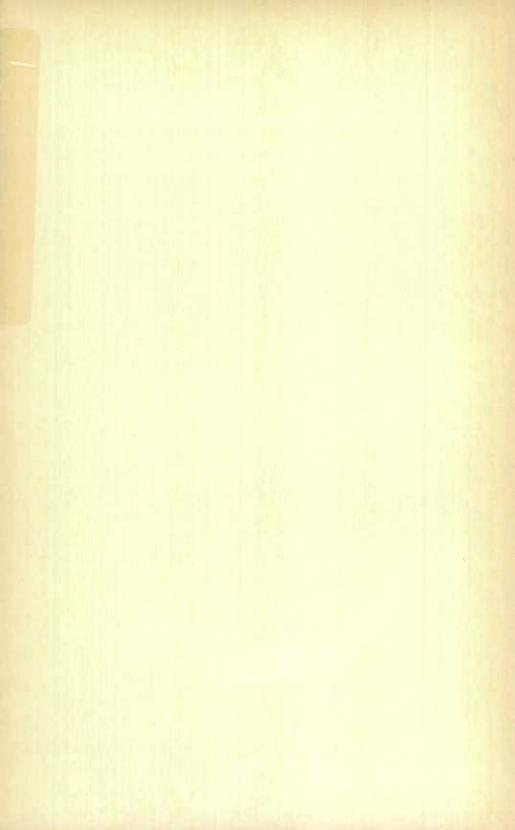
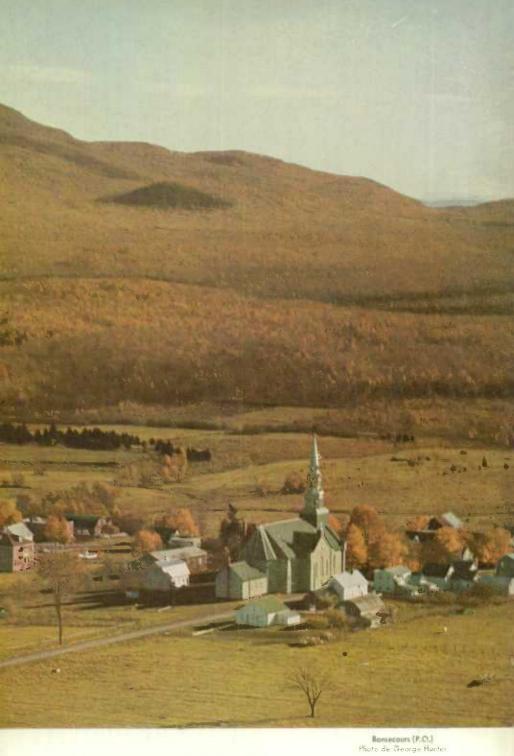
11-203F STATISTICS STATISTIQUE CANADA CANADA 1956 FOR LOAN JAN c. 1 S'EMPRUNTE PAS LIBRARY BIBLIOTHEQUE ÉDITION FRANÇAISE



DOMINION BUREAU OF STATISTICS

MAY 11 1965

PROPERTY OF THE



A deux pas de la rumeur affairée de la ville règnent le calme et la paix des grands espaces.



CANADA 1 9 5 6

REVUE OFFICIELLE de la SITUATION ACTUELLE et des PROGRÈS RÉCENTS

Rédigé à la
SECTION DE L'ANNUAIRE
DU CANADA
DIVISION DES SERVICES
D'INFORMATION
BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE

Publié d'ordre du

Offawa

TRÈS HONDRABLE C.D. HOWE

Ministre du Commerce

Avant-propos

PUBLIÉE annuellement depuis 1930, la revue intitulée Canada offre aux Canadiens aussi bien qu'aux étrangers un compte rendu concis, bien équilibré et positif des progrès réalisés chaque année par la nation et l'économie canadiennes. Par des textes, des tableaux, des cartes géographiques et des illustrations, Canada 1956 vise à présenter un tableau de la situation actuelle de la population canadienne, de son pays, de son gouvernement, de son avancement culturel et de son bien-être. C'est un exposé des progrès récents de l'économie canadienne aux mille facettes dont le fonctionnement et les réalisations reposent sur les grandes richesses naturelles du Canada, sur l'habileté et l'esprit d'entreprise de la collectivité commerciale et industrielle, sur un vaste réseau de transports et de communications et sur les caractéristiques de la population.

Canada 1956 tire beaucoup de ses renseignements des diverses divisions du Bureau fédéral de la statistique et des divers ministères et services des gouvernements. Les illustrations sont obtenues d'une foule d'organismes gouvernementaux, commerciaux, publicitaires et particuliers.

Canada 1956 a été préparé et rédigé à la Section de l'Annuaire du Canada, Division des services d'information, par Mlle Margaret Pink, rédactrice adjointe de Canada, M. John F. McVea, chef de la Section, et M. C. C. Lingard, directeur de la Division et rédacteur. La version en langue française a été établie par M. Émile Boucher, directeur du Service de la traduction, avec la collaboration de M. Albert Beaudet et du personnel du Service.

Le statisticien du Dominion,

Huanhall

Ottawa, 31 mars 1956

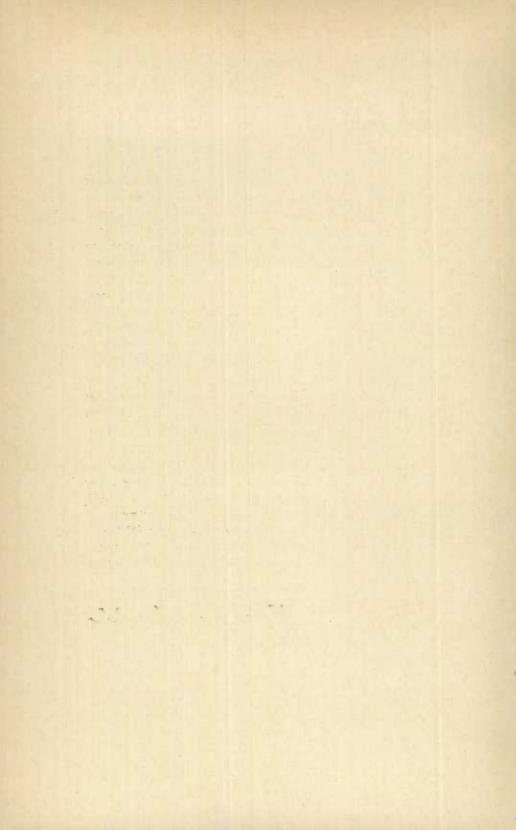
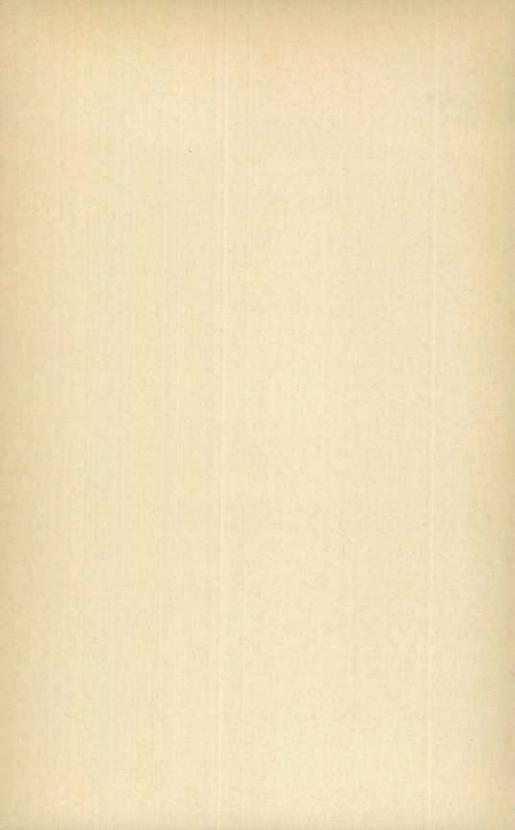


Table des matières

LE PAYS	Page
La position stratégique du Canada parmi les nations	1
Les provinces—Physiographie et économie	5
LA NATION, SON GOUVERNEMENT ET SON AVANCEMENT SOCIAL	
Population	20
Le Gouvernement	
Le régime parlementaire	39
Finances publiques	44
Les relations extérieures du Canada	56
Éducation	63
Recherche scientifique	73
Santé et bien-être	83
Travail	99
Relations culturelles	115
DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES ET DE L'INDUSTRIE	
Forestage	134
Agriculture	151
Hydraulicité	179
Minéraux	189
Pêche	201
Fabrication	207
Immobilisations	221
COMMERCE ET TRANSPORTS	
Commerce intérieur	232
Commerce extérieur	245
Transports et communications	265
Commerce bancaire et assurance	291
	200
L'ÉCONOMIE EN 1955	299
INDEX	312



Remerciements

Des remerciements sont offerts à tous ceux qui ont contribué à la documentation du présent ouvrage, avec mention spéciale de M. Walter B. Herbert, de la Fondation canadienne, pour sa contribution au chapitre Relations culturelles. La planche polychrome, qui précède la première page, de même que le montage typographique des pages-synopsis sont l'œuvre de M. Gordon Fairbairn, de la maison Fairbairn Studio Limited d'Ottawa, et la toilette artistique de la couverture est celle de la maison Reliance Engravers Limited de Toronto.

Des remerciements sont aussi offerts aux organismes et aux personnes dont les noms suivent, qui ont fourni des photographies:

Administration de la voie maritime du Saint-Laurent

Aluminum Company of Canada Limited
Association des auteurs canadiens

Atomic Energy of Canada Limited

Aylmer Products

Banque canadienne du commerce

Banque Royale du Canada

Banque Toronto-Dominion

Ken Bell, Toronto (Ont.)

Wallace Berry, Kingston (Ont.)

Canada Wide Feature Service Limited

Conndian Industries Limited

Canadian Westinghouse Corporation

Capital Press

Jack Cash, Vancouver (C.-B.)

Chemins de fer Nationaux du Canada

D. Clemson, Armstrong (C.-B.)

Compagnie de chemin de fer du Pacifique-Conadien

Compagnie de téléphone Bell du Canada

Commission de l'hydro-électricité du Nouveau-Brunswick

Commission de l'hydro-électricité de

Conseil national de recherches

Conseil des ports nationaux

Charles E. Craig, Vancouver (C.-B.)

Bill Dennett, Vancouver (C.-B.)

Dominion-Wide Photographs

Farmer's Advocate

Federal Newsphotos

Harry Filion, Vancouver (C.-B.)

Ford Motor Company of Canada

Galerie nationale

Goertz Studios

Gouvernement de l'Alberta

Mel Grand, Ottawa (Ont.)

Halifax-Chronicle-Herald

Howard Smith Paper Mills Limited

George Hunter, Toronto (Ont.)

Hydro-Québec

Imperial Oil Limited

Yousouf Karsh, Ottawa (Ont.)

Lignes aériennes Trans-Canada

Malak, Ottawa (Ont.)

McKaque, Toronto (Ont.)

Gilbert A. Milne & Co. Limited

Ministère des Affaires des anciens com-

Ministère des Affaires extérieures

Ministère de l'Agriculture de la Saskatchewan

Ministère du Commerce

Ministère de la Défense nationale

Ministère de l'Instruction publique de la Colombie-Britannique

Ministère des Mines et des Relevés techniques

Ministère du Nord canadien et des Ressources nationales

Ministère des Pêcheries

Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social

Ministère des Terres et Forêts de l'Ontario Ministère du Tourisme et de la Publicité

de l'Ontario

Remerciements—fin

Montreal Gazette
National Paper Box Compony Limited
D. Noden, Edmonton (Alb.)
Office de l'information de la Nouvelle-

Écosse Office national du film

Office du tourisme de la Colambie-Britannique Ontario Hospital Association Peter Smith Company

Photographic Survey Corporation Limited

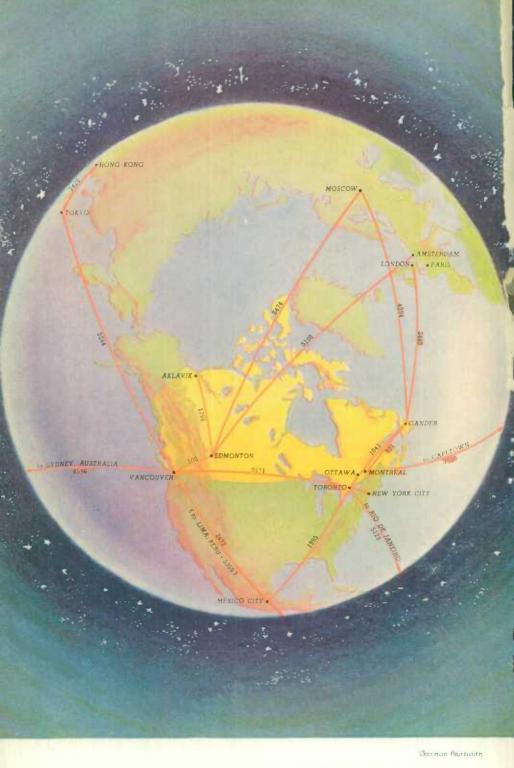
Players' Club Alumni de l'Université de la Colombie-Britannique Saskatchewan Power Corporation School Progress

Service de photographie du gouvernement de la Saskatchewan

Société Radio-Canada Union Carbide Canado Limited Voncouver Sun

Western Business and Industry Women's College Hospital





C'est à la croisée des chemins du ciel que se trouve le Canada, plaque tournante des liaisons avec les quatre coins du monde.

Le pays

La position stratégique du Canada parmi les nations

Canada occupe aujourd'hui une position hautement stratégique à cause de sa situation dans les hémisphères occidental et septentrional, des deux grandes traditions qu'il a héritées de l'Europe occidentale et qu'il a adaptées au milieu nord-américain, de ses vastes ressources naturelles, de son développement industriel sans égal depuis la guerre, de son rôle dans les organisations du Commonwealth, de l'Amérique et du monde aussi bien que des caractères et des traditions bien à lui que le peuple canadien s'est acquis en œuvrant pour édifier une nation malgré des obstacles géographiques et économiques.

Deuxième pays du monde en étendue (3,845,774 milles carrés), le Canada comprend la moitié septentrionale de l'Amérique du Nord, sauf l'Alaska et la Groenland. Les quatre angles du parallélogramme irrégulier qu'il rappelle l'ent ressortir sa position stratégique comme voisin immédiat des grandes puissances modernes. A l'est, sentinelle postée à l'entrée du Saint-Laurent, se trouve Terre-Neuve qui commande les routes océaniques les plus courtes de la liaison avec le Royaume-Uni et la France, sources des deux cultures du Canada. Au sud, le saillant de la péninsule ontarienne pénètre profondément dans le cœur industriel des États-Unis avec lesquels le Canada entretient des liens étroits tout le long d'une frontière de quatre mille milles. A l'ouest, la Colombie-Britannique, flanquée de l'Alaska, fait face aux deux fourmilières asiatiques que sont le Japon et la Chine, au delà du Pacifique nord. Au nord, l'Archipel arctique canadien protège les approches du continent américain de la masse des terres eurasiennes et fait du Canada, en cet âge de l'aviation, le voisin de l'U.R.S.S.

Maintenant que l'homme a aboli les distances océaniques et conquis les solitudes polaires, mais universalisé la terreur de la guerre nucléaire, le Canada est à la croisée des routes du monde comme la plaque tournante de la nouvelle géographie aérienne.

L'extension du Canada d'un océan à l'autre s'est réalisée au prix d'une lutte ardue et tenace contre les obstacles géographiques et économiques, et sa consécration comme entité nationale a demandé à la population beaucoup d'esprit d'entreprise, de force de caractère et d'ingéniosité. Pour porter les limites du pays jusqu'aux bords des deux océans qui baignent le continent nord-américain barré de haut en bas par de grands accidents topographiques et physiographiques, les Pères de la Confédération ont dû passer les Apalaches qui relient les provinces Maritimes à la Nouvelle-Angleterre, ainsi que les Cordillères qui rattachent la Colombie-Britannique aux États du Pacifique, franchir le vaste bouclier Canadien qui sépare l'est et l'ouest du territoire et retient la colonisation dans le sud sur les rives des Grands lacs, et traverser les immenses Plaines intérieures qui embrassent tout le cœur du continent.

Malgré le sectionnement que tendait à exercer ces accidents géographiques, les fondateurs du Canada ont su profiter des nombreux moyens de pénétration vers l'intérieur qu'offraient le relief et l'hydrographie. Le long croissant que forme le réseau du Saint-Laurent, des Grands lacs, de la rivière Rainy, du lac des Bois et du lac Winnipeg non seulement assurait une voie navigable aux explorateurs et aux commerçants de fourrures, mais invitait à la colonisation et au développement économique et politique du territoire à l'échelle transcontinentale. Plus tard, les dirigeants du pays et les constructeurs de chemins de fer ont trouvé une alliée dans la nature lorsqu'ils ont voulu relier les provinces Maritimes, le Haut et le Bas-Canada, les Prairies et la Colonibie-Britannique pour en faire un tout politique et économique. Les liaisons ferroviaires directes d'est en onest par la voie des vallées comme celle de la Matapédia, dans

ÉTATS UNIS



Le tres hon. C. D. Howe et M. W. F. Bull, respectivement ministre et sous-ministre du Commerce, ont visité l'Australie et la Nouvelle-Zélande à l'été de 1955 pour y discuter la question du commerce et d'autres d'intérêt mutuel.

M. John Foster Delles, secretaire d'État des États-Unis (à droite), venu à Ottawa pour conférer avec les outorités canadiennes, paraît avec le premier ministre Saint-Laurent, l'hon. L. B. Pearson, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et M. R. D. Stuart, ambassadeur

des États-Unis au Canada.

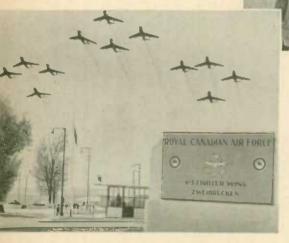
l'est du Québec, et des passes comme celles du Nid-de-Corbeau, du Cheval-qui-Rue et de Yellow-Head, dans les Rocheuses, ont permis de franchir les barrières que dressaient les accidents géographiques et d'unir le pays et de lui donner son caractère bien à lui.

Plusieurs aspects de l'essor du Canada, depuis ses débuts comme colonie jusqu'à son rang actuel parmi les nations, sont le fruit de l'harmonisation de forces et d'intérêts géopolitiques bien divers. A l'occasion de l'expansion coloniale de l'Europe vers l'onest, le Canada a très tôt bénéficié des traditions et institutions très précieuses que les immigrants ont apportées avec eux. Il faut surtout mentionner, d'une part, les institutions parlementaires britanniques, le gouvernement responsable et le concept démocratique de la

NATIONS UNIES

Le Canada a joué un rôle d'intermédiaire dans les relations avec le Commonwealth et les outres pays, ne ménageant aucun effort pour servir la cause du commerce, de la coopération et de la paix entre les nations.





Des chasseurs réactés montent en chandelle au-dessus de leur base en Allemagne.

Le capitaine W.-R. Mathieu, membre de la mission canadienne de trève en Indochine, discute une question de stratégie au village de Muong-Peun avec le commandant de poste de l'Armée royale du Laos.

liberté personnelle et, d'autre part, les institutions et les traditions ethniques, linguistiques et religieuses propres aux Canadiens français. La formation d'une nation canadienne, malgré les caractères physiographiques si divers du territoire et les différences culturelles de la population

et malgré aussi l'attrait puissant qu'exerçaient les États-Unis, non seulement a demandé l'établissement d'un régime qui alliât le système parlementaire britannique au système fédéraliste américain adapté aux nécessités canadiennes mais aussi a exigé de la part des fondateurs du pays beaucoup d'ingéniosité, de ténacité, de modération, de tolérance et d'esprit de conciliation.

Si l'héritage, le caractère et le développement du pays ont bénéficié de deux cultures fort apparentées que sont venues enrichir celles des immigrants d'une foule d'autres pays, c'est à la grande richesse et à l'extrême variété de ses ressources naturelles autant qu'à son expansion industrielle que le Canada doit la place en vue qu'il occupe dans le monde d'après-guerre.

Aujourd'hui, le Canada est au premier rang quant à la production de papier-journal, d'amiante et de platine, au deuxième quant à la pâte de bois, l'or, l'aluminium, le zinc, l'uranium et l'énergie hydro-électrique, au troisième quant à l'argent et le bois d'œuvre, au quatrième quant au blé, au cuivre et au plomb. En outre, les découvertes récentes d'immenses ressources énergétiques,—pétrole, gaz naturel, uranium,—ajoutées au progrès continuel de la production d'énergie hydro-électrique bon marché, indispensable aux

industries de l'aluminium et de la pâte et du papier ainsi qu'aux industries électrométallurgiques et électrochimiques parmi tant d'autres, l'exploitation de nombreux gisements de métaux non ferreux, le développement extraordinaire de l'exploitation du minerai de fer, la mise en valeur tout récemment commencée des ressources jusqu'ici inaccessibles du bouclier Canadien au moyen des nouvelles méthodes scientifiques et technologiques de prospection, de transport et d'utilisation, toutes ces réalisations d'après-guerre ont fort élargi l'assise industrielle du Canada et l'ont doté des éléments indispensables à une vigoureuse économie tout en demandant des efforts constants afin de rendre plus libre le commerce international.

Depuis la guerre, le Canada n'a cessé de pratiquer et de prôner une ligne de conduite propre à assurer la multiplication des échanges internationaux. L'intérêt du pays bien compris,—c'est-à-dire la prospérité de la nation, l'expansion sans cesse accélérée de l'économie nationale (comme en témoignent la hausse du produit national brut de plus de 12 milliards en 1946 à 26-5 milliards de dollars en 1955 ainsi que l'augmentation de l'indice de la production industrielle de 171-9 à 265-9 pendant la même période) et le besoin de marchés extérieurs,—est la garantie que le Canada, quatrième pays commerçant du monde, continuera de commercer avec de nombreux pays et contribuera ainsi à supprimer les barrières qui séparent les nations.

De plus, le développement du Canada en étroite association avec les autres nations du Commonwealth britannique et en coopération avec les États-Unis, avec qui il partage un continent, a rehaussé son rang parmi les pays du monde et lui a permis d'exercer une influence bien supérieure à ce qu'on attendrait d'un groupe de 16 millions d'habitants. Le Canada, qui a su prendre l'initiative de démarches officieuses afin de donner au Commonwealth son statut moderne, fait partie d'une association de nations souveraines qui est présente dans quatre continents, qui réunit une foule de races et de cultures et qui, du fait même de sa diversité et de son esprit de tolérance, montre au monde comment les nations peuvent connaître la paix, la liberté et le progrès. Sa participation à une association d'envergure intercontinentale a élargi l'horizon du Canada, l'a mis mieux en mesure de jouer un rôle de médiateur et l'a doué pour travailler au tout premier plan pour la paix et la liberté dans une sphère plus vaste encore, les Nations Unies.

Le Canada a aussi été étroitement uni avec les États-Unis depuis l'époque de leur commune origine aux débuts de la colonisation de l'Amérique, durant l'extension de leur part du continent et jusqu'à ces temps où ils vivent dans une antitié fondée sur des raisons de géographie, d'économie et de défense et sur un commun idéal de liberté démocratique. Entre les deux pays s'effectuent des échanges d'ordre culturel, économique et financier. La géographie, qui aujourd'hui fait du Canada un tampon entre les États-Unis et l'immense territoire de l'U.R.S.S., fait aussi travailler d'accord les deux voisins à l'œuvre de la défense du continent, œuvre dont l'établissement de trois lignes d'alerte en territoire canadien est un exemple.

Situé entre les deux plus puissantes nations du monde, le Canada, de par sa position clé dans l'hémisphère septentrional en cet âge de la bombe à hydrogène et de l'avion supersonique, ne doit pas limiter ses vues et ses gestes aux seules questions de défense. Aussi, ses dirigeants travaillent-ils tant au pays qu'aux Nations Unies et dans les capitales du monde à atténuer les craintes, les soupçons et les malentendus, à mettre en contact les nations,



Les Lignes aériennes du Pacifique-Canadien ont inauguré les 3 et 4 juin 1955 la première nouvelle route vers l'Europe depuis des siècles, soit "par-dessus la calotte polaire". L'Empress of Amsterdam arrive à l'aéroport de Schiphol, qui dessert Amsterdam (Pays-Bos), après avair survolé en 18 heures une distance de 4,825 milles depuis Vancouver.

à faire servir l'énergie atomique à des fins pacifiques et à maintenir et à consolider la paix. Dans la conjoncture pleine de tension, le Canada est prêt à fournir son apport d'ingéniosité, de modération et d'esprit de conciliation et de tolérance. Consciente de sa grande destinée et des devoirs que lui impose sa situation, la nation ne cessera d'employer toutes ses ressources à bâter l'implantation d'une ère de paix et de bonne volonté entre les nations.

· Les provinces -- Physiographie et économie

Au point de vue politique, le Canada se divise en dix provinces et deux territoires. La première étape vers la fédération des possessions britanniques d'Amérique du Nord remonte à 1867 date à laquelle les trois provinces dénommées Canada (Ontario et Québec), Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Écosse se sont réunies en Dominion sous le nom de Canada. La Colombie-Britannique est entrée dans l'Union en 1871 et l'Île-du-Prince-Édouard en 1873. La vaste région centrale et septentrionale qui forme maintenant les trois provinces des Prairies, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, a été cédée par la Compagnie de la Baie d'Hudson au Canada en 1870. Des parties de cette région sont devenues le Manitoba au cours de l'année et la Saskatchewan et l'Alberta en 1905. Terre-Neuve est devenue une province

canadienne en 1949. Chaque province est souveraine dans sa propre sphère; le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, bien qu'ils jouissent d'une certaine autonomie, relèvent du gouvernement fédéral.

Ce vaste pays, d'une superficie totale de 3,845,774 milles carrés, se caractérise par une grande diversité de profil, de sol, de climat, de ressources et, partant, de développement et de peuplement.

Superficie approximative en terre et en eau douce des provinces et territoires

Province ou territoire	Terre	Eau douce	Total
	milles carrés	milles carrés	milles carrés
Terre-Neuve (Labrador compris)	147,994	7.370	155,36
Île-du-Prince-Édouard	2.184		2.18
Nouvelle-Écosse	20,743	325	21.063
Nouveau-Brunswick		512	27,98.
Québec		71,000	594,860
Ontario		78.747	412.58
Manitoba,		26.789	246.51
Saskatchewan		31.518	251.700
Alberta		6,485	255, 28.
Colombie-Britannique	359,279	6,976	366, 25
Yukon	205,346	1,730	207,070
Territoires du Nord-Ouest		51,465	1,304,96.
Canada	3,562,857	282,917	3,845,77

Voici les principaux caractères physiques et économiques des provinces et territoires;

Terre-Neuve.—La province canadienne la plus récente, située tout à l'est. était la plus ancienne colonie de la Grande-Bretagne en Amérique avant de choisir de faire partie du Canada en 1949. Cette province comprend une île triangulaire de 42,734 ntilles carrés, sise dans le golfe Saint-Laurent, ainsi que la côte du Labrador, région de 112,630 milles carrés sur la terre ferme.

L'île de Terre-Neuve fait partie de la chaîne des Appalaches, qui se contique vers le sud dans les Maritimes et l'est des États-Unis. Une grande partie de l'île est converte de terrains dénudés, de fondrières et de lacs, impropres à la culture et à l'habitation, mais les vallées des rivières et la côte occidentale sont très boisées. Le climat est tempéré, la température movenne aflant de 20° F. en janvier à 60° F. en juillet. Ce sont les pêcheries abondantes situées au sud-est de l'île qui ont attiré les premiers colons et hier encore la pêche y était le grand ressort économique. Aujourd'hui, une forte proportion des 404,000 habitants de l'île, dont plusieurs sont des descendants de pêcheurs venus des îles Britanniques, vivent le long des côtes sud-est dans de petits villages. Ils mênent une existence simple et pittoresque, dépendant encore en grande partie de la mer pour leur subsistance et les movens de transport et de communication. Un rinquième de la population habite Saint-Jean, la capitale. Toutefois, bien que la pêche et le traitement du poisson occupent une bonne partie de la main-d'œuvre, deux autres industries de base importent plus encore par leur production et le revenu qu'elles procurent. Les

Un village de Terre-Neuve bâti autour d'un port bien abrité. La plupart des habitants de l'île vivent près de la mer, dans de petient localités.



régions boisées fournissent la matière première à de florissantes scieries et papeteries et des gisements considérables de minéraux donnent de grandes quantités de zinc, de minerai de fer, de plomb, de fluorine et de cuivre. Récemment, un programme de développement intensif adopté par le gouvernement a contribué à l'établissement de plusieurs petites industries manufacturières.

La région du Labrador fait partie du bouclier Canadien. C'est un grand plateau dont la surface est une mosaïque de rocs dénudés, de vallées boisées, de marais et d'innombrables lacs. Les ressources n'en sont pas encore exploitées, à l'exception des vastes gisements d'hématite situés dans la région limitrophe du Québec et du Labrador.

Île-du-Prince-Édouard.—Cette province, la plus petite du Canada, est située dans le bras semi-circulaire du golfe Saint-Laurent et séparée du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse par le détroit de Northamberland. Elle a environ 120 milles de longueur et sa largeur varie de 2 à 34 milles, de telle sorte qu'aucun point n'y est éloigné de plus de 17 milles de la mer. Elle forme une plaine basse et montueuse au sol riche, sablonneux et rouge foncé qui en fait une région agricole. Environ 85 p. 100 du sol est arable, et presque la moitié des 108,000 habitants de l'île vivent dans des fermes et tirent la majeure partie de leurs revenus de la vente des pommes de terre de semence, du bétail et de la volaille, des produits laitiers et des œufs. La pêche et le traitement du poisson jouent aussi un grand rôle dans l'économie de l'île. Les écarts de la température n'y sont pas considérables grâce à l'influence modératrice de la mer. En été, les visiteurs y affluent, attirés par son charme rustique et par les plages splendides de la côte nord.

Nouvelle-Écosse. Province péninsulaire, la Nouvelle-Écosse est presque tout entourée d'eau salée et ne se rattache à la terre ferme que par l'isthme de Chignerton, d'une largeur de 17 milles. Elle compte 381 milles de long et de 50 à 105 milles de large. Sa partie nord, l'île du Cap-Breton, vient d'être reliée à la terre ferme par une chaussée d'un mille de long. Le littoral atlantique de la Nouvelle-Écosse est bas et rocheux, entrecoupé d'une foule de beaux havres. Les bords de la baie de Fundy, plus escarpés mais peu échancrés, présentent de nombreuses plaines et vallées fertiles, tandis que l'intérieur

du pays, qui est bien boisé, se prête grandement à l'agriculture et à la pomiculture. Le panorama qu'offre la province est en général très beau. La mer tempère le climat en été comme en hiver et la température, qui ne connaît pas d'écarts considérables, est propice à une végétation rapide. L'agriculture fait vivre plus d'habitants que toute autre industrie et ce sont le bétail. la volaille, les produits laitiers, les œufs et les fruits qui rapportent le plus L'extraction minière et la pêche sont aussi des inclustries fondamentales Les houillères contribuent pour 70 p. 100 de la production minérale qui comprend en particulier le gypse, le sel et la baryte. Les principaux produits de la pêche sont le homard, la morue et l'aiglefin. Ces trois industries ainsi que le forestage alimentent les manufactures qui progressent constamment et réunissent 39 p. 100 de la valeur de la production de la province. Plus du tiers des 683,000 habitants habitent la capitale, Halifax, qui est aussi le plus grand port sur l'Atlantique, ainsi que l'agglomération de Sydney-Glace-Bay, principal centre de l'industrie minière; 20 p. 100 habitent les comtés situés en bordure du détroit de Northumberland.

Nouveau-Brunswick. - La province du Nouveau-Brunswick est la plus grande des trois provinces Maritimes; de forme presque rectangulaire, elle mesure environ 190 milles de l'est à l'ouest et 230 milles du nord au sud-Elle a un littoral de 600 milles à l'est et au sud et est contiguë aux États-Unis à l'ouest et à la province de Québec au nord et au nord-est. Il n'y a que deux régions montagneuses dans la province, une au sud et l'autre au nord-ouest; le reste est une campagne montueuse présentant un panorama varié et pittoresque, de nombreux lacs et des cours d'eau sinueux. Le fleuve Saint-Jean, le plus grand à l'est du Saint-Laurent, a un bassin de 21,500 milles carrés et sa vallée renferme environ 40 p. 100 des 558,000 habitants de la province. L'établissement suit généralement le littoral et les vallées. Le climat est relativement tempéré et sec, avec parfois de grands écarts de température en été et en hiver. Les produits forestiers sont d'emblée l'élément le plus important de l'économie de la province. Environ 81 p. 100 de sa superficie est couverte de forêts renfermant surtout du bois marchand et accessibles par cau, par rail ou par route. L'agriculture est également importante, de niême que la pêche. La production minérale est minime, mais la découverte en 1952 de l'un des plus riches gisements de métaux communs près de Bathurst et son exploitation ont constitué une étape importante de l'activité minière dans l'est du Canada. Les principales industries manufacturières dépendent des forêts, de l'agriculture et de la pêche.

Québec. - La province de Québec est située des deux côtés du Saint-Laurent, la grande voie d'eau de l'est du Canada. Environ 50,000 de ses 595,000 milles carrés s'étendent au sud du fleuve; au nord et à l'ouest, elle s'étale jusqu'au Labrador et à la baie d'Hudson. La région du Nord fait partie du bouclier Canadien, et la partie située au delà du Saguenay est peu explorée et peu peuplée. Sauf la zone non boisée au nord du 58° degré de latitude, la majeure partie de la province est couverte de riches forêts dont l'exploitation confère au Québec la première place pour la production de pâte et de papier. l'industrie principale du Canada. Le Québec est également en tête pour l'exploitation de l'énergie hydro-électrique, et son industrie minière vient après celle de l'Ontario et de l'Alberta. Le Québec, qui fournit 60 p. 100 de la production mondiale d'amiante, produit beaucoup de cuivre, d'or, de zinc et de minerai de fer; il est le seul producteur au Canada de molybdène et de titanium. La vallée du Saint-Laurent, qui s'étend de la ville de Québec jusqu'à l'extrémité ouest de la province, est une plaine très fertile où le climat et le sol, surtout dans les Cantons de l'Est, conviennent très bien à l'agriculture. C'est dans cette vallée que sont concentrées les grandes industries manufacturières de la province et la majeure partie de la population.



L'Île-du-Prince-Édouard, qui fait de l'agriculture une spécialité et dont 85 p. 100 du sol est cultivé, est en quelque sorte une immense fer-

entièrement la province peninsulaire de Nouvelle-Écosse. La côte de l'Atlantique, basse et rocheuse, est échancrée de petits et grands havres où s'abrite sa flotille de pêche.

Les côteaux ondulés du Nouveau-Brunswick sont revêtus de forêts de conifères qui constituent la richesse de sa grande industrie de la pâte et du papier.



Montreal, la plus grande ville et la plus grand port du Canada, compte cavinoù le tiers des 4,520,000 habitants de la province; un unilion habitant le triangle situé au sud-ouest, en aval du Saint-Laurent, et le reste en deçà de 35 milles de l'Outaouais, du Saint-Laurent, du Saguenay et du lac Saint-Jean. Le Québec fournit 30 p. 100 en valeur des fabrications du Canada, et ses produits sont très diversifiés.

LE PAYS



Le Saint-Laurent a exercé une influence incalculable sur le développement des provinces centrales du Canada, le Québec et l'Ontario. Première voie du commerce, c'est sur ses rives que se sont établis les habitants et implantées leurs industries. L'avenir lui réserve encore un rôle brillant.

Ontario. - Situé entre le Québec à l'est et le Manitoba à l'ouest, l'Ontario est généralement considéré comme une province intérieure. Pourtant, à sa limite méridionale, sur les Grands lacs, s'allonge une rive d'eau douce de 2,362 milles, tandis que ses limites septentrionales baignent dans les eaux salées de la baie d'Hudson sur une longueur de 680 milles. Le terrain présente les caractères du bouclier Canadien, sauf dans le triangle méridional situé entre les lacs inférieurs et l'Outaquais, où il est plus ou moins onduleux et montueux. La partie sud de ce triangle, la plus peuplée du Canada, est reconnue comme l'une des principales régions industrielles du monde. Près de 3,500,000 habitants, soit 68 p. 100 de la population de l'Ontario et 22 p. 100 de la population du Canada, vivent et travaillent dans les centres urbains et les riches régions agricoles situés au sud d'une ligne reliant Oshawa, un peu à l'est de Toronto, sur le lac Ontario, à la baie Georgienne; environ le tiers habitent l'agglouiération métropolitaine de Toronto. Par ailleurs 20 p. 100 de la population de l'Ontario demeure à l'est d'une ligne reliant Oshawa au sud, à North-Bay, et 12 p. 100 est établic à l'extrémité du lac Supérieur, dans les régions minières du Nord. L'Ontario a une production manufacturière très diversifiée et prédomine dans bon nombre des quarante principales industries du pays. Ses énormes ressources naturelles ont joué un grand rôle dans son développement. Depuis longtemps, l'Ontario est à la tête du Canada pour la production minière. Elle est le fournisseur de 82 p. 100 (sans l'U.R.S.S.) de la production mondiale de nickel, un des principaux producteurs mondiaux de cuivre et de platine, et est en train de gagner rapidement la première place quant au minerai de fer et d'uranium, De grandes ressources forestières à proximité de sources d'énergie hydro-

10

électrique forment la base de sa grosse industrie de pâte et de papier. Les terres le long du Saint-Laurent et des lacs inférieurs, au climat très tempéré et aux pluies abondantes, possèdent un sol excellent et constituent une région très propice à la culture générale et à la pomiculture.

Manitoba. Le Manitoba, la province la plus centrale du Canada, est une région d'une grande diversité, comprenant 400 milles de littoral marin à sa limite nord-est, sur la baje d'Hudson, de vastes régions de forêts mixtes. des lacs et des rivières d'une grande étendue, et une ceinture de prairies sans arbres au sol fertile et très profond. La majeure partie de la province au nord du lac Winnipeg repose sur le roc du boucher Canadien. La région renferme de nombreux gisements de métaux communs dont l'exploitation fournit toute sa production de métaux au Manitoba. La partie sud du Manitoba appartient à la région centrale des Grandes plaines, qui fait vivre 90 p. 100 des habitants de la province dont la moitié s'adonnent à la culture des céréales, à l'élevage et à l'industrie laitière. L'agglomération métropolitaine de Winnipeg renferme à elle seule environ la moitié de la population de la province. On y trouve un grand nombre de petits et moyens établissements qui fabriquent une foule de marchandises; la majorité, cependant, fabriquent des produits de la viande et autres produits alimentaires, des vêtements et des dévirés du pétrole. Winnipeg, le principal centre ferroviaire de l'ouest du Canada, compte de grands ateliers d'entretien pour le matériel roulant. La province est abondamment pourvue d'énergie hydraulique dont partie est déjà aménagée. Le climat y est particulièrement vivifiant grâce à des températures exceptionnellement contrastantes et à une faible humidité. La pluie est abondante pendant la saison de végétation.

Saskatchewan.—Cette province du centre des Grandes plaines s'étend, comme le Manitoba et l'Alberta, de la frontière sud au 60° degré de latitude nord. Le tiers septentrional de la province, constitué par le bouclier Canadien, est abondamment arrosé par des lacs et des rivières et contient de vastes forêts, des métaux et de l'uranium. L'exploitation de grands gisements d'uranium dans la région de Beaverlodge, au nord du lac Athabasca, progresse rapidement. Les plaines du reste de la province, grâce à leur sol profond et fertile, permettent la culture intensive du blé et renferment de précienses réserves de pétrole, de gaz et de charbon. L'économie de la Saskatchewan est surtout agricole. Presque la moitié des 889,000 habitants vivent dans des fermes, et 20 p. 100 dans des régions rurales non agricoles. La population

Plus de la moitié des habitants de la Saskatchewan vivent dans des fermes. Les plaines immenses qui s'étendent depuis la frontière méridionale sur plus des deux tiers de la province renferment les principales la publié du partir.



est répartie assez également sur une région s'étendant jusqu'à 300 milles de la frontière américaine, tandis que 20,000 habitants seulement sont fixés dans la moitié septentrionale de la province. Dans les régions les plus peuplées, l'énergie électrique est fournie par des centrales thermiques. Le climat de la Saskatchewan est sujet à de grands écarts de température, mais l'humidité y est faible. La pluie, qui atteint 15 à 18 pouces par année en moyenne, tombe surtout durant la saison de végétation.

Alberta, L'Alberta renferme des ressources naturelles très riches. Son sous-sol contient de grands gisements de charbon et des réserves de pétrole et de gaz presque illimitées. Elle compte des millions d'acres de terre fertile et de l'énergie hydro-électrique et des forêts en abondance. Le climat y est sain et vivifiant. La topographie de la province présente trois caractères distincts: les plaines, les contreforts des Rocheuses et les Rocheuses. Les prairies du centre et du sud de l'Alberta sont consacrées à la culture du blé et des légumes. Dans certaines parties, la précipitation étant incertaine, l'irrigation est nécessaire. L'élevage du bétail se pratique dans les parties très sèches et non irriguées et dans les contreforts. Au nord de la ville d'Edmonton, les terres fertiles permettent une végétation plus abondante; on y pratique la polyculture et surtout l'industrie laitière et l'élevage du porc. Plus au nord encore, on accède à une région de forêts mixtes et résineuses. Plus de la moitié des 1,066,000 Albertains habitent la partie centrale, pays du pétrole et des céréales, qui forme une bande d'environ 100 milles de large et d'à peu près 200 milles de long de Calgary à Edmonton. Au sud, la population est plus clairsennée. La vallée de la rivière de la Paix, dans le nordouest de l'Alberta, marque l'extrême limite nord des établissements agricoles permanents du Canada. L'abatage et la mise en conserve de la viande tiennent le premier rang parmi les industries manufacturières de la province, suivis des dérivés du pétrole. L'activité industrielle y prend rapidement de l'ampleur. Plusieurs des nouveaux établissements fabriquent des fournitures pour les industries du pétrole et du gaz et les produits chimiques dérivés de ces dernières accusent une forte augmentation.

Colombie-Britannique.—La province de la Colombie-Britannique, située presque entièrement dans la région des Cordillères de l'Amérique du Nord. est traversée du sud au nord par trois principales chaînes de montagnes: les Rocheuses à l'est, les Columbia et les Cassiar à l'intérieur, et la chaîne Côtière à l'ouest. Cette grande province montagneuse, d'une longueur de 760 milles du nord au sud et d'une largeur movenne de plus de 400 milles, est surtout habitée dans l'extrême sud. Quarante p. 100 des 1,305,000 habitunts vivent dans la région de Vancouver-Howe-Sound, 180,000 dans la vallée avoisinante du bas Fraser et 200,000 dans le sud de l'île Vancouver. Autrement dit, les trois quarts de la population de la Colombie-Britannique n'occupent qu'environ 5 p. 100 de sa superficie. La moitié du reste habitent l'angle sud-est. La province est fortement industrialisée, et ses fabrications représentent près de la moitié de la valeur de sa production. Ses immenses ressources naturelles fournissent les matières premières et l'énergie nécessaires. Les forêts alimentent les industries du bois, de la pâte et du papier et des produits du bois qui sont d'une importance primordiale. Les pêcheries de saumon dans les estuaires ont amené l'établissement de vastes conserveries. Le bétail élevé sur les grands herbages de l'intérieur sud forme la base de l'industrie de l'abattage et de la mise en conserve de la viande, alors que les vallées du Sud et l'île de Vancouver, renommées pour leurs fruits et leurs légumes, approvisionnent les industries alimentaires. Les montagnes sont riches en minerais. La mine Sullivan, à Kimberley, une des grandes mines productrices de plomb et de zinc du monde, a servi de base à l'établissement

12

de la plus importante société de réduction, d'affinage et de produits chimiques du Canada. La province produit aussi beaucoup d'or, de cuivre, d'argent, de tungstène, de minerai de fer et de charbon. L'implantation de nouvelles entreprises à très grande distance des centres industriels déjà existants est ce qui caractérise les progrès récents de la province. Des voies de communication et de transport de plus en plus nombreuses donnent accès aux vastes richesses de régions autrefois inaccessibles.

Yukon et Territoires du Nord-Ouest.—Ces vastes étendues comprennent toute la partie du continent nord-américain située entre le 60° parallèle et le pôle nord, sauf l'Alaska et le Groenland. Elles forment 39 p. 100 de la superficie du Canada et sont une région où la topographie, la flore, la faune et le climat vont d'un extrême à l'autre. Les plaines dénudées de l'extrême Nord, les collines ondulées du bouclier Canadien dans l'Est, la vallée boisée du Mackenzie et quelques-uns des plus hauts pies canadiens dans l'Ouest rendent le relief très varié. Le Mackenzie et le Yukon, deux des grands fleuves du Canada, ainsi que le Grand lac des Esclaves et le Grand

Hier encore le développement de la Colombie-Britannique se limitait surtout au sud-auest de la province où vivent et travaillent les trais quarts de ses habitants. Mais l'industrie s'étend aujourd'hui et commence à puiser aux trésors que renferment les solitudes des grandes montagnes, si riches de forêts et de ressources minérales.





lac de l'Ours (qui réunissent 11,000 milles carrés) constituent d'importantes voies de transport. La production minérale, qui est pleine de promesse, est encore limitée. Le Yukon produit beaucoup d'or, d'argent, de plomb et de zinc. Le pétrole de Norman-Wells, la pechblende du Grand lac de l'Ours et l'or de Yellowknife sont les principaux minéraux que fournissent les Territoires du Nord-Ouest. Le forestage et l'agrirulture se pratiquent en certains endroits. La population (28,000 habitants) se compose d'Indiens, d'Esquimaux, de marchands de fourrures, de pêcheurs, de mineurs, de missionnaires, de travailleurs scientifiques et de fonctionnaires; 26,000 habitent le Yukon et la région du Mackenzie. Depuis qu'on a compris la valeur stratégique de ces vastes solitudes du Nord et que le transport aérien a pris de l'ampleur cette partie du pays est devenue plus active pour répondre aux besoins et de la vie économique et de la défense.

La capitale nationale

En 1885, Bytown, qui s'était développé au confluent des rivières Outaquais et Rideau et autour du quartier général des ingénieurs royaux chargés de la construction du canal Rideau, a été constitué en municipalité et appelé Ottawa. Deux ans plus tard, alors qu'il comptait 10,000 habitants, Ottawa a été choisi par la reine Victoria comme siège du gouvernement canadien. Québec, Montréal, Kingston et Toronto avaient été tour à tour la capitale nationale et chacun aspirait à le devenir définitivement, mais, bien qu'ils fussent tous des centres plus importants, c'est Ottawa qui "de l'avis de Sa Majesté" réunissait "plus d'avantages que tout autre endroit du Canada pour l'établissement du siège permanent du gouvernement". Cependant, ce ne fut qu'en 1865 que les services publics s'installèrent dans les édifices construits à l'origine par la Province de Canada et qu'une proclamation fixa définitivement Ottawa pour capitale. En 1867, quand la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick furent incorporés à la Province de Canada, Ottawa devint la capitale du nouveau Dominion qui, en moins de dix ans, s'étendit d'une mer à l'autre.

Ottawa compte aujourd'hui 205,000 habitants et une superficie de 27,220 acres. Son développement a été plutôt lent parce que, ville de fonctionnaires, Ottawa ne faisait rien pour encourager l'industrie. Aujourd'hui, ses 90,000 travailleurs comprennent 30,000 employés fédéraux.

Même si Ottawa est une municipalité autonome, le gouvernement fédéral étudie depuis longtemps son aménagement comme capitale politique. Le site splendide d'Ottawa, qui domine la rivière Outaouais et fait face à la crête arrondie des montagnes de la Gatineau à l'horizon, a été mis en valeur par ses édifices publics, ses promenades et ses parcs qui en font une des capitales pittoresques du monde. Une ville nouvelle surgit sur un bel emplacement de 900 milles carrés; Ottawa se développe selon le plan directeur adopté par le Parlement en 1951. Le Comité d'aménagement de la capitale nationale relevant de la Commission du district fédéral compte de nombreuses réalisations; élaboration de projets de nouveaux éditices, enlèvement de voies ferrées traversant la ville, reconstruction d'une artère principale où sont situés plusieurs résidences officielles et éditices nationaux, acquisition de terrains et aménagement d'avenues. Le parc Gatineau qui s'étend sur 50,000 acres dans les montagnes de la Gatineau, juste au nord de la ville, et dont

14



En mai, un million de tulipes ornent les parcs et les grandes avenues d'Ottawa d'une myriade de couleurs. Dans le coteau qui contourne le lac Dow, cinquante mille fleurs plantées en massifs de guatre ou cinq mille ravissent les yeux des promeneurs.

la population d'Ottawa jouit depuis longtemps déjà comme endroit de récréation, est actuellement en voie d'aménagement comme parc et refuge d'animaux.

Au cours des ans, grâce à ce plan de grande envergure, joignant l'esthétique au pratique, grandira une capitale digne des réalisations du Canada et du rôle international qu'il aura à jouer.

Terres

Voici la répartition de la superficie du Canada, y compris les caux intérieures, suivant le régime foncier:

	m. carrés		
Aliénée à la Couronne ou en voie d'aliénation	376,525	Te	
terres louées, les parcs natio- naux, les réserves indiennes et les stations d'expérimen-			
lation forestière			
Parcs nationaux	9,173		
Stations fédérales d'expé- rimentation forestière	186		

	m. carrés	
Terres provinciales autres que les parcs provinciaux et les réserves forestières provin-		
ciales,	1,788,346	
Pares provinciaux	42,2941	
Réserves forestières pro- vinciales	74,6881	
SUPERFICIE TOTALE	3,845,774	

¹ Double emploi de 1,668 milles carrés au Manitoba; voir p. 16,

Le chiffre des terres fédérales est élevé parce qu'il comprend la superficie du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.

La terre agricole occupée (en culture, boisée, non défrichée) forme 7 p. 100 de la superficie (3,562,857 milles carrés) du Canada. La forêt, tant productive qu'improductive représente 41-7 p. 100. Le ceste se compose d'étendues rochesses de configuration de territoires achains, d'emplacements de routes, etc.

Parcs nationaux et provinciaux

Les parcs nationaux et provinciaux du Canada oat une superficie de près de 71,500 milles carrés. Ce sont des régions particulièrement belles et présentant un intérêt spécial qui ont été réservées pour l'agrément des visiteurs canadiens et étrangers.

Le premier parc a été constitué en 1885 quand une région de 10 milles carrés autour des sources thermales de Banff (Alb.) a été réservée au public. Depuis lors, les parcs se sont multipliés jusqu'à couvrir aujourd'hui plus de 29,000 milles carrés et à se chiffrer par 29; parcs de tourisme et de récréation, réserves établies pour la protection et la propagation de la faune menacée d'extinction et parcs historiques nationaux. En outre, il existe environ 500 lieux historiques importants. L'administration des parcs relève du Service des parcs nationaux du ministère du Nord canadien et des Ressources nationales. Plusieurs sont facilement accessibles par la route, le rail ou l'avion et offrent toutes les commodités d'hébergement, soit terrains de camping, cabines confortables et hôtels luxueux. Voici la liste des parcs nationaux;

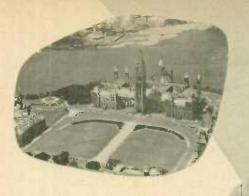
Parc	Superficie	Parc	Superficie
Touristique	(milles carrés)	Faunique Wood-Buffalo (Alb. et	(milles carrés)
Jasper (Alb.)	4,200.0	T. NO.)	
Banff (Alb.)	2,564.0	Elk-Island (Alb.)	73-0
Prince-Albert (Sask.)	1,496.0		
Riding-Mountain (Man.)	1.148.0	Historique	
Kootenay (CB.)	543:0		(acres)
Glacier (CB.)	521-0	Forteresse de Louisbourg	
Yoho (CB.)	507 - 0	(NÉ.)	339-5
Hantes-Terres-du-Cap-Breton		Fort-Lennox (P.Q.)	210=0
(NE.)	390.0	Fort-Beauséjour (NB.)	St. 3
Lacs-Waterton (Alb.)	204-0	Fort-du-Prince-de-Galles	50.0
Mont-Revelstoke (CB.)	100.0	(Man.)	50.0
Fundy (NB.)	79 - 5	Fort-Battleford (Sask.) Fort-Anne (NÉ.)	36·7 31·0
Île-du-Prince-Edouard (ÎPE.)	7.0	Fort-Royal (NE.)	20-5
Pointe-Pelée (Ont.)	6.0	Lower-Fort-Garry (Man.)	12.8
Îles de-la Baie Georgienne	P 4	Fort-Wellington (Ont.)	8.5
(Ont.)	5 · 4	Fort-Malden (Ont.)	5.0
Îles-du-Saint-Laurent (Ont.)	(189 - 4	Fort-Chambly (P.Q.)	2.5
	(acres)	rore-Chambridge (F.Q.)	6.3

Six gouvernements provinciaux ont créé des parcs. Il s'agit souvent de régions laissées à leur état naturel, mais, notamment en Colombie-Britannique, au Québec et en Ontario, certains grands parcs sont bien aménagés et pourvus d'hôtels et d'antres locaux d'hébergement ainsi que de centres de divertissement. Voici comment se répartit la superficie (40,626 milles carrés) des parcs: Québec, 20,264; Colombie-Britannique, 12,496; Ontario, 5,079; Saskatchewan, 1,685; Manitoba, 937; Alberta, 117; et Terre-Neuve, 48. Le Manitoba est en train d'aménager des parcs dans deux réserves forestières totalisant 1,668 milles carrés.



On il ac prolonge à l'intin: le sentier mysterieux où la verdure s'embrase comme un vitrail de cathédrale . . .





LA NATION, SON GOUVERNEMENT et son AVANCEMENT SOCIAL

Population

Gouvernement

Éducation

Recherches scientifiques

Santé et bien-être

Travail





Population

La population canadienne est un alliage de plusieurs groupes culturels. La plupart des habitants du Canada à l'heure actuelle descendent de personnes immigrées au pays à une époque ou une autre depuis le début de la colonisation, lesquelles ont emporté avec elles leur patrimoine industriel et social; celui-ci, dans l'ambiance canadienne, s'est intégré, formant une culture nouvelle et distinctive. Bien que les adultes récentment immigrés,—des milliers depuis quelques années,—puissent demeurer longtemps des nationaux exilés portant avec eux les trésors culturels d'autres pays, leurs enfants, instruits dans les écoles du Canada et sous l'égide de ses lois et de ses idéaux, s'intégreront facilement à la communauté canadienne et, par leur mariage avec des personnes d'autres groupes ethniques, envichiront la mosaïque de l'âme nationale; avec le temps, ils contribueront à réhausser le niveau culturel du Canada.

Au cours des années, le Canada a compté, de la part de certains groupes ethniques, des périodes d'intense immigration et des périodes d'immigration réduite, suivant les conditions économiques prévalant ici et dans les pays d'où venaient les immigrants. Lors du recensement de 1951, alors que l'aprèsguerre avait enregistré une immigration assez forte, 85-3 p. 100 de la population était née au Canada; toutefois, continuant la coutume inaugurée au recensement de 1881, celui de 1951 a inscrit l'origine de chaque habitant, nouvel arrivant ou Canadien de plusieurs générations. La langue parlée par l'habitant ou par ses ancêtres paternels avant l'arrivée au Canada a généralement servi à distinguer son origine du pays de sa maissance ou de sa nationalité. Les nombreuses personnes qui parlaient l'anglais étaient d'Itabitude de descendance anglaise, écossaise, irlandaise on galloise. Les personnes métissées d'Indien et de Blanc et vivant dans les réserves étaient classées au recensement comme "indiens indigènes", mais celles qui demeuraient en dehors des réserves l'étaient selon l'origine paternelle. De même, les personnes d'origine métissée de Blanc et de Chinois, Japonais, Nègre ou autre ont été classées d'après l'origine du père.

Les premiers colons du Canada étaient français. L'immigration britannique a été très faible jusqu'à l'arrivée des United Empire Loyalists pendant et tout de suite après la guerre de l'Indépendance aux États-Unis. Après 1784, les intérêts de l'Angleterre ont augmenté au Canada et, par suite des dislocations économiques engendrées par la révolution industrielle. de nombreux immigrants sont arrivés des îles Britanniques. En 1881, quand, pour la première fois, le recensement a révélé l'origine de toute la population, 59 p. 100 des habitants étaient d'origine britannique et 30 p. 100, de descendance française; ces deux groupes figurent ensemble pour près de 90 p. 100 de toute la population. Les dernières années du même siècle ont marqué le début d'une nouvelle phase dans l'accroissement et la variété ethnique de la population canadienne. La mise en valeur de nouvelles régions minières, le développement de l'industrie forestière, l'abondance des domaines ruraux accordés gratuitement dans les plaines fertiles de l'Ouest et la vague récente de construction ferroviaire ont accéléré le rythme de l'immigration et fait venir d'Europe plusieurs groupes ethniques nouveaux. La déclaration de guerre en 1914 et la crise économique des années trente ont réduit à presque rien le nombre des arrivants, jusqu'à ce que les réperrussions d'une seconde guerre mondiale portent de nouveau sur les rives candiennes des centaines de milliers d'inimigrants en quête de paix, de liberté et de vic nouvelle.

20



Québec, cœur du Canada français. La ville a été fondes au début du XVIII siècle par des colons français, les premiers à s'établir dans ce qui est devenu le Canada; même aujourd'hui plus de 90 p. 100 des habitants du Québec sont de descendance française.

Ainsi, quand en 1951 a cu lieu le dernier recensement décennal, le pourcentage de la population des deux groupes ethniques fondamentaux était descendu à 78-3, celui du groupe britannique ayant reculé à 46-7 et celui du groupe d'origine française ayant ayancé légèrement à 31-6. Le tableau qui suit indique les changements d'importance numérique et proportionnelle des principaux groupes ethniques au Canada durant la période 1881-1951.

Répartition de la population selon l'origine, 1881, 1911 et 1951

Origine	1881		1911		19511	
	Nombre	10	Nombre	15	Nombre	17
Britannique	2,548,514	58 - 9	3,999,081	55 - 5	6,371,905	46 - 7
Française	1,298,929	30-0	2,061,719	28.6	4,309,326	31.6
Allemande	254,319	5.0	403,417	5.6	619,627	-1 - 5
talienne	1,840	2	45,463	0.6	152,142	1 - 1
nive	667	2	76,199	1 - 1	181,456	152
Néerlandaise	30-412	0 - 7	55,961	0.8	264.091	1.0
olomaise		1000	33,652	0.5	219,766	1 - (
candinave	5,223	0.1	112,682	1.6	282,455	2.
Jkrainienne			75.432	1.0	395,023	2.0
Asiatique	4.383	0 - 1	43,213	0.6	72,315	0 -
ndienne et esquimande	108, 547	2.5	105.611	1.5	164.480	1 - 1
Antre	71,967	1-7	193,713	2.7	615,427	4 -
Toutes origines	4,324,810	100-0	7,206,543	100 - 0	13,648,013	1110 - 0

 $^{^1}$ Sans Terre-Neuve pour la comparaison avec les années antérieures de recensement; 93-5 p. 100 de la population de Terre-Neuve était originaire des îles Britanniques et 2+7 p. 100 de descendance française.

^{*} Moins de 0.05 p. 100.



Une famille écossaise, récemment orrivée au Conada, explore les beautés d'Ottowa. Plus du tiers des immigrants arrivés au pays depuis la guerre sont originaires des îles Britanniques.

L'établismentent par région des groupes critatiques les plus populeux parait, pour 1951, au tableau qui suit. Des personnes originaires des iles Britanniques, environ 46 p. 100 vivaient en Ontario, qui comptait près du tiers de toute la population canadienne, et 11 p. 100 en Colombie-Britannique. Plus des trois quarts des personnes d'origine française habitaient le Québec et 11 p. 100 l'Ontario. Les familles de maintes de ces personnes vivent au Canada depuis plusieurs générations; il en est de même pour les personnes d'origine allemande. De ces dernières, près de 80 p. 100 sont nées au Canada et 83 p. 100 vivaient en Ontario et dans les Prairies. Plus des deux tiers des personnes d'origine ukrainienne et environ les trois cinquièmes des personnes d'origine scandinave vivent dans les Prairies et plus des deux tiers des personnes de ces origines sont nées au Canada, descendant, pour la plupart, des personnes arrivées au pays au début du siècle actuel. Les personnes d'origine néerlandaise vivent principalement en Ontario et dans les Prairies (37 et 38 p. 100, respectivement). Bien que l'immigration de Néerlandais ait été intense au cours des années qui vont de la fin de la seconde guerre mondiale à 1951, les trois quarts des personnes de cette origine out déclaré



L'industrie canadienne a grandement bénéficié de sa maind'ceuvre d'origine etrangère. Ces ouvriers, de quatre origines différentes, symbolisent les quelque trente nationalités représentées chez les employés de l'Atlas Steels Limited. Dans ce groupe néo-canadien, quelques-uns sont au pays depuis plusieurs années, mais la pluparty sont venus depuis la fin de la querre.

le Canada comme lieu de naissance. L'Ontario et les Prairies se partageaint à peu près également plus de 83 p. 100 de la population polonaise, dont 55 p. 100, environ, était née au Canada, plusieurs autres étant arrivés au cours des années qui ont suivi immédiatement la guerre. Un grand nombre des immigrants nécrlandais et polonais d'après-guerre se sont établis en Ontario. En 1951, plus de 81 p. 100 de la population juive au Canada se trouvait presque également partagée entre l'Ontario et le Québec, et 58 p. 100 des personnes d'origine italienne vivaient en Outario et 23 p. 100, au Québec.

Quant à la population asiatique du Canada, près de la moitié des Chinois en 1951 vivaient en Colombie-Britannique et à peine plus d'un cinquième en Ontario; d'autre part, les deux cinquièmes des Japonais demeuraient en Ontario et le tiers, en Colombie-Britannique. Avant le déplacement de ces derniers durant la guerre, 95 p. 100 du groupe japonais se trouvaient dans la province du Pacifique. Environ 45 p. 100 de la population noire vivait en Nouvelle-Écosse et les deux ciuquièmes, en Ontario. Plus des deux cinquièmes des Indiens indigènes vivaient dans les Prairies et le quart en Ontario, alors que 70 p. 100 des Esquimaux se trouvaient dans les Territoires du Nord-Ouest.

Répartition proportionnelle des habitants des principales origines, selon la région, 1951

Origine	Provinces de l'Atlan- tíque	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie Britan- nique	Canada
			(en pou	rcentage)		
Britannique Françuise Allemande Italienne Juive Néerlandaise Polonaise Scandinave Ukrainienne Asiatique Indienne et esquimande ¹	17 · 8 6 · 9 5 · 2 2 · 1 1 · 8 10 · 5 1 · 3 2 · 6 0 · 3 5 · 5 3 · 8	7·3 77·0 2·0 22·5 40·2 1·2 7·7 1·9 3·3 10·6 10·0	45.9 11.1 35.8 57.6 41.2 37.2 40.9 13.2 23.7 50.4 22.6	17 · 4 4 · 0 48 · 0 6 · 5 14 · 1 38 · 4 42 · 5 58 · 8 66 · 9 18 · 2 39 · 0	11 · 4 1 · 0 8 · 9 11 · 3 2 · 7 12 · 6 7 · 4 23 · 2 5 · 7 35 · 2 17 · 2	100-0 100-0 100-0 100-0 100-0 100-0 100-0 100-0 100-0 100-0
Toutes origines	11.6	29.0	32-8	18 - 1	8.3	100-0

¹ En outre, 7-4 p. 100 des Indiens et Esquimaux vivent dans les Territoires de Nord-



Plusieurs organismes de bienfaisance s'intéressent aux jeunes Néo Canadiens et leur as surent des contacts saciaux jusqu'à leur intégration dans la collectivité.

Les personnes de certaines origines manifestent un goût marqué pour la vie urbaine, et d'autres pour la vie rurale. Les luifs, qui s'adonnent préférablement à des occupations manufacturières, commerciales, professionnelles, administratives et de propriétaires, forment le plus citadin des groupes ethniques; en 1951, 99 p. 100 d'entre eux vivaient dans des centres urbains. Les Italiens aussi se vouent principalement à des occupations urbaines de fabrication et de construction, et 88 p. 100 d'entre eux habitent des centres urbains. Environ les deux tiers des Britanniques et 60 p. 100 des Français vivent en ville, tandis que les Ukrainiens se partagent à peu près également entre la ville et la campagne. Bien que, en 1951, 38 p. 100 de la population totale da Canada vive dans les régions rurales, néammoins, 60 p. 100 des Néerlandais, 56 p. 100 des Allemands et 53 p. 100 des Scandinaves, habitent la campagne. Ces groupes ethniques étaient évidemment bien représentés parmi les ouvriers agricoles, puisque plus du tiers des travailleurs (hommes) d'origine allemande, néerlandaise, scandinave et ukrainieme étaient employés à l'agriculture.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le gouvernement fédéral a eu comme politique d'encourager l'accroissement de la population du pays en stimulant une immigration sélective, qui tienne compte du nombre d'étrangers que puisse avantageusement absorber l'économie nationale, et d'aider autant que possible ces immigrants à s'intégrer rapidement et de facon satisfaisante à la communauté canadienne. En neuf ans, de 1946 à 1954, 1.112,373 personnes out immigré au Canada, lesquelles comptaient un tiers d'origine britannique, 13 p. 100 d'origine allemande, environ 10 p. 100 d'origine italienne, et autant d'origine néerlandaise; ces divers groupes figuraient pour plus des deux tiers de toutes les personnes immigrées au Canada durant cette période. Le tableau qui suit donne plus de détails. et des statistiques distinctes pour les immigrés venus de 1946 à la date du recensement de 1951,-statistiques convertes par l'analyse antérieure des chiffres du recensement,-et pour ceux qui sont arrivés à partir de cette date jusqu'à la fin de décembre 1954. A compter du 1er juin 1951, l'immigration proportionnelle des Britanniques baissait de 28 p. 100, pendant que celle d'Allemands montait de 20 p. 100 et celles d'Italiens et de Néerlandais, de 14 et 11 p. 100 respectivement.

Immigration d'après-guerre au Canada, selon l'origine, 1946-1954

Origine	194 an 31 195	mai	to juin an 31 déc.		Total de Uimmigration d'après-guerre	
	(nombre)	-%	(nombre)	176	(nombre)	%
Vilemande	25,877	5 - 3	120,926	19-5	146,803	13 - 3
Asiatique	4,819	11-1	0,045	1.6	14,762	1 - 1 - 3
Baltique	28,154	5.7	10.438	1.7	38,592	3 - 3
Belge	4,802	1.0	5,955	1.0	10.757	1 -0
Britannique	208.594	42.5	173,103	27 - 8	381,697	34 -
rançaise	12,486	2.5	17,253	2 - 8	29,739	2.
recque	4,159	0.8	8,857	1 - 1	13,016	1 -
longroise	6,264	13	5,941	1 - ()	12,205	1 -
Calienne	27,283	5-6	89,348	14 - 4	116,641	10-
nive	25,142	5 - 1	16.512	2 - 7	41,654	3 -
Sécrlandaise	41,237	8 - 4	69,150	11-1	110,387	9.
'alonaise	40,653	8.3	20,303	3.3	60,956	5 -
candinave	8,565	1.7	15.401	2 - 5	23,966	2 -
"chécoslovaque	7,123	1.5	3,766	0.0	10,889	1 -
krainienne	24,803	5 - 1	9.396	1.5	34, 199	.3.
rougoslave	6,909	1-4	8,784	1.4	15,693	1 -
Autre	13,865	2 · 8	36,552	5.9	50,417	4 -
Toutes origines	490,745	100-0	621,628	100 - 0	1,112,373	100 -

Durant les neuf premiers mois de 1955, le Canada a reçu 86,607 immigrants, dont 24,032 Britanniques (27·7 p. 100), 15,512 Italiens (17·9), 15,297 Allemands ou Autrichiens (17·7), 6,367 Néerlandais (7·4), et 1,750 Français (2·0). Les autres pays d'outre-mer fournissaient un contingent de 15,750 personnes (18·2 p. 100), et les États-Unis 7,899.

A défaut d'une statistique des naissances et de l'énigration, il a été impossible, pour 1955, de comparer les apports de l'accroissement naturel et de l'immigration aux divers groupes ethniques du Canada. Cependant, pour 1951,—année-cime de l'immigration d'après-guerre (194,000 personnes),—on peut comparer, par origine, l'excédent des naissances sur les décès avec l'apport de l'immigration. C'est ainsi que, dans le cas des groupes fondamentaux, britannique et français, l'accroissement naturel représante respectivement 71 et 94 p. 100 de leur population, compte non teau de l'émigration. Ces deux groupes, à eux seuls, fournissent à peu près la moitié de l'accroissement total de la population. Parmi les autres groupes européens ligurant an tableau qui suit, le groupe ukrainien est le seul où l'accroissement naturel l'emporte sur l'accroissement par immigration. Pour la plupart des groupes ethniques, l'immigration ligure pour 70 à 90 p. 100 de leur accroissement en 1951, compte nou tenu d'une faible émigration.

Taux d'accroissement de la population, par immigration et accroissement naturel, selon l'origine, 1951

Origine	Immigra	tion	Aceroisser nature		Accroissement total	
	Total	$e_{\tilde{p}}$	Total	%	Total	U'er
Allemande	33,234	74.0	11,672	26.0	44,906	100-0
Asiatique	3,203	85 - ()	567	15-0	3,770	100 - 0
Baltique	8,796		1	-	8,7962	100.0
Belge	2.655	80-3	652	19.7	3,307	
Britannique	35,361	28.6	88,395	71 -4	123,756	100.0
Française	6,949	6.4	102,055	93.6	109,004	100.0
Grecque	2.918	90.9	293	9.1	3,211	1(H) - ()
Hongroise	4,421	81-0	1,035	19.0	5,456	100.0
Italienne	24,532	88.8	3,086	11.2	27,618	100-0
Juive	7,167	71-1	2,918	28-9	10,085	100-0
Néerlandaise	19,405	74 - 8	6,525	25-2	25,930	100 -0
Polonaise	13,078	73-5	4,714	26.5	17,702	100-11
Scandinave	6,671	57.9	4,850	42-1	11,521	100 - 0
Tchécoslovaque	3, 199	79.9	804	20-1	4,003	10(1-0)
Ukrainienne	6,919	47-2	7,761	52.8	14,710	1100 - ()
Yongoslave	1 175	911-7	428	9.3	4,603	11)()-()
Antre	11,678	53+5	10,158	46 · 5	21,836	100 0
Toutes origines	194,391	44-1	245,913	55-9	440,394	100-0

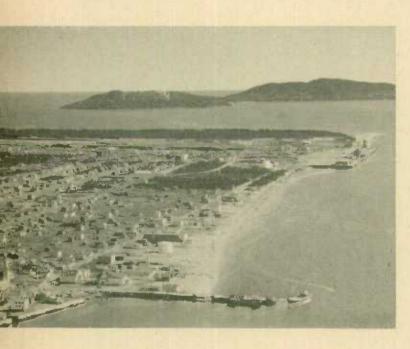
¹ Non disposible. ² Ne comprend pas l'accroissement naturel.

Citoyenneté

Toutes les personnes nées au Canada ou nées à l'étranger de parents canadiens, et dont la missance a été juridiquement enregistrée, sont citoyens canadiens et ne peuvent perdre leur citoyenneté à moins d'y renoncer euxmêmes pour en acquérir une antre. Le citoyen canadien a également le statut de sujet britannique. Les immigrés naturalisés deviennent citoyens canadiens et sujets britanniques et le demeurent tant qu'ils résident au Canada, ou ne s'en absentent que sur autorisation, à moins qu'ils ne posent un acte entraînant révocation de leur citoyenneté.

D'après le recensement de 1951, 96.8 p. 100 des habitants étaient citoyens canadiens, 0.7 p. 100 citoyens d'autres pays du Commonwealth, 1.7 p. 100 de pays européens, 0.1 p. 100 de pays asiatiques, et 0.6 p. 100 d'autres pays. La même année, 98 p. 100 des personnes d'origine britannique et 99.7 p. 100 de celles d'origine française étaient d'allégeance canadienne. Quant aux habitants d'autres origines européennes et d'origine asiatique, le pourcentage était respectivement de 89.3 et 78.7.

Le candidat à la citoyenne é doit avoir habité le Canada cinq ans après avoir obtenu permission d'y résider en permanence. En plus de manifester un respect consciencieux des lois, il doit posséder une connaissance suffisante



De nouveaux centres miniers font surgir de nouvelles villes. Sept-îles, terminus portuaire du chemin de fer desservant l'exploitation de minerai de fer Québec-Labrador, est née avec les débuts de la construction dans cette région, en 1950.

de l'histoire, de la géographie et du gouvernement du Canada, ainsi que des responsabilités de la citoyenneté. Durant l'année terminée le 31 mars 1955, 23,630 étrangers ont reçu des certificats de citoyenneté canadienne. Des tribunaux spéciaux à Montréal et à Toronto connaissent de toutes questions relatives à la citoyenneté canadienne. Dans d'autres centres, les cas de demande de citoyenneté sont traités par les tribunaux locaux on le greffier de la citoyenneté canadienne.

Le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration applique la loi sur la citoyenneté canadienne et dirige le développement du véritable civisme chez tous les Canadiens.

Statistique de la population

Le recensement du Canada fournit les renseignements officiels sur les caractéristiques détaillées de la population canadienne. Le Bureau fédéral de la statistique est à préparer un recensement simplifié pour le 1^{er} juin, 1956, qui fera voir l'accroissement et le mouvement de la population au cours des

cinq années antérieures. Entre-temps, les derniers chiffres dont on puisse disposer sont ceux de 1951, sauf les estimations intercensales tirées de la statistique annuelle des naissances et décès et de l'immigration. Le tableau suivant présente les estimations de 1955 comparativement aux données des recen ements de 1951 et de 1941.

Population du Canada, par province, 1941, 1951 et 1955

Nota.—Les chiffres de 1941 et 1951 sont ceux du recensement et les chiffres de 1955 sont des estimations du 1 $^{\rm cr}$ juin 1955.

Province on territoire	1941	1951	1955
Terre, Neuve, Lie du Pri ger Édouard. Nouvelle Écosse. Nouvean Brunswick. Québec. Ontatio. Manitoba. Saskatellewan. Alberta. Colombie Britannique. Territoire du Yukon. Territoires du Nord-Ouest.	95,047 577,962 457,401 3,331,882 3,787,655 729,744 895,992 796,160 817,861 4,911 12,028	361,416 98,429 642,584 515,697 4,055,681 4,597,542 756,541 831,728 939,501 1,165,210 9,096 16,004	412,000 1U.S. 000 683,000 558,000 4,520,000 5,183,000 849,000 1,006,000 1,305,000 10,000 18,000
Canada	11,506,655	14,009,429	15,601,000

Les estimations intercensales portent également sur l'âge et le sexe de la population. Les chiffres relatifs aux âges, pour 1955, font voir le taux élevé des naissances au cours des dernières années. Cette aunée-là, sur 1,000 personnes, on en comptait 235 de moins de 10 ans, contre 223 en 1951, 182

Hardy, nouvelle ville du nord de l'Ontario, établie près de la mine Hardy et de l'usine de la Falconbridge Nickel Mines Limited. Le rendement de la mine a débuté en 1954.



en 1941 et 213 en 1931. La tendance au vieillissement manifestée en 1951 (114 personnes de 60 ans ou plus par 1,000 habitants, contre 102 en 1941 et 84 en 1931) a changé en 1955 (111 personnes du même âge).

L'espace disponible ne permet que des aperçus sur certaines des plus importantes analyses de recensement.

Population rurale et population urbaine. Les données du recensement indiquent que, au 1er juin 1951, 38 p. 100 de la population habitait des régions rurales et que 52 p. 100 de celle-ci vivait dans des fermes. Ainsi, la population agricole figurait environ pour 20 p. 100 de toute la population du Canada. En 1941, les pourcentages de citadins et de ruraux étaient respectivement de 57 et de 43. La récente tendance à l'urbanisation au Canada ne diffère guère de celle que l'on observe en beaucoup d'autres pays. Durant la décennie 1941-1951, la population urbaine, à l'exclusion de celle de Terre-Neuve, a augmenté de 30 p. 100, et la population rurale, de 3 p. 100.

Les tableaux suivants révèleat l'expansion, en 1951, des centres urbains de plus de 15,000 habitants, et celle des zones métropolitaines.

Population des centres urbains constitués, de 15,000 habitants ou plus, 1941 et 1951

Centre urbain	194 t	1951	Centre urbain	1941	1951
Belleville (Ont.)	15.710	19.519	Ottawa (Ont.)	154 951	202,045
Brandon (Man.)		20,598	Outremont (P.Q.)	30,751	30,057
Brantiord (Ont.)	31,948	36,727	Owen-Sound (Ont.)	14,002	16,423
Calgary (Alb.)	88,904	129,000	Peterborough (Ont.).	25,350	38.272
Can-de-la-Madeleine	66,2114	1 2 7 1 111/11	Port-Arthur (Ont.)	24,426	31,161
(P.Q.)	11,961	18,667	Prince-Albert (Sask.).	12,508	17,149
Charlottetown (Î. P. É.)		15,887	Québer (P.Q.)	150.757	161,016
Chatham (Ont.)	17.369	21,218			
Chieputimi (P.Q.)	16,040	23,216	Regina (Sask.)	58,245	71,310
Cornwall (Ont.)	14,117	16,800	St-Boniface (Man.)	18,157	26,342
Dartmonth (NÉ.)	10.847	15,037	St-Catharines (Ont.)	30,275	37,984
Edmonton (Alb.)	93.817	159,631	St-Hyacinthe (P,Q.)	17,798	20,236
Forest-Hill (Ont.)	11.757	15,305	St-Jean (NB.)	51,741	50.779
Fort-William (Ont.)	30,585	34,947	St-Jean (P.Q.)	13,646	19,305
Fredericton (NB.)	10,062	16.018	St-Jean (TN.)	$-44,603^{\circ}$	52,873
Galt (Ont.)	15.346	19,207	St-Jérôme (P.Q.)	11,329	17,685
Glace-Bay (NÉ.)	25,147	25,586	St-Laurent (P.Q.)	6,242	20,426
Granby (P.Q.)	14, 197	21,989	St-Thomas (Out.)	17,132	18, 173
	23,273	27,386	Sarnia (Ont.)	18.734	31,697
Guelph (Ont.)	70,488	85.589	Saskatoon (Sask.)	43,027	53,268
Hamilton (Out.)	166,337		Sault-Ste-Marie (Out.)	25,794	32.452
	32.947	208,321	Shawinigan-Falls	20,325	26,903
Hull (P.Q.)	32,947	43,483	(P.Q.)		
Jacques-Cartier (P.Q.)	12,749	22,450	Sherbrooke (P.Q.)	35,965	50,543
Joliette (P.Q.)	13,769	16,064	Stratford (Ont.)	17,038	18,785
Jonquière (P.Q.)		21,618	Suffairy (OnL.)	32,203	42,410
Kingston (Ont.)	30, 126	33,459	Sydney (NE.)	28,305	31,317
Kitchener (Ont.)	35,657	44,867	Therford-Mines (P.Q.)	12,716	15,095
Lachine (P.Q.)	20,051	27,773	Trois Rivières (P.Q.)	42,007	46,074
Leaside (Ont.)	6,183	16,233	Timmins (Ont.)	28,790 -	27,743
Lethbridge (Alb.)	14.612	22,947	Toronto (Ont.)	667,457	675.751
London (Ont.)	78, 134	95,343	Valleyfield (Salaberry		
Medicine-Hat (Alb.)	10,571	16,364	de) (P,Q.)	17,052	22,414
Moneton (NB.)	22,763	27,334	Vancouver (CB.)	275,353	344,833
Montréal (P.Q.)	903,007	1,021,520	Verdun (P.Q.)	67,349	77,391
Moose-Jaw (Sask.)	20, 753	24,355	Victoria (CB.)	44,068	51,331
New-Westminster (CB.)	21,967	28,639	Wetland (Ont.)	12,500	15,382
Niagara Falls (Ont.)	20,589	22.874	Westmount (P.Q.)	26 1147	25,222
North-Bay (Ont.)	15,599	17,944	Windsor (Ont.)	105,311	120,049
North-Vancouver (C. B.)	8,914	15,687	Winnipeg (Man.)	221.960	235,710
Oshawa (Ont.)	26,813	41,545	Woodstock (Ont	12,461	15,544
				1	

⁴ Non constitué en 1941.

² Recensement de Terre-Neuve, 1945.



Halifax et Dartmouth bordent le magnifique abri naturel qui forme la plus importante base navale du Canada sur l'Atlantique. Les deux avions d'entrainement propulsés ont décollé de la base aérienne Shearwater et le croiseur Québec est accosté à droite du nouveau pont Angus-L.-Macdonald.



Quesnel, petite ville au confluent du Fraser supérieur et de la Quesnel, à l'intérieur de la Colombie-Britannique.

Zone	19411	1951	Zone	19411	1951
Montréal (P.Q.)	1,145,282	1,395,400	Windsor (Ont.)	123.973	157,67
l'oronto (Ont.)	909,928	1.117,470	Calgary (Alb.)	93,021	139, 10.
Vancouver (CB.)	377.447	530.728	Halifax (NÉ.)	98,636	133,93
Winnipeg (Man.)	299,937	354,069	London (Ont.)	91,024	121,51
Ottawa (Ont.)	226,290	281,908	Victoria (CB.)	75,560	104,30
Québec (P.Q.).	224,756	274.827	Saint-Jean (NB.)	70,927	78.33
Hamilton (Ont.).	197,732	259,685	Saint-Jean (TN.).	59.4742	67.74
Edinonton (Alb.)	97.842	173.075			

[:] Zuries de 1951.

Habitations, ménages et familles. — En 1951, le Canada comptait quelque 3,400,000 habitations occupées et 3,300,000 familles, contre 2,600,000 habitations et 2,500,000 familles en 1941. L'accroissement était réparti entre toutes les provinces. Habitations et familles ayant augmenté plus vite que la population, la moyenne de personnes par ménage a fléchi de 4·3 à 4 et, par famille, de 3·9 à 3·7. La famille rurale agricole moyenne comprenait 4·4 personnes en 1951, la rurale non agricole 3·9 personnes, et l'urbaine 3·5 personnes. Dans environ 90 p. 100 de toutes les familles, le chef de la famille était aussi le chef du ménage. Environ 10 p. 100 (320,645 familles) vivaient chez des parents on étaient en pension dans d'autres ménages. Lors du recensement, 6·7 p. 100 des ménages du Canada comprenaient deux familles ou plus; dans les villes de 100,000 habitants ou plus, ce pourcentage était de 10·4.

Habitations, ménages et familles, et personnes par ménage et par famille, selon la province, 1951

Province	D	Habit	ations	15 591	Person-	Person
Pinvaice	Population	Total	Occupées ²	Familles	nes par ménage ²	nes par
Terre-Neuve	361,416	78,024	70,980	74,858	5.0	4 - 1
Î. P. É	98,429	24,114	22,454	21,381	4.3	4.0
Nouvelle-Écosse.	652,584	159,795	149,555	145,127	4-2	3.0
NBrunswick	\$15,607	120,639	114,007	111,639	4.4	4 - 1
Québec	4,055,681	898,914	858,784	856,041	4.6	4 - 2
Ontario	4.597,542	1,232,081	1.181,126	1,162,772	3.8	3 - 4
Manitoba	776,541	210,565	202,398	191,268	3.7	3.0
Saskatchewan	831,728	237,406	221,456	196, 188	3.7	3 - 7
Alberia	939,501	266,939	250,747	223,326	3.6	3.7
C. Britannique	1,165,210	356.651	337,777	299.845	3 - 3	3-3
Canada	13,984,329	3,585,128	3,409,284	3,282,445	4.0	3.7

 $^{^3}$ V compris les institutions, hôtels et camps, ainsi que les habitations vacantes ou en construction. 2 Hormis les institutions, hôtels et camps. 3 Hormis 25,100 habitants et 4,939 familles du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest; les chiffres comparables sur les habitations fout défaut.

Lieu de naissance.—Sur les 14,009,429 habitants du Canada le 1et juin 1951, 11,949,518 y étaient nées, 912,482 étaient nées au Royaume-Uni, 20,567 en d'autres pays du Commonwealth, 801,618 en Europe, 282,010 aux États-Unis, 37,145 en Asie et 6,089 ailleurs.

² Recensement de Terre Neave, 1945.

Religion. Si nombresuses et variées que soient les confessions religieuses au Canada, plus de 92 p. 100 de la population appartenait en 1951 à l'une ou l'autre des sept plus importantes au point de vue numérique:

Nombre		Nombre
Catholique 6,069,496	Baptiste	519,585
Église-Unie du Canada 2,867,271	Luthérienne	444,923
Église anglicane du Canada, 2,060,720	Indaique	204,836
Presbytérienne	Autres	1,000,851

Les Indiens et les Esquimaux

Les Indiens et Esquimaux du Canada, issus de races qui habitaient le pays avant sa colonisation par les Européens, sont l'objet de soins particuliers de la part du gouvernement canadien, les Indiens depuis le début du pays, alors qu'ils ne purent maintenir leur mode de vie traditionnel, et les Esquimaux, au cours des années relativement récentes où, dans leur contrée septentrionale, ils furent atteints par la civilisation.

Les Indiens.—Lors du recensement de 1951, le Canada comptait 155,874 personnes d'origine indienne, c'est-à-dire, ayant un ancêtre paternel de race indienne. Cependant, nombre d'entre elles, depuis longtemps assimitées à la population blanche, ont perdu leur caractère indien. En 1955, les personnes qui, aux termes de la loi, sont considérées comme Indiens, étaient au nombre de 151,558. Groupées en quelque 600 tribus, elles vivaient dans 2,223 réserves établies à leur usage et profit. Le bien-être des Indiens est confié à la Division des affaires indiennes du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Le gouvernement fédéral a témoigné sa confiance dans les talents de l'Indien canadien en adoptant en 1951 une nouvelle loi sur les Indiens qui leur accorde plus de responsabilité dans la conduite de leurs affaires. Aujour-d'hui, les Indiens construisent leurs propres maisons, réfectionnent les routes de leurs réserves, ou unissent leurs efforts dans d'autres entreprises importantes. Les conseils de tribu, la plupart élus de façon démocratique conformément aux dispositions de la nouvelle loi, adoptent des règlements pour le

Quelques-uns des vingt-six délégués indiens choisis par leurs conseils de tribus respectifs pour assister à une réunion convaquée à Ottawa en janvier 1956 par le Surintendant général des Affaires indiennes pour discuter de l'application de la loi sur les Indiens et émettre leur opinion au sujet de modifications à apparter à ladite loi.



bien de leurs communautés, et fonctionnent aussi bien que la plupart des conseils municipaux; c'est sagement et à bon escient qu'ils disposent des fonds de la tribu. Au cours de l'année se terminant le 31 mars 1955, les Indiens ont construit 837 maisons et en ont réparé 2,259. Dans les provinces des Prairies, ils ont ajouté 14,746 acres aux terres cultivées, et augmenté leur Fonds de fiducie de \$983,899.

Partout, les Indiens s'intéressent de plus près à l'instruction et à l'enseignement professionnel pour améliorer leur existence. S'éloignant de leurs occupations traditionnelles, ils se montrent habiles concurrents dans l'agriculture moderne, l'industrie et une foule de professions. Les Indiens qui fréquentent les écoles provinciales n'ont aucune difficulté à marcher du même pas que les autres élèves. Durant l'année scolaire 1954-1955, 1,853 Indiens ont fréquenté des écoles secondaires et collèges, ou suivi des cours spéciaux; 115 de ces élèves apprenaient un métier, 63 étudiaient le commerce, 28 stivaient des cours de science hospitalière, et neuf fréquentaient l'école normale.

Les adultes s'instruisent eux aussi. En 1955, le Service du bien-être de la Division des affaires indiennes a continué ses cours de formation de chefs sociaux, qui permettent aux représentants des communautés indiennes d'étudier le bien-être social et les fonctions de chef communautaire. Il y a lieu de croire que ce programme stimulera l'activité des associations dans les réserves de façon à améliorer les conditions sociales de la population indienne. Des représentants de toutes les régions, à l'exception des Maritimes, ont assisté aux cours d'étude donnés durant l'année. Les cercles de méuagères actifs, au nombre de 169 en 1954, ont apporté plusieurs améliorations aux foyers des réserves et ont lancé des œuvres de couture, de bien-être et de vie sociale.

En 1954, 789 Indiens ont été affranchis, c'est-à-dire, ont choisi d'être considérés les égaux de tout autre citoyen canadien.

Les Esquimaux.—On croit que les Esquimaux, ces peuplades qui habitent la partie la plus septentrionale du Canada, sont les derniers des immigrants préhistoriques venus de l'est de l'Asie en Amérique du Nord. Au recensement de 1951, ils étaient plus de 9,600 et ce nombre va croissant. Ils commencèrent à se répandre dans l'est de l'Arctique il y a environ 2,000 ans. Parce



Si le mode de vie des Esquimaux change rapidement, ces habitants du Nord conservent encore leur costume national. C'est le genre de vêtement le plus approprié au climat arctique.



L'hélicoptère du C. D. Howe, navire de ravitaillement et d'inspection du gouvernement fédéral qui accomplit sa randonnée annuelle dans l'est de l'Arctique, est d'un grand intérêt pour les habitants d'Arctic-Bay.

que leur vie dépendait largement de la chasse aux mammifères marins, la plupart des Esquimaux vivaient près des côtes. Même aujourd'hui, il y a peu d'Esquimaux à l'intérieur du Nord canadien et tous vivent au nord de la limite de végétation arborescente. Avec l'arrivée des baleiniers et la recherche du passage nord-ouest, les Esquimaux de la côte vinrent en contact avec la civilisation européenne et leur manièré de vivre commença à changer. Le fusil remplaça l'arc, et des quantités de peaux de renards de l'Arctique, une fourrure de peu de valeur pour l'Esquimau, prirent le chemin des centres de modes de l'Europe. L'Esquimau devint alors trappeur, et le renard blane occupe une place importante dans son économie.

Aujourd'hui, l'Esquimau est encore dans une période de transition. La baisse des prix de la fourrure depuis la seconde guerre mondiale a occasionné des privations à nombre d'Esquimaux qui comptaient et cumptent encore sur la fourrure pour la majeure partie de leur revenu. Dans une certaine mesure, les allocations familiales et de l'assistance-vieillesse ont aidé à soulager cette situation. Le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, chargé de l'administration générale de l'Arctique et des affaires des Esquimaux, étudie constamment la situation et tente de résoudre les problèmes créés par les états changeants. Il a pour cela la collaboration d'autres ministères et des organisations extérieures directement intéressées aux affaires de l'Arctique.

La santé des Esquimaux, dont l'organisme n'est pas suffisamment immunisé contre certaines maladies, crée un problème difficile, Lorsqu'un traitement est requis, les Esquimaux sont hospitalisés dans différentes parties du Canada. En 1955, plus de 700 Esquimaux, la plupart tuberculeux,—étaient hospitalisés dans le Sud. Les périodes prolongées d'hospitalisation dans un milieu fort différent créent des problèmes sociaux que l'on tâche d'amoindrir le plus possible. Des centres de rétablissement sont installés dans le Nord, afin que les malades puissent y retourner le plus vite possible pour leur convalescence.

Le problème de l'enseignement dans les régions les plus éloignées du Nord est étudié attentivement. Dans plusieurs régions, les enfants esquimaux reçoivent l'instruction et la formation dans de nouvelles écoles pourvues des commodités modernes; quelques-unes de ces écoles servent aussi de salles de réunions où les parents peuvent recevoir une certaine instruction et une certaine formation professionnelle. Phisieurs Esquimaux reçoivent leur formation professionnelle dans le Sud, puis retournent dans le Nord pour y mettre à profit l'habileté qu'ils ont acquise.

On est à étudier et à mettre en œuvre des moyens d'étendre l'économie restreinte et incertaine des Esquimaux. Quelques projets proliteront des talents naturels; d'autres comprendront le développement de techniques que l'Esquimau ne connaît pas du tout. En 1955, plusieurs ont été employés au déplacement de la ville d'Aklavik, une entreprise à long terme, et ont recu sur place une formation de menuisier et de mécanicien. D'autres ont aussi travaillé à des installations de défense comme à Churchill et Frobisher-Bay, et d'autres ont été entployés par des compagnies minières. De nombreux troupeaux de rennes parcourent les montagnes à l'est d'Aklavik, et des gardiens esquimaux en sont chargés. Dans d'autres régions de l'Arctique, le ministère a encouragé et aidé l'établissement de petites industries locales; à ce sujet, il étudie plusieurs autres projets qui pourraient être d'un avantage régional. Les sculptures des Esquimaux, lesquelles ont acquis récemment une renommée mondiale, représentent une faible mais croissante partie du revenu dans l'est de l'Arctique. Un fonds a été établi en vue de prêts aux particuliers et aux groupes engagés dans des entreprises approuvées qui amélioreront l'économie des Esquimaux.

Statistique de l'état civil

Depuis 1921, alors que l'on a commencé à établir la statistique nationale de l'état civil, la population du Canada est passée de moins de 9 millions à plus de 15 millions d'habitants. Bien que l'immigraton ait contribué pour une petite part à cette augmentation, le facteur le plus important a été le taux élevé de l'accroissement naturel. Cela est dû principalement à la forte natalité, actuellement la plus élevée qui soit enregistrée par une nation industrielle importante. Pendant cette même période, le Canada a fait des pas de géant dans la diminution de la mortalité en général et chez les mères en particulier. Seule la Hollande a une mortalité plus faible que le Canada et seuls les États-Unis ont un taux de mortalité maternelle moins élevé. Une demi-douzaine de pays seulement ont une mortalité plus faible chez les nouveau-nés. Cependant, il existe un contraste prononcé en ce qui concerne la mortalité infantile, car ici, le Canada tombe au douzième rang; mais on a constaté récemment une amélioration sensible. Par exemple, la Suède,

34

dont la mortalité infantile est la plus faible, a vu ce taux baisser de 61·4 à 18 par 1,000 naissances entre 1920-1924 et 1955, alors que, pendant la même période, le taux au Canada tombait de 104·3 à 32.

Naissances.—Le taux des naissances a été le facteur le plus important du taux de l'accroissement naturel. De 29 naissances pour 1,000 habitants en 1921, le taux à baissé sans cesse jusqu'à moins de 21 en 1937. Il est remonté à 24 durant les années de guerre pour culminer à 28-9 en 1947 et à 28-7 en 1954. En 1954, les taux des naissances ont été les plus élevés depuis 1921 en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique et depuis 1922, en Saskatchewaa. Le Nouveau-Brunswick, scule province avec un taux plus faible en 1954, enregistre un déclin depuis 1947. Terre-Neuve (34-3) et l'Alberta (32-3) sont à la tête des provinces; l'Île-du-Prince-Édouard (25-9) est dernière.

Mariages.—L'accroissement considérable de la natalité tient à l'augmentation du nombre des mariages plutôt qu'à celle du nombre moyen d'enfants par famille. De 1941 à 1951, la proportion des femmes mariées est passée de 38 à 51 p. 100 pour le groupe d'âge de 20 à 24 ans, de 66 à 79 p. 100 pour celui de 25 à 29 ans, et de 76 à 84 p. 100 pour celui de 30 à 34 ans. Si l'augmentation dépend en grande partie de l'ajournement des mariages durant le marasme des années trente, on constate néanmoins qu'une plus forte proportion de femmes se marient actuellement plus jeunes qu'autrefois. A partir de 1940 le taux des mariages est resté élevé; il a atteint 10·9 en 1946, soit un maximum pour l'après-guerre, et a dintinné ensuite jusqu'à 8·5 en 1954. Le décroissement qui a lieu depuis lors est attribuable surtout au nombre moins élevé de femmes célibataires en âge de se marier.

spécial Hn appareil photographie les bébés dans leurs berceaux moins de vingt-quatre heures oprès leur naissance. L'enregistrement des naissances, obligatoire au Canada, permet d'établir le taux de la natalité, qui est élevé par rapport à la plupart des autres pays. C'est en 1947 qu'il a culminé depuis les années de marasme économique pour se maintenir ensuite à un niveau légèrement inférieur.



Décès.—Le taux brut de la mortalité au Canada, qui était de 10·1 en 1943, est tombé à 8·2 en 1954, soit le plus bas depuis onze années de baisses consécutives et une diminution de près de 20 p. 100 en quelque dix ans. La baisse de 1954 résulte du décroissement des décès qui, du maximum de 127,381 en 1953, ont diminué à 124,520. Depuis 1953, la mortalité a baissé dans toutes les provinces, sauf Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard. La mortalité dans les provinces oscille entre 7·2 en Saskatchewan et en Alberta et 9·8 en Colombie-Britannique, qui compte la plus forte proportion de personnes agées.

Depuis 1920, la mortalité a fort baissé, surtout chez les enfants et les adolescents. En 1926, plus de 19 p. 100 des décès chez les hommes ont frappé le groupe d'âge de 5 à 45 ans, tandis qu'en 1954 moins de 11 p. 100 décédaient. A noter également le décroissement de la mortalité chez les femmes de même âge qui a été de 22 p. 100 à 9 p. 100 environ. Depuis 25 ans, la mortalité chez les hommes jusqu'à l'âge de 45 ans a baissé d'environ la moitié, tandis que chez les femmes de même âge, elle est d'à peu près trois ou quatre fois moindre.

La baisse de la mortalité chez l'enfance et l'âge mûr a en pour effet d'augmenter le nombre de personnes plus âgées et d'élever l'âge moyen de la population. Aussi, la mortalité est-elle maintenant beaucoup plus grande chez les personnes d'âge avancé. En outre, la baisse de la mortalité prolongera éventuellement la durée moyenne de la vie. En 1921, elle était de 39 ans chez les hommes et de 41·1 ans chez les femmes; en 1954 elle était respectivement de 57·3 et 60·0 ans.

Quoique la mortalité infantile soit en baisse depuis trente ans, elle est encore la plus forte durant la première année. Sur 107,000 décès en 1926, 31,000, soit près de 30 p. 100, ont frappé des enfants de moins de cinq ans dont les trois quarts n'avaient pas atteint leur première année. En 1954, sur près de 124,500 décès, plus de 16,000, soit près de 13 p. 100, ont frappé des enfants de moins de cinq ans dont plus des cinq sixièmes de moins d'un an. La mortalité infantile a beaucoup baissé, mais surtout parmi les enfants agés d'un mois à cinq ans.

La prolongation de la vie humaine marque les succès remarquables de la lutte que les autorités chargées de la santé publique ont engagée contre les maladies infectieuses et contagicuses si funestes autrefois à l'enfance et à la jeunesse. Pour citer des exemples, la diphtérie a été presque totalement éliminée et la tuberculose est devenue beaucoup moins fréquente. Par ailleurs, le vieillissement de la population augmente la proportion de décès dus aux maladies qui frappent surtout le vieil âge. Ainsi, le cancer, les maladies du cœur, des reins et du système vasculaire causent maimenant une proportion beaucoup plus forte de décès. Aujourd'hui, environ 80 p. 100 des décès sont dus aux causes suivantes: maladies du cœur et des artères, cancer, accidents, maladies de la première enfance, maladies de l'appareil respiratoire (tuberculose, pneumonie, influenza) et néphrite.

Les tables de survie de 1951 sont une honne indication de la santé de la population: l'espérance de vie à la naissance dépasse 66 ans chez les hommes et 70 chez les femmes; la mortalité infantile n'est que 32 pour mille habitants et le nombre des décès de mères pour mille naissances vivantes est inférieur à un.

36 CANADA 1956

Naissances, mariages et décès, 1926-1954

(Sans le Ynkon ni les T. du N. O.; Terre Neuve comprise à partir de 1949)

Année	Naissa	nces	Maria	ges	Déc	ðs	Morta puerpé	
	Nombre	Taux ¹	Nombre	Tauxi	Nombre	Tauxi	Nombre	Tanx2
Moy. 1926-1930	236,521	24 - 1	71.886	7.3	108,925	11-1	1,339	5 - 7
Moy. 1931-1935	228,352	21.5	68,594	6.5	103,602	9.8	1,153	5.0
Moy, 1936-1940	228,767	20 - 5	96,824	8 - 7	109.514	9.8	1,043	4.6
Mov. 1941-1945	276,832	23-5	113,936	9.7	115,144	9.8	791	2.9
Moy. 1946-1950	354,869	27.4	126,687	9.8	119,975	9.3	523	1.5
1951	380,101	27-2	128,230	9.2	125,454	9.0	405	1-1
1952	402,527	27.9	128,301	8.9	125,950	8 - 7	374	0.9
1953	116,825	28-2	130.837	8.9	127,381	8.6	324	0.8
1954	435,142	28 - 7	128,385	8 - 5	124,520	8-2	312	11 - 7

¹ Pour 1,000 habitants.

Naissances, mariages et décès, par province, 1954

(Sans le Yukon ni les T. du N. O.)

Province	Naissances		Marianes		Décès		Mortalité paerpésale	
	Nombre	Tauxi	Nombre	Tanxi	Nombre	Taux	Nombre	Taux ²
Terre-Neuve	13.653	34.3	2,952	7-4	2,916	7.3	22	1.6
Île-du-PÉ	2,724	25.9	605	5-8	966	9-2	2	0.7
N. Écosse	18,909	28·I	5,265	7 - 8	5.692	8.5	10	0.5
N. Brunswick	16,649	30-4	4,278	7.8	4,286	7.8	12	0.7
Québec	133,178	30 - 4	35,516	8-1	33.169	7.6	1.41)	1 - 1
Ontario	136,261	27.0	45,028	8.9	44,515	8.8	60	0.5
Manitoba	22,248	26.9	6,837	8 · 3	6,719	8-1	1.1	0.5
Saskatchewan	24,981	28.5	6,953	7.9	6,323	7-2	2.2	(6.9)
Alberta	33,593	32.3	9,960	9.6	7,520	7 - 2	11	0.3
C. Britannique	32,946	260	10,991	8 - 7	12,414	9.8	13	0-1
Canada	435,142	28 - 7	128,385	8 5	124,520	8-2	312	0.7

Cinq bébés prennent leur repas sur une chaisebasse à la pouponnière d'Edmontan; cet établissement préscolaire compte quatre-vingls enfants qui y sont gardés pendant que leurs mères travaillent hors du foyer. La pouponnière de jour est devenue une nécessité de la cité moderne.



² Par 1,000 maissances vivantes.

Pour 1,000 habitants. Pour 1,000 maissances vivantes.



La Tour de la Paix s'élève au milieu des édifices du Parlement, à Ottawa.

Le gouvernement

Le Canada est l'unique royaume de l'hemi sphère occidental, tous les antres pays étant des républiques. Cat état souverain, formé de dix provinces et de deux territoires, est également unique à un autre titre; il se gouverne d'après le régime parlementaire britannique et réunit à la fois les formes monarchiques et les coutumes démocratiques, adaptées aux besoins de la moitié d'un continent grâce à l'application des principes du fédéralisme.

Ce fédéralisme se distingue surtout par la répartition des pouvoirs législatifs entre le Parlement central et les dix législatures provinciales. En général, toutes les questions d'ordre national (défense, affaires extérieures, commerce, opérations de banque, imposition de tous genres, loi criminelle et transports) relèvent du Parlement fédéral, tandis que la juridiction des provinces s'étend sur la propriété et les droits civils. l'enseignement, les hôpitaux, les institutions sociales, les institutions municipales, les terres publiques et l'imposition directe dans leur propre territoire pour des fins provinciales.

· Le régime parlementaire

La Constitution canadienne se fonde manifestement sur le régime parlementaire britannique. En effet, le Parlement se compose de la Reine, du Sénat et de la Chambre des communes, les pouvoirs exécutif et législatif sont étroitement liés dans l'exercice de l'administration par les chefs de la majorité parlementaire, et le pouvoir judiciaire est dans la pratique indépendant de l'autorité exécutive ou législative. La Couronne est le symbole de l'unité des trois pouvoirs.

La nation.—Bien que Sa Majesté la reine Élizabeth II soit "Reine du Canada", elle n'exerce personnellement qu'en de rares occasions son rôle de souveraine, par exemple lors d'une visite ou de la nomination, sur l'avis de ses ministres canadiens, de son représentant personnel. La Reine règne mais ne gouverne pas; elle est le symbole de la continuité des vieilles traditions de la monarchie constitutionnelle britannique et, en fait, du droit et des coutumes découlant de la Constitution canadienne.

Le représentant personnel de la Reine au Canada est le gouverneur général, nommé par Sa Majesté sur la seule recommandation du premier ministre du Canada et d'ordinaire pour cinq ans. C'est lui qui convoque, proroge et dissont le Parlement et aussi sanctionne les lois au nom de la Reine. Le gouverneur général actuel du Canada, le très honorable Vincent Massey, C.H., est le premier Canadien à remplir ce poste éminent. Nommé le 24 janvier 1952, il est entré en fonction le 28 février de la même année.

L'exercice du pouvoir exécutif au Canada appartient au Cabinet, ou Ministère, lequel se compose de députés qui restent en fonction aussi longtemps qu'ils ont la confiance des représentants élus du peuple,

La Chambre des communes se renouvelle au moins une fois tous les cinq ans en vertu d'un droit de suffrage qui s'étend aux citoyens canadiens ou aux sujets britanniques adultes, hommes et femmes, qui habitent le Canada depuis douze mois avant le jour du scrutin. Après chaque recensement décennal du Canada il se fait un remaniement des circonscriptions électorales. Voici la répartition provinciale actuelle de la députation:

Terre-Neuve	7 1	Alberta
Île-du-Prince-Edouard	4	Colombie Britannique 22
Nouvelle Écosse		Territoire du Yukou
Nouveau-Brunswick	[1]	District da Mackenzie, Territoires
Québec	75	du Nord-Ouest 1
Ontario.		
Manitoba	14	Тоты
Saskatchewan	17	

Le chef du parti national qui a obtenu, à la suite des élections, la majorité des sièges aux Communes forme un ministère ou cabinet dont les membres, nommés par le gouverneur général, sont choisis par le premier ministre parmi ses collègues de façon que les diverses régions du pays et ses principaux intérêts culturels, religieux et sociaux soient, autant que possible, représentés. Le Cabinet a pour fonction de fixer les mesures politiques importantes et de faire adopter les lois, mesures financières et dispositions administratives susceptibles d'être approuvées par ses partisans. Voici comment se composait le Cabinet canadien le 1^{ex} janvier 1956, par ordre de préséance:

Le très hon, Louis-Stephen Saint-Laurent	Premier ministre et président du conseil privé.
Le très hon. Clarence Decatur Howe	Ministre du Commerce et ministre de la Production de défense.
Le très hon. James Garfield Gardiner	Ministre de l'Agriculture.
L'honorable Paul-Joseph-James Martin	Ministre de la Santé nationale et du
	Bien être social.
L'hon, James Joseph McCann	Ministre du Revenu national.
L'hon, Milton Fowler Gregg.	Ministre du Travail.
L'Iton. Lester Buwles Pearson.	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures.
L'hon, Stuart Sinclair Garson	Ministre de la Justice et procureur
	général.
L'hon, Robert Henry Winters.	Ministre des Travaux publics.
L'hon, Hugues Lapointe.	Ministre des Affaires des anciens com-
	battants et ministre des Postes.
L'hon, Walter Edward Harris	Ministre des Finances et receveur général.
L'hon, George Prudham	Ministre des Mines et des Relevés tech-
	niques.
L'hon, James Sinclair	Ministre des Pécheries.
L'Iton, Ralph Oshorne Campney	Ministre de la Défense nationale.
L'hon, William Ross Macdonald	Solliciteur général du Canada et Irader du
	Gouvernement au Sénat.
L'hon, John Whitney Pickersgill	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immi-
	gration.
L'hon, Jean Lesage	Ministre du Nord canadien et des Res-
	sources nationales.
L'hon, George Carlyle Marler	Ministre des Transports.
L'hon, Roch Pinard	Secrétaire d'État du Canada.

Le Sénat, ou Chambre haute du Parlement du Canada, partage avec les Communes la responsabilité de toute la législation fédérale, et, ayant de recevoir la sanction royale par l'entremise du gouverneur général, les projets de loi doivent être adoptés par les deux chambres. Toutefois, le rôle législatif du Sénat est infiniment moindre que celui des Communes; en effet, c'est à cette chambre que le Cabinet présente la plupart des bills d'intérêt public et il en est responsable par devant elle. La preuve la plus concluante en est que tout projet de loi visant l'affectation des deniers publics ou l'imposition doit être présenté par le Cabinet à la chambre élue. Néanmoins, le Sénat peut remire de précieux services à la nation en modifiant et en retardant l'adoption de mesures qui pourraient traduire un simple caprice de l'opinion publique ou résulter d'un déplacement momentané des forces parlementaires.



Son Excellence le très honorable Vincent Massey, gouverneur général du Canada, et ses invités, Lord et Lady Alexander, se promènent dans le cadre familier des jardins de l'Hôtel du gouvernement. Lord Alexander a précédé le gouverneur général actuel dans le rôle de premier citoyen du poys.

Les sénateurs canadiens sont nommés à vie par le gouverneur général, sur la recommandation du premier ministre, et leur représentation se répartit entre quatre divisions régionales. Voici la représentation au Sénat, par division et par province:

Ontario . Québec . Provinces de l'Atlantique . Nouvelle Écosse . 10 Nouveau-Brimswick . 10	24	Provinces de l'Ouest	4
Île du Prince-Édouard		TOTAL 10	12

Le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest n'ont actuellement aucun représentant au Sénat.

Les ministres de la Couronne sont responsables de l'activité de leur ministère, mais c'est le Service civil fédéral qui constitue le personnel des vingt ministères et des diverses commissions, bureaux et autres organismes officiels. L'administration courante d'un ministère est confiée à un directeur permanent, appelé d'habitude sous-ministre. La grande majorité des fonctionnaires sont recrutés, classés et promus par la Commission du service vivil du Canada.



Le premier ministre du pays et les premiers ministres des dix provinces se réunissent à Ottawa pour discuter des problèmes d'intérêt commun. De gauche à droite: MM. T. C. Douglas (Sask.), A. W. Matheson (Î.-P.-Ē.), D. L. Campbell (Man.), H. D. Hicks (N.-Ē.), L. M. Frost (Ont.), L.-S. Saint-Laurent (premier ministre du Canado), M.-L. Duplessis (P.O.), H. J. Flemming (N.-B.), W. A. Bennett (C.-B.), E. C. Manning (Alb.) et J. R. Smallwood (T.-N.).

Les provinces. Des institutions politiques et des coutumes constitutionnelles semblables à celles de la nation régissent chacune des dix provinces. La Reine y est représentée par un lieutenant-gouverneur nommé par le gouverneur général en conseil pour habituellement cinq ans. Les pouvoirs du lieutenant-gouverneur dans le domaine provincial sont les mêmes que ceux du gouverneur général dans le domaine fédéral.

La législature de chaque province comprend, outre le lieutenant-gouverneur, une Assemblée législative élue et, dans le Québec seulement, un Conseil législatif de 24 membres nommés à vie par le lieutenant-gouverneur en conseil. En général, tout adulte de 21 ans ou plus a le droit de vote, bien que l'âge prescrit en Saskatchewan soit 18 ans et en Colombie-Britannique et en Alberta, 19 ans. Les traditions propres a un gouvernement doté d'un cabinet se retrouvent à l'Assemblée législative de chaque province comme aux Communes.

Les territoires.—Les régions septentrionales du Canada, vastes étendues peu peuplées situées en dehors des dix provinces, forment le Territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. Ces territoires ont maintenant leurs représentants élus aux Communes et jouissent d'une certaine autonomie. Le gouvernement du Yukon se compose d'un fonctionnaire exécutif en chef, appelé commissaire et nommé par le gouvernement fédéral, et d'un Conseil législatif composé de cinq membres élus par la population. Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest est confié à un commissaire (le sous-ministre du Nord canadien et des Ressources nationales) aidé d'un Conseil de neuf membres, dont quatre élus par la population des Territoires et cinq nommés par le gouvernement fédéral parmi les hauts fonctionnaires fédéraux d'Ottawa.

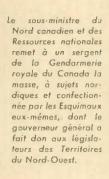
Le gouvernement local.—Comme le gouvernement municipal relève des provinces, il existe au Canada dix régimes distincts d'administration municipale dont chacun compte de nombreuses variations. Elles tiennent aux différences quant à l'évolution historique, à la superficie et à la densité de la population des 4,220 municipalités constituées du pays. Détenant le pouvoir exclusif de légiférer sur les institutions municipales, chaque province divise son territoire en diverses régions géographiques appelées généralement municipalités et plus particulièrement comtés, cités, villages, cantons, municipalités rurales ou districts municipaux. Les municipalités sont constituées par la législation provinciale et ont des pouvoirs et des responsabilités qui varient selon leur catégorie. La municipalité est gouvernée par un conseil élu dont le chef est appelé maire, reeve, préfet ou directeur, et ses autres membres commissaires, échevius ou conscillers.

La responsabilité des municipalités s'étend généralement aux choses de la vie courante, au bien-être et à la protection des citoyens. Pour administrer, la municipalité a le droit d'imposer assez fortement la propriété.

Le pouvoir judiciaire.—Le pouvoir judiciaire au Canada interprète les lois et administre la justice. Les provinces sont habituées à administrer la justice dans les territoires placés sous leur juridiction, c'est-à-dire à constituer des tribunaux de juridiction civile et criminelle et à établir la procédure en matière civile devant ces tribunaux. Le droit criminel et la procédure en matière criminelle relèvent du Parlement du Canada.

Les juges des cours supérieures et des cours de district et de conté, dans chaque province, sanf ceux des cours de tutelle en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, sont nommés par le gouverneur général en conseil et le Parlement du Canada fixe et verse leurs traitements, allocations et pension.

La Cour suprême du Canada, le plus hant tribunal d'appel, exerce une juridiction générale d'appel dans tout le pays pour les causes civiles et criminelles. La juridiction de la Cour de l'Échiquier s'étend aux causes comportant des réclamations formées par la Couronne ou contre celle-ci du chef du Canada. Le juge en chef et les juges puînés de la Cour suprême et de la Cour de l'Échiquier sont nommés par le gouverneur général en conseil.







Son l'accilience le gauve neus qui est anada lit le discours de l'écon dans le Chamber du Sénat à l'ouverture du Parlement, le 10 janvier 1956. Les sénateurs et leurs invités occupent la Chambre et les membres des Communes se tiennent à la barre, juste à l'entrée. En face de Son Excellence siègent les juges de la Cour suprème du Canada.

· Finances publiques

En vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, les responsabilités en matière de législation, et par conséquent de finances, ont été partagées entre le Parlement du Canada et les législatures provinciales. Les questions d'intérêt national non attribuées expressément aux provinces ont été dévolues au Parlement, et celles d'intérêt privé ou local d'une province, aux provinces. Les provinces, à leur tour, ont délégué aux municipalités des pouvoirs d'ordre administratif et financière selon les besoins créés par leur situation géographique ou leur population.

La répartition fomlamentale des responsabilités en matière de finances est restée à peu près la même mais les responsabilités, elles, se sont accrues. En effet, le développement des agglomérations, l'évolution de l'économie et l'amélioration des conditions de vie ont appelé des services de plus en plus complexes. Les particuliers et les collectivités comptent de plus en plus sur l'action gouvernementale dans tons les domaines; services d'utilité publique, voirie, hôpitaux, écoles et services de police aussi bien que grandes entreprises

44

nationales comme l'aide à l'habitation, l'assurance chômage, la défense, les recherches, la radio et la télévision, les transports par rail et par air, etc. On en est venu à considérer bien des problèmes d'ordre social comme relevant en tout ou en partie de l'État et nécessitant une collaboration étroite entre l'État et les provinces sur le plan financier et administratif.

L'établissement de ces services et la hausse générale des prix ayant multiplié les dépenses des gouvernements, ceux-ci ont dû augmenter les impositions directes et indirectes. L'accroissement continu des recertes et des dépenses pendant et après la guerre se voit au tableau suivant:

Recettes et dépenses fédérales, provinciales et municipales, de 1939 à 1953

Nora—Les chiffres correspondant aux années financières terminées le plus près du 31 décembre. Les transferts intergouvernementaux, comme les subventions tédérales aux provinces ne sont pas inclus.

Année	Fédérales	Total			
Minee	recerates	Provinciales	Municipales	Totales	général
			RECEITES		
		(m	illiers de dollar	's)	
1939,	480,027	236,223	316,964	553, 187	1,033,214
1941	1,389,433	301,842	331,206	633,048	2,022,481
1943	2,522,414	250.646	340.690	591,336	3,113,750
1945	2,694,116	316,724	356,2891	673,013	3,367,129
1947	2,663,310	533,857	413,3511	947,208	3,610,518
19491	2,411,218	730,842	511,8351	1,242,677	3,653,895
1950	2,905,578	827.286	560, 4371	1,387,723	4,293,301
1951	3,739,353	945,408	650,806	1,596,214	5,335,567
1952	4,124,876	921,034	739,931	1,660,965	5,785,841
1953	4,143,032	991,957	804,469	1,796,426	5,939,458
			Dépenses		
		(21)	illiers de dolla	rs)	
1939	571,198	354,883	304,580	659,463	1,230,661
1941	1,718,787	311,260	292,517	603,777	2,322,564
1943	4,907,475	300,997	300,579	604,576	5,509,051
1945	4,652,841	370,875	334,2611	705,136	5,357,977
1947	1,762,472	625,539	454,4771	1,080,016	2,842,488
1949:	2,010,587	873,929	619, 1061	1,493,035	3,503,622
1950	2,494,731	923,740	682, 1461	1.605.886	4,100,617
1951	3,283,926	1,039,370	772,817	1,812,187	5,096,113
1952	3,685,333	1,169,688	898,562	2,068,250	5,753,583
1953	3,700.587	1,215,527	991,720	2,207,247	5,907,825

¹Les recettes des municipalités du Québec sont estimatives. « Comprend Terre-Neuve depuis 1949.

Les chiffres ci-dessus sont nets. Sont soustraits des dépenses les subventions et contributions des autres gouvernements, le revenu provenant d'intérêts, le revenu des institutions ainsi que le produit de certaines ventes de marchandises et services. En outre, les dépenses ne comprennent pas le remboursement de la dette, mais comprennent les dépenses financées au moyen d'emprunts.

Finances du gouvernement fédéral

Les recettes fédérales n'ont jamais été aussi élevées qu'en l'année terminée le 31 mars 1954. Les dépenses ont culminé au cours de l'année terminée le 31 mars 1944, pendant la seconde guerre mondiale. La dette nette a atteint son plus haut point (13,421 millions) le 31 mars 1946, mais huit excédents budgétaires consécutifs l'ont réduite à 11,116 millions au 31 mars 1954. Un déficit de 152 millions en 1954-1955, moins des rectifications d'environ 5 millions à l'égard des années précédentes, a fait augmenter de 147 millions de dollars la dette nette nationale.

Le renchérissement général a atténué l'importance en soi du chiffre de la dette nationale qui, grâce à l'expansion énorme de l'économie canadienne, est compatible avec une bonne gestion financière. Au 31 mars 1939 la dette nette représentait 60+2 p. 100 du produit national brut; en 1946, elle était montée à 113+3 p. 100, mais elle était redescendue à 46+8 p. 100 le 31 mars 1954

Finances fédérales, années terminées le 31 mars 1868-1955

NOIA.—Ces chiffres sont tirés des Comptes publics du Canado et différent de ceux qui figurent ci dessus. Il s'agit ici des recettes et des dépenses bruts et la dette nette représente l'excédent de la dette brute sur l'actif productif net.

Année	Recettes totales	Recettes par habitant	Dépenses totales	Dépen- par habitant	Dette nette en fin d'année	Dette nette par habitant
	S	S	8	\$	\$	S
1868	13,687,928	3-95	13,716,422	3.96	75.757.135	21.58
871	19,375,037	5.34	18,871,812	5-21	77,706,518	21.00
881	29,635,298	6.96	32,579,489	7-66	155.395.780	35.93
1891	38,579,311	8.07	38,855,130	8-13	237,809,031	49.21
901	52,516,333	9.91	55,502,530	10-47	268,489,004	49.90
911	117,884,328	16-87	121,657,834	17-40	340, 042, 052	47.18
921	436,888,930	51-06	528,899.290	61-82	2,340,878,984	266 - 37
931.	357,720,435	35 - 04	441,568,413	43 - 26	2,261,611,937	217-97
1941	872,169,645	76 - 63	1,249,601,446	109 - 80	3,648,691,449	317 - 08
943	2,249,496,177	193 - 02	4,387,124,118	376-45	6,182,849,101	524 - 19
1945.	2,687,334,799	224 - 96	5,245,611,924	439 - 11	11,298,362,018	935-9
947	3,007,876,313	244 - 70	2,634,227,412	214 - 30	13,047,756,548	1,039-5
949	2,771,395,075	216-13	2.175.892.332	169 - 69	11,776,134,152	875 - 74
950	2,589,140,615	191-87	2,448,615,662	182 - 00	11,644,609,199	849 - 2
1951	3,112,535,948	226 - 99	2,901,241,698	211-58	11,433,314,948	816 - 1-
952	3,989,908,652	284 - 17	3,732,875,250	266-46	11,185,281,546	775 - 1-
953	4,360,822,789	302-21	4,337,275,512	300 - 57	11,461,734,269	755-1-
954	4,396,319,583	297-43	4,350,522,378	294 - 33	11,115,937,064	731-5
955.	4,123,513,300	271-37	4,275,362,888	281-37	11, 263, 080, 154	721-9

⁴ Fondées sur le chiffre estimatif de la population au 1et juin de l'année précédente.

La dette fondée fédérale (y compris les bons du Trésor) s'élevait, au 31 mars 1955, à \$14,496,441,853, en baisse de \$79,726,397 sur l'année précédente. La portion de cette dette payable au Canada était de 97 \cdot 2 p. 100, à Londres de $0\cdot$ 4 p. 100 et à New-York de $2\cdot$ 4 p. 100.

Voici le détail des recettes fédérales et des dépenses des différents services pour les années terminées le 31 mars de 1953 à 1955;

² Fondées sur le chiffre estimatif de la population au 1et juin de la même année.

Recettes et dépenses fédérales, années terminées le 31 mars 1953-1955

Dětail	1953	1954	1955
Recettes			
Recettes fiscales			
Impôt sur le revenu	2,473,790,089	2,432,603,505	2,265,297,267
impôt personnel. Impôt sur les sociétés	1,180,025,562	1.187,655,616	1.183,447.835
Impôt sur les intérêts et autres	1,240,090,150	1,191,186,598	1,020,585,823
revenus allant à l'étranger,	53,671,377	53,761,201	61,263,609
Taxe d'accise	841,890,103	883.356.506	824 205 245
Taxe d'accise	500.233.107	587.331.541 296.024.962	572.21-1.713
Autres taxes	275,656,936	296,021,962	572.214.713 251.990.5.2
Droits d'accise	241,360.370	226,732,400	226,458,438
Droits de douane	389,442,109	407,312,241	397,228,330 44,768,028
Droits successoranx	38,070,530 13,039,736	39,137,594 14,442,147	15,480,772
Autres faxes	19,1007,100	19,492,197	13,460,172
Total, recettes fiscales	3,997,592,937	4,003,584,453	3,773,438,680
Recettes non fiscales	280, 134, 664	318, 186, 825	321,236,446
Recettes spéciales et autres crédits.	83,495,488	74,548,305	28.838.774
Pacattas tatains	4 360 933 598	4 306 210 501	1 1 12 582 204
Recettes totales	4,360,822,789	4,396,319,583	4,123,513,300
Contributions à la Sécurité de la			
vicillesse, non comprises ci			
dessus			
2 p. 100 de la taxe de vente	141.558,292	1-16,832,886	143,053,678
2 p. 400 de l'impôt sur le revenu	45 350 000	00 500 000	1/V) 0/V) (/V)
des particuliers 2 p. 100 de l'impôt sur le revene	45,250,000	90,700,000	100,900,000
des sociétés	36,850,000	55,600,000	46,000,000
acs bockers.	491000		
Dépenses			
Agriculture	106,710,890	108,361,384	81,804,056
Commission de contrôle de l'énergie		,	0.110.010.0
atomique	12,948,027	12,700,987	14,983,927
Bureau de l'auditeur général	576.211	614,880	072,474
Société Radio Canada	8,235,311	24,996,275	29, 236, 931
Directeur général des élections.	404.487	5.527.130	312.058
Citoyenneté et Immigration	23,646.348 1,909,508	25,481,123 2,051,348	27,968,175 2,333.042
Commission du service civil Production de défense	88.817.141	47,898,563	18,878,447
Affaires extériences	39,251,463	45,718,964	43,777,422
Affaires extérieures	946,967,875	971,375,876	934,075,801
recarries	10,776,926	9,254,771	11, 151, 813
Gouverneur general et lieutenants-			
gouverneurs	396,924	399,086	400,385
Assurance	448,619	492,230	477.088
Justice (y compris les pénitenciers).	14,908,495	45,017,396 67,561,441	16,423,823 69,771,586
Travail	6.157 261	5.600.210	6 654 550
Mines et relevés techniques	67,021,861 6,157,261 29,658,169	38,536,620	6,654,556 43,747,296 1,665,968,960
Défense nationale	1,882,418,468	1,805,914,922	1,665,968,960
Défense nationale Office national du film	2,919,779	2,997,528	3,430,589
Santé nationale et Bien-être social	406,564,698	430,533,808	496,699,502
Conseil national de recherches	15,395,339	15,398,844	15,700,525
Revenu national	47,313,178	49,937,839	55,010,594
nales	35,557,6441	19,118,1410	20, 155, 118
Postes	105.553, 191	113,581,752	123,611,055
Conseil pricé	3,720,571	3,732,910	3,800,361
Conseil pricé	306,714	346,910	421,302
Impressions et Papeterie publiques.	1.607,237	2,036,774	2,068,013
Travaux publics	81.847,470	114.956.865	130,780,634
Gendarinerie royale du Canada	31,141,321	38,845,572 3,278,154	35,549,795
Secrétariat d'État	2,201,462 16,502,669	16,526,422	2.671.242 17.494.824
Commerce	103,905,716	118,012,795	17,494,824 159,241,707
Affaires des anciens comhattants.	241.424.539	238,714,852	240,089,187
Total, dépenses	4,337,275,512	4,350,522,378	4,275,362,888

¹ Les versements aux provinces, en vertu de la loi sur la route transcanadieune, telèvent depuis 1953-1954, du ministère des Travaux publics au lien de celui du Nord canadien et des Ressources nationales.

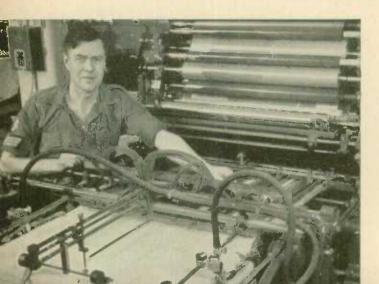
Impôt sur le revenu

L'impôt sur le revenu a constitué la principale source de recettes du gouvernement fédéral dès avant la seconde guerre mondiale. Les taux en ont fort augmenté et il a été établi d'autres formes d'impôt sur le revenu pour aider à financer la guerre. La fin des hostilités a cependant amené des réductions successives des taux et une hausse des exemptions qui ont diminué les charges du contribuable. L'impôt sur le revenu des sociétés a aussi été réduit et la taxe sur le surplus des bénétices abolie. Toutefois, l'augmentation du revenu personnel, l'accroissement du nombre des contribuables et le développement général de l'industrie dans l'après-guerre ont compensé les réductions et l'impôt sur le revenu a continué de rapporter davantage chaque année.

Voici les exemptions, en vigueur depuis 1949, accordées aux particuliers, suivant l'état matrimonial et le nombre de personnes à charge: \$1,000 d'exemption de base avec exemption additionnelle de \$1,000 pour les personnes mariées et de \$500 pour les personnes âgées de 65 ans et plus; exemption maximum de \$150 par personne à charge, ou de \$400 si la personne à charge n'a pas droit à l'allocation familiale. L'échelle actuelle des taux varie de 18 p. 100 sur les premiers \$1,000 imposables à 83 p. 100 sur un revenu excédant \$400,000, y compris une taxe 2 p. 100 affectée à la Sécurité de la vieillesse jusqu'à concurrence de \$60.

Contribuables par catégorie de revenu, tous les deux ans, 1941-1953

	Cor	Total des	1 1				
Année Moins de \$2,000	\$2,000- \$2,999	\$3,000 \$4,999	\$5,000 \$9,999	\$t0,000 ou plus	contri- buables	lmpôt global	
	- 70						(millions de dollars)
1941	534.337	198,252	92,047	34,325	12.523	871,484	223
1943	1,434,243	513,875	153,936	45,954	15,346	2.163,354	801
1945	1,487,984	529, 202	167,269	53.242	16.549	2.254,246	642
1947	1,238,560	773,780	249,800	76, 190	28,126	2,365,456	622
1949	745,520	848,960	485,130	113,570	38,790	2.231,970	501
1951	732,910	961,620	855,400	176,890	51,130	2,777,950	812
1953	756,430	991,490	1,285,000	292,140	64,470	3.389.530	1.147



Les cartes nécessaires à l'établissement de la Ligne Médiane de défense ont été tracées et imprimées par les ingénieurs de l'Armée d'après les photographies aériennes du CARC et les levés topographiques de l'Armée. Elles ont nécessité deux ans de travoil. Les travaux de défense les plus spectaculaires executes par le Canada sont l'établissement d'un vaste réseau de communication à travers le haut du continent qui servira de système radar de protection. Ce réseau ne le cède en importance qu'à la Liane d'alerte avancée du Grand Nord.



La Ligne Médiane de défense est un des trois principaux réseaux de radar. Elle s'étend le long du 55° parallèle, depuis la région de la rivière La Paix en Alberta (où elle se branche sur le réseau des Pins qui pique vers le sud-ouest et franchit les Rocheuses pour se terminer à la côte occidentale) jusqu'à la côte du Labrador et de là jusqu'au cap Race (Terre-Neuve).

Contribuables, revenu global et imposable et impôt à percevoir, par province et classe, 1953

	Contri- buables	Revenu global	Revenu net imposable	lmpôt global
		(milliers c	le dollars)	
Province				
Ferre Neuve	41,520	136,536	57,460	12,070
Île du Prince-Édouard	7,100	20.779	8,183	1,623
Nouvelle-Écosse	99,070	304.538	121,222	24,925
Nouveau-Brunswick	68,560	207,183	81,091	16,484
Québec	775,560	2,617,489	1,127,131	248,80-
Ontario	1,473,960	5,064,784	2,510,498	535,110
Manitoba	168,130	538,046	240,268	50,848
Saskatchewan	146,850	498,147	232,332	46,576
Alberta	228,530	769,360	370,765	77,22
Colombie-Britannique	360,290	1,251,185	612,740	126.01
Territoire du Yukon	3,580	12,436	7,370	1,48
Non-résidents	16,380	46,268	28,146	6,08
Total	3,389,530	11,466,721	5,397,106	1,147,262
Classe				
Producteurs primaires	74,390	288,542	133,870	25,989
Professions libérales	34,640	280,508	203,439	57.46
Employés	2,988,730	9,392,446	4,163,801	839,06
Vendeurs	39,790	185,625	98,345	22,50
Propriétaires d'entreprises	167,250	857, 181	495,143	127,640
Finances,	71,340	397,865	269,893	68,05
Successions	5,220	31,418	15.715	2,84
Décédés	7,360	30,788	15,858	3,49
	810	2,348	1.042	20

Sociétés actives imposables déclarant des bénéfices, par groupe industriel, 1953

Groupe industricl	Sociétés imposables	Moyenne, bénéfices de l'année courante	Total, bénéfices de l'année courante	Moyenne de l'impôt	lmpôt total	
		\$	(en millions)	\$	(en millions)	
Agriculture, pêche et forestage.	573	17,452	10.0	5,933	3.4	
Mines	500	288.537	146 - 0	132,609	67 - 1	
Fabrication	9,093	159,054	1,446.6	71.567	650 - 9	
Construction	2.678	39,431	105 - 4	15,526	41.5	
Transport	1,67	118,253	197-6	53,561	89.5	
Services d'utilité publique	1.3	405,224	54 - 3	173,134	23 - 2	
Commerce de gros	5.699	36,164	206 · t	14,617	83 - 3	
Commerce de détail	6,515	27,598	179 - 8	11,573	75 - 4	
Finances	4,493	51,502	231-4	20,721	93 - 1	
Services	3,30	18,964	62.6	6,937	22.9	
Industries non classées,	4	_	-			
Total	34,66	76,154	2,639-8	33,184	1,150-3	

Étant réunie au moment des versements, la statistique des perceptions est fort à jour. Toutefois, comme les perceptions interviennent avant le dépôt des déclarations, le chiffre en est provisoire et ne peut être définitivement rattaché aux classes ci-dessus.

Perceptions en vertu de la loi de l'impôt sur le revenu, années terminées le 31 mars 1951-1955

Année Impôt gén financière Particuliers		t général	Sur le	Sur le	
		Sociétés	distribué	revenu des non résidents	Total
AND A SAME OF SAME	\$	S	\$	\$	\$
1951		711,576,735 1,118,067,202	87,619,776 14,612,872	61,610,319 55,017,014	1,513,135,510
1953	1.225,275,562	1,266,556,794	10,383,356	53,674,377	2,163,473,408 2,555,890,089
1954		1,218,015,309 1,060,148,926	8,771,289 6,436,897	53,761,291 61,263,609	2,578,903,505 2,412,197,266

Finances provinciales

Au début de la seconde guerre mondiale, afin de fournir les recettes nécessaires aux lourdes dépenses du pays et pour lutter contre l'inflation, les provinces ont cédé au gouvernement fédéral le double douaine de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés, pour la durée de la guerre et pour une période définie de l'après-guerre, moyennant un droit déterminé de location. Aux accords de 1942 ont succédé ceux de 1947 qui furent remplacés, à leur tour, par ceux de 1952 alors que toutes les provinces, sauf l'Ontario et le Québec, sont convenues de louer, moyennant un droit déterminé, l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés, la taxe spéciale sur les corporations, et les droits successoraux. L'Ontario, qui n'avait pas signé les accords de 1947, a cependant accepté de louer l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés ainsi que la taxe spéciale sur les sociétés, mais s'est réservé les droits successoraux. En 1952, les neuf provinces ont reçu 303 millions en droits de location contre 96 millions en 1951 (huit provinces).

L'impôt sur l'essence est celui qui rapporte le plus au fisc provincial. L'impôt varie de 9c. le gallon au Manitoba à 17c. à Terre-Neuve et en Nauvelle-Écosse.



Les recettes provenant du gouvernement fédéral à la suite de ces ententes, plus les recettes provenant des taxes, principalement de la taxe sur l'essence et de la taxe générale de vente, représentaient environ 60 p. 100 des recettes globales des gouvernements provinciaux en 1953. Les privilèges, licences et permis accordés pour l'exploitation des ressources naturelles comptaient pour 15 p. 100 des recettes totales. Près des trois quarts des dépenses provinciales sont affectées à la construction et à l'entretien des routes et des movens de communication, à l'éducation, à la santé et au bien-être social.

Les recettes et les dépenses des provinces ainsi que le détail de ces chilfres paraissent dans les tableaux suivants.

Recettes et dépenses générales nettes des provinces, années financières terminées le plus près du 31 décembre, 1951-1953

Province on territoire	Rec	ettes génér nettes	nles	Dépenses générales nettes ^v		
	1951	1952	1953	1951	1952 1	1953
			(milliers o	le dollars)		
Terre Neuve	25,183	31,734	31,641	29,995	28,881	32,802
Île du Prince-Édouard	6,048	7,288	7,671	8,368	7,064	7,167
Nouvelle-Écosse	38,794	46,647	49.348	51,855	46,464	51,254
Nonveau-Brunswick	40,697	46,555	49,220	44.624	44,927	47,813
Quéhec	277,406	284,703	299,417	275,500	313,117	310,999
Ontario	303,842	364,507	370,897	367,726	372,019	384,215
Manitoba	46,073	55,456	55,822	48,717	42.023	46,702
Saskatchewan	74,777	91,094	98,415	77,449	80,187	85,783
Alberta	105,751	144,504	185,851	84.840	103,583	118,150
Colombie-Britannespie	157,102	185,368	186,337	170,136	168,875	171,780
Territoire du Vulous	1,187		1,460	1,163	-	1,154
Total	1,076,860	1,257,856	1,336,079	1,160,373	1,207,146	1,257,819

¹ Moins remboursement de la dette.

Détail des recettes nettes des provinces, années financières terminées le plus près du 31 décembre, 1952 et 1953

Source	1952	1953	Source	1952	1953
	(milliers d	e dollars)		(milliers d	e dollars)
Faxes	487,429	506,651	Recettes non imputables		
Accords fiscaux	303,313	309,441	sur le revenu et recet-		
Privilèges, licences et permis—			tes de surplus	3,129	2,715
Véhicules automobiles	80,911	88,247	Total	1,257,856	1,336,079
Ressources naturelles.	154,852	194,962			
Autres	45,324	48,040			
Ventes et services	18,271	20,736			
Amendes et pénalités	3,483	4,006			
Autres gouvernements-					
Gouvernement fédéral			RÉGIE DES SPIRITUEUX		
Part de l'impôt sur			(inclus ci-dessus)—		
le revenu des ser-			Taxe de vente	1,765	1,863
vices d'énergie	4,369	6,831	4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4	30,850	31,838
Subventions	25.757	24,944	Attitudes of behalites.	690	786
Municipalités	830	272	Bénéfices	125.579	124,022
Entreprises gouverne-	430 434	450 818	Confiscations	32	59
mentales	129,331	128,517			
Autres recettes	767	717	TOTAL	158,916	159,468

Détail des dépenses nettes des provinces¹, années financières terminées le plus près du 31 décembre, 1952 et 1953

Objet	1952	1953	Objet	1952	1953
	(milliers d	e dollars)		(milliers d	le dollars
Gouvernement général	47,628	51,620	Contributions aux gouver-		
Protection de la personne et de la propriété	67,064		nements municipaux		29,54
Transports et communica-	07,004	10,619	Contributions aux entre- prises gouvernementales.	14.334	12,92
tions	367, 194		Autres dépenses	5.736	
Santé	192,316 94,688		Paiements non imputables		
Service récréatifs et cul-	74,000	190,040	sur les dépenses et paie- ments de surplus.	2.357	6.96
turels	7,692	8,096			17. 221
Enseignement	221,073	234,030	Total	1,320,238	1,339,08
industries primaires	93.849	102,323			
Expansion commerciale et			Moins remboursement de		
industrielle	6,955	7,144	la dette (inclus ci-dessus)	113,098	81,27
Organisation et développe- ment du gouvernement					
local	2,348	2,856	Total, sans le rembour-		
Service de la dette	170,272	134,466	sement de la dette	1,207,140	1.257.81

Dépenses ordinaires et immobilisations.

La dette de l'ensemble des provinces a continué de s'accroître en 1953. L'augmentation de la dette directe en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, au Québec, en Outario et en Saskatchewan a plus que contre-balancé la diminution enregistrée dans les autres provinces. Dans toutes les provinces, sauf la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et l'Alberta, la dette indirecte a augmenté.

La dette obligataire totale brute, moins les obligations garanties par les provinces, s'élevait, à la fin de l'année financière terminée le plus près du 31 décembre 1953, à \$2,560,844,000, payable ainsi qu'il suit: an Canada sculement, \$1,623,245,000; à Londres sculement, \$9,587,000; à Londres et au Canada, \$2,974,000; à New-York sculement, \$472,973,000; à New-York et au Canada, \$284,614,000; à Londres, à New-York et au Canada, \$167,451,000.

Détail des dettes directe et indirecte des provinces, années financières terminées le plus près du 31 décembre, 1952 et 1953

Détail	1952	1953	Détail	1952	1953
Dette directe	(milliers d	le dollars)		(milliers (le dollars)
Itette obligataire Mopes fonds d'amor-			Obligations garanties.	1,049,107	1,201,023
tissement Dette obligataire	423,254	445,972	Moins fonds d'amor- tissement		8,212
nette	1,949,544	2,146,187	Obligations garan-		
Bons du Trésor à lon- gue échéance	78,613	75.528	ties (nettes)	1,043,806	1,192,811
Dette fondée nette. Bous du Trésor à conr- te échéance	2,028.157 42,853		garantis	18,558	20,490
Certificats et dépôts d'épargne	1,474		l'aide aux améliora- tions municipales).	3,682	
Emprants temporaires et découverts Comptes et autres exi-	9,311	989	Antres garanties	26,078	27,053
gibilités Dépenses courses	172,830 26,017	476,992 27,896	Total, dette indi-		1,243,749
Total, dette directe	2,280,642	2,412,942	Total général		

Dette des provinces à la fin des années financières terminées le plus près du 31 décembre, 1952 et 1953

	Dette directe		Dette indirecte		
Province ou territoire	1952	1953	1952 1	1953	
	(milliers de dollars)				
Terre-Neuve	14.706	14,208	33,552	36,912	
lle du-Prince Édouard	17.574	16,989	391	535	
Nouvelle-Écosse	181.117	188, 287	3,918	2,04	
Nouveau-Brunswick	170,681	171,293	10,509	10.348	
Duébec	385,819	394,640	289,828	332,29	
Ontario	847,984	976,756	717,134	778.29	
Manitoba	154,862	154,672	393	12,35	
Saskatchewan	173,832	180,387	705	3,57	
Alberta	101,115	98,389	5,016	4,69	
Colombie-Britannique	232,952	217,321	30,678	62,69	
Territoire du Yukon					
Total	2.280,642	2.412.942	1,092,124	1,243,74	

Finances municipales

Le Canada comptait, à la fin de 1954, 4,220 municipalités dont l'importance ainsi que les services rendus à la population variaient beaucoup. L'administration locale relève des municipalités et les régions dotées d'un gouvernement municipal sont urbaines ou rurales. Les municipalités urbaines sont habituellement appelées officiellement cités, villes ou villages, quoique dans le Québec les villages soient officiellement des municipalités rorales. Parfois, la désignation officielle prête à confusion; certaines municipalités appartiennent à la catégorie rurale bien qu'elles soient devenues des extensions urbaines de grandes cités métropolitaines. Quelques autres sont appelées rurales tout en étant en partie urbaines; ainsi en est-il d'une municipalité au sein de laquelle a surgi un centre minier.

Les municipalités constituées ne renferment dans leurs limites qu'une faible partie de la superficie du Canada, mais elles servent la majeure partie de la population. On trouve à l'extérieur quelques circonscriptions scolaires; en certaines parties du territoire non constitué en municipalité, des services locaux sont fournis par la province. Une grande partie du Canada n'est



Les trois échelons de gouvernement ont consacré en 1953 quelque 564 millions à l'instruction publique. L'enseignement est le principal objet de dépenses des municipalités et le deuxième des provinces.

Des enfants de Montréal apprennent à fabriquer des marionnettes durant une classe tenue dans un parc. Les terrains de jeux municipaux sant surveillés en été, habituellement par de grands écoliers qui s'occupent officieusement de diriger les ébats des enfants.



pas assez peuplée pour justifier même ces services bien limités. Dans la plupart des provinces, les municipalités perçoivent les taxes scolaires mais n'exercent guère on pas de contrôle sur l'administration ou les finances scolaires. Dans beaucoup d'endroits du Québec et de l'Île-du-Prince-Édouard et dans des régions limitées d'autres provinces, l'administration scolaire impose et perçoit elle-même les taxes locales. Aucun impôt municipal scolaire n'est perçu à Terre-Neuve, les écoles étant confessionnelles et en grande partie subventionnées par la province.

Évaluations imposables des municipalités, impositions, perceptions et arriéré, 1949-1953, et par province, 1953

Année et province	Valeur imposable	linpositions	Perceptions, impositions (courantes et arriérées)	Impositions par rapport aux perceptions	Total, arriéré et propriétés acquises pour non-paiement d'impositions
	(m	illiers de dolla	%	(milliers de dollars)	
19491 19503 19513 19523 1953 Terre-Neuve Île-du-Pr, Édouard Nouvelle-Écosse, Nouveau-Briniswick, Québec Ontario Manitoba Saskatchewan ³ Alberta ³	7, 232, 125° 10, 251, 875 11, 849, 707 12, 681, 395 36, 172 333, 310 407, 763 4, 090, 775 5, 043, 591 680, 339 964, 403 1, 027, 544 771, 130	334, 138 367, 554 569, 512 643, 753 1,942 1,410 20,122 17,106 173,945 283, 133 283, 133 49,670 49,041 58,289 52,889	325, 109 356, 838 410, 7981 476, 8631 1, 938 1, 278 19, 345 15, 502 4 279, 738 38, 465 47, 163 56, 714 52, 727	97:3 97:1 96:51 98:41 99:8 90:6 96:1 90:6 98:8 94:8 94:6 96:2 97:3	87, 423 97, 072 128, 832 126, 693 593 362 5, 745 5, 584 25, 826 34, 171 14, 433 18, 528 23, 966 9, 181
Total, 1953	13,355,027	698,547	512,870	97-8	134,389

¹ Chiffres relatifs à Québec non disponibles, ⁷ Cités et villes seulement dans le cas du Québec, ⁴ Sont inclus les chiffres relatifs aux régions soumises au Programme d'amélioration locale en Saskatchewan et en Alberta, ⁴ Renseignements non disponibles.

Le revenu des municipalités en 1953 a été estimé à \$828,300,000, dont 69.8 p. 100 provenaient des taxes immobilières, 13.3 p. 100 d'autres taxes et le reste, 16.9 p. 100, des licences et permis, des cotisations d'entreprises de service de ville, des subventions provinciales et d'autres sources.

Le soutien des écoles locales est le grand poste de dépense des municipalités. En 1953, la dépense estimative globale a été de \$818,400,000 dont 31-8 p. 100 ont été consacrés à l'enseignement. Le bien-être public en a absorbé 12-9 p. 100, les transports 12-4 p. 100 et le service de la dette, y compris l'amortissement, 14-9 p. 100.

Dette obligataire municipale, 1919-1953, et par province, 1952 et 1953

Année Dette obligataire brute	obligataire tonds		Province	Dette obligataire brute	
	d'amortis- sement	1952		1953	
	(milliers de dollars)			(milliers de dollars)	
1919	729,715	1	Terre-Neuve	4,136	4,499
1925	1,015,950	2	Île-du-PrÉdouard	4,250	4,526
1930	1,271,390	1	Nouvelle-Écosse	51,974	59,126
1935	1,372,026	267,709	NouvBrunswick	52.397	55,279
1940	1,244,001	259,343	Québec	546,274	607,527
1945	965,450	168,365	Ontario	521,992	632,345
1950	1.220.345	133.589	Manitoba	71,995	75,165
1951	1,431,013	116,633	Saskatchewan	39,629	46,382
1952	1,611,184	103.274	Alberta	119,751	155,006
1953	1,844,175	92,483	Col. Britannique	198.786	204,320
			Total	1,611,184	1,944,175

⁴ Inconnu avant 1934; l'Alberta a déclaré sa dette nette jusqu'à 1928, écoles nurales.

2 Sans les

· Les relations extérieures du Canada

Resserrement des relations entre le Canada et les autres membres du Commonwealth et les États-Unis, ferme appui donné aux Nations Unies, à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ainsi qu'à divers organismes de caractère pratique, maintien du commerce international à un niveau élevé, telles sont les considérations qui ont influé sur la politique extérienre du Canada en 1955.

L'OTAN et l'Europe occidentale.—En mai 1955 le Conseil nord-atlantique s'est réuni en session ministérielle à Paris pour accueillir la République fédérale d'Allemagne dans l'OTAN; par la même occasion l'Allemagne et l'Italie sont deveaues membres de l'Union de l'Europe occidentale (Traité de Bruxelles revisé, 1948). L'Union tend à favoriser la coopération entre les pays de l'Europe occidentale et permet de contrôler et de limiter les forces armées de ses membres. Cet événement important couronnait les efforts des puissances occidentales pour associer la République fédérale d'Allemagne à l'Ouest conformément aux termes du règlement intervenu à la Conférence des Neuf (Londres, 1954), et ratifié par le Conseil de l'OTAN à Paris la même année. On espère pouvoir ainsi renforcer la sécurité occidentale et pousser l'intégration européenne au sein d'une communauté atlantique en voie de développement. Ayant recouvré sa pleine souveraineté, la République fédérale d'Allemagne a commencé de prendre des mesures en vue de contribuer véritablement à la constitution des forces de l'OTAN.

56

Le Canada a continué en 1955 d'appuyer l'OTAN par des contributions aux forces armées des commandements unifiés, l'envoi de produits finis à certains partenaires et une aide financière aux budgets communs. La 1^{re} brigade canadienne d'infanterie, stationnée dans la région de Sœst (Allemagne), a été relevée par la 2^e brigade après deux ans de service. Les douze escadrilles canadiennes de chasseurs réactés sont demeurées affectées au SACEUR. La Marine royale du Canada a fourni 43 navires pour la défense de la région canado-américaine et la protection des convois sous le contrôle du SACLANT. Au titre de l'Aide mutuelle pour 1954-1955, on a soumis à l'approbation du Parlement des crédits de \$257,400,000; sur ce montant, la contribution du Canada aux dépenses d'infrastructure commune de l'OTAN a été fixée à \$11,500,000. Enfin, dans le cadre du programme d'équipages aériens pour l'OTAN, le Canada a assuré l'instruction de quelque 1,000 élèves.

L'aménagement par le Canada et les États-Unis d'installations de défense continentale dans le Nord canadien intéresse un territoire expressément compris dans la région visée par le Traité de l'Atlantique Nord.

Extrême-Orient.—Durant 1955, la principale activité du Canada en ce qui concerne l'Extrême-Orient a été sa participation avec l'Inde et la Pologne à la surveillance du règlement d'armistice pour l'Indochine intervenu à la Conférence de Genève en juillet 1954. Des représentants du Canada ont siégé à chacune des trois commissions internationales pour la surveillance et le contrôle mis sur pieds en août 1954 au Vietnam, au Laos et au Cambodge, et des officiers canadiens ont fait partie des équipes d'inspection fixes et mobiles formées pour aider les commissions. En 1955 environ 135 officiers et soldats canadiens et 35 membres du Service extérieur du Canada étaient au travail dans les commissions ou les équipes d'inspection en Indochine.

La Commission internationale pour le Vietnam a dirigé le regroupement des forces armées des deux camps, y compris le transfert des forces du Vietninh à la zone de regroupement au nord de la ligne de démarcation militaire (17º parallèle), et le transfert des forces de l'Union française à la zone située au nord de cette ligne. La première moitié de l'année, la Commission a été fort préoccupée par la question de la liberté de mouvement pour la population civile.



L'instruction de pilates et d'équipages aériens d'autres pays membres est une des plus importantes contributions du Canada à l'OTAN. En 1955, un millier de recrues étaient à l'entrainement.

Les efforts de la Commission internationale pour le Cambodge durant la première moitié de 1955 ont porté d'abord sur la réintégration dans la communauté nationale des forces de la résistance Khmer. Des élections générales ont eu lieu le 11 septembre, à la suite de quoi la Commission déclara que le gouvernement du Cambodge s'était acquitté des obligations électorales prévues par le règlement de Genève. En conséquence, la Commission a pu réduire son personnel.

La Commission internationale pour le Laos a suivi de près les négociations amorcées en vertu de l'accord d'armistice entre le gouvernement royal du Laos et le Pathet Lao en vue d'un règlement pacifique. Il est survenu dans les deux provinces du Nord, foyer des forces du Pathet Lao, certains incidents militaires. La Commission a pu aider les parties à régler ces incidents ainsi qu'à les rapprocher dans les pouparlers militaires.

Les trois commissions continuent d'avoir à surveiller l'application des articles des divers accords limitant l'importation d'armes et de matériel de guerre et interdisant les représailles ou la discrimination.

Commonwealth.—Les chefs des divers gouvernements du Commonwealth se sont réunis à Londres du 31 janvier au 7 février 1955, ainsi qu'ils le font périodiquement pour étudier la situation du Commonwealth et pour mieux comprendre la réaction de chaque pays devant les problèmes qui se posent à cux tous et au monde entier. Le différend relatif aux îles côtières de la Chine étant en cours lors de la réunion, près de la moitié des séances plénières ont porté sur les questions orientales. Pendant la réunion des premiers ministres, le gouvernement pakistanais a révélé aux autres gouvernements du Commonwealth qu'en vertu de la consitution qu'il allait bientôt adopter le Pakistan deviendrait république souveraine et indépendante, tout en restant membre de plein droit du Commonwealth.

Relations avec les États-Unis. Certains problèmes intéressant les relations économiques et commerciales canado-américaines ont été discutés de temps à autre. La seconde réunion du Comité canado-américain pour le commerce et les affaires économiques a eu lieu à Ottawa en septembre 1955. Le Comité, qui se compose de ministres des deux pays, a étudié une vaste gamme de questions économiques, dont les problèmes que posaient au Canada les mesures adoptées par les États-Unis pour écouler leurs excédents agricoles.

Le Canada et les États-Unis ont poursuivi la construction et le prolongement des installations de défense continentale dans le Nord canadien. La collaboration dans la recherche et les travaux d'expérimentation a caractérisé en 1955 les relations entre les deux pays en matière de défense.

Le débat consacré à la loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux, votée par les Communes canadiennes en juin 1955, a mis en lumière l'énorme potentiel hydro-électrique du bassin du Columbia et a aussi fait ressortir que le Canada et les États-Unis auraient à continuer à recourir à des négociations et des compromis pour concilier leurs intérêts.

58

Une partie des sommes qu'accorde le Canada en vertu du Plan de Colombo sert à un aménagement hydroélectrique, dans le nord-ouest du Pakistan, qui fournira 180,000 kW à un pays à court d'énergie et irriguera plus de 110,000 acres de terres desséchées.



La rivière Kaboul et l'emplacement du barrage, de la centrale et de deux des trois galeries.

Le matériel et les matériaux expédiés à pied d'ceuvre totalisent \$2,500,000.



Saint-Laurent se sont poursuivis en 1955, selon les plans établis, avec l'étroite collaboration de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et de la Commission de l'Énergie hydro-électrique de l'Ontario, pour le Canada, et de la Power Authority de l'État de New-York, pour les États-Unis. La Commission mixte internationale a continué d'étudier les problèmes relatifs aux caux limitrophes et d'entendre des dépositions à ce sujet.

L'Amérique latine.-Les relations du Canada avec l'Amérique latine ne cessent de s'intensifier. Le Canada ne fait pas partie de l'Organisation des États d'Amérique, mais il est demeuré en 1955 membre de quelques organismes interaméricains et a continué d'envoyer des représentants aux conférences consacrées à des questions d'intérêt commun.

Les Nations Unies.—Le Canada continue de participer activement aux travaux des Nations Unies. L'une des principales réalisations de l'ONU au cours de 1955 a été la Conférence sur les utilisations pacifiques de l'énergie atomique, qui s'est déroulée avec succès à Genève en août. Le Canada a participé à la conférence et il a aussi concouru aux efforts déployés par la sous-commission du désarmement pour régler ce problème auquel ont été consacrés à Londres et à New-York des entretiens privés entre les représentants du Canada, de la France, du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'Union soviétique.

A la dixième session de l'Assemblée générale qui a débuté le 20 septembre 1955, le Canada a été élu membre du Conseil économique et social, pour trois ans, à compter du 31 décembre; il a annoncé que sa contribution au Programme élargi d'assistance technique de l'ONU en faveur des pays sous-développés serait portée pour 1956-1957 à \$1,800,000 (É.-U.), soit une augmentation de \$300,000. Le Canada a de plus signé et déposé l'instrument de son accession à la Société financière internationale que l'ONU a créée dans le dessein de favoriser le financement des entreprises de production privées dans les pays sous-développés; il a souscrit par achat de titres \$3,555,000 du capital de la société.

Une des mesures les plus importantes qu'ont prises l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité durant la dixième session a été d'approuver la demande d'adhésion de seize pays, mettant ainsi fin à l'impasse où en était la question depuis 1950 du fait qu'aucun n'avait réussi à obtenir le vote favorable de sept membres du Conseil. La délégation canadienne a pris l'initiative de réunir des votes à l'appui de l'admission de tous les pays candidats autres que les pays temporairement divisés, la Corée et le Vietnam. La résolution finalement adoptée a autorisé l'admission parmi les Nations Unies de tous les candidats appuyés par le Canada, sauf le Japon et la Mongolie extérieure: Autriche, Ceylan, Albanie, Finlande, Hongrie, Irlande, Italie, Jordanie, Libye, Népal, Portugal, Cambodge, Laos, Roumanie, Bulgarie et Espagne.

Affaires Économiques.—En 1955, comme par les années précédentes, le Canada a participé à la plupart des grandes conférences économiques internationales. En septembre 1955, le Comité canado-américain pour le commerce et les affaires économiques a tenu à Ottawa sa seconde réunion au cours de laquelle on a examiné certaines questions d'intérêt commun.

La neuvième session des parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, ouverte à Genève durant l'automne 1954, a abouti à un accord revisé et à la proposition de créer une organisation de coopération commerciale. De nouveau le Canada s'est fait représenter à la dixième session ordinaire du GATT qui s'est ouverte à Genève en octobre 1955.

En 1955, le Canada a affecté, en vertu du Plan de Colombo, quelque \$26,400,000 à l'assistance économique et technique aux pays sous-développés du Sud et du Sud-Est asiatiques. La contribution du Canada avait été de \$25,400,000 les quatre années précédentes. A sa réunion tenue à Singapour en octobre, le Comité consultatif est convenu de prolonger de quatre ans la première étape du Plan qui devait prendre fin au milieu de 1957. Le Canada a aussi accru sa cotisation pour le Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies.

Missions à l'étranger.—Le Canada n'a ouvert aucune nouvelle mission en 1955; cependant il a élevé les légations de Norvège et du Portugal au rang d'ambassade. Voici la répartition des missions à l'étranger en fin de 1955;

Ambassades (30)-Légations (7)-Consulars généraux ou consulats (11) Allemagne Autriche Belgique Finlande Philippines: Pologne Manille Colombie Suisse Tchécoslovaquie Egypte Chicago Espagne Détroit États-Unis Los Angeles Hauts commissariats (7)-France Nouvelle Orléans Union Sud-Africaine New-York Australie Portland Indonésie Ceylan San-Francisco Irlande Seattle Israël Nouvelle-Zélande Japon Royaume-Uni Mexique Norvège Délégations et missions Pays Bas permanentes (4) Berlin (mission militaire) Genève (Nations Unies) République Dominicaine New-York (Nations Suisse Unics) Paris (Conseil de l'Atlan-LIRSS tique-Nord et Organi-Uruguay sation européenne de Venezuela coopération économi-Yongoslavie

Le Canada ne maintient pas de mission en Islande ni au Luxembourg, l'ambassadeur du Canada en Norvège étant accrédité auprès de l'Islamle comme ministre, ainsi que l'est l'ambassadeur du Canada en Belgique auprès du Luxembourg. L'ambassadeur du Canada en Grèce est accrédité à titre d'ambassadeur auprès d'Israël; le ministre du Canada en Suède l'est à titre de ministre auprès de la Finlande. L'ambassadeur du Canada à Cuba est également accrédité comme ambassadeur auprès des républiques Dominicaine et d'Haití. Le Canada est en outre représenté par un délégué commercial dans les pays suivants; Congo belge, Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, Guatemala, Hong-Kong, Jamaïque, Singapour et Trinidad.

La princesse Margriet des Pays-Bas pose la pierre angulaire de la nauvelle ambassade du Canada à La Haye, en présence de l'ambassadeur du Canada, M. Thamas Stone (à gauche). La princesse est née au Canada durant la seconde guerre mondiale.





L'éducation est une oeuvre qui exige patience et longueur de temps pour atteindre ses fins premières: habituer l'homme à bien penser, le renseigner sur le passé, lui faire entrevoir l'avenir et le mettre en mesure de servir la société.



Éducation

d'enseignement au Canada. L'intention ici n'est pas de faire un exposé précis de l'enseignement au Canada, mais plutôt d'en donner un aperçu général qui aidera à marquer cette étonnante variété.

Nombreux services administratifs.—Il n'existe pas de ministère national de l'Instruction publique au Canada: aux termes de la constitution, l'enseignement relève des provinces. Chacune des dix provinces a un département provincial de l'Instruction publique dont dépendent les écoles publiques primaires et secondaires. En outre, il existe des écoles d'agriculture qui relèvent du ministère de l'Agriculture, des programmes d'apprentissage dont l'exécution est confiée au ministère du Travail, des écoles de réforme qui dépendent du département du procureur général ou du service de bienêtre, des écoles de gardes forestiers dirigées par le ministère des Terres et Forêts et des cours de prospection offerts par le ministère des Mines. A Terre-Neuve, deux ministères s'occupent de l'administration des écoles ou s'intéressent directement aux programmes d'enseignement et de formation. Dans l'Île du Prince-Édouard, il n'y en a qu'un seul; en Nouvelle-Écosse, 5; au Nouveau-Brunswick, 5; dans le Québec, 9; en Ontario, 8; au Manitoba, 4; en Saskatchewan, 3; en Alberta, 5; et en Colombie-Britannique, 6.

Au sein de la province, des commissions scolaires en collaboration avec le département de l'Instruction publique sont chargées de l'administration immédiate des écoles primaires et secondaires sur le plan local; il existe plus de 20,000 commissions scolaires. Bien qu'il n'y ait pas de ministère fédéral de l'Instruction publique, certains ministères fédéraux s'intéressent particulièrement à l'éducation. La responsabilité de l'instruction des enfants des Indiens incombe à celui de la Citovenneté et de l'Immigration. Au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, et pour tous les Esquimaux, l'enseignement relève du ministère du Nord canadien et des Ressources nationales. La Défense nationale pourvoit à l'enseignement dans les postes nulitaires, Le ministère du Travail est le canal par lequel l'État accorde des subventions aux provinces pour la formation professionnelle. C'est par l'entremise du ministère des Finances que sont versées des subventions aux universités. On pourrait mentionner aussi, comme organismes d'éducation des adultes, la Société Radio-Canada, l'Office national du film, le Musée national et la Galerie nationale. Cependant, la liste n'est pas complète.

Si l'on ajoute à ces services officiels, les nombreuses sociétés religieuses, associations bénévoles et autres sociétés privées qui dirigent des écoles, instituts, collèges et universités, on saisit mieux la multiplicité des organismes qui s'occupent de l'enseignement au Canada.

Enseignement préscolaire.—Il existe dans les grandes villes des garderies où les mères qui travaillent peuvent confier leurs jeunes enfants à des surveillants compétents. On y organise des jeux pour les plus âgés. Les écoles maternelles, pour les enfants de trois à quatre ou cinq ans, se font de plus en plus nombreuses dans les centres urbains. Institutions privées pour la

ÉDUCATION 63

plupart, et logées parfois dans une salle paroissiale, parfois dans la maison du directeur, moins souvent dans un immeuble spécial, ces écoles enseignent aux enfants à vivre en commun et leur donnent quelques notions de musique, de peinture, etc. Le jardin d'enfants, qui, sous bien des rapports, ressemble à l'école maternelle, accueille les enfants de quatre et cinq ans (le plus souvent cinq). Ici encore le jeu prédomine, mais, à mesure que l'enfant approche de sa sixième année, on le familiarise avec la lecture et le calcul pour le préparer à l'école primaire. Dans certaines villes du Canada, les écoles primaires publiques ont un jardin d'enfants, mais on y trouve aussi bon nombre de jardins d'enfants privés.

Écoles primaires.—A l'âge de six ans, l'enfant peut entrer à l'école primaire. (Dans la moitié des provinces du Canada, il doit y entrer à cet âge; dans les autres, il est tenu de fréquenter l'école à compter de l'âge de sept ans.) S'il habite la ville, il est fort probable que son école sera un immeuble en briques relativement grand et située assez près de son foyer. S'il habite une région rurale, il peut avoir à parcourir un mille ou plus. L'école sera un immeuble en bois d'une ou deux pièces, chauffée au bois au moyen d'un poêle de fonte sis au milieu de la classe. Dans maintes parties du pays, les petits campagnards ne vont plus à l'école à pied, mais s'y rendent dans un autobus spécial.

La refigion des parents de l'enfant, ou sa langue maternelle, pourra parfois déterminer quelle école il fréquentera. Ainsi, Terre-Neuve compte des écoles publiques de six confessions différentes: anglicane, pentécostale, catholique, salutiste, adventiste et de Église-Unie; il y a aussi des écoles polyconfessionnelles et des écoles non confessionnelles.

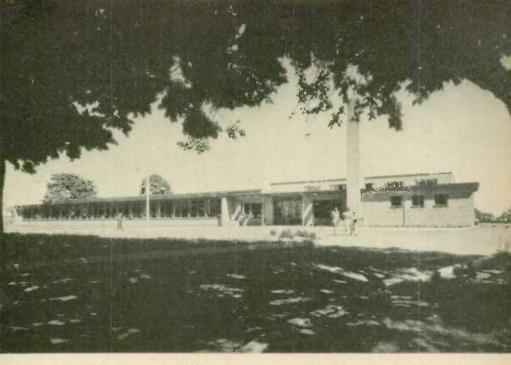
La province de Québec a un double régime d'écoles publiques : catholiques et protestantes. Les premières groupent des institutions de langue française et de langue anglaise. L'Ontario a des écoles publiques (non catholiques pour la plupart) et des écoles séparées (catholiques surtout) de langue anglaise ou française. La Saskatchewan et l'Alberta ont aussi des écoles publiques et des écoles séparées.

Dans toutes les provinces, y compris celles qui administrent des écoles confessionnelles, il existe des écoles privées confessionnelles ou paroissiales établies et soutenues par des minorités religieuses.

Les enfants des nuilitaires en service au Canada, en Aflemagne ou en France, fréquentent des écoles établies dans les camps militaires. Ces écoles suivent les programmes provinciaux réguliers mais. à l'étranger, elles profitent du milieu qui les entoure pour donner aux enfants un aperçu d'autres cultures

Bien que certains enfants indiens fréquentent les écoles publiques de la province où ils habitent, la plupart vont à des écoles spéciales. Des externats établis dans les réserves mêmes remplacent graduellement les internats confessionnels. Dans le cas des Esquinaux, peuple nomade, l'enseignement présente plus de difficultés. On leur fournit cependant des instituteurs, même si l'enseignement ne peut leur être dispensé qu'au cours d'une brève saison.

Écoles secondaires.—Selon la ville ou la province qu'il habite, l'enfant peut passer de l'école primaire à l'école secondaire (il en existe de nombreux genres) après sa septième, luitième ou neuvième année d'études.



Les nouvelles et les surgissent et foisen depuis quelques années. Ce sent de vastes éailieus baignes de lumière où les préfabrications d'acier maxydable, d'aluminium, de verre et de plastiques ont remplacé les matériaux lourds. Pourtant, la construction des écoles coûte encore aujourd'hui entre \$1,000 et \$1,200 par élève.

Il fut un temps au Canada où l'enseignement secondaire préparant surtout à l'université, relativement peu d'enfants en bénéficiaient. Aujour-d'hui, la majorité font leurs études secondaires. Pour répondre aux besoins d'un groupe composé d'éléments aussi hétérogènes, on a varié les institutions et les programmes. Il y a plus de diversité, bien entendu, dans les grands centres urbains, où les étudiants sont plus nombreux et où le financement de l'enseignement est plus facile, que dans les régions rurales. Cependant, la création de circonscriptions scolaires plus vastes et l'établissement d'écoles régionales centralisées ont permis des programmes variés dans une foule de régions peu peuplées.

Certains centres ont des écoles secondaires juniors et seniors. Les premières ont un programme d'études plutôt générales qui permet d'explorer un certain nombre de disciplines. En plus du programme ordinaire préparatoire au collège, les écoles secondaires seniors offrent fréquemment des programmes conduisant à un autre genre de formation post-secondaire, ou à un emploi dans les affaires ou l'industrie, ou encore à des études générales plus poussées. Dans d'autres centres, les institutions elles-mêmes présentent des différences: les unes sont purement scolaires et les autres, commerciales ou techniques. Il existe aussi des écoles à programme mixte.

Outre les écoles publiques, l'enseignement secondaire compte également des écoles privées confessionnelles et non confesionnelles. Sauf dans le Québec, la plupart des écoles publiques sont mixtes, mais, par contre, dans toutes les provinces, la plupart des écoles privées ne le sont pas. Au Canada anglais, les écoles secondaires privées se modèlent plus ou moins sur la *prep school* (école préparatoire) britannique qui est un internat où l'enseignement est donné par des "maîtres" et où les élèves sont groupés en divisions ou "formes" plutôt que par année.

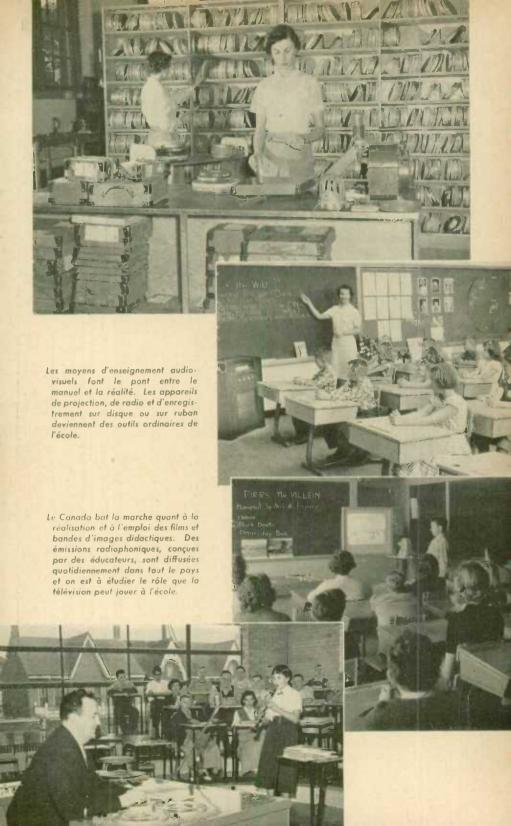
L'école secondaire privée du Québec est unique. Bien qu'il en existe diverses formes, le collège classique en est le type. Dirigées par des religieux, ces écoles reçoivent leurs élèves des écoles primaires et les préparent au baccalauréat par deux périodes d'études de quatre années. Ces dernières années, on y a permis l'étude facultative de matières moins classiques, mais le programme de base comprend la religion, les langues (français, latin, grec et anglais), l'histoire, la philosophie et les sciences. Autrefois, tout le programme était appelé secondaire, comme l'est son modèle en Europe. Récemment, toutefois, la coutume s'est généralisée d'appeler secondaire la première période de quatre années (ce qui permet la comparaison avec le high school du reste du pays) et supérieure la deuxième période (années d'études préparant au baccalauréat ès arts dans d'autres provinces).

Enseignement donné aux enfants exceptionnels.—Les moyens mis en œuvre au bénéfice des enfants exceptionnels ne sauraient être plus variés. Pour l'enfant incapable de fréquenter l'école régulière ou d'y trouver profit, il se trouve sûrement quelque part au Canada (souvent en plus d'un endroit) un grogramme destiné aux enfants anormaux comme lui ou qui souffrent de la même difficulté. Il est pourvu normalement à l'instruction spéciale de ces enfants si le nombre en est relativement élevé et à condition qu'ils soient éducables. Il est pourvu également aux besoins de ceux qui, tout en étant à peu près inéducables, doivent être placés dans des institutions. L'initiative privée s'occupe des enfants d'autres catégories.

Dans les écoles publiques urbaines, on trouve ordinairement des classes ou des moyens d'enseignement pour les enfants dont l'ouïe ou la vue sont affaiblies, qui exigent un régime spécial de repos ou de soleil, qui sont lents à apprendre ou encore à certains endroits, qui sont exceptionnellement doués Des écoles spéciales, provinciales pour la plupart, sont établies dans les principales régions du pays au bénéfice des aveugles, des sourds et des muets.

Il existe des orphelinats publics et privés pour les enfants d'âge scolaire et préscolaire. Les institutions pour jeunes délinquants donnent l'enseignement scolaire. Les enfants hospitalisés pendant de longues périodes (les tuberculeux, par exemple), peuvent bénéficier de leçons privées ou de cours par correspondance. De fait, des cours par correspondance sont accessibles aux enfants qui pour d'autres raisous, comme l'éloignement, ne peuvent suivre les cours réguliers. Dans deux villes au moins, il existe des écoles pour les infirmes. On y donne des traitements de physiothérapie et des leçons privées aux enfants atteints de paralysie cérébrale.

Dans chaque province, il existe au moins une association de parents et autres personnes qui s'occupe des arriérés. Sous ses auspices et parfois avec des fonds publics, on forme des classes à l'intention de ces enfants. Pour les débiles mentaux, il existe de grands internats, appelés souvent "écoles de formation" et régis par les ministères provinciaux de la Santé, où il se donne un certain enseignement.





La formation professionnelle fait souvent partie du programme général des écoles secondaires régies par les provinces.

Formation professionnelle. Quebec est la seule province où l'on fait une distinction marquée entre la formation professionnelle et l'instruction en général. Le département de l'Instruction publique du Québec administre les écoles ordinaires tandis que d'autres ministères, notamment celui du Bien-être social et de la Jeunesse, s'occupent des nombreuses écoles professionnelles

On trouve également au Québec des écoles de métiers et d'apprentissage pour ceux qui n'ont fait que des études primaires, des écoles techniques où se donnent des cours de quatre ans, des écoles d'agriculture qui donnent des cours abrégés ou complets, des écoles ménagères et des écoles spécialisées pour les papetiers, les laitiers, les ouvriers de scieries, les ébénistes, les artistes et les architectes.

Dans la plupart des provinces, la formation professionnelle est devenue partie intégrante de l'enseignement, en particulier dans les écoles secondaires à fins multiples. Dans une école de ce genre, le garçon peut inclure dans son cours général des études spéciales sur l'agriculture, l'ébénisterie, le travail des métaux, l'électricité, l'art ou la comptabilité, et la jeune fille peut y inclure des cours d'économie domestique ou de sténographe. (Cette énumération n'est qu'indicative.)

En outre, on compte nombre d'écoles et d'institutions publiques strictement consacrées à la formation professionnelle et plusieurs écoles de métiers et écoles commerciales privées, depuis un institut post-secondaire technique donnant 24 cours différents et fréquenté par 6,000 élèves du jour et du soir jusqu'à une école de soudure privée comptant moins de 12 élèves. Les programmes d'apprentissage, dont plusieurs sont subventionnés par le gouvernement fédéral, préparent des plombiers, des plâtriers, des briqueteurs, des électriciens, des mécanicieus de l'automobile et des soudeurs. Les écoles provinciales d'agriculture fournissent aux garçons des cours d'agriculture scientifique, et aux filles, des cours de sciences ménagères; l'hiver, on y donne divers cours abrégés, comme l'entretien des instruments aratoires.

Il existe d'autres cours et écoles de formation professionnelle intéressant les textiles, la technologie minière, la prospection, l'hôtellerie, la garde des forêts et la pêche. Les jeunes filles peuvent suivre des cours de garde-malade, d'aide soignant de laboratoire et de décoration intérieure.

Formation des instituteurs. Il n'y a pas très longtemps, la plupart des instituteurs d'école primaire devaient faire leurs études secondaires et une année d'école normale; ceux du cours secondaire devaient suivre un cours d'un an, généralement à une université, après leur baccalauréat ès arts ou ès sciences.

Il existe des écoles normales qui donnent un cours d'un an, mais on tend à les appeler plutôt "Écoles d'instituteurs". De plus en plus, on s'en remet à l'université pour la formation des professeurs. Trois provinces (Terre-Neuve, Alberta et Colombie-Britannique) et le système protestant du Québec donnent à leurs instituteurs une formation universitaire. En Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, en Saskatchewan et pour le système catholique du Québec, les écoles normales persistent, mais elles sont plus étroitement rattachées aux universités qu'il y a dix ans.

Comme sous bon nombre d'autres aspects de l'enseignement, le Québec possède des institutions d'enseignement pédagogique qui différent passablement de celles des autres provinces. Ce sont d'abord les écoles normales,

Groupe d'institutrices de la Nouvelle-Écosse venues suivre un cours d'été.

Il faut à l'institutrice du savoir, du tact, du métier et de ses études, seule ou à l'occa-



dirigées, avec l'appui financier du gouvernement, par des communautés religieuses (quelques-unes pour les jeunes gens, mais la plupart pour les jeunes filles). Il y a aussi les scolasticats-écoles normales, également dirigés par des communautés religieuses, où les religieux, frères et sœurs, se préparent à l'enseignement.

Universités et collèges.—Chaque province compte au moins une université ou un collège relevant du gouvernement, ou une école professionnelle rattachée à une université indépendante. Toutes les principales confessions religieuses, et plusieurs moins importantes, dirigent au moins une université ou un collège. Le ministère de la Défense nationale possède trois collèges militaires. Il existe aussi plusieurs institutions d'enseignement supérieur non confessionnelles et privées.

L'effectif étudiant varie de 100 à plus de 10,000 élèves. Certaines institutions donnent leurs cours en anglais, d'autres en français, et quelques-unes dans les deux langues.

A ce sta le supérieur de l'enseignement, il existe des écoles supérieures (junior collèges) qui ne gardent les élèves qu'une année ou deux après l'école secondaire; d'autres ne confèrent que le baccalauréat, la maîtrise en certains domaines, et parfois le doctorat. Un petit collège peut n'avoir qu'une faculté des arts; par contre les grandes universités comptent une vingtaine de facultés, parfois davantage, des écoles professionnelles, des instituts de recherche, et souvent, plusieurs collèges affiliés.

L'enseignement est mixte dans la plupart des universités. Certaines institutions logent leurs étudiants. Les universités sont habituellement situées dans les grandes villes ou leur banlieue, tandis que les collèges le sont dans les villes et les canpagnes.

Éducation des adultes.—Hormis les associations bénévoles, il y a quelques institutions qui se consacrent exclusivement à l'éducation des adultes. Les principaux responsables sont les autorités provinciales qui administrent les écoles secondaires et professionnelles, les commissions scolaires urbaines et les universités.

Le citadin peut suivre des cours du soir afin de terminer ses études secondaires, se familiariser avec le travail de bureau, apprendre un métier ou acquérir un passe-temps utile ou agréable. Il peut travailler à décrocher un grade universitaire on profiter des cours réguliers ou occasionnels aussi variés que les matières sur lesquelles se porte l'intérêt des professeurs. Citadins et campagnards peuvent profiter des cours "d'extension" que donne habituellement l'université de la région; ils peuvent participer à des réunions, des cours ou des cercles d'étude organisés à l'intention des cultivateurs et de leurs épouses par les ministères provinciaux de l'Agriculture, s'inscrire aux cercles de fermières et s'instruire par eux-mêmes. Il existe aussi des cours par correspondance offerts par les départements provinciaux de l'Instruction publique, les universités et les écoles privées d'enseignement par correspondance.

Qu'il habite la ville ou travaille dans une mine ou une exploitation forestière, l'immigré nouvellement arrivé aura l'occasion d'apprendre une des deux langues du pays et de connaître les rudiments de son histoire et de son régime de gouvernement.

Quiconque possède un appareil de radio ou de télévision dispose dans son foyer du vaste choix d'émissions éducatives diffusées par Radio-Canada et les postes privés: causeries, interviews, discussions, symposiums, hulletins de nouvelles, démonstrations pratiques, reportages pris sur le vif, sans oublier les multiples émissions dramatiques et musicales. L'habitué des cinémas, en plus de s'ouvrir à tout un monde de divertissement, pourra voir des documentaires sur tous les sujets imaginables, produits par l'Office national du film et un nombre sans cesse croissant de réalisateurs privés. Les bibliothèques ont aussi étendu leur champ d'action au delà des limites des villes au moyen du bibliowagon, du bibliobus et de la poste; celui qui désire poursuivre ses études peut ainsi se procurer les livres qu'il lui faut.

Statistique de l'enseignement au Canada, année scolaire 1952-1953

Genre d'école	Écoles	Professeurs	Élèves
Écoles primaires et secondaires			
(y contpris certaines écoles professionnelles) Publiques.	31,731	98.125	2,666,216
Privées	1,169	7.830	167.042
Écoles pour les sourds et avengles.	13	310	2.054
Écoles indiennes	456	842	25.949
Écoles du soir			223,49,
Écoles pédagogiques	140	1,481	12,378
Ecoles normales	117	1,257	10.210
Facultés universitaires	23	224	2.16.
Universités et collèges (sans les écoles pédagogiques)	262	10,878	106,386
Cours universitaire régulier	_	5,823	60.87
Autres (y compris cours "d'extension")		5,055	45,50

L'Université du Manitoba (Winnipeg) est le centre de l'enseignement supérieur de la province. Fondée en 1877, elle enseignait au début les sciences et la médecine; aujourd'hui elle réunit un grand nombre de facultés et de collèges affiliés.





Le NRU, le troisième et le plus puissant réacteur du Canada, sera bientôt achevé et permettra une exponsion considérable des recherches et de la production d'isotopes radioactifs.



Le modèle en plastique de la première centrale nucléaire qui sera établie à 150 milles au nordouest d'Ottowa permet de suivre tout le mécanisme de la réaction, depuis le combustible d'uranium jusqu'ò la vapeur qui actionne les turbogénérateurs.

Recherche scientifique

Le Canada a fait de grands progrès depuis plus de dix ans dans le domaine de la recherche scientinque et industrielle grâce à un esprit de collaboration typiquement canadien. Des comités de spécialistes assurent la coordination des vastes travaux de recherche de l'État, des universités ou de l'industrie, et l'échange constant de personnel et de renseignements tend à souder les services qui sont disséminés d'un littoral à l'autre.

Une foule d'établissements industriels se sont intéressés à la recherche depuis quelques années et ont ainsi contribué dans une plus grande mesure à l'accession du Canada au rang des nations très industrialisées. Toutefois, le gros des recherches industrielles s'effectue depuis longtemps sous l'égide de l'État. Le Conseil national de recherches jone un rôle capital dans le domaine des sciences et du génie sur le plan national, tandis que plusieurs conseils de recherche provinciaux stimulent et subventionnent des travaux destinés à aider les industries primaires et secondaires à mettre en valeur les ressources naturelles des provinces. Plusieurs ministères fédéraux, en particulier l'Agriculture, les Pêcheries, les Mines et Relevés techniques, la Défense nationale, la Santé nationale et le Bien-être social, le Nord canadien et des Ressources nationales et le Commerce, ont une division qui poursuit des recherches d'intérêt national dans des domaines pratiques comme l'amélioration des sols et des récoltes, le traitement industriel du poisson, la sylviculture et les produits forestiers, les levés géodésiques, topographiques, hydrographiques et géologiques, la métallurgie, les problèmes militaires, les aliments et drognes, l'alimentation et les soins médicaux, la conquête du milien arctique. L'Observatoire fédéral d'Ottawa et l'Observatoire fédéral d'astrophysique de Victoria (C.-B.) se spécialisent en physique solaire, en géophysique et en astrophysique tandis que l'Atomic Energy of Canada Limited met en œuyre un vaste programme de recherche et d'exploitation dans le domaine de la fission nucléaire, programme qui est brièvement exposé un peu plus loin.

Les universités jouent un rôle important dans la recherche tant pure qu'appliquée. Elles poursuivent des études intéressant des domaines fort divers de la recherche pure: mathématique, physique nucléaire, communications électriques, isotopes et thérapie à faiscean de cobalt. La recherche appliquée dans les universités subit dans une bonne mesure l'influence de la vie industrielle et sociale de leur milieu; elles portent sur l'agriculture primaire, l'industrie, les minéraux, les terres et forêts, la pêche, l'énergie atomique, la santé et l'urbanisme. La plupart des recherches des universités sont financées par des subventions et des bourses de recherche ou d'étude accordées par les gouvernements, les fondations, les industries ou les particuliers. Une partie de ces sommes est affectée aux travaux exécutés par des professeurs ou par des gradués sons la direction d'un professeur, mais la majeure partie sert à des travaux plus amples, entrepris par une faculté dans ses laboratoires ou dans des institutions spécialisées, comme les collèges d'agriculture et les laboratoires de recherche médicale.

Depuis plusieurs années, la recherche médicale contribue pour beaucoup à améliorer la santé de la nation et à faire progresser la médecine grâce aux



Modèle d'une usine hydro-électrique sur la rivière Bow, à l'ouest de Calgary (Alb.), à l'étude dans les laboratoires hydrauliques de l'Université de Toronto.

sommes que l'État et les previnces, les fondations et les sociétés privées ainsi que les universités et les hôpitaux consacrent à des bourses de recherche et aussi à des installations affectées à des travaux spécialisés. La plus grande partie de la recherche pure se poursuit dans les écoles de médecine, grâce aux fonds du Conseil national de recherches, du Conseil de recherches pour la défense et du ministère de la Santé nationale, ou aux subventions des succursales provinciales de la Société canadienne du cancer et d'organismes provinciaux comme l'Ontario Cancer and Research Foundation, sans oublier la célèbre Banting Research Foundation, ou encore des sociétés fraternelles, des clubs sociaux et des fabricants de produits pharmaceutiques. Tous ces apports permettent aux chercheurs de poursuivre des programmes de travaux dans les 12 écoles de médecine du Canada. Les plus remarquables de ces travaux sont ceux des Connaught Medical Research Laboratories à l'Université de Toronto et de l'Institut neurologique de Montréal.

Un bref aperçu des services de recherche que dirigent quelques-unes des principales industries canadiennes suffira pour donner une idée des recherches industrielles qui se poursuivent au Canada et qui se sont fort accrues depuis quelques années. L'Aluminium Laboratories Limited poursuit des recherches à Arvida sur la production de l'aluminium métallique et, à Kingston, sur divers aspects de la métallurgie. L'Ayerst, McKenna and Harrison Limited explore le domaine des vitamines, des hormones, des antibiotiques et des agents chimico-thérapeutiques, tandis que la Canada Packers Limited compte des groupes de chercheurs qui étudient la préparation des viandes, les huiles comestibles, les procédés de fabrication et l'utilisation de sous-produits d'intérêt pharmaceutique et industriel. Pour sa part, la Canadian Industries (1954) Limited fait des recherches sur l'utilisation des matières premières canadiennes pour répondre aux besoins des industries de base du Canada. La Canadian Chemicals and Cellulose Company Limited, par l'intermédiaire de ses filiales, dirige des recherches intensives sur la chimie cellulosique et pétrolière à Prince-Rupert et Edmonton. De son côté, la Consolidated Mining and Smelting Company of Canada Limited effectue des recherches concernant la métallurgie extractive et des procédés chimiques. La Dominion Rubber Company Limited et la Polymer Corporation Limited maintiennent en service des laboratoires bien outillés pour créer ou améliorer les produits chimiques nécessaires à l'industrie caoutchoutière. L'Imperial Oil Limited, l'International Nickel Company of Canada Limited et la Shawinigan Chemicals Limited s'occupent toutes trois de travaux de recherche pure et appliquée afin de trouver des procédés, des produits et des usages nouveaux, tandis que le Service des recherches de l'Hydro-Ontario et le Pulp and Paper Research Institute of Canada sont des exemples typiques de la collaboration qui se pratique au Canada entre l'industrie et l'État ou les universités pour l'avancement de la science.

Le Conseil national de recherches.—Depuis sa formation en 1917, le Conseil a protondéntent influence la recherche canadienne. Son premier geste fut d'instituer un régime de subventions et de bourses en vue d'activer les recherches dans les universités et d'aider les étudiants à payer les frais de leur formation postuniversitaire, ce qui est encore aujourd'hui un des points importants de son activité. (Plus de 3,000 bourses ont été accordées jusqu'ici,) Le Conseil a ensuite créé des comités associés pour la coordination des recherches à l'échelle nationale.



Ce n'est qu'en 1925 que le Conseil a entrepris ses propres travaux de laboratoire; en 1932, l'immeuble du Conseil, abritant quatre divisions (Physique et Génie, Biologie et Agriculture, Chimie, Information), a ouvert ses portes, rue Sussex, à Ottawa. En 1936 naissait la Division du génie mécanique, et le Conseil acquérait en 1939, en bordure du Chemin de Montréal, près d'Ottawa, un emplacement de 130 acres, porté depuis à 400 acres.

Au cours de la seconde guerre mondiale, le Conseil a décuplé ses installations, si bien qu'il possédait en 1945 plus d'immeubles qu'il ne comptuit de chercheurs scientifiques en 1939. Pendant la guerre, vingt et un laboratoires ont été établis d'un océan à l'autre, et le programme des travaux portait sur de multiples domaines, depuis le froid jusqu'au génie aéronautique et à l'énergie atomique. Le Conseil s'est engagé dans presque tous les domaines de la recherche militaire et a largement contribué à l'effort de guerre. C'est ainsi qu'il a créé plus de 30 types d'appareils de radar dont le prix de revient en temps de guerre a dépassé trois cents millions de dollars. Les appareils de radar canadiens ont servi à la protection non seulement des villes et des côtes dit pays mais aussi de la zone du canal de l'anama et des villes du Royaume-Uni. Le Canada a également fourni aux forces navales du Commonwealth deux des plus importants types d'appareils de radar en usage durant les dernières années de la guerre.

L'expansion du Conseil s'est poursuivie après la guerre: 1946 a vu l'établissement de la Division des recherches médicales et le déplacement du siège des travaux sur l'énergie atomique de l'Université de Montréal à Chalk-River, en Ontario; 1947, la formation de la Division des recherches sur la construction et celle de la radio et du génie électrique; 1948, l'ouverture du Laboratoire régional des Prairies à l'Université de la Saskatchewan, à Saskatcon; et 1952, l'inauguration du Laboratoire régional des Maritimes à l'Université Dalhousie, à Halifax.

Aujourd'hui, le personnel du Conseil compte 2,400 employés dont environ 600 sont des chercheurs scientiliques (moyenne d'âge: 34 ans). Près de la moitié ont un doctorat et les autres, une maîtrise ou un baccalauréat; quelque 150 sont aussi ingénieurs. Le Conseil dispose d'un budget annuel d'environ 17 millions de dollars dont 16 millions proviennent de l'État et 1 million des redevances et droits (le Conseil exécute aussi des recherches spéciales pour l'industrie moyennant rétribution). Les bourses, les subventions d'aide aux recherches et les comités associés coûtent environ \$2,500,000, tandis que les travaux de laboratoire absorbent le reste des fonds du Conseil. Un conseil consultatif, responsable envers un comité de sept ministres du cabinet, a l'entière responsabilité de l'octroi des subventions et des bourses et détermine les grandes fignes du programme des laboratoires. La plupart des 21 membres du Conseil sont choisis au sein du haut personnel scientifique des universités; les autres représentent le travail et l'industrie.

Les laboratoires du Conseil comptent neuf divisions. Les travaux réguliers de la *Biologic expérimentale* varient depuis des études pratiques sur l'emmagasinage et le transport des aliments jusqu'à des études fondamentales sur le métabolisme et la composition chimique des organismes vivants. On y fait des investigations sur l'entreposage frigorifique des cellules vivantes et des inicro-organismes et des études sur les albumines du plasma sanguin, la production d'acide citrique par la fermentation en immersion de la mélasse provenant du sucre de betterave, et la teneur en hydrates de carbone de diverses céréales et des plantes marines,

La Chimie pure, qui s'adonne à des recherches en chimie organique, inorganique, physique et colloïdale, tente de découvrir la raison de certaines réactions chimiques et de déterminer la structure spatiale dernière de composés incontris.

TRAVAUX DU CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES

Cartographe stéréoscopique permettant d'effectuer rapidement des levers, surtout en matière d'urbanisme.

Radio-télescope servant à capter les ondes hertziennes d'origine solaire.



Tableau de commande d'une pelite installation de cracking servant dans les laboratoires du Conseil à pratiquer des recherches sur le fractionnement thermique et catalytique des pétroles lourds du Canada. Une des tâches importantes de la *Chimie expérimentale* consiste à trouver des procédés chimiques permettant d'utiliser les ressources naturelles du Canada; présentement, la Division accorde une attention particulière aux produits du pétrole. Elle étudie également la corrosion qui se produit dans les réfrigérations automatiques. Au laboratoire du caoutchouc, les recherches portent sur l'emploi de la lignine comme agent de renforcement du caoutchouc, et l'on a amélioré un adhésif à base de cyclo-caoutchouc capable de lier le métal au caoutchouc lui-même.

La Physique pure a largement contribué à l'étude de divers problèmes fondamentaux dent la diffraction des rayons X, les rayons cosmiques, la spectroscopie, la physique de l'état solide et la physique théorique.

La Physique appliquée sert le pays en apportant une contribution importante à la mise au point de la cartographie canadienne, en fournissant une commune unité de dosage des rayons X dans les cliniques anti-cancéreuses et en poursuivant, d'accord avec la Canadian Pulp and Paper Association, un programme visant à la réduction de bruit dans les papeteries. Des études sur les étalons ont abouti à la création d'une échelle calorimétrique de haute précision convrant presque toute la gamme internationale et à la reproduction de l'étalon de brillance fondée sur la brillance du platine en fusion.

En collaboration étroite avec l'industrie du bâtiment et la Société centrale d'hypothèques et de logement, le Centre de recherches sur le bâtiment poursuit un vaste programme d'études sur les matériaux de construction, le chauffage domestique, l'isolation thermique, l'ignifugation, la physique du bâtiment, les caractéristiques architectoniques et les propriétés mécaniques du sol. On a revisé et mis à jour le Code national du bâtiment.

Le Génie mécanique fait des recherches sur plusieurs aspects de l'aéronautique et sur certains aspects du génie hydraulique et mécanique et de l'architecture navale. La Division comprend diverses sections dont les travaux portent sur l'aérodynamique, les moteurs, les carburants, les lubrifiants, les structures et les instruments; elle dirige une station de recherches sur le vol où le matériel ronçu en laboratoire peut être essayé en vol. Organisme de recherches des forces armées, elle fournit à l'avionnerie canadienne des moyens de recherche, de perfectionnement et d'essai. Des souffleries servent à l'étude des caractéristiques des avions aux vitesses supersoniques. Un laboratoire de thermodynamique étudie la combustion, les compresseurs et les turbines. D'autre part, le laboratoire des basses températures a mis au point un dispositif automatique de dégivrage électrothermique pour les avions.

La T.S.F. et le Génie électrique travaillent actuellement en collaboration avec le Conseil de recherches pour la défense à plusieurs entreprises d'intérêt militaire. La Division poursuit de vastes recherches fondamentales en radiophysique, en radio et en génie électrique. Les sujets d'ordre plutôt civil que militaire sur lesquels elle se penche comprennent des travaux d'essai et de perfectionnement pour le compte de l'abricants d'appareils électriques, des travaux électroniques dans le cadre d'un programme de recherches électromédicales exécuté à l'Université de Toronto, des techniques civiles du radar, particulièrement quant à leur application à la navigation aérienne et maritime et aux levés aériens, des observations sur les émissions radio-électriques d'origine solaire, les spectromètres de masse à fréquence radiophonique, le dessin des antennes, la détection électronique des défauts dans le papier, les décharges d'électricité statique pouvant résulter de la manutention des grains.

Les Recherches médicales accordent des bourses et des subventions aux chercheurs travaillant dans les écoles de médecine du Canada. Depuis 1946,

148 diplômés ont bénéficié de 244 bourses. Soixante-dix d'entre eux sont attachés à des facultés de médecine canadiennes. La recherche médicale est soutenue dans de nombreux domaines, notamment les études relatives an système nerveux central, à l'endocrinologie, aux propriétés du sang, au mérabolisme et au choc.

L'énergie atomique

L'Atomic Energy of Canada Ltd. est une société de la Couronne qui est chargée de la recherche et du développement de la fission nucléaire, pour permettre à l'industrie, à l'agriculture et à la médecine du Canada de profiter des nouvelles découvertes dans ce domaine. Son usine et ses laboratoires principaux sont situés à Chalk-River, sur le cours de l'Outaouais, environ 120 milles à l'ouest de la capitale. L'entreprise a été établie vers la fin de la seconde guerre mondiale lorsque le Canada collabora avec le Royaume-Uni et les États-Unis afin de faire de l'énergie atomique un facteur décisif dans le conflit mondial. Depuis 1945, les travaux ont porté sur l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques dans la science, l'industrie et surtout dans la production de l'électricité sur une grande échelle. Simultanément les recherches fondamentales sur la structure du noyau atomique ont progressé, et des laboratoires ont été montés pour étudier la chimie fondamentale des substances radioactives et les effets de la radiation atomique sur les organismes vivants. Depuis les débuts de l'entreprise jusqu'au mois de mars 1956, le gouvernement canadien a approuvé des dépenses totalisant près de 160 millions de dollars pour le développement de l'énergie atomique. L'entreprise occupe maintenant 2,100 employés à Chalk-River.

Grâce au fonctionnement des deux réacteurs ZEEP et NRX il a été possible d'accomplir beaucoup de travail. Ceux-ci sont tout d'abord des réacteurs de recherche et utilisent tous de l'uranium naturel comme combustible et de l'eau lourde comme modérateur. La pile ZEEP, qui sert à l'étude des centrales d'énergie nucléaire plus avancées, a été mise en marche en 1945 et fonctionne à une puissance très basse. La pile NRX, mise en marche en 1947 fonctionne normalement à une puissance de 40,000 kilowatts et fut pendant phisieurs années la plus puissante pile de recherche en existence. En 1955, le Canada a offert à l'Inde, dans le cadre du programme d'assistance technique prévu par le plan de Colombo, de l'aider à établir un réacteur presque identique près de Bombay, lui assurant ainsi des installations semblables à celles que possède le Canada.

Le réacteur NRX a permis de produire de grandes quantités d'isotopes radioactifs destinés à de nombreuses applications différentes dans l'industrie, l'agriculture et la médecine. Ces isotopes ont été distribués à plusieurs organisations canadiennes et dans un très grand nombre de pays étrangers par la Division des produits commerciaux de l'Atomie Energy of Canada Ltd. qui possède ses propres laboratoires à Ottawa.

Les Nations Unies ont organisé une conférence sur les utilisations pacifiques de l'énergie atomique qui a en lieu à Genève en août 1955. Le Canada a fait partie du Comité scientifique consultatif formé de sept États et chargé d'arrêter le programme, comité qui a depuis été établi sur un pied permanent aux fins de conseiller les Nations Unies quant aux autres aspects du développement de l'énergie atomique. La délégation canadienne se

composait de représentants non seulement des sociétés de la Couronne mais aussi de l'industrie et des universités canadiennes ainsi que de plusieurs ministères fédéraux. Des communications ont été faites sur divers aspects de l'énergie atomique et sur le rôle qu'elle est appelée à jouer dans le développement du Canada. Près des salles réservées à la Conférence, une exposition réunissait des étalages montrant comment se fait l'extraction de l'uranium, et les instruments utilisés ainsi que des modèles des réacteurs de Chalk-River, deux appareils servant au traitement du cancer fabriqués au Canada et utilisant du cobalt radioactif.

La Conférence a marqué la fin d'une décennie forcément caractérisée par un régime de réglementation et de secret officiel et a ouvert une époque où le développement de l'énergie atomique sera de plus en plus pris en charge par l'entreprise privée et où, est-il à souhaiter, les applications pratiques qu'il promet se réaliseront. Le Canada envisage un certain nombre de nouvelles réalisations au chapitre atomique. Au cours des cinq années 1956-1961, le gouvernement doit y consacrer 100 millions de dollars et l'entreprise privée est appelée à y contribuer de plus en plus.

Un nouveau réacteur à eau lourde, le NRU, devrait entrer en service à Chalk-River en 1956. Capable de fournir 200,000 kW de chaleur et cinq fois plus puissant que le NRX, il assurera une grande expansion des travaux de recherche et de la production d'isotopes radioactifs. Le NRU ne produira pas d'électricité, mais il permettra des expériences qui réuniront toutes les conditions de fonctionnement d'un réacteur énergétique.

En outre et d'accord avec l'industrie privée et l'Hydro-Ontario, on a poussé l'étude du premier réacteur énergétique canadien, qui sera appelé le NPD. Sa réalisation doit s'achever en 1958. Il sera construit à Des Joachims, à une vingtaine de milles de Chalk-River. Comme le NRS et le NRU, il sera tributaire de l'eau lourde et de l'uranium naturel. Il fournira un apport de 20,000 kW à l'Hydro-Ontario. L'expérience que permettra d'acquérir cette petite installation sera fort utile quand viendra l'heure des grands réacteurs plus économiques. On redoublera d'efforts en vue d'en arriver dans la prochaine décennie à la production massive d'énergie.

Les industries énergétiques du Canada sont tenues au courant des progrès par le canal d'un comité consultatif qui se réunit annuellement à Chalk-River et qui se compose de représentants des sociétés de production et de distribution d'électricité.

Le meilleur moyen de trouver réponse à des problèmes comme celui de choisir les matériaux propres aux conditions exceptionnelles qui règnent au sein d'un réacteur et de disposer en toute sécurité des déchets radioactifs, c'est de stimuler le libre échange d'idées entre tous ceux qui peuvent y aider. A cette fin, les autorités canadiennes ne cesseront de publier le plus de renseignements possible sur leurs travaux. Le Canada continuera de collaborer avec les États-Unis et le Royaume-Uni aux fins de déterminer les renseignements à tenir secrets. A la suite d'un examen des travaux des dix dernières années, une masse de renseignements intéressant l'énergie atomique seront publiés et mis à la disposition de l'industrie canadienne,

Si c'est la production d'électricité qui compte avant tout, on ne néglige pas cependant d'autres utiles applications de l'énergie atomique. Des appareils



de cancéro-thérapie fabriqués au Canada ont été fournis à des hôpitaux des États-Unis, du Royaume-Uni, de France, d'Italie, du Brésil, de la Suisse et de la Nouvelle-Zélande. Il en a été offert un récemment à la Birmanie dans le cadre du Plan de Colombo. La production actuelle de cobalt permet d'équiper une trentaine d'hôpitaux par année d'un appareil de thérapie à faisceau de cobalt.

Il est de plus en plus manifeste que toutes les sciences biologiques, depuis la sylviculture jusqu'à la médecine, vont de l'avant en utilisant les isotopes pour la recherche. Une fois qu'elles sauront le pourquoi des choses elles sauront probablement comment les maîtriser. Il apparaît aussi à bien des égards que la disponibilité de substances radioactives et leurs radiations permettent d'améliorer beaucoup d'opérations industrielles.



Une vaste organisation aux rouages réglés avec minutie et le labeur quotidien de centaines d'employés aux accupations les plus diverses trouvent ici leur aboutissement dans la santé et le bonheur d'un petit bout d'homme.

Santé et bien-être

Lau Canada, surtout depuis la guerre, s'est accompagné d'une amélioration importante de la santé nationale et de l'adoption de mesures de protection sanitaire. Les Canadiens vivent plus longtemps aujourd'hui qu'en tout autre temps,—66 ans les hommes et 71 ans les femmes,—et ne sont plus menacés des nombreuses maladies qui affligeaient les générations précédentes. Un ensemble de mesures de sécurité financière, commencé dans les années 1930, assure une certaine protection contre l'extrême pauvreté aux vicillards, aux infirmes, ou aux familles dont le gagne-pain est invalide ou décédé. L'après-guerre a vu une grande expansion de l'appareil hospitalier et sanitaire local et des services de bien-être provinciaux et locaux. On a cherché avec quelque succès à assurer que personne ne soit privé de soins indispensables pour des raisons de pauvreté on d'éloignement.

· La santé nationale

Les progrès récents de la médecine et des sciences connexes et des services de santé ont amélioré la santé nationale de façon si remarquable que depuis dix ans la mortalité infantile a diminué de près de 40 p. 100 (32 décès pour mille naissances vivantes) et la mortalité puerpérale, de près de 70 p. 100 (0·7 décès pour mille naissances vivantes).

La lutte efficace contre les maladies transmissibles a peut-être été le grand facteur de l'amélioration de la santé; les maladies transmissibles ne causent plus que 2 p. 100 environ de tous les décès, soit un sixième du taux de trente ans passés. Des maladies comme la variole, la diphtérie et la typhoïde ont presque disparu grâce à l'immunisation et à une meilleure hygiène publique. Les progrès du dépistage et des traitements a réduit l'incidence et la gravité de la tuberculose à tel point qu'on en prévoit la prévention complète. La pneumouie, la fièvre rhumatismale et les maladies vénériennes ne sont que quelques-unes des maladies dont les antibiotiques ont fort réduit l'incidence. Le vaccin Salk est maintenant reconnu comme un préventif précieux de la poliomyélite.

En même temps, la baisse de la mortalité dans tous les groupes d'âge et l'accroissement de la longévité chez un plus grand nombre ont inévitablement augmenté les infirmités et la mortalité dues aux maladies chroniques et dégénératives qui accompagnent d'habitude l'âge mûr et le vieil âge. Les maladies cardiovasculaires, les lésions vasculaires du système nerveux et le cancer répondent maintenant pour 60 p. 100 des décès, soit le double d'il y a trente ans, et les maladies mentales frappent de plus en plus la population âgée et urbaine. Le traitement des affections chroniques connaît, cependant, beaucoup de succès; la cortisone et d'autres stéroïdes, la chloropromazine et d'autres drogues hypotensives, en particulier, aident grandement à soulager et à curayer ces affections. L'insuline, découverte canadienne, reste au premier plan dans la lutte contre le diabète.

Les accidents deviennent de plus en plus une cause importante de traumatisme et de décès pour tous les âges; ils sont actuellement la cause principale de décès chez l'enfant. Les accidents mortels dûs à des véhicules automobiles augmentent rapidement, surtout chez les adolescents, et l'industrie compte chaque année plus de 409,000 accidents.

L'Enquête sur la maladie au Canada (1951) a fourni un tableau de la morbidité parmi la population. Près de la moitié des Canadiens ont dû s'aliter au cours de l'année, le dixième n'ont pu pour quelque indisposition vaquer à leurs occupations normales, le cinquième ont accusé divers symptômes et souffert d'affections légères. Le cinquième n'ont souffert d'aucune maladie. Sur les trente-quatre millions de maladies survenues durant l'année, environ les deux cinquièmes étaient le rhume ordinaire et la grippe. La durée de la maladie augmentait en raison de l'âge: 12 jours chez les mois de 15 ans et 60 jours chez les personnes de 65 ans et plus. Près de 3 p. 100 de la population était invalide ou à peu près et environ 60 p. 100 des invalides étaient âgés de 45 ans ou plus. Les principales causes d'invalidité physique permanente étaient les maladies du cœur, l'arthrite et le rhumatisme, les suites d'accidents, la cérité et la surdité.

Services de santé

La portée et la nature des services d'hygiène publique ont sans cesse évolué depuis l'établissement de la première commission d'hygiène en Ontario en 1882 et du premier ministère provincial de la Santé au Nouveau-Brunswick en 1918. La responsabilité publique des premiers services d'hygiène se sont inévitablement étendus à la lutte de plus en plus intense contre les maladies transmissibles, et anjourd'hui la santé publique est devenue l'arc-boutant des hôpitaux et de la médecine, base indispensable de tout régime sanitaire.

Les services de santé publique établis dans cet esprit forment un complexe d'œuvres régionales, provinciales et fédérales relevant directement des administrations provinciales et locales, et aidées par des organismes bénévoles nationaux et régionaux. La responsabilité fédérale se confine, de par la constitution du pays et de fait, à établir des programmes spéciaux d'envergure nationale et à fournir de l'aide aux provinces.

Services fédéraux.—L'activité fédérale en matière de santé publique se centralise au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social; le ministère des Affaires des anciens combattants (voir p. 96) et celui de la Défense nationale appliquent d'importants programmes de traitement. Le Burean fédéral de la statistique dresse la statistique de la santé et des hôpitaux (voir p. 87), le Conseil national des Recherches subventionne la recherche médicale et le ministère de l'Agriculture assume certaines responsabilités d'ordre sanitaire relatives à la production alimentaire.

Le ministère de la Santé nationale et le Bien-être social est responsable du contrôle des aliments et drogues, y compris les stupéfiants, des mesures quarantenaires et des services de santé îles immigrants, de l'exécution des obligations du Canada sur le plan international et de la fourniture de services de santé aux Indiens et aux Esquimaux, aux marins malades et à d'autres groupes de gens. En outre, il aide financièrement les provinces grâce au Programme national d'hygiène et fait fonction de conseiller et de coordonnateur auprès d'elles et il subventionne certains groupements bénévoles nationaux.

Le Programme national d'hygiène.—Depuis 1948, le Programme national d'hygiène aide financièrement les provinces à étendre et à améliorer leurs services sanitaires et hospitaliers. Le Programme vise l'hygiène publique en général, la lutte antituberculeuse, l'hygiène mentale, la lutte antivénérienne, la lutte anticancéreuse, les services pour enfants infirmes, la formation professionnelle, la recherche en matière d'hygiène publique, la



construction d'hôpitaux, les services de laboratoire et de radiologie, la réadaptation médicale et l'hygiène infantile et maternelle. Au cours des sept premières années, \$241,332,000 ont été mis à la disposition des provinces. Les sommes dépensées totalisent \$153,883,000 ou 64 p. 100 des disponibilités.

Services provinciaux.—Les programmes provinciaux sont administrés par les services provinciaux et municipaux de la santé et par les postes sanitaires desservant des comtés ou groupes de municipalités. La plupart des provinces ont des laboratoires et appliquent des programmes de prévention et de traitement des maladies vénériennes, de la tuberculose, des maladies mentales, du cancer et autres affections. Les provinces de plus en plus participent aux programmes généraux d'assurance-hospitalisation et accordent des subventions aux hôpitaux et aux services de santé pour les indigents.

Les grandes municipalités assument une foule de services: salubrité publique, lutte contre les maladies transmissibles, services d'hygiène infantile, maternelle et scolaire, soins d'hygiène publique, enseignement de l'hygiène et statistique de l'état civil. Elles partagent le coût des soins hospitaliers et médicaux donnés aux indigents. Quelque 158 services sanitaires locaux ou régionaux de plein temps et 30 bureaux urbains de la santé desservent environ 11,500,000 personnes, soit près de 75 p. 100 de la population.

La lutte contre certaines maladies a connu un grand succès grâce à l'immunisation préventive. L'immunisation en masse pratiquée par les services de santé provinciaux et municipaux a éliminé ou fort enrayé la petite vérole, la diphtérie, le tétanos, la typhoïde et la coqueluche. Les autorités fédérales, provinciales et municipales collaborent à un programme d'immunisation contre la poliomyélite qui s'exécute à la cadence de la production de vaccin Salk. Plusieurs provinces ont des services gratuits de traitement et de réadaptation pour les victimes de la poliomyélite, la plupart offrent des soins à peu près gratuits aux tuberculeux et toutes maintiennent des services gratuits de diagnostic et de traitement contre le mal vénérien.

Hier encore, les programmes d'hygiène mentale consistaient surtout à traiter et à garder les personnes internées dans des institutions pour maladies mentales. Le traitement a souffert du manque de personnel et de locaux et de la pénurie de spécialistes. Bien qu'on ait augmenté le nombre de lits dans les institutions et établi des cliniques municipales et des services de psychiatrie dans les hôpitaux généraux, le problème de fournir des services suffisants demeure très grave.

Les initiatives bénévoles ont joné un rôle capital dans l'organisation de services de traitement et de campagnes de renseignement, quant à certaines maladies difficiles à guérir comme l'arthrite et le rhumatisme, la paralysie cérébrale, la sclérose en plaques, l'alcoolisme et l'arriération mentale, au moyen de la publicité et de la collecte de fonds et par leur appui donné aux cliniques, à la réadaptation et à la recherche.

L'expansion des locaux hospitaliers a été rapide depuis la guerre, grâce au Programme d'aide à la construction d'hôpitaux en vertu duquel l'État contribue jusqu'à \$1,000 par lit agréé pour le traitement des malades, \$1,500 par lit pour malades souffrant de maladies chroniques ou pour convalescents, y compris les lits pour tuberculeux ou malades mentaux, et des sommes additionnelles pour les aménagements accessoires spécifiés; les contributions fédérales appellent des contributions égales de la part des

provinces. Voici la répartition des lits que les subventions ont aidé à installer de 1948 à la fin de 1954; pour traitement, 30,481; pour maladie chronique et convalescence, 5,158; pour malades mentaux, 14,254; pour tuberculeux, 4,339; berceaux, 6,648; et lits d'infirmières et infirmières, 8,084.

Statistique des hôpitaux

La statistique annuelle des institutions consacrées aux soins hospitaliers, publiée par le Bureau fédéral de la statistique, porte sur les points suivants: genre, grandeur, forme juridique, frais de gestion, ressources, mouvement des malades, personnel et services. Comme les maladies mentales et la tuberculose comptent beaucoup dans le domaine de la santé publique, des détails supplémentaires sont donnés au sujet de la population des institutions pour maladies mentales et des sanatoriums pour tuberculeux.

Statistique sommaire des hôpitaux, 1954

Détail	Hôpitaux					
	Généraux	Spéciaux	Mentaux	Pour tuber- culeux	Total	
Hôpitaux publics—						
Hôpitaux déclarants	762	55	7.3	56	976	
Capacité (lits)	66,081	9,397	52,008	13,942	141,428	
ne	58,078	8,438	59,823	12,590	138,929	
Admissions	2,205,335	46,702	25,661	16,046	2,293,744	
Hôpitaux privés-						
Hôpitaux déclarants	62	107	2	1	172	
Capacité (lits)	1, 180	2,285	295	21	3,781	
Population moyenue quotidien-						
ne	2,7291	2	288	1	3,018	
Admissions	60,4901	2	1,744	-	62,234	
Hôpitaux tédéraux-						
Hôpitaux déclarants	39	7	_	7	5.3	
Capacité (lits)	11,696	3(18		1,211	13,215	
Population moyenne quotidien-	413 4141 31	9		1 0017	11 000	
IIC.	10,9031 83,5121	2		1,093	11,996 84,655	
Admissions	99,312			1, 193	04,033	
Tous les hôpitaux -						
Hôpitaux déclarants	863	169	75	64	1,171	
Capacité (lits)	78,957	11.990	52,303	15,174	158,424	
Population movenne quoti-	101 111	,,,,	0	20,100	21.01481	
dlenne	71.710	8,438	60,311	13,684	153,943	
			27,405	17,189		
Admissions	2,349,337	46,702	27,405	17,189	2,440,633	

¹ Comprend les hôpitaux généraux et spéciaux.

L'Association canadienne des paraplégiques se consacre au soin des invalides el des molades chroniques. En plus de fournir des moyens propres à restaurer les fonctions physiques malades, l'Associatian a établi un régime de médecine réadaptante grâce auquel la confiance souvent se substitue au désespoir.



[‡] Non disponible.



nouveau Montreal General Hospital ouvert ses portes en mai 1955. Comme semblables, ceffe grande institution constitue par elle-même une vaste cité dont l'activité ne connaît pas un seul instant de relâche. Le nouvel établissement est venu faire la relève de deux vieux hôpitaux: le Montreal General et le Western.

En 1954, il existait au Canada 1,043 lits d'hôpital pour 100,000 habitants, dont 89·3 p. 100 dans les hôpitaux publics (à but non lucratif, accessibles aux malades de toute condition de fortune et reconnus comme publics par la province). Les hôpitaux privés, qui n'admettent d'habitude que les malades payant les taux fixés par l'administration, déclaraient 2·4 p. 100 des lits. Les autres lits (8·3 p. 100) se trouvaient dans les hôpitaux fédéraux répondant aux fins particulières de l'État; soin des anciens combattants, des militaires, des Indiens et des immigrants, quarantaine, etc.

Sur les 2,440,633 admissions en 1954, il y en a eu 2,349,337 ou 96·3 p. 100 dans les hôpitaux généraux, 1·1 p. 100 dans les institutions pour maladies mentales et 0·7 p. 100 dans les institutions pour tuberculeux. Cependant, à peine 46·6 p. 100 de la moyenne quotidienne d'hospitalisés se trouvait dans les hôpitaux généraux. Les institutions pour maladies mentales en comptaient 39·0 p. 100 et les institutions pour tuberculeux, 8·9 p. 100. Ces différences tiennent au monvement considérable dans les hôpitaux généraux, où le séjour moyen est d'une dizaine de jours au regard de dix mois et plus dans les institutions pour tuberculeux. Le séjour moyen des malades sortis des institutions pour maladies mentales en 1954 était de 8·6 mois; 25·0 p. 100 de ceux qui y étaient décédés en 1954 y avaient séjourné dix années ou plus.

Le personnel hospitalier comprenait en 1954 près de 130,000 personnes ou environ 2-4 p. 100 de la main-d'œuvre du pays.

Soins personnels

Sur un milliard de dollars dépensés chaque année par les Canadiens pour leur santé, la grosse tranche (près de 400 millions) va aux services hospitaliers. Les hópitaux généraux et spéciaux connexes répondent pour à peu près les deux tiers et les institutions pour maladies mentales et pour tuberculeux et les hôpitaux fédéraux, pour le reste. Les soins hospitaliers sont payés d'avance au moyen d'un programme provincial d'assurance-santé en Colombie-Britannique et en Saskatchewan et de programmes municipaux subventionnés par la province en Alberta. A Terre-Neuve, le programme

Le nouvel University
Hospital érigé sur les
terrains de l'Université
de la Saskatchewan
non seulement fournit
des locaux affectés au
soin des malades et à
la recherche, mais sert
aussi de centre pour les
finissants de médecine
et les autres membres
de l'équipe sanitaire.



Qu'il s'agisse de grandes institutions urbaines consacrées au sain des malades aussi bien qu'à la recherche et à l'enseignement ou de petits établissements au les médecins du lieu conjuguent leurs efforts ou encore d'infirmeries de campagne, les hâpitaux généraux surgissent à la cadence des besoins et, d'habitude, grâce à l'initiative de citoyens soucieux du bien public. La construction, l'équipement et l'entretien des hôpitaux sont surtout financés par des souscriptions privées, des subventions officielles et des impôts particuliers. Tous ces hópitaux ont un commun abjectif: rétablir la santé, sauver des vies et prolanger l'existence humaine. Beaucaup d'hâpitaux qui font aussi fonction de centres sanitaires aident à mointenir et à augmenter le bien-être physique du milieu où ils sont établis.



Hôpital de convalescence servant la régian de Rimbey (Alberta) qui compte mains d'un millier d'habitants.

Le Lady Anderson, bateau-hâpital de la province de Terre-Neuve, dessert la baie de Plaisance. Il fait arrêt à une trentaine d'endroits chaque mois.





La Croix-Bleve joue mointenant un très grand rôle dans le financement des trais d'hospitalisation. Établie dans presque tout le pays, elle compte plus de 3,350,000 membres.

Chacun des fichiers du Service des dossiers renferme quelque 35,000 cartes de demande d'indemnités dont chacune peut être aussitôt repérée.

provincial des hôpitaux-villas assure des soins hospitaliers et médicaux dans de vastes régions de l'île sauf à Saint-Jean. Environ 20 p. 100 de la population du Canada est protégée par des programmes publics et près de 40 p. 100 l'est à divers degrés par des caisses d'hospitalisation, des sociétés d'assurance et des coopératives et mutuelles.

La plupart des Canadiens ont leur propre médecin qu'ils rémunèrent au moment où ils se font soigner. Ces dernières années, cependant, les caisses privées d'assurance, administrées par des sociétés sans but lucratif et par des compagnies commerciales, se sont rapidement multipliées. On estime qu'en 1953 quelque 30 p. 100 des Canadiens étaient ainsi protégés à divers degrés. Des soins médicaux sont aussi assurés par le gouvernement fédéral aux militaires, aux invalides de guerre, aux marins malades, et aux Indiens et Esquimaux, par les provinces aux personnes atteintes du cancer, de la tuberculose, des maladies mentales et de la poliomyélite et, par certaines provinces, aux assistés sociaux, et, enfin, par les municipalités aux indigents non autrement protégés. Certaines municipalités de l'Ouest ont mis sur pied des "services de médecins municipaux" au bénéfice de leurs résidents.

La plupart des Canadiens payent directement les soins d'infirmière qu'ils reçoivent chez eux, bien que les services d'hygiène publique et des groupes comme l'Ordre des Infirmières Victoria donnent des soins à un grand nombre. Les soins dentaires sont donnés par les dentistes à titre privé aux particuliers; c'est un domaine où le paiement anticipé n'existe presque pas. Les malades non hospitalisés achètent leurs propres médicaments; font exception ceux qui relèvent de l'assistance publique dans certaines provinces ou qui bénéficient des programmes fédéraux. Les hospitalisés sont d'habitude fournis de médicaments à la charge des caisses d'assurance-hospitalisation.

Services de réadaptation

Les services de réadaptation, bien connus dans le monde entier, qu'assurent à certaines catégories d'infirmes soit les agences bénévoles, comme l'Institut canadien des avengles, soit le ministère fédéral des Affaires des anciens combattants et les Commissions d'indemnisation des accidentés du travail ont été de plus en plus appuyés et soutenus par les gouvernements fédéral et provinciaux depuis la Conférence nationale au sujet de la réadaptation des invalides (1951). Depuis, presque toutes les provinces ont mis sur pied des programmes bien coordonnés par des responsables nationaux et provinciaux et une subvention à la réadaptation médicale s'est ajoutée au Programme d'hygiène nationale nont certaines subventions servent de plus en plus à établir des services et des moyens de réadaptation.

Recherche médicale

La recherche médicale au Canada s'est fort étendue depuis la guerre et les chercheurs canadiens ont beaucoup contribué à l'avancement des connaissances dans plusieurs domaines intéressant la santé. Durant l'année terminée le 31 mars 1953, la recherche a absorbé près de sept millions, dont plus de \$3,500,000 fournis par les services fédéraux; Conseil national de recherches, Conseil de recherches pour la défense, ministère des Affaires des anciens combattants et ministère de la Santé nationale et du Bien-être social (Programme national d'hygiène). Les travaux portent sur une foule de techniques, de domaines médicaux et de maladies. En 1953, plus de 17 p. 100 des recherches effectuées au Canada visaient les tumeurs malignes, 7·4 p. 100 s'intéressaient aux maladies du cœur, 7·4 p. 100 étudiaient divers troubles menfanx et 7·1 p. 100 s'attachaient à l'arthrite et au rhumatisme.

· Bien-être

Avant le début du siècle, les œuvres de bienfaisance au Canada étaieut assurées en grande partie par des institutions charitables à caractère habituellement privé ou religieux. Depuis lors, cependant, le régime institutionnel

La lutte contre les maladies mentales occupe une foule d'organismes de recherches. Le directeur de la recherche d'un hôpital psychiatrique trace le graphique des tensions et des excitations exercées sur une malade. A ses poignets sont fixées des électrodes permettant à des instruments électriques d'enregistrer ses réactions.



a cédé de plus en plus le pas à des programmes de sécurité financière et à des services destinés à aider les particuliers à faire face aux problèmes caractéristiques d'une société toujours plus industrialisée.

L'évolution sociale des derniers trente ans a créé des problèmes de bienfaisance et de sécurité qui ne pouvaient être résolus qu'à l'échelon gouvernemental; aussi sont-ce les programmes fédéraux et lédéraux-provinciaux qui ont connu le plus d'expansion. De même, au niveau strictement provincial, les services ont pris beaucoup d'ampleur surtout quant à la protection et au soin des enfants. La plupart des provinces ont délégué une certaine responsabilité sociale aux numicipalités ou aux organismes bénévoles. Les programmes d'assistance publique en général sont administrés par la municipalité, de même que d'autres programmes qui, selon l'importance, l'organisation et les coutumes de la municipalité, peuvent comporter des services pour les enfants, les familles, les vieillards, les malades, les vagabonds et les sans-abri. Les méthodes de financement varient considérablement, mais la plupart des provinces partagent les frais des services municipaux en région organisée et en assument tous les frais en territoire non organisé.

L'expansion des services gouvernementaux s'est accompagnée de progrès aussi marqués dans le domaine bénévole. Libérés du gros des charges financières de l'entretien des nécessiteux. les organismes bénévoles se sont trouvés en meilleure position pour développer d'autres services sociaux essentiels, surtout des œuvres préventives et aussi destinées à aider les gens à résoudre leurs problèmes d'adaptation d'ordre personnel et familial. Les services pour la famille et pour l'enfance ont été élargis et améliorés: soins spécialisés en institution pour les enfants, assistance sociale dans les hôpitaux et dispensaires, programmes d'assistance pour les vieillards, œuvres de correction, de rétablissement et de divertissement. Dans quelque 65 régions, une caisse commune centralise les campagnes de financement des organismes de bienfaisance et des organismes connexes et dans plus de 30 villes un conseil du bien-être s'emploie à coordonner et à faire servir au mieux les ressources communautaires. Certains organismes, qui agissent sur le plan régional et national aussi bien que local, ont des services centralisés pour améliorer et unifier leur action. Le Conseil canadien du bien-être, association nationale formée d'organismes publics et privés, facilite la collaboration au stade de l'organisation et de l'action dans tout le pays et sert de lien entre les organismes bénévoles eux-mêmes, et entre les domaines public et bénévole.

L'importance et la complexité des œuvres de bien-être social, qui entraînent une dépense publique de 1 milliard par année, ont obligé à améliorer la qualité de l'administration et des services dans les domaines public et privé.

La plupart des programmes fédéraux et fédéraux-provinciaux de sécurité sociale relèvent du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, ou à la fois de ce ministère et des provinces. Les paragraphes qui suivent font l'exposé de ces programmes. Certains sont administrés par d'autres ministères fédéraux: assurance-chômage (Commission d'assurance-chômage, voir p. 410); services de bien-être pour les anciens-combattants (ministère des Affaires des anciens combattants, p. 96); services pour les Indiens et les Esquimaux (ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration et ministère des Affaires du Nord et des Ressources nationales, p. 31); et loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies, (ministère de l'Agriculture, p. 158).

Programmes fédéraux

Allocations familiales.—En général, tous les enfants âgés de moins de 16 ans et résidant au Canada sont admissibles. Les allocations, qui ont été établies en 1945 par le gouvernement fédéral, n'exigent aucune justification de ressources et ne sont pas considérées par le fise comme un revenu. Elles sont versées mensuellement à raison de \$5 pour un enfant au-dessous de six ans, de \$6 pour un enfant de six à neuf ans, de \$7 pour un enfant de dix à douze ans, et de \$8 pour un enfant de treize à quinze ans.

En juin 1955, quelque 5,225,000 enfants de 2,213,000 familles bénéficiaient des allocations qui se chiffraient par environ 378 millions de dollars pour l'année. La moyenne par famille variait de \$12.53 à \$17.93 et par enfant, de \$5.98 à \$6.07, selon la province.

Sécurilé de la vieillesse.—Le gouvernement fédéral verse une pension de \$40 par mois à toute personne âgée de 70 ans ou plus qui réside au Canada depuis au moins vingt ans. Certaines provinces ajoutent à la pension moyennant justification des ressources. La pension est financée par une taxe de vente de 2 p. 100, un impôt de 2 p. 100 sur le revenu net des sociétés et un impôt de 2 p. 100 à concurrence de \$60 par année sur le revenu net imposable des particuliers. Ces taxes n'ont pas suffi aux charges depuis l'inauguration du programme en 1952, et la différence a été comblée par des prêts ou des allocations sur le revenu général. En juin 1955, quelque 754,000 personnes touchaient une pension entraînant une dépense d'environ 360 millions en 1955.

Programmes fédéraux-provinciaux

Assistance-vicillesse. Une allocation d'au plus \$40 par mois (\$30 à Terre-Neuve) est versée aux indigents âgés de 65 à 69 ans qui résident au



Une Dame de la Croix-Rouge de la Jamaique et un étudiant en médecine de l'Uruguay, tous deux délégués à une semaine d'étude de la Craix-Rouge cadette à l'Université Queen's, font la visite de l'école de Sunny-View pour les petits infirmes.

Canada depuis au moins vingt ans. Le gouvernement fédéral rembourse à la province 50 p. 100 de l'allocation. C'est la province qui administre le programme; dans certains cas, la province ou la municipalité accordent un supplément. Le revenu annuel total, y compris l'allocation, ne doit pas dépasser \$720 pour un célibataire, \$1,200 pour deux conjoints ou \$1,320 si l'un des époux est aveugle. En juin 1955, quelque 94,000 personnes ou 21 p. 100 des habitants âgés de 65 à 69 ans bénéficiaient de l'assistance-vieillesse; en 1955, la contribution fédérale a été d'environ 21 millions.

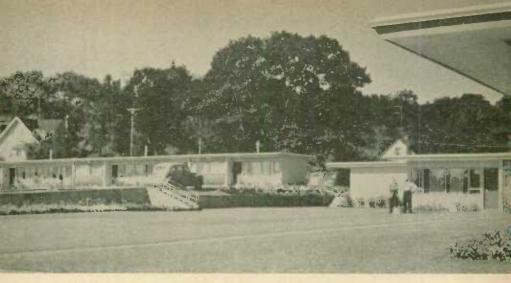
Allocations aux aveugles.—Une allocation d'au plus \$40 par mois est versée aux indigents qui sont aveugles et âgés de 18 ans ou plus et qui habitent le Canada depuis au moins dix ans. Le gouvernement fédéral eu fournit 75 p. 100. C'est la province qui administre le programme; dans certains cas, la province ou la municipalité accordent un supplément. Le revenu annuel total, y compris l'allocation, ne doit pas excéder \$960 pour un célihataire, \$1,160 pour un célibataire ayant un enfant ou plus à sa charge, \$1,560 pour deux conjoints dont l'un est aveugle et \$1,680 si les deux sont aveugles. En juin 1955, quelque 8,000 personnes touchaient une allocation. La contribution fédérale annuelle s'élève à environ \$2,880,000.

Allocations aux invalides.—En 1955, des allocations d'au plus \$40 par mois ont commencé à être versées aux indigents totalement ou partiellement invalides, âgés de 18 aus ou plus et résidant au Canada depuis dix aus. Le gouvernement fédéral verse 50 p. 100 de l'allocation. C'est la province qui administre le programme; dans certains cas, la province ou la municipalité accordent un supplément. Le revenu annuel total, y compris l'allocation, ne doit pas dépasser \$720 pour un célibataire, \$1,200 pour deux conjoints ou \$1,320 si l'un est aveugle. Au mois d'août 1955, les allocataires s'élevaient à 16,762 et la contribution fédérale atteignait \$605,000.

Aide aux chômeurs.—En 1955, le gouvernement fédéral a inauguré, au bénétice des chômeurs, des subventions aux provinces qui adhéreraient au programme. Le gouvernement fédéral paie la moitié des sommes versées aux chômeurs indigents de chaque province en excédent de 0·45 p. 100 de la population de la province; certaines situations particulières font l'objet de dispositions spéciales. Le chiffre de base de 0·45 p. 100 est utilisé pour éviter au gouvernement fédéral d'avoir à distinguer entre les chômeurs



Deux techniciens aveugles, formés pour s'occuper du développement des pellicules de radiologie, travaillent au toucher dans l'obscurité complete.



Le club Kiwanis de Victoria (C.-B.) a amenage un village constitué de maisons à loyer modique et pleines de charme et de confort pour les personnes retraitées. L'entreprise a valu à l'architecte, M. Charles E. Craig de Victoria, la première des Médailles d'architecture attribuées en 1955 par le gouverneur général.

aptes et inaptes au travail. Ce sont les autorités provinciales et municipales, à qui il incombe d'en déterminer l'échelle et les conditions, qui versent les allocations.

Programmes provinciaux

Allocations aux mères.-Toutes les provinces versent des allocations aux mères nécessiteuses. Elles accordent de l'aide aux veuves et aux mères dont l'époux est dans une maison de santé; neuf des provinces en accordent aux mères abandonnées ou dont l'époux est invalide. Quelques provinces aident aussi les mères dont l'époux est dans une maison de correction ainsi qu'aux mères divorcées, séparées ou non mariées. La mère doit avoir à sa charge un ou plusieurs enfants d'âge admissible et remplir certaines conditions quant à son caractère, sa compétence, son besoin, sa résidence, et, dans six provinces, sa nationalité. Le maximum mensuel pour une mère avec un enfant varie selon les provinces de \$25 à \$69.50. Un supplément est versé pour chaque enfant en plus et, dans quelques provinces, pour un père invalide gardé à la maison. Certaines provinces ont établi une allocation maximum pour une famille et la plupart accordent un supplément en cas de besoin spécial. Au 31 mars 1954, environ 39,500 familles comptant 107,300 enfants touchaient une allocation. La dépense au cours de l'année financière 1954 a été d'environ \$21,578,000.

Pension des veuves.—En Alberta, sons le régime de la loi sur les pensions des veuves, il est versé jusqu'à \$40 par mois, sons réserve de certaines conditions de besoin et de résidence, aux veuves âgées de 60 à 64 ans et aux épouses de même âge dont l'époux est dans une maison de santé on a délaissé son foyer.

Indemnisation des accidentés du travail.—L'idemnisation des accidentés est certes une œuvre de bien-être, mais, comme elle ressortit manifestement au domaine général du travail, la question est étudiée au chapitre du Travail, p. 108.

Institutions de bienfaisance

Les derniers chiffres sur les institutions de bienfaisance datent de 1951. Il y avait au Canada 533 institutions de charité, de bienfaisance ou de bienfêrre, dont 218 foyers pour adultes, 102 foyers pour adultes et enfants, 107 orphelinats et maisons de sociétés d'aide à l'enfance et 43 garderies d'enfants. Les organismes de bienfaisance qui ne dirigent pas d'institutions ne sont pas compris dans cette éntunération, non plus que les maisons de pension pour les malades soutenus par l'assistance publique. Sur toutes les institutions déclarantes, 52 p. 100 étaient dirigées par des organismes religieux, soit depuis 88 p. 100 au Québer à 32 p. 100 en Nonvelle-Écosse, en Ontario et en Colombie-Britannique. Des commissions dirigeaient environ 30 p. 100 des institutions, soit depuis 44 p. 100 en Ontario à 10 p. 100 au Québec. Ces institutions, chargées de près de 40,000 protégés, comptaient 9,573 employés de plein temps et 1,041 à temps partiel.

· Affaires des anciens combattants

La plupart des anciens combattants ont été intégrés dans la vie civile, et l'aide dont ils ont maintenant besoin prend surtout la forme d'allocations, de traitements médicaux, d'établissement sur des terres, de services de réadaptation et de bien-être, domaines qui relèvent du ministère des Affaires des anciens combattants, et de pensions dont la fixation et le paiement incombent à la Commission canadienne des pensions. Le siège, et du ministère et de la Commission, se trouve dans l'Édifice commémoratif des anciens combattants à Ottawa, mais l'administration est décentralisée dans la mesure du possible par le moyen de bureaux situés dans les centres les plus populeux du pays et d'un bureau à Londres.

A la fin de décembre 1955, 160,438 pensions d'invalidité étaient versées à des anciens combattants, et 33,954 aux ayants droit d'ex-militaires décédés, soit une dépense en 1955 de \$130,264,000.

Une modification apportée à la loi sur les allocations aux anciens combattants (1er avril 1955) a augmenté l'allocation mensuelle maximum à \$60 pour un célibataire et à \$108 pour une personne mariée. Le revenu maximum annuel a été porté à \$840 et à \$1,440, respectivement. Tous les anciens combattants qui ont servi sur un théâtre de guerre pendant l'une ou l'autre guerre, ou qui touchent une pension d'invalidité, sont admissibles à cette allocation à l'âge de 60 ans, ou plus tôt, s'ils deviennent inaptes au travail. Les personnes à la charge de ces anciens combattants sont également admissibles. Les allocations peuvent, sclon le besoin, être augmentées par le Fonds de secours à concurrence des plafonds de revenu établis par la loi. A la fin de 1955, 50,424 anciens combattants touchaient des allocations totalisant pour l'année \$39,487,000.

Toutes les questions d'interprétation, d'appel et de décision relèvent de la Commission des allocations aux anciens combattants, responsable devant le Parlement par le ranal du ministre des Affaires des anciens combattants. Une autorité régionale entend les demandes et statue sur les allocations dans chaque district établi à cette fin par le ministère, mais on peut en appeler de sa décision qui peut être modifiée par la Commission.

Des soins médicaux sont dispensés par les hôpitaux du ministère ainsi que, forfaitairement, par des hôpitaux généraux publics et d'autres institutions. Au 31 décembre 1955, le ministère administrait 11 hôpitaux de traitement (8,720 lits), deux centres de santé et de rééducation des blessés (365 lits) et trois foyers de vétérans qui, à cause de leur âge ou d'une infirmité, doivent vivre en institution. Tous les hôpitaux de traitement du ministère

96

sont autorisés pour l'enseignement de la médecine interne et de la chirurgie vénérale, et sept le sont également pour l'enseignement de spécialités.

En 1955, le ministère poursuivait environ 85 entreprises de recherches médicales, dont 20 se rattachaient directement à la gériatrie. Ce sujet intéresse vivement le ministère qui est particulièrement en mesure de l'étudier, étant responsable de la santé et du bien-être d'un grand nombre de vétérans.

Beaucoup d'anciens combattants reçoivent encore de l'aide pour s'établir sur des terres comme fermiers, propriétaires de petits lopins ou pêcheurs professionnels. A la fin de 1955, le total cumulatif des bénéficiaires était de 71,600 et le chiffre des prêts atteignait environ 339 millions. Le remboursement est très satisfaisant. La loi sur les terres destinées aux anciens combattants a été modifiée en 1954 de façon à assurer des prêts supplémentaires à ceux qui s'établissent sur une terre aussi bien qu'à ceux qui, déjà établis, pratiquent l'agriculture à plein temps. Elle prévoit également l'octroi d'une assistance financière, technique et autre aux anciens combattants admis à un prêt en vertu de la loi nationale sur l'habitation et qui veulent et peuvent se construire une maison. Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi (1er août 1954) jusqu'au 31 décembre 1955, 488 prêts supplémentaires ont été consentis et 488 contrats ont été passés avec des anciens combattants désireux de se construire une maison sur un terrain de grandeur urbaine.

La nécessité de services de réadaptation a diminué avec les années, mais le ministère, par l'entremise de sa Division des services de bien-être, continue de s'intéresser particulièrement aux anciens combattants et aux personnes à leur charge qui sont ou peuvent devenir bénéficiaires de la législation fédérale visant les anciens combattants. Ces services comprennent la formation et le placement des grands invalides, l'emploi des vétérans âgés et le versement d'une aide aux enfants des militaires morts au champ d'honneur afin de leur permettre de pousser leurs études. Les anciens combattants et les personnes à leur charge peuvent consulter la Division au sujet de n'importe quel problème. La Division maintient un contact étroit avec les agences locales de bien-être afin de les saisir des problèmes auxquels seules elles peuvent apporter solution.

Cultivateur établi grâce à la loi sur les terres destinées aux anciens combattants en train de moissonner une culture fourragère. Le petit exploitant sait ne pas investir trop d'argent dans son équipement en choisissant des machines tous usages et bien assorties.





Les travaux en forêt des fabriques de pâte et papier sont des entreprises qui font appel aux moyens de communication les plus mordernes pour diriger le travail de dizaines de milliers d'ouvriers éparpillés sur d'immenses périmètres.

Travail

L's industries camdiennes ont communate période de développement spectaculaire depuis le début du siècle. En 1901, l'industrie employait moins de deux millions de personnes. Aujourd'hui, au-delà de cinq millions et demi de Canadiens, depuis les simples manœuvres jusqu'aux techniciens et administrateurs et depuis les travailleurs agricoles jusqu'aux ouvriers des grandes usines, fournissent à la nation denrées et services.

La capacité de l'économie canadienne a fort augmenté. On utilise de nouvelles matières premières, comme le pétrole, l'aluminium et le titanium, qui permettent de produire des denrées inconnues hier. Des matières synthétiques, comme le nylon et le caoutchoue artificiel, sont devenues des nécessités quotidiennes. On a créé de nouvelles machines pour permettre à l'ouvrier de produire davantage et mieux et avec moins d'effort. L'électronique et l'automatisation viennent libérer la main-d'œuvre de tâches fastidieuses et souvent épuisantes et les progrès de la technique ainsi que de l'organisation de la production et de la distribution ont également contribué à l'amélioration du rendement et à l'expansion des services.

Ces progrès, accompagnés de l'augmentation des salaires, de l'amélioration des conditions de travail, du relèvement du niveau d'instruction et de l'extension de la formation professionnelle, ont élevé le niveau de vie de la population ouvrière. De meilleures relations entre patrons et employés dans l'industrie ont aussi permis à l'ouvrier de participer davantage à la vie nationale.

La cadence des progrès depuis cinquante ans n'a certes pas été constante. Elle a souvent connu des ralentissements ou des interruptions. Aujourd'hui, cependant, grâce à une meilleure compréhension du fonctionnement de l'économie et à l'institution de nouvelles formes d'assistance sociale, comme l'assurance-chômage, l'indemnisation des accidentés du travail et la sécurité de la vieillesse, les Canadiens ont un revenu plus régulier qui, à son tour, aide à équilibrer le développement économique.

Le chômage saisonnier, qu'occasionnent l'hiver et, jusqu'à un certain point, les habitudes des consommateurs, entraîne encore de lourdes pertes annuelles pour l'économie canadienne. Un certain fléchissement est inévitable pendant l'hiver, mais il est possible, par des efforts concertés, de réduire le chômage d'hiver. Des techniques et des matériaux nouveaux rendent la construction plus praticable en hiver et le gouvernement échelonne ses contrats de travaux et de fournitures de façon qu'une aussi grande partie que possible en soit exécutée pendant l'hiver. Le concours de l'industrie et du public peut rendre très efficace ce programme de réduction du chômage d'hiver à son minimum.

La législation fédérale et provinciale a contribué aux progrès dans le domaine du travail. Elle fixe des normes minima pour les heures de travail, les salaires et une foule d'autres conditions d'emploi. La plupart des ouvriers jouissent, cependant, de conditions de travail très supérieures à celles qu'exige la loi. Le droit des ouvriers d'appartenir au syndicat de leur choix est protégé

TRAVAIL 99

par la loi. L'effectif syndical a augmenté rapidement, surtout depuis 1940. Aujourd'hui, environ 1,300,000 ouvriers sont syndiqués. Leurs syndicats ont négocié plus de 6,500 conventions collectives qui renferment d'ordinaire les décisions arrêtées par les patrons et les ouvriers quant aux conditions de travail et d'emploi. Ces conventions sont habituellement négociées chaque année, parfois avec le secours des services de conciliation du gouvernement et très souvent sans arrêt du travail. En 1954, les grèves n'ont fait perdre qu'environ ½7 p. 100 du temps de travail estimatif de toute l'industrie canadicane.

La main-d'oeuvre

La main-d'œuvre canadienne, comptée par le Bureau fédéral de la statistique au moyen de relevés fragmentaires, comprend les personnes qui ont un emploi et celles qui n'en ont pas et se cherchent du travail. "Emploi", dans ce sens, signifie le travail en vue d'un salaire ou d'un bénéfice ou le travail non rémunéré qui a contribué à l'exploitation d'une ferme ou d'une entreprise dirigée par un parent. Aiusi, le houilleur ou le commerçant sont considérés comme faisaut partie de la main-d'œuvre mais non la maîtresse de maison ou l'étudiant. La main-d'œuvre n'est pas fixe. Elle varie sans cesse à mesure que de nouveaux travailleurs s'y joignent et que les vieux la quittent.

Répartition industrielle des personnes ayant un emploi selon le sexe, semaine terminée le 22 octobre 1955

(En milliers de personnes de 14 ans et plus)

Industrie	Aya	ant un emp	oloi -	Travailleurs rémunérés			
Todustrie	Hommes	Femmes	Total	Hommes Femmes		Total	
Agriculture	745	29	774	88		9,5	
Forestage	136	1	139	115	1	117	
Péche et piégeage	[9]	1	20	1	1		
Mines et carrières ²	112	1	116	J10	1	114	
Manufactures	1,132	200	1,431	1.070	294	1,364	
Construction	415	1	422	348	1	354	
Fransports*	340	56	405	321	55	376	
Entreprises de service public	58	1	6.3	58	1	6.	
Commerce	582	257	839	448	217	663	
finance, assurance ⁴	105	82	187	91	81	17.	
Services	569	512	1,081	481	472	953	
Total	4,222	1,255	5,477	3,136	1,143	4,279	

¹ Moins de 10,000.

² Comprend les puits de pétrole, posage.

³ Comprend l'immemble.

A peu près trois travailleurs sur quatre sont des hommes et presque la moitié sont âgés de 25 à 44 ans; l'âge moyen de la travailleuse est beaucoup plus jeune que celui du travailleur. Un travailleur sur sept est dans l'agriculture, et presque deux sur trois vivent en Ontario ou dans le Québec. La proportion de la main-d'œuvre par rapport à la population de 14 ans ou plus est plus faible à Terre-Neuve, dans les provinces Maritimes et en Colombie-Britannique que dans le reste du pays. Dans les industries non agricoles, qui emploient 4,703,000 personnes dont un quart sont des femmes, environ 88 p. 100 des hommes et 93 p. 100 des femmes sont des salariés. Dans l'agriculture, d'autre part, les salariés représentent un élément plutôt faible, soit à peine plus d'un travailleur sur sept, même durant la moisson.

⁴ Comprend l'entre-



Cinq milliers de diplômées sortent chaque année des quelque 150 écoles d'infirmières dirigées par les hôpitaux canadiens où sont inscrites plus de 15,000 étudiantes. Plusieurs ne passent pas aussitôt dans les rangs de la main-d'oeuvre, mais la plupart en viennent tôt ou tard à exercer leur profession.

Répartition professionnelle des personnes ayant un emploi, selon le sexe, semaine terminée le 22 octobre 1955

(En milliers de personnes de 14 ans et plus)

	Aya	nt un emp	doi	Travailleurs rénumérés			
Professions	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Gérance. Professions libérales Employés de bureau Transports. Comminications Commerce Finance. Services Agriculture. Pêche, abatage et piégeage. Mines. Fabrication et mécanique ² .	358 44 220 49 218 753 124 73 780	47 159 379 1 35 146 1 253 29 1	462 428 635 361 79 366 51 471 782 124 74 962 333	188 232 256 335 44 217 36 200 96 72 752 285	16 155 373 1 35 129 1 227	204 387 629 338 79 346 37 427 103 96 73 930 286	
Construction		18	349	327	17	344	
Total	4,222	1,255	5,477	3,136	1,143	4,279	

⁴ Moins de 10,000. ² Comprend les mécaniciens de machines fixes et les professions connexes à la production d'énergie électrique.

Les femmes dans l'industrie. Les chances d'emploi pour les femmes se sont multipliées avec l'expansion de l'économie canadienne. Parmi les faits notables des dernières aunées, il faut mentionner: l'emploi accru de femmes mariées, la concentration de cet accroissement dans les emplois remplis d'habitude par les femmes, le nombre proportionnellement réduit d'adolescentes parmi la main-d'œuvre. Parmi les femmes ayant un emploi au Canada au 22 octobre 1955, 643,000 étaient célibataires, 484,000 mariées, et 128,000 veuves, divorcées ou légalement séparées.

Ces dernières années, les travailleuses âgées ont proportionnellement fort augmenté au Canada, surtout celles de 45 à 64 ans, bien que le plus grand nombre de travailleuses appartiennent encore au groupe de 25 à 44 ans. La répartition selon l'âge des femmes ayant un emploi au 22 octobre 1955 était; 14-19 ans, 209,000; 20-24 ans, 264,000; 25-44 ans, 520,000; 45-64 ans, 257,000; 65 ans et plus, 23,000.

Main d'œuvre féminine, 22 octobre 1955

Région	Population féminine de 14 ans ou plus ¹	Travail- leuses²	Travail- leuses	I raval- lenses dans la main- d'œuvre totale de la région
	nombre	nombre	%	%
Atlantique	567,000	190,000	19.2	20 - 2
Québec	1,518,000	360,000	23 - 7	22.5
Ontario	1,851,000	518,000	28.0	25 - 5
Prairies	923,000	187,000	20.3	18.9
Colombie-Britannique	458,000	106,000	23 - 1	23 - 2
Total	5,317,000	1,280,000	24·I	22.8

¹ Sans les femmes demeurant dans des institutions ou les Indiennes des réserves.
² Femmes ayant un emploi ou cherchant du travail.

L'emploi en 1955

Les relevés mensuels du B.F.S. sur l'emploi et les salaires industriels ont du 1^{er} janvier au 1^{er} septembre 1955 enregistré une légère amélioration par rapport aux mois correspondants de 1954. L'indice de l'emploi (1949 à 100), de 110·5 en moyenne, s'est élevé de 1·4 p. 100 sur celui de 1954, atteignant pour cette période de l'année un chiffre inégalé depuis 1953 (112·6). L'indice des salaires industriels (156·6) et la moyenne des salaires hebdomadaires (\$60.56) n'ont jamais été plus élevés qu'en 1955.

Toutes les provinces ont enregistré des avances modérées de l'emploi durant la période de 1955, sauf la Nouvelle-Écosse et la Saskatchewan qui ont accusé de légers reculs. Les avances les plus marquées se sont produites en Colombie-Britannique, en Alberta et au Nouveau-Brunswick.

L'emploi dans les indostries manufacturières, qui s'est développé constamment durant la période de 1955, à part le recul minime du 1er août, a avancé de plus de 10 p. 100 depuis le 1er janvier. Toutefois, l'indice mensuel a été inférieur à celui des mois correspondants de 1954 jusqu'au 1er mai pour s'établir ensuite à un niveau égal ou supérieur, de sorte que les moyennes des périodes de 1954 et 1955 (du 1er janvier au 1er septembre) sont à peu près les mêmes. Un relâchement de l'emploi dans les fabriques de biens durables a été contre-balancé par une avance dans les fabriques de biens non durables.

Dans chacun des groupes d'industries non manufacturières considérés, l'emploi en 1955 a été plus élevé qu'en 1954. L'indice de l'abatage du bois

est monté de 8·2 p. 100 bien qu'il ait été plus bas que la normale de 1950 à 1953 inclusivement. Les avances des autres groupes ont été plutôt faibles.

L'indice des salaires a généralement avancé modérément dans toutes les provinces et toutes les divisions industrielles importantes, y compris les régions et les industries où le niveau de l'emploi en 1955 était légèrement inférieur à 1954. Les salaires hebdomadaires moyens ont légèrement baissé à Terre-Neuve à cause surtout de la réduction des primes de surtemps dans la construction; ils ont augmenté dans toutes les autres provinces. Il y a eu augmentation aussi dans la plupart des groupes industriels, et un bon nombre d'industries et de régions ont accusé des chiffres sans précédent.

Dans la période de 1955, la moyenne des heures de travail a été plus élevée que durant les mois correspondants de 1954. La moyenne du salaire horaire a également continué son ascension constatée depuis le début des



relevés (1944); elle a atteint, en 1955, 144·3 cents, soit 2·4 p. 100 de plus qu'en 1954. La moyenne des salaires hebdomadaires, également sans précédent, s'établit à \$58.94, soit \$1.99 de plus que dans la période du 1° janvier au 1° septembre 1954.

Nombres-indices de l'emploi et de la paie et moyenne hebdomadaire des salaires, par province, 1954 et 1955

(1949 = 100)

Nota.—Chiffres des huit premiers mois de 1954 et 1955.

			Moyenne hebdomadaire						
Province		Emploi			Paie			es salaii	
	1954	1955	Diffé- rence	1954	1955	Diffé- rence	1954	1955	Diffé- rence
			%	1114		%	\$	\$	%
Terre-Neuve	124 - 2	125 - 8	+ 1.3	180-1	181-1	+ 0.6	54 - 45	53 - 86	- 1.
Île-du-PrÉdouard	106 - 9	109 - 3	+ 2.2	141-0	148 - 8	+ 5.5	44 - 49	45.92	+ 3.
Nouvelle-Érosse	96 - 7	95 - 4	- 1.3	128 - 2	129 - 2	+ 0.8	49 - 61	50 - 70	+ 2.
Nouveau-Brunswick	96 - 7	100.8	+ 4.2	128 - 3	138 - 3	+ 7.8	50 - 19	51.95	+ 3.
Québec	107 - 7	109.5	+ 1-7	147-3	154 - 9	+ 5.2	56-18	58-05	+ 3.
Ontario	110.8	111-6	+ 0.7	152 - 4	159 - 3	+ 4.5	60.90	63-10	+ 3.
Manitoba	103 · 6	103 - 7	+ 0.1	136 - 8	141-3	+ 3.3	56 - 16	57-93	+ 3.
Saskatchewan	116 - 2	115 - 2	(1.9	156 - 4	160.6	-l- 2 · 7	55 - 74	57-60	+ 3.
Alberta	125 - 4	130 - 0	3 - 7	168 - 4	180-3	+ 7.1	59-61	-61-50	+ 3.
Col,-Britannique	105 - 0	108 - 8	+ 3 6	147=7	156=1	+ 5-7	64 - 18	65 - 38	+ 1.
Indice général	109.0	110 - 5	4 1-4	149 - 5	156 6	+ 4.7	58 - 66	60 - 56	+ 3.

Nombres-indices de l'emploi et de la paie et moyenne hebdomadaire des salaires, par groupes industriels, 1954 et 1955

(1949 = 100)

Nota. Moyenne des buit premiers mois de 1954 et 1955.

	Nombres-indices							Salaire hebdomadaire		
Industrie		Emploi			Paie		тоуғи			
	1954	1955	Diffé- rence	1954	1955	Diffé- rence	1954	1955	Diffé- rence	
Forestage (abatage			%			%	\$	\$	%	
surtout)	85 - 1	92.1	+ 8.2	127 - 5	139 ()	+ 9.0	59 - 84	60 - 30	+ ().8	
Mines	108 - 8	112-3	+ 3.2	148 - 1	158 - 7	+ 7.2	69.91	72 - 55	+ 3.8	
Fabrication	108 - 1	(08-0	- 0.1	149-8	155 - 7	+ 3.9	60.66	62.98	+ 3.8	
Durables	116.6	115.6	- 0.9	161-2	166-1	+ 3.0	64 - 92	67-42	+ 3.9	
Non durables	$-100 \cdot 7$	101-6	+ 0.0	E38-6	145 - 4	+ 4.9	56-40	58-62	+ 3.0	
Construction	106 - 3	100 - 0	+ 2.5	156 - 2	161-6	+ 3.5	60.91	61-43	+ 0.9	
Transports, entreposa- ge et compunications	108 - 3	109 - 4	+ 1.0	140.6	146 - 2	+ 4:0	62 - 29	64-09	+ 2.9	
Entreprises de service public	114.6	118 - 2	+ 3.1	162-6	174.5	+ 7.3	67.70	70 - 26	+ 3.8	
Commerce	113 - 4	116-1	+ 2.4	155.0	163 - 2	+ 5.3	50 - 59	52 - 20	+ 3.2	
Finance, assurance et.	126 - 3	1.52 - 1	+ 4.6	160-6	175-2	+ 9.1	53-67	56 - 03	+ 4.4	
Services	110-9	113 - 4	+ 2-3			6.4		40 - 23	,	
Indlce général	109-0	110-5	+ 1-4	149-5	156 - 6	i- 4·7	58-66	60 - 56	+ 3.2	

Indices mensuels de l'emploi dans la fabrication, 1949-1955

(1949 = 100)

Mois	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
ler jauvier	98.9	97-2	103 - 7	104 - 4	111-4	108.0	103 - 2
"février	98-8	96.9	104.9	105 - 3	111.9	108 - 3	103.6
" mars	99 - 0	97.5	105 - 9	106 - 5	112 - 7	108 - 3	105 - 7
"avril	99.()	97.8	107 - 3	107 - 0	112.9	107.9	106 - 5
" inai	99-1	98-1	108-0	107 - 3	113-1	107-3	107 - 3
" juin.	99.0	99.7	109 - 2	108 - 5	113 - 4	107 - 7	109 - 3
" juillet	101-0	101.5	110-2	108 - 8	114 - 7	108 - 8	111-6
" août	100 - 5	102-1	110-3	110-3	114-4	108-0	111-4
" septembre	101-8	103 - 8	110-3	112-8	115-6	108 - 3	113.8
coctobre.	101-6	105 - 5	110-4	114-2	115-2	108 - 1	
" novembre	0.001	1(15 - 4	108 - 5	113.0	113-1	100 - 3	
" décembre	99.6	105 - 3	107 - 5	113-5	110-9	105 -4	
Movenne annuelle.	100 - 0	100 - 9	108 0	109-3	113-3	107.7	108 - 0

Moyenne des heures de travail et des salaires dans la fabrication, par mois, 1954 et 1955

Mois	des la	enne eures vail	Sal: hora mo	aire	Salaire hebdomađaire moyen	
	1954	1955	1954	1955	1954	1955
	nombre	nombre	cents	cents	S	\$
ter janvier "février "mars "avril "mai "juin "juillet. "août. "septembre octobre "novembre "décembre	38 · 5 40 · 7 41 · 1 40 · 9 40 · 6 39 · 8 40 · 5 40 · 7 40 · 9 41 · 3 41 · 3 41 · 2	39 · 3 41 · 0 41 · 2 41 · 1 41 · 2 41 · 0 40 · 9 40 · 8 41 · 2	140 · 4 140 · 4 140 · 6 141 · 0 141 · 8 142 · 2 141 · 6 140 · 9 139 · 5 139 · 7 140 · 5 141 · 2	142 · 8 142 · 7 143 · 5 144 · 3 145 · 4 145 · 5 145 · 0 145 · 1 144 · 0	54 · 05 57 · 14 57 · 70 57 · 67 57 · 67 57 · 67 56 · 60 57 · 35 57 · 35 57 · 06 57 · 70 58 · 03 58 · 17	56-12 58-51 59-12 59-31 59-90 59-66 59-31 59-20 59-33
Moyenne annuelle	40-6		140-8		57-16	



L'apprenti machiniste apprend son métier sous la direction d'un artisan.

Salaires, heures et conditions de travail

Les nombres-indices des salaires par industrie sont établis par le ministère du Travail; toutefois, ils ne révèlent que la courbe des salaires des ouvriers manuels et ne peuvent servir à comparer les différentes industries. La statistique se base sur le taux moyen à temps simple ou le salaire moyen pour travail à la pièce à temps simple dans certaines activités industrielles, sans tenir compte des rémunérations pour surtemps et autres rémunérations spéciales. La statistique est réunie au moyen d'un relevé effectué auprès des employeurs le 1^{er} octobre de chaque année et d'un sondage intervenant en avril et en octobre.

Nombres-indices des salaires de certains grands groupes industriels, 1901-1954

(Salaires de 1949 - 100)

Année	Aba- tage du bois	Char- bon- nages	Extraction des métaux	Fa- bri- cation	Construction	Che- mins de fer	Télé- phones	Ser- vice per- sonnel	Moy- enne géné- rale ^I
1901	23.8	24-2	33 - 8		19-2	19.8	_	_	18-6
1905	26 - 4	25-2	32.5		23-2	21-4		_	21-1
1910	29.6	27.5	34 - 6	Process.	27.6	25.9	_	_	24 - 4
1915	28-3	29.9	36.6	23.0	32.2	29.3		24-4	26.0
1020	65.9	57-8	56.9	47-0	57-5	63 - 6	60.9	45.2	52.3
1925	44-0	49-0	51-6	42-4	54-2	53 - 6	58 - 8	50.8	45.8
1930	45-1	49 - 5	51-9	43-8	64 - 7	58 - 8	62 - 5	52 - 3	48-8
1935	33-8	48-4	51-2	39-9	50.8	52 - 9	61-4	49-5	43 - 2
1940	48.5	52 - 1	56 - 9	47-9	56 - 7	58 - 8	66-9	54 - 1	50.8
1945	70.9	74 - 6	70 - 9	67-2	71-2	73 - 7	82-9	69 - 4	69-3
1950	97-0	102 - 8	106 - 8	106 - 1	104 - 8	105 - 1	104 - 8	102-9	105 - 5
1951	100.6	111-1	121-6	120 - 3	118·6	121.9	115 - 7	110.6	119.1
1952	133 - 3	124 - 0	130 - 1	128 - 4	128-6	136 - 8	128 - 4	117-6	127-7
1953	135 - 5	124-0	132-3	134.6	136 - 2	137 - 2	136-6	123-3	133 - 6
1954	138-0	123 - 5	136 - 7	138 - 5	140.0	137 - 8	147 - 6	128-6	137 - 9

Comprend d'autres industries principales non indiquées au tableau.

Les nombres-indices révèlent une hausse générale des salaires de 33·6 p. 100 entre 1949 et 1953; d'octobre 1952 à octobre 1953, la hausse a été de 4·6 p. 100; d'octobre 1953 à octobre 1954, de 3·2 p. 100; et d'octobre 1954 à avril 1955, de 0·6 p. 100.

La semaine de 40 heures réparties habituellement sur cinq jours, a continué de se généraliser entre avril 1954 et avril 1955. Durant ce dernier mois, 58 p. 100 des 765,000 ouvriers des manufactures visées par l'enquête travaillaient 40 heures par semaine ou moins et 84 p. 100, cinq jours par semaine. Sur les 196,000 employés de bureau de ces manufactures, 60 p. 100 travaillaient 37½ heures par semaine ou moins en avril 1955, contre 56 p. 100 une année auparavant. Le pourcentage des employés de bureau (90) travaillant cinq jours par semaine n'a pour ainsi dire pas changé durant l'année.

En ce qui concerne les congés, le relevé de 1955 confirme deux tendances apparues en 1954; le nombre d'aunées de service pour bénéficier de deux ou trois semaines de congé diminue; les congés de trois semaines et plus se généralisent de plus en plus. Les ouvriers des usines accordant deux semaines de congé après différents nombres d'années de service constituaient 92·4 p. 100 de tout l'effectif en avril 1955, contre 89·2 p. 100 en octobre 1951 alors que 40 p. 100 seulement des ouvriers avaient droit à deux semaines de congé



Un "cerveaa" automatique contrôle l'amincissage des bandes d'acier après leur réduction par laminage à chaud. De son pupitre de commande, le conducteur de la machine peut en régler la vitesse et le serrage.

après trois ans de service ou moins, contre 54 p. 100 en avril 1955. Les ouvriers des usines accordant trois semaines de congé constituaient 60 p. 100 de tout l'effectif en avril 1955, contre 54 p. 100 un an auparavant. La plupart des ouvriers d'usine bénéficiant de trois semaines de congé doivent justifier de quinze ans de service et la proportion des ouvriers qui doivent compter un nombre d'années plus élevé de service a diminué constamment dans les années précédant 1955. Presque 99 p. 100 des employés de bureau des usines avaient droit à un congé annuel de deux semaines en 1955 et, dans la grande majorité des cas, la période de service exigée était d'une année ou moins. Plus de 69 p. 100 des employés de bureau ont droit à un congé annuel de trois semaines généralement après 15 ans de service. Environ 7 p. 100 des ouvriers d'usine et une proportion légèrement supérieure d'employés de bureau travaillaient dans des établissements accordant un congé de quatre semaines généralement après 25 ans de service.

Plus de 47 p. 100 des ouvriers d'usine ont bénéficié de huit fêtes légales payées et 9 p. 100 de neuf fêtes légales et plus. Presque 82 p. 100 des employés de bureau ont bénéficié de huit fêtes légales et plus.

Un peu plus de 61 p. 100 des ouvriers d'usine participaient à une caisse de retraite contre presque 75 p. 100 des employés de bureau. Il existait un régime d'assurance-vie collective dans les usines comptant 85 p. 100 des ouvriers et 90 p. 100 des employés de bureau. Un régime assurant des indemnités en cas de perte de salaire pour cause de maladie s'étendait à la plupart des employés. Des caisses d'indemnités hospitalières étaient aussi accessibles au personnel des usines comptant 86·5 p. 100 des ouvriers et 91 p. 100 des employés de bureau. D'autres caisses assuraient des indemnités chirurgicales et des services médicaux à l'hôpital ou à domicile. Les avantages assurés par les divers régimes variaient selon le chiffre des cotisations des ouvriers et des patrons.

Législation ouvrière

Législation provinciale. —Les lois ouvrières provinciales peuvent se grouper sous les titres suivants: sécurité, indemnisation des travailleurs accidentés, heures de travail, congés payés et salaire minimum, négociations collectives et différends ouvriers, apprentissage, examen et maîtrise dans certaines branches de l'artisanat, interdiction de la discrimination dans l'emploi.

Dans toutes les provinces pratiquant l'exploitation minière, la loi fixe des conditions de travail visant à assurer le maximum de sécurité. Les lois sur les fabriques règlent les conditions de travail dans un grand nombre d'industries.

En vertu de la loi sur les accidents du travail de chaque province, un travailleur incapable de travailler à la suite d'un accident ou d'une maladie professionnels a droit à une indemnité dépendant de son invalidité et de son salaire (66\(^2_3\), 70 ou 75 p. 100, suivant la province), à concurrence d'un montant annuel de \$4,000. En cas de décès, la veuve, les enfants et autres personnes à charge reçoivent une allocation mensuelle fixe. Les indemnités et les soins médicaux sont payés par une caisse-accidents établie sous forme d'assurance mutuelle à laquelle les employeurs contribuent obligatoirement.

Cinq provinces ont des lois sur la durée du travail qui fixent à huit et à quarante-huit heures le travail quotidien et hebdomadaire en Alberta, en Colombie-Britannique et en Ontario, et prévoient une rémunération supplémentaire pour le surtemps au Manitoba et en Saskatchewan. Dans sept provinces, les heures de travail dans certaines industries sont fixées par les normes industrielles et autres réglementations semblables; les salaires et les heures, déterminés par un accord passé au sein d'un secteur représentatif de l'industrie, peuvent être imposés par un décret du conseil à tous les employeurs de l'industrie et de la région visées.

Dans sept provinces, la loi prévoit une ou deux semaines de congé payé. Toutes les provinces, sanf l'Île-du-Prince-Édouard, ont une commission chargée de fixer un salaire minimum qui s'applique à la majorité des ouvriers industriels, mesure particulièrement importante dans les régions où les salaires sont peu élevés et les ouvriers non syndiqués.

Afin d'encourager les négociations collectives et de faciliter le règlement des différends ouvriers dans le cadre provincial, toutes les provinces ont institué une loi sur les relations ouvrières. L'employeur est tenu de négocier, avec le syndicat autorisé à représenter ses ouvriers, une convention collective au sujet des conditions de travail qui lie les deux parties. La convention doit prévoir une procédure de recours qui peut être invoquée en cas de désaccord sur les termes de la convention. La grève et le lock-out sont interdits tant que la convention est en vigueur. A défaut d'entente, le litige est porté devant les services officiels d'arbitrage et la grève et le lock-out sont interdits tant que les moyens de conciliation prévus par la loi n'ont pas été épuisés.

Dans toutes les provinces, la formation des jeunes gens par l'enseignement pratique et théorique de certains métiers est régie par la loi sur l'apprentissage. La plupart des provinces ont passé avec le gouvernement fédéral un accord prévoyant une aide financière à l'apprentissage. Dans quelques provinces, la loi requiert que certains artisans soient détenteurs d'un certificat de maîtrise pour exercer leur métier.

108

En Colombie-Britannique, en Ontario et en Saskatchewan, la loi impose l'égalité de salaire pour les hommes et les femmes exécutant un travail égal ou équivalent dans le même établissement. Au Manitoba, en Nouvelle-Écosse et en Ontario, la loi sur les conditions équitables de travail interdit la discrimination dans l'embauchage et l'emploi pour des raisons de race, de croyance, de couleur et d'origine ethnique.

Lois fédérales.—En vertu d'une loi fédérale, presque tous les travailleurs du Canada bénéficient d'un régime d'assurance-chômage. Un service national gratuit de placement a été établi pour les employeurs et les travailleurs (voir p. 110). La loi sur la coordination de la formation professionnelle



The products de cheminats et les sociétés canadiennes de chemins de fer ent terme et 1918 un Canseil chargé d'écarter les différends et les malentendus pouvant nuire au bon fonctionnement du transport ferroviaire au Canada. Le Conseil, qui subsiste toujours, travaille sans bruit mais si efficacement que seuls les gens de l'industrie en connaissent l'existence.

autorise le ministre du Travail à collaborer avec les provinces pour assurer divers genres de formation (voir p. 112). La loi sur la marine marchande du Canada fixe les normes relatives au bien-être et à la sécurité des marins. Deux lois fédérales assurent une indemnité aux travailleurs blessés durant le travail: la loi sur l'indemnisation des marins marchands, pour les marins non visés par une loi provinciale sur les accidents du travail, et la loi sur l'indemnisation des employés de l'État.

La loi sur les justes salaires oblige les entrepreneurs chargés d'exécuter des travaux publics ou de fournir de l'équipement et du matériel à l'État à payer les salaires généralement pratiqués dans la région. Les heures de travail doivent se limiter à huit par jour et à 44 par semaine ou, dans le cas de la fourniture de matériel, au nombre en vigueur dans la région.

La loi sur les justes méthodes d'emploi, qui vise les industries relevant de l'autorité fédérale, interdit à l'employeur de défavoriser une personne cherchant de l'emploi ou déjà à son emploi, pour des raisons de race, d'origine ethnique, de couleur ou de religion; elle interdit aussi aux syndicats ouvriers de pratiquer la discrimination pour les mêmes motils.

La loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail s'applique aux industries qui relèvent de l'autorité fédérale; navigation et transports; chemins de fer, canaux, télégraphes, lignes de vapeurs et transpordeurs interprovinciaux, aérodromes, et transport aérien; stations de radiodiffusion; et entreprises d'intérêt national.

La loi reconnaît le droit d'association des employés et des employeurs et protège ce droit en interdisant les pratiques déloyales; elle prévoit que la Commission canadienne des relations ouvrières peut accréditer un syndicat ouvrier comme négociateur d'un groupe d'employés et rend obligatoires les négociations collectives.

Syndicalisme

Le tiers des salariés non agricoles du Canada sont syndiqués. Leur répartition est à peu près identique à celle de la population en général. Ils sont les plus nombreux (63 p. 100) dans l'Ontario et le Québec et il y en a 14 p. 100 en Colombie-Britannique.

La plupart des syndicats canadiens sont affiliés à l'une des trois grandes organisations centrales: le Congrès canadien des métiers et du travail (601,000 membres), le Congrès canadien du travail (361,000) et la Confédération canadienne des travailleurs catholiques (100,000). La majorité des syndicats affiliés aux deux premiers sont des organismes internationaux dont le siège est aux États-Unis. Toutefois, un groupe nombreux de travailleurs appartiennent à des syndicats indépendants, dont la Fraternité internationale des cheminots, (approximativement 40,000 membres). En 1955, le Congrès canadien des métiers et du travail et le Congrès canadien du travail ont donné leur adhésion à un accord en vue de se fusionner. Le nouveau Congrès canadien du travail, groupant un million de travailleurs, tiendra sa première réunion à Toronto, en avril 1956.

Le rôle principal des syndicats est la négociation collective. Plus de 6,500 conventions sont en vigueur dans tout le Canada. Elles régissent, dans l'ensemble, les conditions de travail de près de 40 p. 100 des travailleurs non agricoles bien que la proportion varie d'une industrie à l'autre. Ainsi, dans les transports et communications, les conventions visent 82 p. 100 des ouvriers, dans les mines, 74 p. 100, et dans d'autres industries, une proportion moins élevée. Dans la fabrication, les conventions collectives visent 55 p. 100 des ouvriers, dans les services d'utilité publique, 47 p. 100, dans les services, 13 p. 100, et dans le commerce, 9 p. 100.

Assurance-chômage

La loi de 1940 sur l'assurance-chômage, entrée en vigueur en juillet 1941, établit un régime d'assurance-chômage et un service national de placement gratuit. Elle est appliquée par la Commission d'assurance-chômage, qui se compose d'un commissaire en chef et de deux commissaires désignés,

Il s'est produit depuis quelques années une révolution dans le do-maine du travail de bureau. Grâce à des machines modernes, un personnel moins nombreux peut abattre plus de besegne et plus repridement.



l'un par les ouvriers syndiqués, et l'antre par les employenrs. Des bureaux régionaux et locaux s'occupent des demandes d'emploi et de prestations d'assurance-chômage.

Toutes les personnes employées en vertu d'un contrat de service sont assurées. Font exception les personnes employées dans l'agriculture, la pêche, le service domestique et l'enseignement et les personnes employées autrement qu'à l'heure, à la journée, à la pièce ou au mille et qui gagnent plus de \$4,800 par année. Les personnes employées à l'heure, à la journée, à la pièce ou au mille sont assurées, quelle que soit leur rémunération. Les patrons et les travailleurs assurés versent des cotisations égales fondées sur le salaire. L'État fournit un apport s'élevant à un cinquième des cotisations et acquitte les frais d'administration.

Cotisations et prestations d'assurance-chômage

(A partir du 2 octobre 1955)

	Cotisa hebdom		Moyenne des	Prestations hebdomadaires		
Rémunération	Employeur Employé		hebdomadaires de l'employé	Sans Avec personne(s) à charge		
	c.	Ç.	c.	\$	S	
Gagnée durant la semaine-						
Moins de \$9	.08	.08				
\$ 9 à \$15	.16	. 16	Moins de .20	- 6	8	
\$15 à \$21	.24	. 24	. 20 à . 27	9	12	
\$21 à \$27	,30	.30	. 27 a . 33	11	15	
\$27 à \$33	.36	. 36	.33 à .39	13	18	
\$33 à \$39	.42	.42	.39 à .45	1.5	21	
\$39 à \$45	.48	.48	.45 à .50	17	24	
\$45 à \$51	.52	.52	.50 à .54	19	26	
\$51 à \$57	.56	. 56	.54 à .58	2.1	28	
\$57 et plus.	.60	. 60	. \$8 % , 60	2.3	30	

Durant l'année civile 1955, 1,921,644 réclamations initiales ou renouvelées ont été déposées, 1,307,270 réclamants ont été admis à des prestations et les prestations versées se sont élevées à \$199,660,050. Les chiffres comparables de 1954 sont 2,096,930 réclamations, 1,566,761 admis aux prestations et \$227,028,976 versés.

De plus, des prestations supplémentaires sont accordées durant la période du 1^{er} janvier au 15 avril chaque aunée à certaines catégories de réclamants qui n'ont pas droit aux prestations régulières. Au cours de la période de 1955, \$29,205,047 ont été versés à 228,600 personnes environ, contre \$14,132,015 versés à 193,000 bénéficiaires en 1954.

Assurés en vertu de la loi sur l'assurance-chômage, par groupe industriel, sexe et pravince, ler avril 1954

Groupe Industriel	Hommes	Fenumes	Province	Hommes	Feminies
vioupe industries	CIGHIHICS	I CHAILINGS	11071116	HOMMICS	Pennies
Agriculture	2,030	630	Terre-Neuve	43,410	6,190
Forestage et abatage.	53,760	1,430	^		
Pêche, chasse, pié-	70	40	Île-du-PrÉdouard	7,060	2,530
Mines, carrières et	70	40	Nouvelle-Écosse	85.300	21.940
pétrole	92,230	3,030	ryouverie-izcosse,	00,000	21,790
Fabrication	875,430	268,020	Nouveau-Brunswick.	77,950	17,900
Construction	175,400	6,580			
Transports, entrepo-			Québec	680,180	242,100
sage, communica-	276,340	51,970	Outerin	044 030	356 000
Entreprises de service			Ontario,	941,020	356,890
public	32,060	4,740	Manitoba	119,160	47,960
Commerce	321,820	200,450			
Finance, assurance et immeuble	46,270	71,460	Saskatchewan	67,650	23,210
Services	192,650	152,820	Alberta	141,240	42,020
Non spécifié	17,330	4,650	America	141,240	92,020
Sans travail.	398,840	71,060	Col. Britannique.	234,260	76,140
Total	2,394,230	836,880	Total	2,394,230	836,880

Service national de placement.—La Commission d'assurance-chômage dirige un Service national de placement accessible à tous les employeurs et travailleurs du pays et doté de 225 bureaux. En 1954, le Service a rempli 861,588 vacances auprès d'employeurs canadiens, soit 588,572 emplois réguliers et 239,038 emplois irréguliers, et assuré le déplacement de 33,978 travailleurs vers d'autres régions.

Formation professionnelle

L'État, en vertu de la loi sur la coordination de la formation professionnelle mise en vigueur en 1942, assure, de concert avec les provinces, différents genres de formation utile à l'intérêt public. Les œuvres visées par l'Accord sur la formation professionnelle sont nombreuses; formation au bénéfice des chômeurs en vue d'un emploi approprié, programme spécial pour les infirmes, formation de surveillants et contremaîtres d'industrie, formation des militaires, réadaptation des invalides civils, et cours rapides pour les jeunes ruraux et les personnes s'occupant de pêche, de forestage,

d'extraction minière et d'autres industries primaires. L'État assume la totalité des frais de formation des militaires et la moitié des frais des autres œuvres.

En vertu d'un accord de dix ans qui a pris fin le 31 mars 1955, l'État a versé environ vingt millions pour aider à la création et à l'administration d'écoles techniques et professionnelles et de cours pré-universitaires. Sur ce montant, il a été versé annuellement à chaque province \$10,000 et aux Territoires du Nord-Ouest, \$1,500 à titre de pure subvention. Le solde, divisé annuellement au prorata du nombre d'adolescents de 15 à 19 ans, a servi à rembourser les provinces de la moitié de leurs dépenses. Un montant supplémentaire de dix millions a été distribué pour couvrir d'autant les dépenses des provinces pour la construction, l'agrandissement et l'équipement des écoles professionnelles, des écoles de métiers et des instituts techniques. La prolongation de l'accord jusqu'au 31 mars 1956 a fourni deux autres millions à distribuer sur la même base.

Le budget de la Division de la formation (ministère du Travail), à qui incombe l'application de la loi sur la coordination de la formation professionnelle, tetalisait \$4,496,345 au 1st mars 1956.

Réadaptation civile

La Division de la réadaptation civile a été instituée au sein du ministère du Travail en février 1951 afin de coordonner les initiatives publiques et privées au bénéfice des invalides. Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social et celui des Affaires des anciens combattants collaborent dans ce domaine avec le ministère du Travail. Neuf provinces ont passé avec l'État un accord portant sur la coordination en matière de réadaptation; elles ont nommé des coordonnateurs provinciaux dont les traitements et dépenses sont supportés à part égale par l'État et la province. Les fonctionnaires provinciaux coordonnent, sur le plan régional et local, les efforts des institutions pour les invalides et s'efforcent d'attirer l'attention du corps médical, du patron, du salariat et des services de formation et de placement sur le rôle que peuvent remplir les invalides. Ces derniers, grâce à la loi sur la coordination de la formation professionnelle, peuvent acquérir la formation propre à assurer leur réadaptation. Les subventions à l'hygiène ont été augmentées pour combler les lacunes des services existants.

Le travailleur âgé

Le vieillissement continu de la population, conjugué avec la tendance actuelle à repousser et à congédier un nombre important de travailleurs âgés, constitue un problème national qui exige une étude minutieuse. En 1881, les Canadiens âgés de plus de 40 ans formaient 20 p. 100 de la population et en 1951, environ 32 p. 100. A cet égard, il faut noter que l'une des grandes difficultés du Service national de placement tient à ce que les employeurs refusent d'engager les plus de 40 ans (de 35 ans dans le cas des femmes). Un comité interministériel faisant fonction de sous-comité du Conseil consultatif national de la main-d'œuvre conduit un vaste programme de propagande et effectue des relevés pour renseigner le public sur les bénéfices à retirer du plein emploi des talents et de l'expérience des travailleurs âgés.

TRAVAIL 113



Cette exposition dans un décor champétre tout près d'Ottawa traduit bien l'enthousiasme du maître et des ses élèves. Il se vend chaque année au Canada plus de 10 millions de dollars de tableaux originaux. La peinture canadienne connaît beaucoup d'activité et elle le doit surtout aux milliers de peintres amateurs qu'elle recrute dons tous les milieux.

Relations culturelles

DEPUIS la fin de la seconde guerre mondiale, le public au Canada a témoigné un intérêt de plus en plus vit à l'égard de toutes les formes de l'activité culturelle. Cet intérêt est fort varié en ce qui concerne les arts particuliers; d'autre part, il tend à faire disparaître l'isolement culturel régional. Hier encore, les Canadiens considéraient l'art comme un snobisme et un accessoire. Mais cette attitude s'est fort modifiée depuis 1945 et on a maintenant tendance à considérer le progrès culturel comme le synchronisme naturel des impressionnants progrès économiques et politiques dont le Canada est le théâtre.

Cette évolution a reçu un grand encouragement entre 1949 et 1951 lorsqu'une Commission royale, nommée par le gouvernement fédéral, a mené une enquête importante sur la situation qui, au Canada, était faite aux arts, aux sciences et aux lettres. Cette Commission adressa au Parlement et à la nation le remarquable Rapport Massey, dont on a mis en œuvre, en entier ou en partie, plusieurs des recommandations; toutefois il en est une, et une importante, la création du "Conseil du Canada", qui attend toujours l'intervention des autorités; ce Conseil aurait pour mission de développer l'intérêt du gouvernement fédéral pour les initiatives d'ordre intellectuel et culturel.

L'année 1955 a été favorable à tous les arts du Canada; on a aussi remarqué dans le domaine culturel une plus grande maturité et des goûts plus recherchés. L'échange d'artistes et d'expositions d'art entre le Canada et d'autres pays a connu un nouveau développement; de plus, on a constaté maintes fois que cet échange artistique dans les deux sens était l'objet de la faveur populaire et officielle. Des musiciens, peintres, sculpteurs, acteurs et écrivains canadiens ont tenté leur chance dans de nombreux pays étrangers et des écrivains et des critiques d'expérience ont souvent exprimé à leur égard des avis favorables,

L'entreprise et l'industrie canadiennes ont continué en 1955 à faire preuve de l'intérêt qu'elles avaient manifesté récemment pour l'activité artistique et il n'y a plus de doute, apparemment, que la culture, sous diverses formes, se soit acquis une place permanente au sein des programmes de relations extérieures. La commandite de peintures, de compositions musicales et des sculptures décoratives, la subvention des expositions d'art et des représentations de ballet et l'attribution de bourses confèrent forcément à l'entre-prise privée un rôle de mécène.

De leur côté, les gouvernements provinciaux ont continué à épauler l'activité artistique et ils sont ainsi devenus des éléments importants de la vie culturelle. Pendant de nombreuses années, la province de Québec a fourni une aide généreuse aux peintres, aux écrivains et aux musiciens qui résidaient dans la province; son programme de bourses est d'ailleurs fort vaste. D'antre part, il existe en Saskatchewan un Conseil des arts (Arts Board) et en Alberta, un Conseil pour l'avancement culturel (Cultural Development Board); en 1955, ces deux organismes ont acquis une plus grande importance et ils ont joué un rôle prépondérant lors de la célébration du jubilé des deux provinces. Par ailleurs, l'Association d'urbanisme de l'Ontario (Commonity Planning Division of Ontario) et le Service d'éducation des adultes de la Nouvelle-Écosse (Adult Education of N.S.) ont lancé des initiatives qui ont été couronnées de succès.



Au Festival shokespearien de Stratford, on a ajouté la musique en 1955. Les représentations qui ont peut-être obtenu le plus de succès sont celles qui ont été données par Elizabeth Schwarzkopf, célèbre soprano allemande, et par le mime Marcel Marceau. Sous les auspices du Conservatoire royal de musique, Madame Schwarzkopf a danné des cours d'ensemble de premier ordre en art vocal.

Musique

La musique a toujours occupé une place importante dans la vie canadienne—dans les domaines religieux, éducatif, social et dans le monde du spectale. L'année 1955 a vu, d'ailleurs, s'épanouir sous diverses formes les initiatives musicales. A ce propos, il faut certainement signaler le congrès international des Jennesses musicales qui eut lieu à Montréal du 7 au 13 août et auquel assistèrent les délégués de 18 pays. A Stratford (Ont.), le Festival de musique qui fut organisé conjointement avec le Festival shakespearien, obtint un plein succès. De son côté, dans plusieurs villes, la Ligue des compositeurs canadiens, qui ne cesse de se développer, patronna des concerts réussis présentant les œuvres de compositeurs vivant au Canada. De plus, deux ouvrages d'intérêt musical remarquables ont été publiés au Canada en 1955: La musique au Canada (Music in Canada), qui fut l'œuvre

116

d'un groupe impressionnant de spécialistes et qui fut édité par Sir Ernest MacMillan et Chansons populaires du Canada (Folk Songs of Canada) d'Edith Fowke et de Richard Johnston. L'Orchestre philharmonique d'Ottawa attira l'attention au début de 1955 lorsqu'il fut vainqueur du concours national ayant pour enjeu un petite œuvre symphonique composée par un Canadien. L'œuvre qui remporta la palme avait été composée par Neil McKay de London (Ont.). Enfin, les orchestres symphoniques au Canada, et notamment ceux de Toronto, de Winnipeg et de Vancouver, ont continué en 1955 à bénéficier du soutien et des faveurs du public.

C'est la Société Radio-Canada, organisme public, qui apporte le plus grand encouragement à la musique sérieuse au Canada. L'année 1955 fut une année extrêmement favorable au mouvement des festivals de musique, qui s'étend à travers tout le Canada et qui, dans environ vingt-cinq villes, doune naissance à des festivals de qualité. Quant aux provinues d'Alberta et de Saskatchewan, elles ont offert tontes deux, à l'occasion du 50° anniversaire de leur création, des "Prix du jubilé"; c'était à des exécutions et compositions musicales que ces prix étaient destinés. Au printemps de 1955, les projets d'avenir de la Faculté de musique de l'Université McGill et de son Conservatoire ont suscité beaucoup d'intérêt. Le Dr F. Cyril James, principal de l'Université, a prédit l'expansion considérable de la Faculté, expansion qui la rendra d'autant plus utile à l'Université et à toute la communauté montréalaise. Il est d'ailleurs probable que les nouveaux projets comportent une école d'opéra, des dispositions plus nombreuses permettant de poursuivre des études durant l'été, et une école de radio-télévision pour musiciens.

L'orchestre symphonique de Toronto au cours d'une répétition précédant l'ouverture de la saison 1955-1956. Sir Ernest MacMillon en est le directeur permanent et c'est en cette qualité qu'il dirige maintenant ce qui est pour lui la vingt-cinquième et dernière saison. Les ensembles symphoniques de Montréal, de Winnipeg et de Vancouver se composent également de musiciens professionnels qui consacrent tout leur temps à leurs archestres.





Robert Christie. dans le rôle de Jules César, fait ici son entrée sur la scène célèbre du Festival de Cast Stratford par cette pièce qu'a débuté le troisième Festival annuel de Shakespeare. On a également présenté au cours de ce festival Le Marchand de Venise el Oedipe-Roi de Saphocle

Théâtre

Le théâtre a toujours été au Canada l'une des initiatives culturelles les plus répandues et qui connaissent le plus de succès; d'ailleurs ce qui s'est passé en 1955 ne dément aucunement cette affirmation. Le troisième Festival shakespearien de Stratford, (Ont.), a été vraiment remarquable; 126,500 personnes s'y sont rendues et une recette de \$421,000 a pu être accumulée au cours des neuf semaines (en juillet et août) qu'a duré le programme. Les représentations de Jules César, du Marchand de Venise et d'Oedipe-Roi. qui étaient placées sous la direction de Tyrone Guthrie et de Michæl Laugham, ont mis à profit les talents d'un vaste ensemble d'acteurs canadiens, De plus, elles ont recueilli l'avis favorable de critiques étrangers et canadiens. Enfin elles ont contribué sans aucun doute à accroître encore le prestige déjà considérable du Festival de Stratford. Le Festival dramatique du Canada a en lieu à Regina (Sask.) du 9 au 14 mai. Le Festival est le couronnement du concours national annuel réservé aux troupes théâtrales d'amateurs. En 1955, c'est le Players' Club Alumni de l'Université de la Colombie-Britannique qui, présentant The Crucible d'Arthur Miller, a remporté les honneurs. Le juge du concours était l'actrice finlandaise bien connue Gerda Wrede, professeur d'art dramatique et directrice de théâtre; elle était aussi la première femme qui en vingt-trois ans remplissait ces fonctions. Il faut aussi signaler spécialement l'invitation adressée au Théâtre du Nouveau-Monde de Montréal de présenter au Festival dramatique de Paris trois pièces en un acte de Molière. C'était la première fois qu'une troupe canadienne était invitée à participer à une manifestation européenne d'art dramatique d'un tel éclat. Les Canadiens ont également eu l'occasion en 1955 d'apprécier les représentations de troupes à demeure à Montréal, Foronto et Ottawa; de plus, les troupes d'été furent plus nombreuses que jamais. D'autre part, une nouvelle manifestation a soulevé beaucoup d'intérêt; c'est la partie théâtrale du nouveau Festival des arts de Kingsmere (P.Q.). Quant au septième Festival shakespearien des Earle Grey Players, festival qui s'est déroulé en plein air sur le terrain du Trinity Collège de Toronto, il a été un succès remarquable. En automne 1955, la visite qu'a faite à Montréal, Ottawa, Toronto et Québec une troupe de la Comédie française, de Paris, a constitué l'événement marquant de l'année aux yeux de tous les amateurs de théâtre de l'est du Canada. Grâce au mouvement du Petit théâtre, qui est maintenant solidement établi, et aux nombreuses troupes d'art dramatique des universités canadiennes, ils ont permis aux groupes d'amateurs d'expression anglaise et française de progresser à un rythme satisfaisant. De leur côté, les théâtres d'enfants ont fait preuve d'une belle vitalité à Ottawa, London, Winnipeg, Regina, Edmonton, Vancouver et dans plusieurs autres villes. Par ailleurs, c'est en 1955 que la Halifax Theatre Guild a célébré son 25° anniversaire et c'est à Tatamagouche (N.-É.) que la School of Community Arts a mis sur pied des cours extrêmement rénssis portant sur les techniques théâtrales élémentaires et avancées. La Société du Festival dramatique de Terre-Neuve (Newfoundland Drama Festival Sociéty) a, pour sa part, organisé une importante conférence consacrée à l'étude des problèmes propres à la nouvelle province atlantique. A Montréal enfin, le groupe bien connu The Montreal Repertory Theatre à fait part d'importants projets d'expansion, qui contportent la construction d'un nouvel immeuble et d'une aile réservée aux professionnels.

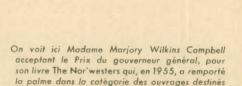
Littérature

L'attribution, en avril 1955, du Prix du gouverneur en littérature canadienne à Igor Gouzenko, ancien commis au chiffre de l'Anubassade soviétique à Ottawa, pour son roman The Fall of a Titan a suscité un grand intérêt et donné lieut à quelques polémiques. Quant aux autres titulaires des grands prix ils ont été Hugh Mac Lennan pour son essai Thirty and Three; Arthur M. Lower, pour son ouvrage didactique This Most Fameus Stream; en poésie, c'est Patricia K. Page qui, avec The Melal and the Flower a remporté le prix; dans la catégorie des ouvrages pour jennes, le prix est allé à Marjorie Wilkins Campbell pour son livre The Nor'Westers. Quant à Robertson Davies, directeur de journal à Peterborough (Ont.), il a obtenu la Leacock Medal for Humorous Writing pour son roman Leaven of Malice. Malgré la nouvelle concurrence que leur font la télévision et les magazines, on peut dire que la composition et l'édition de livres ont été florissants au Canada au cours

La représentation de The Crucible, pièce d'Arthur Miller, a valu en 1955 au University of British Columbia Players' Club Alumni les plus hauts honneurs au Festival dramatique du Canada.



Réunis en congrès (1955), les membres de la Canadian Authors Association ont été particulièrement intéressés par l'exposition des nouveaux auvrages canadiens



des dernières années; la scène littéraire s'est d'ailleurs caractérisée par beaucoup d'ardeur et de vitalité,—et aussi par un certain raffinentent qui, auparavant, manquait beaucoup au pays. Récemment aussi, la composition d'œuvres théâtrales s'est révélée une activité satisfaisante et même lucrative pour les écrivains talentueux au Canada; ils ont d'ailleurs été tout particulièrement encouragés lorsque le vaste champ des émissions radiophoniques et télévisées canadiennes s'est ouvert à eux. D'autre part, le 16° concours annuel de composition théâtrale mis sur pieds par le Petit Théâtre d'atelier d'Ottawa (Ottawa Little Theatre Workshop) a suscité soixante-huit participations en provenance de nombreuses régions du Canada. C'est Norman Williams de Toronto qui a remporté le premier prix; plus tard dans l'année, il a publié un recueil de pièces en un acte.

aux jeunes.

Ballet

Le ballet a encore pris de l'essor au Canada en 1955 et les présentations des deux plus importantes sociétés du pays ont suscité un intérêt très vaste: il s'agit de la Royal Winnipeg Ballet Company, qui a présenté un spectacle unique en son genre, et de la National Ballet Company, qui a présenté le Lac des Cygnes en quatre tableaux. Il faut signaler que les biens de la société

de Winnipeg ont été complètement détruits par l'incendie et que les danseurs ont été ainsi forcés d'offrir leurs talents ailleurs. Toutefois, dix-huit mois plus tard, la Société pouvait, grâce à l'appui dévoué de la population de Winnipeg, recueillir la somme de \$50,000. Elle a pu ainsi reprendre son activité au cours d'une représentation d'ouverture qu'elle a donnée devant des salles combles. D'autre part, la Société a l'intention de partir en tournée en 1956. De son côté, la National Ballet Company a de nouveau accru son prestige en offrant à des auditoires avertis du Canada et des États-Unis un répertoire archi et très varié. Ce répertoire comprenait, entre autres choses, un Lac des Cygnes en quatre tableaux. Le travail que cefte société a exécuté à New-York et à Washington a fort bien tenu sa place si l'on en croit les critiques sévères des grands journaux métropolitains et quelques-uns des experts les plus renommés en matière de chorégraphie. Il faut ajonter que la Société a été invitée à se produire de nouveau dans les villes américaines; des imprésarios d'Angleterre, d'Afrique du Sud et d'Australie lui ont également proposé de faire une tournée dans chacun de ces pays. De jeunes canadiens sont devenus au sein des sociétés canadiennes de ballet des chorégraphes de premier ordre et c'est là une source de profonde satisfaction; toutefois, des danseurs européens de carrière se sont établis au Canada et ils ont apporté un concours dont la qualité est fort appréciée. C'est ainsi qu'au Canada et d'être lucratif.

Les arts visuels

Tous les arts visuels ont fait preuve de vitalité et ont pris de l'expansion en 1955. Dans le monde des arts, la nomination du nouveau directeur de la Galerie nationale du Canada a constitué l'événement le plus intéressant de l'année. C'est Alan Jarvis qui exerce maintenant les fonctions de chef de file du monde artistique canadien; c'est un sculpteur doué et aussi un administrateur qui, après avoir reçu une première formation artistique au Canada, a complété son savoir dans les galeries d'art européennes et britanniques. Il a succédé à H. O. McCurry, qui a pris sa retraite après avoir consacré 36 années de bons et loyaux services au centre artistique national du Canada.

On a annoncé au début de 1955 que M¹¹º Francis Loring de Toronto avait été vainqueur du concours national de sculpture. Son travail servira

Une scène du ballet Le Lac des Cygnes que la National Ballet Company a présenté à des auditaires canadiens et américains au cours de ses tournées de 1955 et 1956.



de monument à la mémoire de l'ancien premier ministre du Canada, Sir Robert Borden. Dans le domaine de la sculpture, plusieurs expositions de travaux exécutés par des Esquimaux canadiens ont suscité beaucoup d'intérêt et l'art simple mais puissant de ces gens a fait l'objet de très vifs éloges. Quant aux galeries et aux particuliers, ils ont procédé à des achats avec empresement et enthousiasme. Le public a également témoigné de beau-coup d'intérêt pour la peinture et les qualités d'œuvres "modernes" de peintres canadiens ont donné lieu à des discussions de fort bon aloi. A Winnipeg, une exposition d'art présentée par la Manitoba Art Association a provoqué de profonds remous tandis qu'à Montréal un peintre-philanthrope bien connu a retenu l'attention en offrant des bourses d'étude à de jeunes peintres qui appréciaient à leur juste valeur les qualités de la peinture classique. On a aussi vivement encouragé les expositions que les sociétés d'art canadiennes bien établies ont organisées. Par ailleurs, les expositions particulières offertes par de jeunes artistes ont été plus nombreuses que jamais. Les marchands de tableaux ont annoncé, pour leur part, que la vente d'œuvres canadiennes s'était révélée bonne et que c'était la première fois que l'on avait utilisé dans le domaine des arts graphiques autant de travaux de haute qualité exécutés par des Canadiens. De plus, on a été heureux de constater la parfaite réussite des nombreuses expositions que les peintres canadiens ont présentées à l'étranger. D'autre part, le nombre plus grand d'expositions d'œuvres étrangères au Canada a révélé un intérêt égal de la part des Canadiens. En mai 1955, l'une des artistes canadiennes les mieux connues. Emily Carr, a été honorée et c'est à Victoria (C.-B.), que l'on a dévoilé. en son souvenir, un monument de pierre et de bronze. Durant l'année. les écoles et les classes d'art ont rencontré de plus en plus de succès et dans les universités on a également remarqué un intérêt plus grand pour les cours d'art et d'esthétique. Enfin, l'espace réservé aux nouvelles artistiques dans la presse quotidienne et périodique n'a pas cessé de croître; ceci révèle que la vie artistique revêt aux yeux du public une importance de plus en plus grande.

Artisanat

L'arrisanat est fortement encouragé partout au Canada grâce à des organismes, sociétés bénévoles et groupes appuyés par les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux. Plusieurs arts et métiers se pratiquent



Les œuvres des maîtres sont une source continuelle d'inspiration et d'enseignement pour l'élève.

PEINTURES CANADIENNES

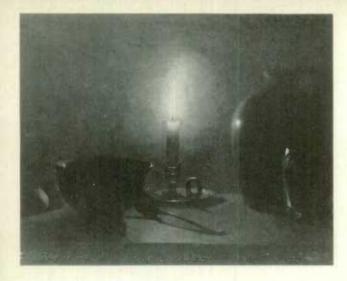
GALERIE NATIONALE DU CANADA



Vue de l'église de Château-Richer près de Québec, prise en 1788

Thomas Davies (circa) 1737-1812

Cette vieille aquarelle compte parmi une vingtaine récemment découvertes dans la bibliathèque du comte de Derby et depuis versées dans la collection de la Galerie nationale. Thomas Davies, du Royal Regiment of Artillery, arriva à Halifax vers 1757. C'est durant son service en Amérique qu'il peignit ces aquarelles. Elles sont remarquables non seulement comme documents géographiques (le dessin topographique faisait partie de la formation générole des officiers anglais à l'époque), mais aussi à cause de la fraicheur du coup d'oeil et de l'éclat du coloris avec lesquels Davies o tracé ces scènes canadiennes du XVIII° siècle.



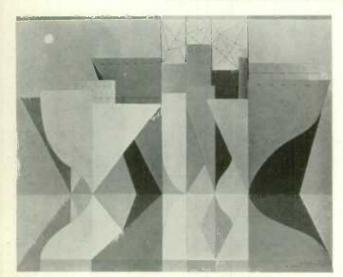
Le Repas du colon

Ozias Leduc 1864-1955

Paysage

Stanley M. Cosgrove





Ships in Classical Calm
B. C. Binning

1909-

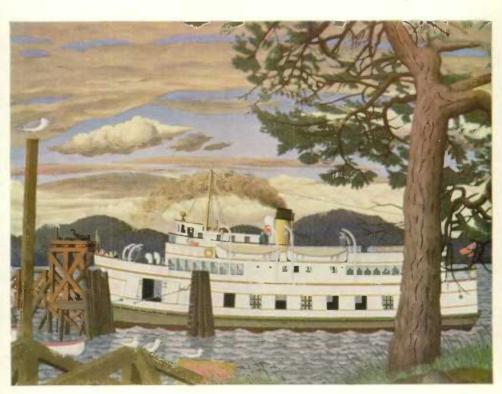


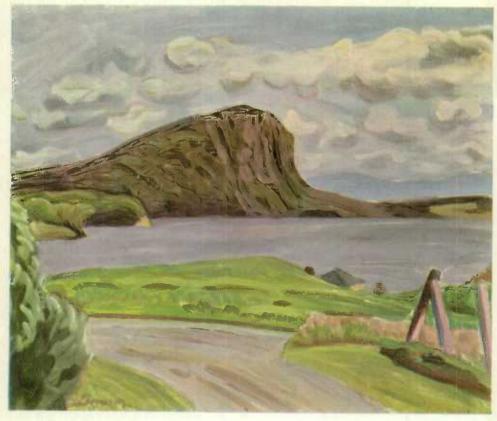
Arbres émondés

Gordon Applebe Smith 1919—

Le Bac de Sidney (C.-B.)

Edward John Hughes 1913—





Barnston Pinnacle

John Lyman 1886—



Jeune fille assise

Jacques de Tonnancour 1917—

Partie d'une peinture murale de M. George Pepper, A.R.C.A., O.S.A., symbolisant traitements accordés aux anciens cambattants du Canada; deux nutres Dellyres d'artistes canadiens de renom ornent le nouvel Édifice des Anciens combattants.



au Canada depois les débuts de la colonie, alors que la fabrication domestique des meubles, tapis, tissus, vaisselle, ustensiles, vêtements et ornements répondait à un besoin réel de la vie des pionniers. Le talent des immigrés venus de tous les pays d'Europe s'est greffé sur les connaissances et l'art indigènes et a donné lieu à une diversité probablement inégalée nulle part.

Les provinces et les services de vulgarisation des universités maintiennent un personnel d'artisans très compétents et très habiles qui organisent des groupes, forment des chefs et encouragent les expositions. Plusieurs municipalités emploient des artisans qui organisent des œuvres dans les centres récréatifs et y enseignent leur métier, et les expositions municipales d'arts domestiques sont fréquentes. Dans la plupart des villes, l'artisanat s'apprend à l'école. L'État encourage les arts domestiques chez les Indiens et les Esquimaux placés sous sa tutelle.

La Corporation canadienne de l'artisanat, qui compte plusieurs succursales auxiliaires provinciales, est une solide organisation civique qui se consacre à l'encouragement de tons les arts domestiques. Un certain nombre d'arts manuels, organisés au sein de l'artisanat, favorisent le hien-être de leurs groupes particuliers. La Corporation des potiers et la Corporation des travailleurs du cuir, qui groupent les meilleurs artisans dans ces domaines, sont membres du Conseil canadien des Arts.

Organismes culturels

Des organismes culturels servent de centres d'intérêt pour les musiciens, les écrivains, les danseurs, les dramaturges et autres personnes qui se consacrent aux arts; ils ont gagné en nombre et en importance depuis quelques années et l'année 1955 en a été une des plus actives. La plupart des sociétés exercent une excellente influence dans leur milieu, mais certaines, d'envergure nationale, agissent puissamment sur l'opinion publique. Le Conseil



Ce village indien restauré de Midland (Ont.) représente une scène familière aux explorateurs et commerçants de fourrure d'il y a trois cents ans. Sa reconstitution se fonde sur les données recueillies à l'occasion de plusieurs excavations de villages hurons dans la région et sur les écrits laissés par les premiers blancs qui les ont visités.

canadien des arts, qui existe depuis douze ans, est une fédération d'organismes nationaux qui dominent dans une grande mesure la vie culturelle professionnelle du pays; il comprend: l'Institut royal d'architecture du Canada, la Canadian Authors Association, la Société des écrivains canadiens, la Fédération des artistes canadiens, le Conseil canadien de la musique, la Corporation canadienne de l'artisanat, la Corporation canadienne des potiers le Groupe canadien des peintres, la Société canadienne des aquafortistes et des graveurs, la Société des sculpteurs du Canada, la Société canadienne des arts graphiques, la Société canadienne des jardinistes et urbanistes, le Club des arts et des lettres, l'Association canadienne de ballet et la Corporation canadienne des travailleurs du cuir. L'Académie royale canadienne des Arts est l'organisme officiellement patronné dans le domaine des beauxarts, bien que la plupart des groupements plus jeunes et plus spécialisés soient vigoureux et influents.

Les cours d'été des écoles d'art en plusieurs endroits du pays ont été bien suivis en 1955. Quelques-uns des centres les plus connus sont la Banff School of Fine Arts de Banff (Alb.), la Doon School, près de Galt (Ont.), la Maritime Summer School de l'Université Mount-Allison, à Sackville (N.-B.), l'Université Queen's de Kingston (Ont.), l'École des Beaux-Arts de Québec (Qué.) et le Regina Collège Summer School, à Emma-Lake (Sask.).

Musées et galeries d'art

Les musées et les galeries d'art ont pour rôle principal de conserver les documents matériels du passé et de les faire connaître et apprécier du public au moyen d'expositions permanentes ou spéciales organisées autour d'un thème particulier. Bien qu'il n'existe pas au Canada de musées et

124

galeries d'art comparables aux riches et vieilles institutions d'autres grands pays, ceux de la capitale et des grandes villes canadiennes encouragent les institutions provinciales et locales moins importantes par de généreux programmes d'expositions ambulantes, de tournées de conférences et de reproductions. Depuis quelques années, on a pris conscience de l'importance de ces institutions dans la vie culturelle à l'échelon national, provincial et municipal.

Le Musée d'histoire naturelle de la Saskatchewan, ouvert à Regina en mai 1955, est un monument aux pionniers de la province. C'est un édifice, long et bas, aux lignes frappantes, dont la frise représente plus de 300 animaux, oiseaux et poissons, la plupart indigènes à la province. Grâce à ses pièces d'intérêt zoologique, géologique et archéologique ainsi qu'à son programme de vulgarisation, le Musée s'efforce de faire mieux apprécier la valeur esthétique et pratique de la faune sauvage et de rendre ainsi chacun plus soucieux de les conserver.



Animaux et oiseaux sont exposés dans un décor reproduisant leur habitat naturel. Le Musée national (Ottawa), bien qu'essentiellement consacré à l'histoire naturelle et à la recherche dans le domaine de la zoologie, de la botanique et de l'anthropologie, a réuni une vaste collection de pièces indiennes et esquimaudes et de nombreux enregistrements phonographiques de chansons canadiennes de langue française, anglaise et indienne. Au nombre des autres musées fédéraux, il y a le Musée de guerre du Canada, un noyau de musée historique aux Archives publiques, une collection de pièces d'aviation au Conseil national de recherches, une autre d'instruments aratoires à la Ferme expérimentale d'Ottawa et plusieurs musées historiques dans les parcs nationaux. Tous sont d'envergure restreinte.

Le Royal Ontario Museum (Toronto), le plus grand et le mieux connu des musées provinciaux, se spécialise dans l'archéologie et poursuit un vaste travail de recherche et de publication. Bien que moins important, le Musée du Nottveau-Brunswick est renommé pour ses expositions destinées aux écoles. L'Université Laval, l'Université McGill, l'Université Western Ontario et l'Université de la Colombie-Britannique possèdent toutes des collections importantes, et certaines expositions privées comme celles de la Compagnie de la Baie d'Hudson à Winnipeg et de la Compagnie de téléphone Bell à Montréal attirent de nombreux visiteurs.

La Galerie nationale (Ottawa) a réuni une collection permanente de peintures et sculptures, de gravures et dessins, choisis parmi les œuvres anciennes et contemporaines de divers pays. La section canadienne est la plus complète; on la fait connaître au pays tout entier au moyen de catalogues, photographies, reproductions en confleur, films, émissions radiophoniques et, dans une certaine mesure, de prêts. L'activité complémentaire de la Galerie comprend l'organisation d'expositions de collections étrangères et l'encouragement de f'art industriel canadien. D'importantes collections sont aussi maintenues dans la plupart des grandes villes comme Toronto, Montréal et Vancouver.

Les Archives publiques du Canada (Ottawa) ont accumulé de précieuses collections de documents publics et personnels et de journaux, manuscrits, cartes et portraits touchant l'histoire du pays. Plusieurs provinces maintiennent des collections d'archives, dont certaines en collaboration avec les universités provinciales situées dans leur capitale comme à Halifax, à Toronto et à Saskatoon.

Bibliothèques

Le service de bibliothèque publique au Canada est assuré par les grandes bibliothèques urbaines et leurs succursales dans les zones métropolitaines auxquelles s'ajoutent parfois le bibliobus pour la desserte des quartiers excentriques, par les petites bibliothèques dans les villages et hameaux, par les bibliothèques régionales qui desservent un comté ou un périmètre plus grand et par la poste dans les régions reculées.

Les 765 bibliothèques publiques relevées par l'enquête sur les bibliothèques du B.F.S. ont déclaré des collections totalisant 8,405,375 volumes, des prêts se chiffrant par 30,946,730 à 1,671,942 abonnés et des frais s'élevant à \$7,811,465. Relativement à la population des dix provinces, ces bibliothèques. à l'exception des services circulants et de prêt par correspondance, comptaient 0·6 volume par habitant, ont prêté 2·1 volumes par habitant et dépensé 53c. par habitant. Dans l'ensemble, 11 p. 100 de la population était abonnée aux bibliothèques publiques.

Voici les plus récents renseignements sur le stock de livres et le personnel des diverses bibliothèques au Canada;

126



La nouvelle babilitatique Richerford de l'Université d'Alberta. Les bibliothèques des universités canachennes se sont baaucoup agrandies ces dernières années grûce à la construction de nouvelles, à la réorganisation d'onciennes et à l'augmentation des callections.

Statistique des bibliothèques, par genre et par province, 1953-19541

	Biblio-			Personnel	
Genre et province	thèques ³ Volumes ³		en service continu	en service discontinu	qualitié
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Publiques	765	8,405,375	1,595	1,403	620
Universités et collèges	268	7,630,261	545	615	291
Gouvernement fédéral	102	2,067,430	345	34	107
Provinces	99	1,339,516	162	59	53
D'entreprises, techniques et pro- fessionnelles	131	774,629	253	74	61
Circulantes et de prét par cor- respondance	()	411,2005	62	8	21
Total (moins le double emploi).	1,374	20,651,411	2,958	2,193	1,151
Terre-Neuve	10	225,264	28	7	7
Île-dn-Prince-Édonard	6	115,522	1.3	30	ćı
Nouvelle-Écosse	49	819,813	91	95	5.2
Nouveau-Brunswick	30	476,449	46	29	16
Québec	244	5.326,246	495	393	262
Ontario	703	9,678,850	1,507	1,036	550
Manitoba	.31	740,912	124	87	31
Saskatchewan	93	847,406	113	123	46
Alberta	123	837,329	158	204	1.2
Colombie-Britannique	8.5	1,583,620	38.3	190	1.39

Les chiffres touchant les bibliothèques des gouvernements fédéral et provinciaux sont ceux de l'année terminée le 31 mars 1954; les autres, ceux de l'année civile 1953.

Bibliothèques principales sculement.

Des bibliothèques principales et des succursales.

Y compris certains doubles emplois dans le cas des chiffres de Terre-Neuve.

Des services autres que le prêt des livres sont aussi assurés par les bibliothèques publiques. Plusieurs d'entre elles ont des stocks de films et de disques qu'elles prêtent aux particuliers ou utilisent pour l'instruction et le divertissement d'auditoires locaux. Les bibliothèques offrent souvent aux enfants une "heure de conte" et des spectacles de marionnettes et elles tiennent des expositions d'art. La Semaine du livre des jeunes canadiens est patronnée chaque année par les bibliothèques en collaboration avec l'Association canadienne des bibliothèques dans le but d'éveiller le goût de la lerture chez les enfants et de les mettre au courant des services qu'elles leur offrent.

La Bibliothèque nationale. Une Bibliothèque nationale a été officiellement établie le 1^{er} janvier 1953 en vertu de la loi sur la Bibliothèque nationale. Les plans de l'édifice sont terminés, mais sa construction n'est pas encore commencée et l'acquisition des livres ne se fait encore que sur une petite échelle. Dans l'intervalle, trois grands projets se poursuivent: achèvement d'un Catalogue collectif national des volumes des principales bibliothèques canadiennes; établissement de divers catalogues, bibliographies et listes de contrôle touchant les publications canadiennes; et microfilmage de livres et de périodiques rares intéressant le Canada. Selon la loi, la Bibliothèque nationale exige le dépôt des genres suivants de nouveaux livres publiés au Canada ou importés pour être distribués ou vendus au public; livres imprimés au Canada; livres écrits du illustrés par des Canadiens et livres de grand intérêt touchant le Canada.

A la fin de 1954, le Catalogue collectif national contenait des renseignements sur les 5,962,733 volumes de 91 bibliothèques.

Information des masses

La presse.—Quelque 97 quotidiens (éditions du matin et du soir comptées séparément) sont publiés au Canada, leur tirage global s'élevant à plus de 3,770,000 exemplaires, dont à peu près 83 p. 100 en anglais et le reste en français, sauf un petit nombre en yiddish ou en chinois. Dix journaux qui tirent plus de 100,000 réunissent plus de la moitié du tirage. Les centres urbains absorbent bien au-delà de 90 p. 100 du tirage des journaux.

Les hebdomadaires ou mensuels comprennent une foule de publications rédigées en langue étrangère: ukrainien, allemand, yiddish, polonais, etc. Les hebdomadaires sont bien plus lus que les quotidiens dans les campagnes.

La Presse Canadienne, coopérative qui appartient aux quotidiens du pays et est administrée par eux, transmet à ses 92 membres des nouvelles mondiales et nationales ainsi que des clichés, surtout par télétype et téléphoto. Elle alimente en nouvelles les hebdomadaires et les postes de radio et de télévision du Canada. Elle constitue en fait une société dont chaque membre fournit à ses associés les nouvelles de sa région; c'est également une société qui diffuse au Canada les nouvelles internationales. Les frais de rédaction et de distribution sont partagés entre les membres d'après la mondiales et nationales ainsi que des clichés, surtout par télétype et télépopulation des villes où les journaux sont publiés. La P.C. reçoit les nouvelles mondiales de l'agence britannique Reuters et de la Presse Associéc, qui est la coopérative américaine; ces agences dépendent de la P.C. pour les nouvelles du Canada.

La British United Press, agence privée affiliée à l'United Press, compte 12 bureaux et fournit aussi un service de nouvelles canadiennes et interinternationales, de photographies et d'articles connexes à la presse, à la radio et à la télévision au Canada. Des journaux affiliés et indépendants ont aussi des services spéciaux de nouvelles. Plusieurs agences de presse étrangères

maintiennent au Canada des représentants chargés de recueillir et de commenter la nouvelle canadienne. Plusieurs des grands journaux anglais et américains y ont aussi des correspondants, la plupart à Ottawa.

Statistique de la presse.—Les quotidiens à eux seuls répondent pour 60 p. 100 de la valeur (247 millions) des périodiques imprimés chaque année; 73 p. 100 de ce montant viennent des annonces et 27 p. 100, de la vente. Les livres imprimés et reliés totalisent plus de 32 millions de dollars, dont un peu moins de la moitié tient aux ouvrages littéraires et scientifiques et aux manuels. Le chiffre officiel des importations de livres et autres imprimés excède de beaucoup celui des exportations, soit 68 millions contre \$3,200,000 environ en 1953. Il semble donc que la dépense par personne, au Canada, pour les livres, brochures et périodiques, avoisine \$19 par année.

Le tirage total des revues canadiennes dépasse 11,300,000 exemplaires. Les revues consacrées au foyer, à la vie sociale et au bien-être viennent en tête, suivies des revues agricoles, des revues industrielles et commerciales, des revues religieuses et des revues sur l'éducation.

Les achats de livres et autres imprimés des États-Unis sont considérables; les importations s'établissent à \$28,585,000 en 1948 et \$61,832,000 en 1954. Les importations provenant du Royaume-Uni ont augmenté un peu chaque année depuis la guerre pour atteindre \$3,016,000 en 1954. Les achats faits en France, la même année, se chiffrent par \$2,069,000.



Kiosque de journaux au terminus du Métro de Toronto, à la Gare Union.

Radio et télévision.—Les pages 281-288 sont consacrées à la radiodiffusion et à la télévision. Le nombre moyen de radios mis sur le marché canadien, fabriqués au pays ou importés, est d'environ 650,000 par année depuis la fin de la guerre. La vente d'appareils de fabrication canadienne a diminué de 836,419 en 1947 à 620,860 en 1953 et de nouveau à 487,200 en 1954.

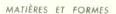


La plupart des films et bandes d'images réalisés au Canada (environ 600 chaque année) peuvent se classer comme "instructifs". La majorité sont cammandités par l'industrie, le commerce ou le gouvernement. C'est un domaine où le Canada ne le cède à aucun pays quant à la qualité.

Depuis que la Société Radio-Canada a institué un service de télévision, en 1952, la demande de récepteurs a fortement augmenté. Les ventes d'appareils sont passées de 29,623 en 1950 à 39,185 en 1951, 137,236 en 1952, 366,498 en 1953 et 623,856 en 1954.

Le cinéma. —En 1954, le Canada comptait 1,938 cinémas réunissant 984,907 stèges, 230 auto-cinémas, 645 centres sociaux, qui présentaient des programmes cinématographiques et 658 salles desservies par des ambulants. En moyenne, chaque Canadien a assisté à 16 représentations et dépensé \$7.80 à cette fin. La plupart des films à l'affiche étaient américains, bien qu'un petit nombre sans cesse croissant soient venus du Royaume-Uni, et quelquesuns de France et d'autres pays européens. En 1954, les studios canadiens ont produit pour environ trois millions et demi de dollars de films pour l'industrie et le gouvernement et ont prouvé qu'ils pouvaient réaliser d'excellents films documentaires et éducatifs. La production au Canada en 1954 se partage entre l'industrie privée (45 établissements) et sept organismes fédéraux et provinciaux.

L'Office national du film joue un rôle important dans la distribution des films non commerciaux par l'entremise des services provinciaux et municipaux. Au cours de l'année terminée le 31 mars 1955, l'Office a montré des films non commerciaux à 14,143,768 spectateurs à l'occasion de 800,229 représentations. La distribution a été facilitée par l'intermédiaire de 420 bibliothèques et dépôts et le concours de 462 conseils du film représentant 11.227 groupements utilisateurs et 534 réseaux cinématographiques desservant 6.868 centres de représentation. Grâce à la coopération des ministères provinciaux de l'Instruction publique et des universités, les films et bandes d'images de l'O.N.F. sont beaucoup montrés dans les écoles rurales et urbaines. Durant l'année, 6.550,923 spectateurs ont assisté à 86,077 représentations dans les écoles.



Modelages d'inspiration classique.

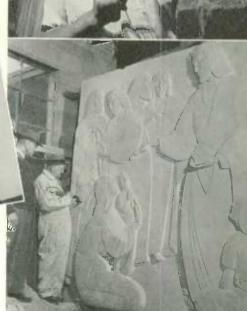


Le bloc de pin peu à peu s'amime sous le ciseau d'un sculpteur du Quebec. La forêt, indispensable à la vie des anciens colons, fournit la matière idéale pour exprimer leur farouche independance.

Frant la assant que moderne, la sculpture esquimaude sait imprégner de grâce et de vio la pierre du pays.



Dans la pierre aussi s'appose le sceau des lignes sobres et nettes de l'architecture nouvelle.





Photographic Survey Corporatio
La scierie de Chemainus, à mi-chemin entre Victoria et Nanaïmo, sur
L'île Vancouver (C.-B.).



DÉVELOPPEMENT des RESSOURCES et de L'INDUSTRIE

Forestage

Agriculture

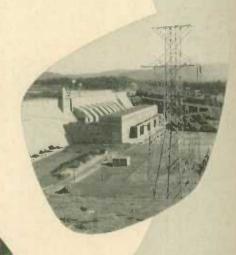
Hydraulicité

Minéraux

Pêche

Fabrication

Immobilisations



Forestage

Le "bois", ainsi qu'on appelle familièrement la forêt au Canada, a été dès l'origine intimement lié au développement social et économique du pays. Les "voyageurs" du Canada français recherchaient les riches fourrures que renfermaient les immenses étendues boisées tandis que le colon, qui les suivait de près, ne comptait pas sa peine pour défricher le terrain et cultiver le sol. Les peuplements illimités d'érable, de chêne, d'épinette et de pin ont d'abord fournit du bois de feu et des billes de bâtiment aux pionniers et plus tard du bois d'œuvre pour la construction des maisons des habitants des villes et villages. La forêt donnait aussi la potasse nécessaire à la fabrication du savon. D'origine canadienne étaient les espars, les mâts et les membres des navires de guerre de la France et de l'Angleterre qui se livraient combat sur les océans du monde.

A l'époque où les forêts du hant de l'Outaouais, de la Gatineau et du Saguenay et de leurs nombreux tributaires produisaient les pièces équarries de pin blanc et de pin rouge acheminées par delà l'Atlantique, on croyait les réserves illimitées. Cependant, à la fin du X1X° siècle, le célèbre pin blanc, dont les troncs formaient le pont de nombreux bâtiments de guerre anglais à l'époque de la voile, avait presque complètement disparu du pays.

L'industrie est passée de la production des pièces équarries à celle des sciages et l'épinette a supplanté le pin comme principale essence industrielle. Les exploitants forestiers s'avancèrent de plus en plus à l'intérieur à la recherche de plus de ressources pour atteindre finalement les grandes forêts de sapin Douglas de la côte orientale. C'est alors qu'on se rendit compte que la forêt n'était ni illimitée ni inépnisable.

Au cours des premières décennies du XX° siècle, on finit par comprendre de plus en plus le besoin de mieux exploiter la forêt et de mieux en utiliser les produits. Petit à petit, on a cessé de "saigner" la forêt pour l'exploiter davantage comme une culture qui se renouvelle. La tendance à conserver et à nuicux utiliser les ressources forestières a trouvé un grand stimulant dans les besoins de l'industrie papetière qui, depuis cinquante ans, est venue occuper le premier rang des industries manufacturières du Canada.

Le sciage a été une industrie relativement mobile. A mesure que la forêt reculait devant la bache du bucheron, les scieurs l'ont suivie avec leur outillage. Mais les grands établissements fixes de l'industrie papetière, qui représentaient de vastes investissements, posaient aux industries forestières un problème économique inéluctable: pour être rentable, la production devait se faire sur une grande échelle et, pour cela, il fallait de grandes exploitations et aussi de vastes étendues de bois tendres pour alimenter les broyeuses et les cuves insatiables qui fabriquaient la pâte, matière première d'une myriade de produits. Le principe de la forêt considérée comme une ressource perpétuellement renouvelable acquit un caractère pratique, celui de répondre aux besoins par l'exploitation d'une étendue déterminée, la concession de la papeterie,—et par conséquent d'exploiter la forêt en vue d'un rapport soutenu. Presque toutes les exploitations forestières établies s'en soucient maintenant et des recherches ne cessent de se pratiquer en forêt comme en laboratoire sur la croissance, le rendement et l'utilisation du bois.

Importance des forêts.—La forêt canadienne et les industries qui en déconlent ont une importance énorme et qu'on ne saurait même trop apprécier pour chaque homme, femme et enfant du pays. Les industries du bois,



La rivière Agawa, dans le nord de l'Ontario, coule à travers d'interminables forêts à la limite de la région boréale, source d'une grande partie du bois d'œuvre et du bois à pâte du Canada, et de la régian des Grands lacs et du Saint-Laurent où abondent davantage les bois durs.

des produits du bois et du papier, sauf l'impression et l'édition, répondent ensemble pour plus de 14 p. 100 de la valeur d'origine de toutes les expéditions des industries manufacturières au Canada en 1953. Le total des exportations de bois, produits du bois et papier a constitué en 1954 un poste créditeur de \$1,213 millions qui, déduit du déficit net de \$1,359 pour tous les autres groupes de denrées, a réduit à \$146 millions le déficit du Canada au chapitre des exportations (non compris les exportations d'or non monétaire).

Les industries forestières et les industries qui en sont tributaires occupent des dizaines de milliers de Canadiens. De fait, on estime qu'un Canadien sur onze dépend directement ou indirectement de la forêt pour sa subsistance. Les multiples utilisations du bois et de ses produits interviennent plus que jamais encore dans la vie quotidienne aujourd'hui.

Les forêts canadiennes s'étendent de l'Atlantique au Pacifique en de vastes bandes ou langues. Elles se divisent en huit régions: boréale, subalpine, montane, côtière, colombienne, décidue, Grands lacs—Saint-Laurent et acadienne. De beaucoup la plus importante, la région boréale forme une ceinture continue depuis l'Atlantique jusqu'aux Rocheuses pour remonter vers le nord-ouest jusqu'à l'Alaska; elle représente 82 p. 100 de la surface boisée du pays. Les conifères, bois à pâte les plus importants du Canada, y prédominent, et parmi ceux-ci, c'est l'épinette qui compte le plus. Les autres conifères importants sont le tamarac, le sapin beaumier et le pin gris, le sapin concolore et le pin de Mirray, bien que les bouleaux et les peupliers feuillus s'y rencontrent aussi en quantité.

Il existe plus de 150 essences d'arbres au Canada; 31 sont des conifères, communément appelés bois tendres. Seulement une vingtaine de ces derniers et environ une douzaine des bois durs ont une importance commerciale.

La superficie boisée du Canada est estimée à 1,568,000 milles carrés, soit 44 p. 100 de toute la superficie terrestre du pays. Près de 740,000 milles carrés sont classés comme non productifs, ce qui laisse une étendue productive de 828,000 milles carrés. Bien qu'une forêt soit classée comme productive et renferme beautoup de bon bois, cependant, elle peut n'être pas encore accessible par les moyens de transport actuels ou elle peut être trop éloignée des marchés actuels pour se prêter à une exploitation économique, même si on peut y pénétrer et y pratiquer l'abatage. Voilà pourquoi seulement environ 582,000 milles carrés seulement de forêt productive sont considérés comme accessibles. C'est donc cette étendue qui fournit au Canada ses riches-ses forestières, étendue dont 380,000 milles carrés sont actuellement occupés. Il faut aussi reconnaître qu'une bonne partie des peuplements occupés sont jeunes et doivent être gardés intacts pour assurer les ressources de demain.

Régime foncier et administration des forêts.—Le gros des forêts du Canada (93 p. 100) appartient au domaine public. Les particuliers ou les sociétés en possèdent seulement 7 p. 100. Des droits de coupe dans le domaine public ont été concédés à l'égard de 15 p. 100 de toutes les terres boisées. Toutes les terres de la Couronne dans les provinces sont administrées par les gouvernements provinciaux, sauf certaines réserves forestières, les pares nationaux et les stations d'expérimentation forestière qui relèvent du gouvernement fédéral. Ce dernier administre aussi la forêt de la superficie terrestre (1,500,000 milles carrés) du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest,

Afin de perpétuer les ressources forestières du pays, la plupart des provinces obligent les exploitants qui pratiquent la coupe sur les terres de la Couronne à faire l'inventaire forestier de leurs zones d'abatage et à soumettre un programme d'exploitation rationnelle portant sur une période définie.

La loi sur les forêts du Canada autorise l'octroi d'une aide financière aux provinces s'étendant à presque tous les domaines d'activité. La loi porte que "le ministre peut, du consentement du gouverneur en conseil, conclure avec toute province des accords pour la protection, la mise en valeur ou l'utilisation des ressources forestières, y compris la protection contre l'incendie, les insectes et les maladies, les inventaires des forêts, les recherches en sylviculture, la protection des bassins hydrographiques, le reboisement, la publicité et la dissémination de renseignements en matière de sylviculture, la construction de routes et l'amélioration des cours d'eau dans les régions forestières, l'amélioration des conditions de croissance et l'administration des forêts en vue d'une production continue".

Grâce aux accords intervenus avec huit des dix provinces, au 31 mars 1955 on avait photographié du haut des airs toute la superficie estimative à couvrir (1,207,000 milles carrés), sauf environ 137,000 milles carrés, et accompli les trois quarts environ des travaux de reconnaissance au sol, de cartographie de base, d'interprétation des photographies et autres travaux requis pour dresser des inventaires forestiers provinciaux bien à jour. En outre, en vertu d'accords visant le regarnissement, on a planté 48 millions d'arbres sur près de 50,000 acres et ensemencé quelque 6,500 acres. Le total de l'aide accordé aux provinces au cours des quatre premières années d'application des accords forestiers fédéraux-provinciaux pour fin d'inventaire et de reboisement se chiffrait par \$4,178,025 le 31 mars 1955.

Recherche forestière

Au Canada, les recherches forestières comprement d'habitude la recherche en forêt même ou la recherche visant à perpétuer la forêt. La "recherche sur les produits forestiers", d'autre part, embrasse tous les travaux de recherche se rattachant à l'utilisation de la forêt. L'utilisation très poussée des produits forestiers et les grandes pertes que ne cessent de causer l'incendie, les insectes et les maladies ont rendu de plus en plus urgent le besoin d'adopter de meilleures méthodes d'exploitation forestière au Canada. Il faut activer les programmes de recherche afin de trouver la solution à de nombreux problèmes techniques. En outre, les impératifs d'ordre économique, social et législatif en général tendent à hâter la mise au point de méthodes d'exploitation appropriées aux conditions canadiennes à mesure qu'on se rend plus pleinement compte que la forêt est une grande ressource économique qui peut se renouveler et qu'elle est pour tous les Canadiens un bien très important.

Travaux de recherche.—Au Canada les gouvernements fédéral et provinciaux, les universités, les organismes industriels de recherche et les sociétés exploitantes participent tous à la recherche. Un service fédéral, la Division des forêts (ministère du Nord canadien et des Ressources nationales), s'occupe de pathologie et d'entontologie forestières et ses études sur les insectes et les maladies qui s'attaquent aux arbres sont la clé de la mise en valeur et de la protection des forêts.

Il ne faut pas oublier que la recherche organisée dans le domaine de la sylviculture et des produits forestiers est chose relativement récente. Commencée au tournant du siècle, elle s'est développée lentement jusque dans les années 1920 alors qu'elle s'est accélérée et que le rythme de l'utilisation des produits de la forêt a fort augmenté; depuis la guerre, la recherche est caractérisée par une expansion plus rapide. Une des raisons de la lenteur

Les methodes sylvivoles qu'on est à mettre au point permettent de déterminer les essences que renfermeront les étendues forestières. Un forestier d'une station de recherches de l'Ontario examine au sortir de l'hiver des greffons de pin d'un an dans une couche de plein air.



des débuts,—et d'un développement nécessairement progressif,—tient à ce que plusieurs des problèmes présentent un caractère polyennal et que l'étude pratique des résultats obtenus peut demander beaucoup de temps. Comme la durée des arbres forestiers et des peuplements varie de 60 à 150 ans ou plus et comme il faut aussi y tenir compte des variations cycliques du climat, il n'y a guère d'études,—sauf dans le domaine de la mesure des forêts,—où l'on puisse obtenir des résultats valables en moins de dix ans.

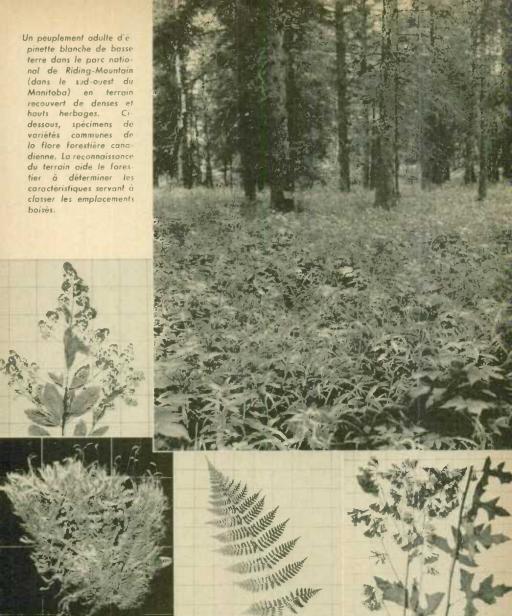
Une autre raison qui explique les lenteurs de la recherche c'est que le génie forestier doit faire des emprunts à d'autres domaines connexes; il lui faut, par exemple, tenir compte des constatations de la phytopathologie, de la génétique et de la physiologie, de l'étude des sols, de la météorologie et de la chimie organique. La forêt étant un monde vivant et complexe, il faut étudier non seulement la nature de tel arbre mais aussi déterminer ses relations avec la flore environnante.

Dans le domaine de la sylviculture et de l'exploitation rationnelle, la recherche vise une foule d'objectifs: établissement d'une bonne classification des forêts et des emplacements forestiers; détermination des caractéristiques sylvicoles des essences canadiennes et leurs relations écologiques avec leur milieu; adoption de méthodes de sylviculture appropriées aux types les plus importants de forêt et à l'économie canadienne; adoption et essai de méthodes pratiques servant à déterminer la croissance et le rendement actuel et potentiel; amélioration des méthodes de reboisement et perfectionnement des lignées appropriées aux conditions canadiennes; utilisation des données forestières en vue d'établir des programmes de réglementation et de sylviculture bien adaptés aux différents régimes d'exploitation afin d'assurer le rapport soutent; et amélioration des méthodes de recherche, des techniques de mesure et des programmes d'expérimentation.

Un exemple remarquable du travail d'équipe en matière de recherches forestières est l'expérience commencée en 1953 sur 375 acres de forêts mixtes dans une région de bois à pâte de rive nord du lac Supérieur. Il s'agit de déterminer les meilleures méthodes de coupe et autres pratiques sylvicoles permettant la régénération naturelle de l'épinette dans une région où la repousse après l'abatage est entravée par les herbages, les arbustes et les arbres feuillus.

On a essayé diverses méthodes: certaines étendues ont été arrosées d'une substance toxique afin de tuer la végétation rivale; ailleurs, on a écrouté le sol à l'aide de tracteurs et de râteaux à racine afin de mettre à découvert le sol minéral et d'y laisser la nature faire son œuvre d'ensemencement. La forêt de la région est relativement ancienne, n'a januais subi de coupe et a été incendiée il y a près de deux siècles. L'expérience servira à déterminer la conduite à tenir vis-à-vis des autres peuplements très âgés et même de peuplements plus jeunes croissant dans de semblables conditions de sol et de climat.

A cette entreprise collaborent le Pulp and Paper Research Institute of Canada,—qui coordonne les travaux,—le ministère des Terres et Forêts de l'Ontario, la Division des forêts du ministère fédéral du Nord canadien et des Ressources nationales, la Faculté de sylviculture de l'Université de Toronto, l'Abitibi Power and Paper Company et le propriétaire de l'emplacement, l'Ontario Paper Company.



Il existe conjours un besoin imperious de déterminer les réserves actuelles et potentielles de bois au Canada. Il fant pour cela pratiquer des relevés forestiers et établir des inventaires forestiers. Le Canada a été le premier à utiliser la photographie aérienne pour dresser la carte et déterminer la composition de vastes étendues forestières.

La recherche portant sur l'inventaire des forêts s'occupe, en particulier, d'établir des tables de volume d'après la photographie aérienne, de déterminer les méthodes de photographie aérienne les plus pratiques, de créer des

FORESTAGE 139

instruments, d'étudier les méthodes utilisées dans les relevés forestiers, particulièrement en ce qui concerne l'échantillonnage ainsi que la corrélation des données fournies par la photographie aérienne et la reconnaissance au sol.

La protection de la forêt est un autre domaine sur lequel se penche la recherche. Le repérage hâtif des débuts d'incendie, les méthodes d'extinction et la connaissance des conditions climatiques pouvant influer sur la maissance et la propagation des incendies sont des sujets dont elle se préoccupe. La recherche sur les moyens de protéger la forêt a plusieurs tâches; établissement de tables simplifiées indicatrices des dangers d'incendie; étude de la météorologie et création d'appareils permettant de mesurer et de réunir les facteurs climatiques intervenant dans la maissance et la propagation des incendies; adoption de méthodes permettant de déterminer la sévérité des saisons d'incendie et l'efficacité de la lutte; détermination d'un système de classement des combustibles forestiers, perfectionnement des moyens permettant d'accroître l'efficacité de la lutte, y compris des méthodes d'essai de l'équipement et des pratiques mis en œuvre pour lutter contre les incendies; étude de l'influence des pratiques sylvicoles sur la naissance et la propagation des incendies; réunion et analyse de la statistique des incendies de forêt.

Recherche sur les produits forestiers. Autrefois, on coupait les arbres pour en faire soit du bois de feu ou du bois d'œuvre, y compris les madriers. bardeaux, lattes, goujons et autres pièces servant à la fabrication des maisons, des véhicules, des bateaux et des meubles. Une bonne partie du bois aussi était brûlée à mesure que le colon défrichait le sol. Le bois servait à des fins élémentaires et la vaste gamme des utilisations et des dérivés du hois que nous connaissons aujourd'hui était inconnue et même inimaginée. L'apparition dans les années 1840 et 1860 des procédés mécaniques et au sulfite pour fabriquer la pâte et le papier a tout changé. Aujourd'hui, une famille excessivement nombreuse de produits peuvent se rattacher directement ou indirectement à la forêt : goudron, buile, produits chimiques, alcools de bois et éthyliques acide acétique, acétone, formaldéhyde, builes essentielles, vanilline, farine de bois, panneaux muraux, panneaux isolants, papier et carton de toutes sortes, placages et contre-plaqués, poutres laminées, rayonne, similieuir, cellophane, disques de phonographe, linoléum, plastiques, pansements chirurgicaux, pains de levure, fulmicoton, pellicule photographique. Beaucoup de ces produits dérivent de la fabrication de la pâte chimique et ont pour point de départ les liqueurs autrefois considérés comme "déchets".

Les arbres sont formés de deux éléments principaux: la cellulose (et l'hémi-cellulose), dont la structure moléculaire à chaîne constitue les fibres qui sont à la base de la vaste industrie de la pâte et du papier du Canada, fournit aussi la matière première d'une vaste gamme de plastiques, d'explosifs, de pellicules et d'autres substances ainsi que de la rayonne et du sucre de bois. La lignine, qui n'est pas utilisée dans la fabrication chimique de la pâte, fournit aussi une foule de dérivés chimiques: résine, engrais, certains plastiques, vanilline, alcool et plusieurs produits chimiques. En outre, la lignine peut être transformée en un combustible excellent.

La fabrication de la pâte mécanique ne laisse aucun sous-produit chimique. Toutes les matières que renferment le bois, y compris la lignine, sont utilisés. Le papier-journal est produit à partir de la pâte mécanique.

Il se fait beaucoup d'études au Canada aujourd'hui,—nous sommes à une époque où les recherches sur le hois soulèvent un grand intérêt dans le

monde entier,—afin de trouver de nouvelles utilisations au bois et de déterminer les utilisations les plus appropriées et à la fois les plus économiques. Ainsi, des agglomérés de bonne qualité sont fabriqués à partir de la sciure et des rabotures; la sciure est aussi utilisée comme amendement du sol,—la sciure azotée ajoute à la teneur en humus du sol et agit sous bien des aspects comme un engrais.

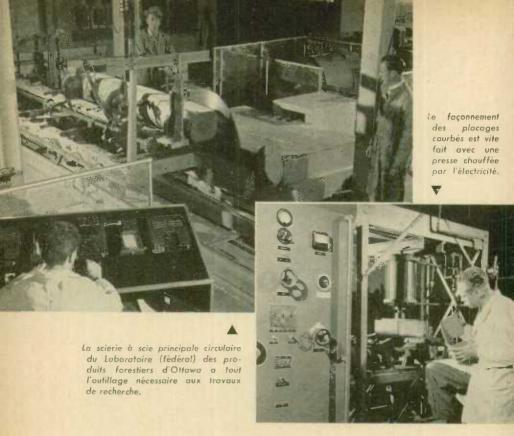
Le Pulp and Paper Research Institute of Canada, à Montréal, dans le domaine de la pâte et du papier, et les Laboratoires des produits forestiers du Canada (du ministère du Nord canadien et des Ressources nationales), à Ottawa et à Vancouver, dans le domaine général des produits forestiers, sont deux organismes principaux de recherche; les facultés de sciences des universités et les laboratoires commerciaux établis par les industries forestières elles-mêmes s'occupent de travaux plus limités portant sur plusieurs aspects de la structure du bois, de son développement et de son utilisation.

La recherche sur les produits forestiers est un domaine très vaste. Elle comprend, par exemple, l'étude de la mécanique des bois et la détermination de nouvelles formes de construction en bois, y compris les lantinés et les arches, et la recherche sur la production du contre-plaqué: coupe, collage et



L'amélioration de l'équipement, des méthodes de repérage et des moyens de communication rend plus efficace la lutte contre les incendies de forêt. Néanmoins, les pertes dues à ces incendies, causées surtout par la négligence des excursionnistes et voyageurs, sont encore énormes. En 1954, le feu a consumé 81 millions de pieds cubes de bois marchand.

C'est le pompier muni d'une pompe automatique ou manuelle et d'autres outils à main qui joue le premier râle dans l'extinction des incendies.



liaison. Pour ce qui est des ouvrages en bois laminé, en particulier, la taille des pièces à réunir en grosses poutres et armatures est tout à fait indépendante de la grosseur de l'arbre; en effet, des arbres fort petits peuvent fournir le bois nécessaire. L'emploi du contre-plaqué dans des domaines comme le meuble, le bâtiment, la construction de bateaux et d'avions, et les emballages, par exemple, est bien établi.

Les études sur la conservation du bois et sur la pathologie du bois sont aussi nécessaires parce que, bien que le bois dans certaines circonstances soit l'une des matières les plus durables, il pourrit s'il n'est pas bien séché et s'il est soumis aux attaques des insectes et des cryptogames.

De meilleures méthodes de couper et d'utiliser l'arbre depuis sa base jusqu'à sa cime sont adoptées et les déchets d'autrefois (écorce, dosses, délignures et sciure) font maintenant l'objet d'une foule d'expériences en vue d'en assurer une meilleure utilisation. L'industrie soutient qu'elle tire aujourd'hui beaucoup plus de pâte et de papier d'une corde de bois qu'il y a plusieurs années. On a trouvé de meilleurs moyens d'utiliser l'écorce comme combustible et on fabrique plus de produits commerciaux comme l'alcool, le jus tannant, les liants routiers, la térébenthine et la levure à partir des résidus de la fabrication de la pâte considérés autrefois comme déchets. La recherche a aussi établi qu'un certain nombre d'essences, autrefois jugées impropres, peuvent vraiment servir à la fabrication de la pâte, ce qui accroît le rendement à l'acre. Dans certains endroits, l'industrie a réussi à faire un usage pour ainsi dire presque complet de toutes les essences. Le bois à pâte est acheminé sur l'usine pour la fabrication du papier, du carton, des panneaux

de construction et des panneaux pressés tandis que les autres essences sont transformées en contre-plaqués et en sciages. Sont aussi utilisées les dosses et les délignures, les copeaux et la sciure.

Des études se poursuivent continuellement afin de percer les secrets de la chimie du bois et de la structure du bois. Les expériences pratiquées sur les déchets visent à produire différentes espèces de panneaux de construction et d'autres produits; ces travaux permettront peut-être de trouver des produits nouveaux et plus économiques, pouvant remplacer d'autres matériaux de construction, et de nouveaux produits viendront s'ajouter à la foule déjà très considérable de produits créés en laboratoire. La connaissance des propriétés physiques et de la microstructure du bois sert à déterminer les raisons du rétrécissement inégal au séchage, à déterminer la résistance à la tension et à établir le degré de pénétration des conservateurs et, chose très importante, la longueur de la fibre. Bien que la fabrication du papier, par exemple, se fonde sur les longues fibres du bois, il doit aussi y avoir un pourcentage de fibres courtes afin d'éviter la présence de points minces dans le papier fini. La connaissance de la structure du bois aide ainsi à rendre plus offic de la fabrication du papier.

Les progrès de la technique fondés sur la recherche et les travaux en forêt, ont aussi,—surtout dans les forêts de la côte orientale,—accru la production par ouvrier, abaissé les frais unitaires de production et ouvert de nouvelles étendues boisées autrefois considérées comme non rentables.

La part du Canada dans la recherche forestière, surtout si l'on tient compte du chiffre peu élevé de sa population par rapport à son immense territoire et à la foule de problèmes qui se posent au pays, a été vraiment remarquable en ce qui concerne soit les travaux en forêt soit l'étude des produits forestiers en laboratoire où les appareils et éprouvettes précédent d'un pas l'usine et la fabrique.

Biologie forestière.—Un bon régime d'administration des forêts doit d'abord protéger les forêts de l'attaque des insectes et des maladies. Le ministère fédéral de l'Agriculture maintient un contrôle fragmentaire des



La recherche dans le domaine architectonique a abouti à l'emploi des poutres et armatures en bois laminé comme grosses pièces. Des études ont démontré que dons certains genres de charpentes une tonne de bois peut supporter une charge plus forte qu'une tonne d'acier.

insectes grâce à son Relevé permanent des insectes forestiers qui permet de prévoir s'il y en aura augmentation ou diminution et aussi de prendre des mesures appropriées en cas de danger d'infestations.

Un des programmes les plus vastes et les plus intéressants de lutte par des moyens chimiques qu'on ait jamais entrepris contre les insectes forestiers s'exécute depuis l'été 1952 contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette au Nouveau-Brunswick. La tordeuse est un insecte defeuillant qui menaçait gravement les forêts de buis à pâte dans le nord de la province. Le 31 mars 1955, on avait soumis a un arrosage aérien un total de 3,600,000 acres et 600,000 acres devaient subir un nouvel arrosage. Un contrôle pratiqué à un înoment du programme a montré que 87 à 99 p. 100 des larves de la tordeuse étaient détruites. On doit en 1956 soumettre à l'arrosage, à l'aide d'environ 70 avions basés sur 12 aéroports, une autre tranche de 2 millions d'acres. Les frais du programme sont partagés entre l'État, la province et les industries forestières des régions intéressées. L'accord de trois ans intervenu entre l'État et la province et devant se términer le 31 mars 1956 a été prolongé de trois autres aunées.

Dans le domaine de la pathologie forestière, il s'est fait beancoup de recherches et on a établi des mesures pour s'attaquer aux maladies de la forêt. Les cryptogames sont une cause principale de maladies chez les arbres, mais les bactéries, les virus et les plantes à semence parasitaire y sont aussi pour quelque chose. La recherche a déterminé, cependant, qu'il existe une correspondance étroite entre l'incidence des maladies et les mauvaises méthodes d'exploitation forestière, surtout lorsqu'on néglige d'abattre les arbres trop vieux. Une des tâches importantes de la pathologie forestière est de déterminer l'âge à laquelle il convient d'abattre telle on telle essence afin d'obtenir le miximum de bois sain.

Botsés de ferme. La plupart des boisés de ferme,—surtout dans l'est du Canada, sont les vestiges des vastes ferêts qui convraient autrefois



Gráce à une exploitation rationnelle, l'agriculteur peut tirer de son boisé de nombreux bois marchands et y trouver aussi beauté et agrément.

presque toutes les parties actuellement habitées du pays. Bien protégé de l'incendie, du pacage et du piétinement par le bétail et aussi de la coupe peu judicieuse, le boisé de ferme non seulement fournit aux cultivateurs une source perpétuelle de revenus supplémentaires, mais il aide aussi à empêcher le ruissellement et, par conséquent, l'érosion. En 1953, les boisés de ferme couvraient une superficie estimative de 22,780,000 acres qui ont fourni un revenu d'environ \$46 millions provenant de la vente des produits du bois, sauf les produits de l'érable. A l'heure actuelle, les boisés de ferme fournissent surtout du bois de feu aux fermes ainsi que du bois marchand servant à la fabrication de la pâte, des pieux, des poteaux, des traverses et du bois d'œuvre.

Industries forestières

En 1953, plus de 354,000 personnes, soit un Canadien sur 42, étaient à l'emploi des industries forestières; leur rémunération atteignait le chiffre impressionnant de 1,098 millions de dollars. C'était le quart de la rémunération de tous les employés des 38,000 établissements manufacturiers du pays. L'abatage occupait près de 136,000 personnes (chiffre établi en hommesannées, vu le caractère saisonnier d'une grande partie de cette industrie), le bois-d'œuvre 60,000 et la pâte et le papier 58,000. Les industries utilisant le bois et celles utilisant le papier compraient ensemble 100,000 ouvriers.

La valeur nette de la production des industries forestières en 1953 a atteint presque 2 milliards (\$1,987,974,000), ou environ 25 p. 100 de la valeur nette de la production de toute la fabrication. La valeur nette de la production est la valeur brute ou de vente, moins le coût des matières premières, du combustible, de l'électricité achetée et des matières de transformation utilisées.

Opérations en forêt.—Le volume de la production forestière du Canada en 1953 a augmenté de 0·4 p. 100 mais sa valeur a diminué de 3·9 p. 100 au regard de 1952. La "coupe" réelle a atteint 3,579,336,000 pieds cubes (\$783,546,958). Les premières prévisions pour 1954 indiquent une augmentation d'environ 100 millions de pieds cubes. En 1953, 94 p. 100 du bois abattu au Canada est resté au pays pour y être utilisé immédiatement ou comme matière première et 6 p. 100 a été exporté entièrement ou partiellement ouvré.

Valeur de la production forestière primaire, 1952 et 1953

Produits	1952	1953	
	\$	\$	
Billes et billots.	304,262,790	308,965,959	
Bois à pâte	396, 102, 104	370,912,264	
Bois de chauffage	61,355,643	62,766.922	
Traverses équarries	1,292,636	771,421	
Poteaux	16,961,456	15,798,908	
Bois rond pour mines	19,917,669	8,530,523	
Pieux de clôture	3,432,675	3,062,977	
Bors pour distillation	441,443	415.271	
Perches de clôture	758,519	679,151	
Produits divers	11,126,259	11,643,562	
Total	815,651,194	783,546,953	

Le plus important produit primaire de la forêt canadienne est le bois à pâte; il est en tête, quant à la valeur, au Québec, en Ontario, au Nouveau-Brunswick, à Terre-Neuve et au Manitoba. Viennent ensuite les billes et billots: la valeur de leur production occupe le premier rang en Colombie-Britannique, en Alberta et en Nouvelle-Écosse. Le bois de chauffage vient en troisième place, suivi du bois rond pour mines, des poteaux, des pieux de clôture et des traverses équarries.

L'activité de l'industrie est saisonnière, sauf en Colombie-Britannique où elle est passablement constante. A l'est des Rocheuses, les opérations forestières ont lieu lorsque d'autres secteurs vont au ralenti. La situation de l'emploi en général s'en trouve stabilisé et les cultivateurs, en particulier, en tirent un revenu supplémentaire durant l'hiver.

Bois d'œuvre. La production de bois scié au Canada, en 1953, a atteint un sommet sans précédent de 7,305,958,000 p.m.p., augmentation de 5-1 p. 100 sur le sommet précédent (1951). Cependant, à cause des prix moins élevés, la valeur totale de la production (\$494,385,993) a été inférieure de 2.6 p. 100 au sommet de 1951. Cette production, moins l'apport de petites scieries et du sciage à facon pour d'autres industries utilisant le bois, a été fournie par 8.194 scieries. Les provinces comptant plus de 1.000 scieries sont la Colombie-Britannique (1.824), le Ouébec (1.788) et l'Ontario (1,207). L'importance des scieries varie; il y en a de géantes (en Colombie-Britannique) capables de débiter 500,000 p.m.p. en huit heures et de petites produisant un ou deux milliers de pieds par jour. Soixante-dix-neuf scieries, représentant moins de 1 p. 100 du nombre total, ont répondu pour plus de 45 p. 100 de la valeur totale de la production. La majeure partie des sciages du Canada consiste en épinette et en sapin de Douglas. Viennent ensuite la pruche, le cèdre, le pin blanc, le pin gris, le sapin baumier, le merisier et l'érable. L'épinette occupe le premier rang quant à la valeur.

Plus de 46 p. 100 du bois d'œuvre produit au Canada en 1953 a été exporté (283 millions de dollars).

En 1953, la valeur brute de la production (\$580,693,704) s'est ainsi répartie: bois scié, \$494,385,993; bardeaux, \$19,897,877; traverses, \$14,408,175;

Sciages et autres produits de scierie, 1953

Province ou territoire	Sci	Sciages		
	M,p,m,p.	\$	\$	
Terre-Neuve	48,922	2,809,172	3,147,960	
Île-du-Prince-Édouard	10,504	563,416	637,918	
Nouvelle-Écosse	295,868	17,560,898	19,055,939	
Nouveau-Brunswick	335,078	21,802,348	25,490,363	
Québec	1,200,598	82,083,803	96,026,261	
Ontario		63,275,565	79,573,208	
Manitoba		3,491,815	3,920,005	
Saskatchewan		4,604,386	4,908,053	
Alberta		20,991,533	23,781,960	
Colombie-Britannique		276,564,562	323,474,522	
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	7,598	638,495	677,515	
Canada	7,305,958	494,385,993	580,693,704	



Partout dans le pays se dressent les énormes meutes de bais des fabriques de pâte et papier. En général, ce sont les arbres de petite taille qui forment la matière première. Il existe d'immenses forêts où les arbres ne pourront jamais atteindre les dimensions propres au bois d'œuvre. Leur utilisation comme bois à pâte a énarmément accru la richesse des forêts canadiennes.

planchettes à boîtes, \$2,691,128; carrés de bois dur, \$1,999,065; étais de mine aplatis, \$1,776,844; lattes, \$1,686,581; douves, \$1,109,860; piquets et fonds, \$927,115.

Pâte et papier. De 1946 à 1954, l'industrie de la pâte et du papier a occupé la première place dans la fabrication quant à la valeur brute de ses produits et quant aux salaires payés. Sauf durant les années de guerre 1942-1944, elle est aussi en tête pour la valeur nette de sa production depuis 1920. Quant au nombre de ses employés, elle ne le cède qu'aux scieries.

En un peu plus de cinquante ans, l'industrie canadienne de la pâte et du papier est devenue l'une des principales entreprises industrielles du globe. Plusieurs facteurs ont joué: le Canada possède plus de la moitié des ressources de bois de pâte de l'Amérique du Nord et il a de l'énergie hydraulique abondante et peu coûteuse tout près des peuplements de bois à pâte ainsi que des réseaux fluviaux extrêmement ramifiés qui acheminent les billes jusqu'à l'usine. D'autres facteurs y ont aussi contribué: l'accroissement de la population de l'Amérique du Nord, le relèvement du degré d'instruction, multiplication des quotidiens, le perfectionnement des techniques de la construction et de l'impression et les changements apportés aux méthodes du commerce de détail, en particulier quant à l'emballage des marchandises et à leur

présentation dans les grands magasins d'alimentation à libre-service. Les derniers progrès de l'utilisation des sous-produits de la pâte mécanique et des déchets de sciage permettent de mieux utiliser les matières autrefois mises au rebut et ont fait naître des industries dont le marché se développe sans cesse.

En 1954, la valeur d'origine des expéditions de l'industrie de la pâte et du papier a atteint un chiffre sans précédent de \$1,241,558,451. La valeur nette (\$641,410,070) de la production surpassait de 6·9 p. 100 celui de 1953, ayant ainsi réalisé durant les trois dernières décennies une avance de 425 p. 100. En 1954, 125 usines étaient en activité, soit 31 à fabriques de pâte, 25 papeteries et 69 fabriques de pâte et papier.

Principales statistiques de l'industrie de la pâte et du papier, 1930, 1940, 1953 et 1954

Détail	1930	1940	1953	1954
Établissements nombre	109	103	127	125
Employés "	33,207	34,719	58, 194	60,837
Salaires	45,774,976	50.774.976	235,741,600	252,598,383
Valeur brute des produits.\$	215,674,246	298,034,843	1,179,665,443	1,241,558,45
Valeur nette des produits.\$	107,523,731	158,230,575	599,934,934	641,410,070
Pâtetonnes	3,619,345	5,290,762	9,077,063	9,673,010
\$	112,355,872	149,005,267	624,865,504	655,916,738
Papier tonnes	2,926,787	4,319,114	7,376,526	7,649,607
S	173,305,874	225,836,809	887,858,473	925,590.643
l'âte exportée tonnes	760,220	1,068,516	1,950,152	2,180,410
S	39,050,979	60, 930, 149	248,674,880	271,418,005
Papier-journal -				
exporté : tonnes	2,332,510	3,212,789	5,375,231	5,521,530
S	133,370,932	151,360,196	619,033,391	635,669,69.

Soixante-cinq usines ont répondu pour 91.2 p. 100 de la valeur brute de la production en 1953. Les 100 fabriques de pâte ont produit 9,673,016 tonnes (\$655,916,738) en 1954, soit une augmentation de 6.6 p. 100 en volume et de 5 p. 100 en valeur sur 1953. Environ 23 p. 100 de la pâte était destinée à l'exportation, 73 p. 100 à la fabrication du papier sur place et 4 p. 100 à la vente au pays. La pâte mécanique représentait 55 p. 100 de la production totale, la pâte au sulfite, 27 p. 100 et la pâte au sulfate 14 p. 100. Le Québec vient en tête, suivi de l'Ontario, de la Colombie-Britannique, du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse, du Manitoba et de l'Alberta. Le Québec et l'Ontario ensemble répondent pour 70 p. 100 de la production totale.

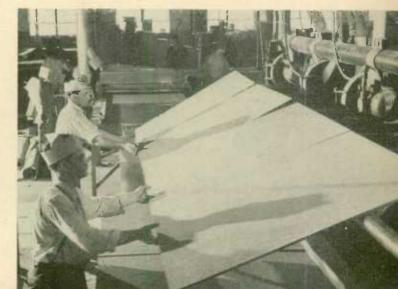
Parmi les différentes sortes et qualités de papier et de carton fabriqués au Canada, le papier-journal est le principal produit, représentant 78 p. 100 du total et 98 p. 100 des exportations. Le Québec et l'Ontario ensemble ont répondu pour 74 p. 100 de tout le papier-journal fabriqué au pays en 1954. La production record de 1954 (6,000,895 tonnes d'une valeur de \$657,487,344) était en augmentation de 4·3 p. 100 quant au volume et de 3·8 p. 100 quant à la valeur sur 1953. Le Canada, en 1953, a satisfait à 52 p. 100 des besoins mondiaux de papier-journal et les États-Unis ont absorbé 88 p. 100 des

exportations canadiennes (plus de 5,521,000 tonnes); le reste est allé à 65 autres pays. Parmi les quinze principales denrées exportées en 1953 et 1954, le papier-journal occupait le premier rang et la pâte le quatrième quant à la valeur. La pâte et le papier-journal ont libre accès aux marchés mondiaux, mais le papier fin et les papiers spéciaux ainsi que d'antres produits sont sonnis à des restrictions douanières et la fabrication canadienne en est destinée en grande partie au marché intérieur qui en importe aussi des quantités considérables. En 1954, la valeur des importations de papier et d'articles en papier a atteint près de 44 millions, y compris les articles entièrement manufacturés et les matières spéciales utilisées dans les papeteries canadiennes. La production de papier et carton en 1954 a totalisé 7,649,607 tonnes (\$925,590,643).

Industries utilisant le bois.—Ce groupe comprend treize industries, outre les scieries et fabriques de pâte, dont le bois est la principale matière première. En 1953, ces industries, qui comptaient 4,268 établissements, ont donné du travail à 73,377 personnes et leur ont versé \$183,488,249 en salaires. La valeur brute de leurs produits était de \$661,321,108, et la valeur nette, de \$308,315,617. Les meubles (y compris les meubles en nétal) ont répondu pour \$231,557,354 de la production totale, le rabotage et les portes et châssis, pour \$200,929,152, les placages et contre-plaqués, pour \$97,259,976, et les bois durs à parquet, pour \$14,142,420. Le reste de la production (\$131,574,626) provenait des industries suivantes: boîtes, paniers et cageots; tournage; cercueils; tonnellerie; ustensiles en bois; formes, embauchoirs et crépins en bois; fournitures pour apiculteurs et aviculteurs; bois filamenté; et autres industries utilisant le bois.

Industries utilisant le papier.—Trois industries fabriquant surtout des articles en papier et en carton constituent ce groupe qui, en 1953, comprenait 415 établissements employant 36,242 personnes et versant \$74,366,047 en salaires. La valeur brute de leurs expéditions atteignait \$388,585,078 (boîtes et sacs en papier, \$198,540,167; papier à toiture, \$42,773,977; et articles divers en papier \$147,270,934) et la valeur nette, \$167,338,649.

La fobrication des panneaux dans une usine de Gatineau (P.Q.). Grâce aux recherches dans le domaine des produits farestiers, les déchets d'autrefois (souches, cimes, sciures et copeaux) sont aujourathui transformés en excellents matériaux de construction.





Père et fils moissonnent l'avoine qui sera emmagasinée sur place et donnée au bétail durant l'hiver. La polyculture, qui produit des céréales pour l'alimentation de petits troupeaux de bovins laitiers ou de boucherie et de petites basses-cours, prédomine encore dans la plupart des régions agricoles du Canada.

Agriculture

L'agriculture est encore la principale industrie primaire au Canada et, de la prospérité du cultivateur, surtout dans les régions principalement agricoles des Prairies, dépend la propsérité des autres secteurs de l'économie.

Cependant, en fait d'emploi, l'agriculture le cède de plus en plus à la fabrication. Le nombre de personnes gaguant leur vie dans les fermes a diminué de 1,364,000 en 1939 à 889,000 en 1954. Ce qui ne veut pas dire que la production agricole ait diminué de même. La spécialisation et la mécanisation très poussée des travaux permettent maintenant de produire plus avec moins de travail manuel. La moisson, particulièrement rlans les immenses fermes des Prairies, où elle requérait il y a peu de temps encore des milliers de travailleurs saisonniers, peut maintenant se faire avec beaucoup moins d'ouvriers. On ne trouve guère au Canada de fermes de toute grandeur ou de tout genre qui ne soient pourvues de quelque outillage mécanique permettant d'en augmenter la productivité. L'accroissement de la population et la hausse du revenu en général créent une demande sans cesse accrue d'aliments de plus en plus variés et revêtant des formes nouvelles. A cette demande répondent l'industrie primaire de l'agriculture ainsi que les industries de traitement et de distribution. En 1953, 22.7 p. 100 des matières premières utilisées dans la fabrication au Canada venaient des fermes canadiennes.

Le Canada subvient à presque tous ses besoins alimentaires. Les fruits des climats plus chauds, de même que le sucre de canne, le café, le thé et les épices et certains légumes hors-saison sont importés; quant au reste, le pays se suffit en grande partie. Terre-Neuve est la seule province où l'agriculture compte moins. Les variations fréquentes du climat et les différences de sol au Canada facilitent en général la production d'une grande variété de produits agricoles. Dans la plupart des provinces, c'est la polyculture qui est surtout pratiquée, mais, même dans les régions spécialisées dans certaines cultures, la polyculture existe encore. Elle produit d'habitude une ou plusieurs espèces de céréales fourragères servant à l'alimentation des petits troupeaux laitiers ou des animaux de boucherie et des petites basses-cours. Les bestiaux broutent les pâturages l'été et, en hiver, se nourrissent (outre le grain) de foin et d'autres fourrages cultivés et engrangés sur place.

L'agriculture au Canada a débuté sous cette forme. Louis Hébert, premier agriculteur établi au Canada, avait une ferme "mixte". En 1617, il défricha et cultiva un terrain sur l'emplacement actuel de la ville de Québec; il fit pousser des céréales, des citrouilles et des fèves, et éleva des animaux originaires de France. Dans l'est du Canada en général, à mesure que les colons abattaient la forêt, les bestiaux allaient paître parmi les souches tandis qu'on poursuivait le défrichage pour semer le blé, les céréales fourragères et le foin. Plus tard, quand le cultivateur devint moins isolé et moins soumis au seul travail de ses mains pour répondre à tous ses besoins, quand les transports eurent donné accès à des marchés plus éloignés, il s'adonna à la culture spécialisée la plus appropriée à la région qu'il habitait.

AGRICULTURE 15

La première spécialisation se pratiqua peut-être à la baie de Fundy, en Nouvelle-Écosse: on y planta des arbres fruitiers et, dans le voisinage des villes, on y cultiva des légumes comme cultures spéciales.

La spécialisation fut très lente dans les Maritimes et le Québec et aussi, jusqu'à un certain point, en Ontario. Mais, dans les Prairies, la culture spécialisée apparut avec la colonisation. Les Prairies n'avaient qu'à être défoncées, hersées et ensemencées pour donner en abondance du blé et d'autres céréales. Les terres étaient relativement peu coûteuses, d'immenses étendues pouvaient être exploitées par un seul cultivateur, aidé au temps des récoltes, qui n'avait pas à s'occuper de bestiaux.

L'introduction au cours des dernières années de l'équipement motorisé a intensifié la spécialisation, parce qu'il faut moins de machines pour produire un ou deux genres de cultures ou de bestiaux et qu'une production plus considérable par ferme réduit les frais d'exploitation. En outre, pour assurer la qualité que le consommateur exige il faut des connaissances spécialisées, et il est plus simple d'acquérir la compétence nécessaire à la culture d'un ou deux produits d'excellente qualité que d'une demi-douzaine.

Il va sans dire que la spécialisation est plus ou moins poussée. A cause des aléas du climat et de l'instabilité du marché, peu de cultivateurs s'en remettent à une unique source de revenu. Dans les régions sèches des Prairies, le blé est la principale culture mais, ailleurs, le blé fait place à l'avoine, à l'orge ou au lin; là où la culture fourragère est possible, on pratique l'élevage. Le long des rivières du sud de l'Alberta et du sud-ouest de la Saskatchewan, plus d'un million d'acres de terre sont irriguées ou le seront très prochainement. De 30,000 à 40,000 acres de betteraves à sucre y sont récoltées et les conserveries et établissements de congélation de la région absorbent de plus en plus de légumes, dont les pois et le maïs sucré. Les cultures de légumineuses comme semence ou fourrage et le blé d'hiver ont aussi de l'importance. Des grandes étendues des contreforts et des plateaux des Rocheuses sont pâturées par le gros bétail ou les moutons qui sont aussi élevés en plaine. Les cultivateurs qui ont des terres sèches avoisinant un ouvrage d'irrigation gardent leurs animaux pour les engraisser avec les sousproduits des cultures irriguées. Des cultures spéciales oléagineuses, (tournesol, graine de colza, graine de lin et carthame) sont pratiquées en divers endroits des Prairies.

La région agricole la plus importante de l'Ontario se trouve dans le triangle délimité par le lac Huron et les lacs Érié et Ontario. Cette région est la plus méridionale du Canada. Son extrémité sud est à la même latitude que le nord de la Californie et, de plus, son climat est soumis à l'influence modératrice des Grands lacs et permet une grande variété de cultures. La région se prête à plus d'une trentaine de cultures commerciales. Les plus importantes sont le maïs (semence hybride, fécule on fourrage), le soya pour l'huile et la farine, les fèves de grande culture, le blé et l'orge d'hiver, le tabac, les pommes de terre hâtives, les betteraves à sucre et les fruits comme les ponnnes, les pêches, les poires, les cerises et les raisins. Une foule de légumes sont cultivés tant pour le marché que pour les conserveries. La culture en serre chaude des légumes et des fleurs pour le commerce a aussi son importance. Cette partie du Canada est la plus populeuse et presque tous les produits de la ferme y sont consommés sur place, sauf le tabac et le fromage.

La région agricole fertile s'étend vers l'est le long du Saint-Laurent jusqu'à la ville de Québec. Les cultivateurs y vivent surtout de l'industrie laitière et, accessoirement, de l'élevage du porc à bacon, des volailles et des moutons. Certaines régions du Québec sont propices à la culture des fruits

et particulièrement des pommes, de certaines variétés de tabac, de la betterave à sucre et du lin. Aux alentours de Montréal et des autres centres urbains, la culture maraichère occupe une place importante. En outre, le Québec fournit près de 90 p. 400 de la production canadienne de produits de l'érable, dont la valeur annuelle varie de six à dix millions de dollars.

Les exploitants de fermes laitières, dont le principal revenu est tiré de la vente du lait et du surplus de la reproduction, se trouvent en général situés assez près des villes. Lorsque les distances sont plus grandes, l'industrie laitière s'accompagne de l'élevage du porc à bacon et des volailles et de la production de cultures commerciales (pommes de terre, céréales, etc.), selon le caractère de chaque région.

Les terrains plutôt acides des provinces de l'Atlantique (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve) sont très favorables à la pomme de terre. Dans la vallée de la rivière Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick et dans l'Île-du-Prince-Édouard, chaque ferme y consacre de vastes étendues, ce qui illustre très bien le progrès d'une culture spéciale dans une région où elle est particulièrement adaptée. Les agriculteurs de l'Île-du-Prince-Édouard se sont spécialisés à tel point dans la culture des pommes de terre de semence qu'environ 43,000 des 428,000 acres cultivées de la province lui sont affectées.

L'Île-du-Prince-Édouard a introduit un nouveau genre de ferme avec l'établissement, en 1887, de la première ferme d'élevage d'animaux à fourrure au Canada, une renardière. Les fermes à fourrures se sont répandues depuis dans toutes les provinces et, en 1938, leur nombre au Canada s'élevait à 10,454. La perte de marchés pendant la guerre en a réduit le nombre à 3,492 en 1950, mais le nombre d'animaux à fourrure a continué d'augmenter régulièrement, le vison remplaçant le renard comme espèce principale. Parmi les autres animaux élevés avec succès à l'heure actuelle, on compte le chinchilla, le raton laveur, la martre, le pékan, le putois et le myopotame.

La production de semence pure est également une culture spéciale pratiquée dans tout le Canada et dépendant de chaque endfoit. Presque



Des brebis et leurs petits paissent l'herbe sous le grand soleil du printemps. L'élevage du moutan est assez répandu dans les fermes herbagères du sud de l'Alberta et de la Colombie-Britannique ainsi que dans certaines sections de l'Ontario et du Québec.

toutes les semences nécessaires aux agriculteurs canadiens sont d'origine canadienne; les importations et les exportations sont à peu près égales. La Colombie-Britannique, à cause de ses hivers cléments, est la principale productrice de semences de légumes; elle se spécialise également dans la culture des fruits: pommes, poires, pêches, prunes et pruneaux, cerises, abricots, fraises, framboises, raisins et mûres de Logan. Les bulbes de fleurs et une petite superficie de gui pour le commerce de Noël figurent également parmi les spécialités.

Outre la polyculture et la culture spécialisée, il y en a une autre qui se répand dans cettaines régions: la culture "à temps partiel". Elle est pratiquée par des cultivateurs qui possèdent et exploitent une ferme, mais qui prennent du travail saisonnier dans d'autres industries et ne dépendent pas exclusivement du revenu de la ferme. La plupart vivent sur des petites terres qui leur fournissent la nourriture et, parfois, un petit surplus à vendre aux voisins ou sur le marché local. Dans les régions côtières et autour des grands lacs intérieurs, ces cultivateurs sont aussi pêcheurs. Dans les régions boisées, ils travaillent dans les chantiers d'abatage en hiver. L'expansion et la décentralisation des entreprises industrielles, la semaine de cinq jours et l'automobile permettent à un nombre croissant de cultivateurs de pratiquer certaines cultures tout en travaillant à la fabrique. La production de chacun est minime, mais l'ensemble contribue de façon importante à l'approvisionnement alimentaire du Canada.

Ce qui précède donne une idée de l'envergure et de la spécialisation de l'agriculture au Canada. La culture des céréales et des plantes fourragères et l'élevage des bestiaux sont sans contredit la principale source de revenu agricole.

Le gouvernement et l'agriculture

L'industrie agricole est des plus complexes et les gouvernements fédéral et provinciaux reconnaissent depuis longtemps les problèmes auxquels les agriculteurs ont à faire face. C'est pourquoi chaque gouvernement a établi un ministère afin d'aider l'agriculteur dans presque tous les domaines. Ces ministères, dotés de chercheurs, de techniciens et d'agents itinérants, travaillent tous en étroite collaboration. De plus, il faut veiller à ce que les produits alementaires soient propres à la consommation hunaine et leur qualité conforme aux normes établies. Le besoin s'en fait particulièrement sentir dans le cas de nombreux produits comme la viande, les laitages et les conserves qui exigent une longue manipulation avant d'être prêts pour le marché. La normalisation s'impose aussi dans le cas des produits non alimentaires comme les semences, la nourriture pour bestiaux et plusieurs produits d'usage industriel. De même, certaines fournitures, comme les engrais, les insecticides et autres, doivent être réglementées.

Le travail du ministère fédéral de l'Agriculture peut se diviser en cinq grandes sections: recherche et expérimentation; production et protection des cultures et des animaux; commercialisation, classement et inspection; stabilisation des prix; asséchement et mise en valeur.

Recherche et expérimentation.—La recherche et l'expérimentation portent sur presque tous les problèmes techniques que posent la production et la vente et sur les problèmes relatifs au traitement, à la salaison, à l'entreposage et à la distribution des produits agricoles.

Pour accomplir cette tâche aussi grande que variée, le ministère fédéral de l'Agriculture maintient dans tout le pays un réseau de fermes expérimentales et de laboratoires situés là où ils peuvent le mieux servir les besoins

La pratique de l'agriculture à temps partiel se répand de plus en plus, grâce à la décentralisation de l'industrie, à la semaine de travail plus courte, à l'équipement motorisé et aux moyens de transport plus rapides.



Voici un cultivateur qui s'occupe de sa ferme le soir et en fin de semaine et qui, le jour, a un emploi au réfectaire d'une usine dans une ville voisine.

d'une foule d'entreprises agricoles et de zones particulières de sol et de climat. Le travail est coordonné par le Service des fermes expérimentales et le Service des sciences, à Ottawa, où des recherches se poursuivent sans relâche. Parmi les résultats les plus connus des recherches du ministère, il y a la création de plusieurs nouvelles variétés de grandes cultures et de plantes de jardin, la découverte de méthodes de répression des parasites et des maladies et l'acquisition de données sur la fertilité du sol qui ont amélioré la production et réduit les frais. Les découvertes dans le domaine des épizooties comprennent des vaccins et autres moyens de défense qui ont contribué sensiblement au bon état de santé des bestiaux et de la volaille.

Un aspect important et souvent méconnu du travail de recherche, c'est qu'il doit être continu, car de nouveaux problèmes surgissent sans cesse; en réalité, la solution d'un problème en entraîne souvent d'autres. On en trouve un exemple dans les travaux sur les céréales, qui ont ouvert l'Ouest canadien. Lorsque l'homme commença à cultiver les céréales, les maladies des plantes causaient sans donte peu de rayages. Au cours des années, grâce à la sélection et à l'hybridation, des espèces ou variétés supérieures ont été créées, mieux adaptées aux multiples conditions très différentes de climat et de sol. Aujourd'hui, ces variétés sont cultivées en divers lieux dans le monde et des millions de boisseaux sont récoltés chaque année. Entre temps, les maladies, d'abord considérées comme anodines, ont pris de l'ampleur et causé des pertes énormes, sauf là où elles sont connues et où l'on prend des mesures pour les enraver. L'agriculteur, pour lutter contre la carie du blé, n'a qu'à traiter la semence au fongicide avant de la mettre en terre. Il n'existe qu'une méthode pratique de lutte contre la rouille des céréales, qui de temps à autre menace une grande partie de la récolte de blé au Canada, et c'est de produire des variétés résistantes. La reproduction et l'essai de ces variétés sont tellement scientifiques et complexes que les services officiels ont dû s'en charger.

Il existe quelque cinq millions d'acres consacrées au blé au Manitoba et dans le sud-est de la Saskarchewan qui ne pourraient probablement pas donner de récolte profitable à moins qu'on y sème des variétés résistantes à la rouille. En 1904 et 1916 et ensuite presque tous les ans jusqu'en 1938, la rouille a cansé de lourdes pertes. La recherche d'une variété résistante a commencé activement en 1925. A partir de 1938, lorsqu'on disposa d'assez de semence des premières variétés résistantes pour ensemencer d'immenses superficies, jusqu'en 1950, alors que ces variétés subirent l'attaque de nouvelles races de rouille, 40 millions de boisseaux de blé ont été épargnés chaque année. Après 1950, les nouvelles races se sont multipliées rapidement et, en 1954, une épidémie a détruit environ 135 millions de boisseaux. Actuellement, une nouvelle variété résistante, nommée Selkirk, a été découverte et les pertes, en 1955, se sont limitées aux variétés susceptibles. Les spécialistes sont en éveil et produisent sans cesse des variétés nouvelles pour combattre les diverses races de rouille susceptibles de devenir épidémiques dans l'avenir.

Production et protection des cultures et des animaux.—La Division de l'hygiène vétérinaire et celle de la protection des végéraux luttent contre l'introduction des maladies et des insectes et accomplissent heaucoup de travaux d'expérimentation et de contrôle afin de prévenir la contagion. La lutre contre la tuberculose et plusieurs autres épizooties est bien caractéristique de l'œuvre de ces divisions. Plus de la moitié des bovins se trouvent dans les zones accréditées, c'est-à-dire des zones où pas plus de ½ p. 100 des animaux étaient atteints lors de la dernière enquête sur la tuberculose. Un peu plus de la moitié des autres bovins se trouvent dans des zones éprouvées non encore accréditées ou dont l'accréditation est expirée. Une fois tous les animaux examinés et les tuberculeux supprimés, un second examen permettra probablement de faire du pays tout entier une zone accréditée. Tous les animaux de boucherie sont examinés par un vétérinaire avant et après l'abatage et des règlements régissent les méthodes et les conditions d'hygiène des conserveries de viande et autres produits.

Il est aussi fort important d'encourager la production de semences et de bestiaux de race certifiés et enregistrés. La certification porte sur l'enregistrement et la distribution. On maintient des normes largement acceptées



dans d'autres pays. Un autre genre d'activité est l'application des lois visant la vente des aliments pour animaux, des fertilisants, des parasiticides et de plusieurs autres fournitures agricoles.

Commercialisation, classement et inspection. En ce qui concerne la commercialisation, l'activité consiste en général, à établir et à imposer des normes nationales pour les produits animaux, laitiers et avicoles, les conserves et plusieurs fruits et léguntes. Ces normes sont appliquées grâce au classement ou à l'inspection des denrées entrant dans le commerce interprovincial ou d'exportation. D'accord et en collaboration avec les autorités provinciales, plusieurs denrées produites dans les provinces sont inspectées et classées. (Pour renseignements sur les coopératives, voir p. 240.)

Stabilité des prix. Le Canada, comme la plupart des pays agricoles, applique des mesures destinées à stabiliser les prix du marché. En vertu

AGRICULTURE 157



Barrage d'emmagasinage de la région de Lethbridge, dans le sud de l'Alberta. L'irrigation transforme de vastes étendues autrefois arides en terres agricoles très fertiles.

de la loi sur le soutien des prix agricoles de 1944, l'État peut stabiliser le prix de tout produit agricole (sauf le blé, objet d'un traitement spécial) par l'achat direct ou en souscrivant le marché par des garanties ou des paiements d'appoint. La loi a servi à stabiliser le prix des produits tels que le beurre et les oufs qui subissent des fluctuations de prix saisonnières assez violentes. La loi intervient également en cas de surplus provisoires. Les cultivateurs qui écoulent leurs produits par le canal des coopératives ont droit à des secours en vertu de la loi sur la vente coopérative des produits agricoles. Depuis 1939, la loi a aidé les fermiers à mettre en commun la recette provenant de la vente de leurs produits en leur garantissant un paiement initial.

Une autre mesure très importante concernant la stabilisation des prix est la loi de 1949 sur l'organisation du marché des produits agricoles. Certains gouvernements provinciaux ont établi une commission chargée de surveiller ou de réglementer la production et l'écoulement des produits agricoles dans la province. En vertu de la loi fédérale, toute loi, on partie de loi, provinciale relative à la commercialisation peut s'appliquer de même façon à l'écoulement des produits agricoles hors de la province et du pays. La loi de 1939 sur l'assistance à l'agriculture des Prairies assure également une aide financière aux cultivateurs des provinces des Prairies dont la récolte est partiellement ou totalement nulle aux années de sécheresse.

Asséchement et mise en valeur.—Depuis plusieurs années, l'État aide financièrement à la mise en valeur du sol et des ressources hydrauliques, en vertu de la loi de 1935 sur le rétablissement agricole des Prairies. La loi est de portée assez vaste pour répondre aux problèmes de rétablissement et assez souple pour permettre l'adoption, d'accord avec la province, la municipalité ou le cultivateur, de programmes à moyen et à long termes. Les premiers comprennent des travaux pour empêcher l'érosion de bonnes terres, des aménagements hydrauliques pour les petites fermes, des ouvrages d'irrigation par retenue des eaux d'un bassin hydrographique pour la production fourragère et des pâturages communautaires. Les aménagements hydrauliques pour les petites fermes comprennent des fosses-réservoirs, pour l'abreuvement des animaux et l'irrigation particulière de la ferme, avec l'aide technique et financière qu'accorde la loi à concurrence du tiers

158 CANADA 1956

des frais. Les programmes à long terme exigent de longues années de préparation. Les relevés techniques n'en sont qu'une partie car il fant aussi étudier le sol, les réserves hydrauliques, le climat et toutes les autres questions relatives au terrain et aux habitants. Parmi ces entreprises, il y a le barrage de la rivière Sainte-Marie terminé en 1951; c'est un maître ouvrage qui fournit de l'eau, au besoin, à quelque 500,000 acres de terre fertile dans le sud de l'Alberta. Il convient aussi de mentionner le rétablissement des terres marécageuses de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, où l'État, en collaboration avec les deux provinces, a entrepris de préserver et, dans certains cas, de restaurer la productivité de riches terres cultivables menacées par la mer dans la baie de Fundy. Des travaux ont aussi été exécutés dans l'He-du-Prince-Édouard.

Crédit agricole. Le gouvernement fédéral a prévu l'octroi de crédit aux agriculteurs en vertu de deux lois. La loi sur le prêt agricole canadien prévoit des prêts hypothécaires agricoles à court et à long termes, et la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles vise à fournir aux cultivateurs des prêts à court ou moyen terme pour leur permettre d'équiper, d'améliorer et de développer leur ferme.

• Statistique de l'agriculture Revenu de l'agriculture

Le revenu net des exploitants agricoles du Canada a diminué chaque année depuis le sommet de \$2,154,500,000 atreint en 1951. En 1954, il a été de \$1,125,641,000, chiffre très inférieur à la moyenne d'après-guerre (1946-1953) de \$1,611,600,000. Les récoltes médiocres de l'Ouest ont été

Canalisation d'arrosage d'un champ de 200 acres dans l'intérieur semi-aride du sud de la Colombie-Britannique.





Pour approvisionner le marché hors de saison, on cultive des tomates dans des serres équipées de réchauffeurs électriques.

ki principale canse de la baisse de 33 p. 100 en 1954 par rapport à 1953. La diminution de 19 p. 100 du revenu brut a beaucoup plus que contrebalancé la réduction de 2 p. 100 des frais d'exploitation et de dépréciation.

Revenu net de l'agriculture, 1951-1954

	Détail	1951	1952	1953	1954
-			(milliers d	le dollars)	
2.	Receites. Revenu en nature	2,816,461 408,643 -353,379	2,849,310 413,496 237,742	2,776,003 400,445 50,263	2,377,834 391,986 -145,088
4.	Revenu brut (1 + 2 + 3)	3,578,453	3,500,548	3,226,711	2,624,732
5.	Frais d'exploitation et de dépréciation	1,434,282	1,582,206	1,528,678	1,501,518
	Revenu net, sans les paiements sup- plémentaires (4 - 5) Paiements supplémentaires	2,144,171 10,356	1,918,342 5,131	1,698,033 1,572	1,123,214 2,427
8.	Revenu net de l'agriculture	2,154,527	1,923,473	1,699,605	1,125,641

Les recettes de l'agriculture sont évidemment la source la plus importante du revenu agricole net et représentent le produit des ventes directes durant l'année ainsi que les paiements de participation sur les céréales de l'année précédente. Les recettes ont été estimées en 1954 à \$2,377,834,000, soit 14 p. 100 de moins que le total de 1953 et 16 p. 100 de moins que le chiffre record de 1952. Presque toute la réduction, intervenue dans les provinces des Prairies, découlait de la mévente des céréales, surtout du blé, et de la baisse du blé et de l'orge.

160 CANADA 1956

Recettes de l'agriculture, par province, 1952-1954

(En milliers de dollars)

Province	1952	du total	1953	du total	1954	% du total
Île-du-Prince-Édouard Nouvelle Écosse Nouveau-Brunswick Québec Ontario Manitoba Saskat chewan Alberta Colombie-Britannique.	31,998 40,207 53,445 417,377 736,887 249,634 740,738 505,070 103,954	1 · 1 1 · 4 1 · 9 14 · 6 25 · 9 8 · 8 24 · 9 17 · 7 3 · 7	22,832 41,319 46,141 393,251 718,862 220,038 742,236 486,475 104,849	0·8 1·5 1·7 14·2 25·9 7·9 26·7 17·5 3·8	24,031 43,017 48,419 407,947 704,544 186,508 472,297 385,694 105,377	1 · 0 1 · 8 2 · 0 17 · 2 29 · 6 7 · 9 19 · 9 46 · 2 4 · 4
Total	2,849,310	100-0	2,776,003	100-0	2,377,834	100 0

Recettes de l'agriculture, selon la source, 1954

(En milliers de dollars)

Source	Revenu monétaire	Source	Revenu monétaire
Grains, graines et foin Légumes et autres grandes cultures Bestiaux. Produits laitiers. Fruits.	841,535 426,188	Produits divers Produits forestiers. Élevage d'animanx à fourrure	44,634 83,336 12,192
(Enfs, laine, miel et produits de l'érable		Total	2,377,834

Les recettes provenant de la vente du blé sont tombées de \$654,100,000 en 1953 à \$332,600,000 en 1954. Les livraisons des cultivateurs durant l'année ont été d'environ 288 millions de boisseaux, à peine plus de la moitié

Le logement du bétail tend à délaisser les bâtiments classiques dans l'Est canadien. Des étables ouvertes et munies de dispositifs mécaniques de nourrissage réduisent les frais d'exploitation, épargnent du temps et assurent un troupeau plus sain.





Chaque éleve note ses observations à l'occasion d'un concours où il s'aqui de del moner la noture du sal d'une ferme de l'Ontario.

du chiffre de 1953. Le prix du blé a aussi été inférieur à celui de 1953 et les paiements de participation ont été réduits de \$125,400,000 à \$97,400,000. Les ventes moindres d'avoine et d'orge et la baisse de l'orge ont beaucoup diminué les recettes de la vente de céréales secondaires et les paiements de participation pour ces deux catégories de céréales ont également été réduits. Le seigle, le mais, les pommes de terre, les légumes et la betterave à sucre, ont moins rapporté, mais la graine de lin, le foin, le tabac et la graine de trèfle d'herbe ont rapporté un peu plus.

Les ventes plus considérables de toutes les classes de bestiaux et la hausse du porc ont augmenté les recettes des ventes de bestiaux de 7 p. 100 par rapport à 1953. Le revenu des laitages a touché un sommet de \$426,200,000 l'augmentation de la production ayant plus que contre-balancé la réduction des prix. Toutefois, les ventes plus considérables d'œufs n'ont pas contre-balancé les prix sensiblement inférieurs et les recettes ont diminué de \$136,000,000 en 1953 à \$112,200,000. D'autre part, la vente de viande de volaille (\$136,500,000) a rapporté un peu plus qu'en 1953.

La valeur des changements de stocks agricoles en fin d'année a accusé une réduction prononcée. Le nombre de bestiaux a continué d'augmenter durant l'année, mais leur valeur a été plus qu'annulée par les stocks très inférieurs de céréales dans les fermes à la fin de l'année. Les frais d'exploitation agricole ont été inférieurs d'environ 2 p. 100 par rapport à 1953 et de 5 p. 100 par rapport au sommet atteint en 1952. La diminution des récoltes de céréales des Prairies a réduit les paiements de métayage, ce qui a ahaissé le loyer agricole brut de près de 41 p. 100. Les frais de main-d'œuvre ont diminué de 8 p. 100, surtout parce que les salaires payés durant l'année

étaient moins élevés. La diminution de 3 p. 100 des dépenses d'engrais tient aux quantités moindres employées. Les expéditions de nourriture préparée pour les animaux et la volaille et la migration des grains de l'Ouest en vertu de l'Aide fédérale au transport ont été supérieures au niveau de 1953 et, malgré la réduction des prix, le coût total de la nourriture et des semences achetées par les cultivateurs a été de 3 p. 100 plus élevé qu'en 1953.

Estimations pour 1955.—Les estimations provisoires indiquent que les recettes de l'agriculture en 1955 ne différeront guère de celles de 1954. Cependant, si l'on tient compte de la valeur fort accrue des changements de stocks en fin d'année et de la légère augmentation des frais d'exploitation et de dépréciation, le revenu net pour 1955 devrait être supérieur. On prévoit que le produit des ventes de blé sera supérieur à celui de 1954 par suite d'une augmentation des livraisons. Les ventes de bestiaux, particulièrement de porcs, seront aussi plus élevées. Le prix des blêtes à cornes demeurera à peu près le même, mais la moyenne du prix du porc sera beaucoup plus basse, de sorte que le revenu provenant des ventes de bestiaux peut ne pas varier sensiblement au regard de 1954. Des paiements de métayage plus élevés découlant des récoltes très supérieures de céréales en 1955 augmenteront les frais; en outre, à cause de la récolte abondante et du report considérable de grains commerciaux gardés dans les fermes, les stocks en fin d'année seront sensiblement supérieurs.



Grandes cultures

Les semailles ont retardé un peu dans plusieurs parties du pays en 1955, mais l'été et l'autonine ont été généralement l'avorables à la croissance et au développement des cultures. Le rendement moven à l'acre de toutes les vingt et une grandes cultures sauf quatre (sarrasin, pois secs, graine de colza et plantes-racines) a égalé ou dépassé celui de 1954. La production estimative a été plus élevée qu'en 1954 pour toutes les cultures, sauf le blé d'hiver, le seigle d'autonne, le sarrasin, les pois secs, les plantesracines et la betterave à

sucre; la production a aussi dépassé la moyenne de dix ans (1945-1954) pour la plupart des cultures importantes. La production a atteint en 1955 un chiffre sans précédent quant au maïs à grain, à la fève de soya et à la graine de moutarde et presque sans précédent dans le cas de la graine de lin, des céréales mélangées et de la graine de colza.

Les ventes totales des cinq principales céréales de l'Ouest en 1954-1955 se sont chiffrées par 524,600,000 boisseaux contre 608,300,000 en 1953-1954 et une moyenne de 558,100,000 pour la décennie (1943-1944 1952-1953). L'ensemble des exportations des cinq céréales, y compris l'équivalent en grains de la farine de blé et de seigle, de l'avoine roulée et de la farine d'avoine,

AGRICULTURE 163

a été de 366,900,000 boisseaux au regard de 437,800,000 en 1953-1954 et une moyenne de 381,700,000 pour les dix ans. A cause surtout de la récolte moins abondante de 1954, les stocks réunis des cinq principales céréales en toutes situations le 13 juillet 1955 étaient estimés à 694,900,000 boisseaux on 22 p. 100 de moins que le chiffre record de 895,200,000 boisseaux l'année précédente, mais 91 p. 100 de plus que la moyenne de 363,700,000 pour les dix ans. Toutefois, la production plus considérable en 1955, sauf pour le seigle, assure des approxisionnements supérieurs pour la campagne 1955-1956. Voici le chiffre estimatif de tous les stocks des cinq principales céréales pour 1955-1956, y compris le report du 31 juillet 1955 et la production de 1955, en millions de boisseaux (chiffres de 1954-1955 entre parenthèses): blé, 993,800,000 (910,800,000); avoine, 487,800,000 (432,600,000); orge, 343,300,000 (321,400,000); seigle, 33,200,000 (33,500,000); et graine de lin, 22,700,000 (13,800,000).

Plus de 90 p. 100 de la récolte de 1955 de blé rouge dur de printemps de l'Ouest doit se classer nº 1 à 4 du Nord. La teneur moyenne en protéine de la récolte était de 13·0 p. 100 ou 0·4 p. 100 de plus qu'en 1954. Compte tenu du blé de basse qualité de la campagne de 1954 encore disponible, le Canada est en mesure de fournir au marché toutes les classes de blé à froment et à bétail durant la campagne 1955-1956.

La question de l'entreposage et de la manutention est demeurée difficile à cause des approvisionnements exceptionnels au Canada et de la demande étrangère en baisse. La Commission canadienne du blé a dû se tenir en éveil afin d'assuer des approvisionnements suffisants des diverses classes au bon moment et au bon endroit pour tenir ses engagements domestiques et internationaux. La Commission a aussi veillé à permettre, aussi équitablement que possible, à tous les producteurs de l'Ouest de la "zone désignée" de livrer des céréales.

Le programme des contingents initial* et général† de livraisons en 1955-1956 demeure essentiellement le même qu'en 1954-1955. A la fin de la campagne de 1954-1955, le contingent général était de 8 boisseaux pour toutes les stations, sauf 28 qui étaient (ermées; la situation de l'entreposage demeurant très difficile, il a fallu maintenir ce contingent (à l'égard des céréales de la campagne précédente) jusqu'en novembre de la nouvelle campagne. Le 28 décembre 1955, le contingent général de 842 points de livraison sur 2,080 était de 1 boisseau; il était de 2 boisseaux pour 321 points et de 3

[†] Le contingent général se fonde sur tant de boisseaux par acre "spérifié", l'acréage spécifié étant la superficie de chaque détenteur de permis ensemencée de blé (autre que dur), d'avoine, d'orge ou de seigle, plus ses jachères de 1955.



L'égrenage et le séchage du mais se font automatiquement. Avant de mettre le mais dans le séchoir, on en détermine la teneur en humidité à l'aide d'un appareil électronique.

^{*} Le confingent initial comprend 100 unités équivalant chacune à 3 boiss, de blé, 8 boiss, d'avoine, 5 boiss, d'orge ou 5 boiss, d'avoine,

Le mais est une culture presque exclusive à l'Ontario qui en 1954 en a récolté 22 millions de boisseaux (13 millions de dollars). Très recherché sous farme de conserve, il est aussi consommé comme céréale de table et comme nourriture des animaux. On en foit également du sirop, de l'amidon, du papier, des textiles, de l'huile de cuisine et même des antibiotiques.



bois caux pair 92. En outre, le contingent initial valuit encore pour \$14 points. Environ 11 stations étaient fermees. La Wheat Review (mensuelle) et le Coarse Grains Quarterly du B.F.S. renferment des détails sur l'application du contingentement.

Superficie, rendement et production estimatifs des principales grandes cultures 1954 et 1955

	I Some	er ficie	Rendement	1 11. 1		
Culture	. 512 4.0	at the sec	à l'acre	f.lin1	Production	
	1954	1 1955	1954 1955¤	1954	1955p	
	(ac	cres)	(boisseaux)	(boiss	seaux)	
Tout blé	7.10 000		34.0 34.3	24,140,000	494,090,000	
Blé de printemps 1		20,922,400			474, 127,000	
Avoine à grain	7.855.900	11,178,000 9,912,300	22.3 25.4	175,500,000	403,835,000 251,781,000	
Tout seigle	673,500	500.700	17.7 19.0	14,176,000	11,301,000	
Graine de lin	1,206,000	1,988,400	9-3 10-8	2,254,000 11,238,000	21,498,000	
Mals à grain	1,632,600 418,000 130,500	507,000	53-4 62-1	61,454,000 22,339,000 2,316,000	31,510,000	
Pols secs. Haricots secs.	50,000 72,500	45,200	17-6 15-2	880,000 1,027,700	686,000	
Fève soya Pommes de terre	254,000 299,700	214,000	19-5 26-4	4,953,000 51,783,000	5,650,000	
Graine de moutarde	66.800	78.500	livres livres 415 673	livres 27,733,000	livres 52,840,000	
Graine de colza	40,000	136,200	722 410	28,900,000 14,000,000	55,780,000 14,400,000	
Foin cultivé	10,802,000	11,055,000	tonnes tonnes 1.81).81		tonnes	
Mais fourrager	355,500 42,800			2,978,100	3,243,400	
Betterave à sucre	90,453	81,938	11-10 11-39	1,003,869		

 $^{^{1}}$ Comprend des quantités relativement faibles de blé d'hiver dans toutes les provinces, sant l'Ontario.



ouvrières. 200 conterverie grende examinent antarienne thinque graine. Loc conomes de la conwerie choisissent euxles variétés manar speciales que cultiveront des producteurs à forfait.

Commercialisation du blé.—La situation de l'entreposage commercial des céréales est demeurée très tendue en 1954-1955. Vu le peu d'espace disponible dans les élévateurs régionaux, les livraisons des agriculteurs de l'Ouest en 1954-1955 se sont chiffrées par 319 millions de boisseaux contre 397 millions l'année précédente et une moyenne de dix ans (1943-1944—1952-1953) de 347,200,000.

Les exportations de blé et de farine (exprimée en blé) en 1954-1955 se sont élevées à 251,900,000 boisseaux, soit environ 1 p. 100 de mains qu'en 1953-1954 (255,100,000), mais beaucoup plus que la moyenne de 182,500,000 d'avant-guerre (1935-1936—1939-1940). Le total des exportations de 1954-1955 comprenait 211,300,000 boisseaux et de la farine équivalant à 40,600,000 boisseaux de blé. La disparition domestique totale (commercialisation et autoconsommation) est passée de 140,800,000 boisseaux en 1953-1954 à 159,100,000 en 1954-1955, soit à peine un peu moins qu'en 1943-1944—1947-1948 (163,600,000) mais beaucoup plus que la moyenne de 114,600,000 d'avant-guerre (1935-1936—1939-1940). L'accroissement de la consommation domestique tient surtout à la forte augmentation de la quantité donnée aux bestiaux.

La campagne agricole 1954-1955 a coïncidé avec la 2º année du présent Accord international de trois ans au sujet du blé. Le Canada, qui avait un contingent d'exportation de 152,300,000 boisseaux en 1954-1955, a vendu 109,200,000 boisseaux de blé. Sculement 16 des 44 pays importateurs participants n'ont pas acheté de blé ou de farine de blé du Canada. La République fédérale d'Allemagne en a acheté 21,400,000 boisseaux, le Japon 15,800,000, la Belgique 15 millions et les Pays-Bas 10,800,000. La majeure partie du commerce de blé du Canada en 1954-1955 a porté sur la catégorie II, c'est-à-dire le blé exporté indépendamment de l'Accord. Le principal marché de cette catégorie a été le Royaume-Uni qui en a acheté quelque 89,200,000 boisseaux et aussi de la farine équivalant à 12,600,000 boisseaux. En somme, 251,900,000 boisseaux de blé et farine de blé sont allés à 86 pays, colonies ou territoires durant la campagne.

En 1954-1955, le blé (sauf le blé dur) s'est vemlu au Canada au même prix dans le cadre de l'Accord. Le dur coûtait 10c, de plus le boisseau. Les prix de la catégorie II pour toutes les qualités de blé (sauf le dur) étaient les mêmes que ceux de l'Accord et du marché domestique. Pendant toute la saison, le dur de la catégorie II s'est vendu beaucoup plus cher que le dur vendu dans le cadre de l'Accord ou sur le marché intérieur. Le blé n° 1 du Nord (Fort-William—Port-Arthur) vendu comme blé de la catégorie II dans le cadre de l'Accord et sur le marché intérieur a commandé en moyenne \$1.69\(\frac{7}{8} \) le boisseau durant le mois d'août 1954, mais \$1.70 durant juillet 1955, dernier mois de la campagne. Le 3 janvier 1956, le cours correspondant était à \$1.71\(\frac{7}{8} \).

La commercialisation du blé de l'Ouest durant la campagne 1954-1955 à encore été dirigée par la Commission du blé dans le cadre d'un pool d'un an; le paiement initial a été de \$1.40 le boisseau pour le n° 1 du Nord à Fort-William—Port-Arthur ou Vancouver. Le paiement initial pour le blé dur ambré n° 1 O.C. a de nouveau été de \$1.50 le boisseau. Aucun paiement d'appoint ou final n'a encore été annoncé (4 janvier 1950) pour le pool de 1954-1955. Toutefois, le 6 novembre 1954, un paiement provisoire de 10c. le boisseau a été annoncé pour toutes les livraisons du pool de 1953-1954, sauf certaines variétés particulières qui ne s'étaient pas encore assez vendums pour motiver un paiement provisoire. Le paiement final du pool de 1953-1954 a été annoncé le 16 mai 1955, soit une moyeune de 6·394c, pour les 308 millions de boisseaux livrés. Le prix net, y compris la retenue de l'Assistance à l'agriculture des Prairies, réalisé par les producteurs en 1953-1954 pour le blé n° 1 du Nord (Fort-William—Port-Arthur ou Vancouver) a été de \$1.56426 le boisseau (\$1.81871 en 1952-1953).

La commercialisation du blé, de l'avoine et de l'orge de l'Ouest canadien, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, relève exclusivement de la Commission du blé. La Commission fonctionne depuis vingt ans et beaucoup de cultivateurs de l'Ouest, surtout ceux de la jeune génération, n'ont jamais livré de grains à d'autres intermédiaires.





Les agriculteurs de l'Îledu-Prince-Édou ard font une spécialité de la pomme de terre. Sur les 428,000 acres cultivées dans la province, environ 43,000 y sont consacrées.

Les prix établis pour la campagne 1955-1956 différent peu de ceux de 1954-1955. Le paiement initial du blé n° 1 du Nord est encore de \$1.40 le boisseau et, pour le blé dur ambré n° 1 O.C., de \$1.50. Cependant, à compter du 7 septembre 1955, le supplément de 10c. pour les blés durs vendus sur le marché dontestique a été supprimé. Les durs de la catégorie 11 ont continué de commander un prix beaucoup plus élevé que les prix domestiques ou ceux de l'Accord. Quant aux autres blés, les cours de l'Accord, du marché domestique et de la catégorie 11 sont les mêmes.

Le contingent canadien d'exportation pour la 3º année (1955-1956) de l'Accord international est de 153,100,000 boisseaux. Les prix maximum et minimum de \$2.05 et \$1.55 le hoisseau (en devises des États-Unis) demeurent les mêmes qu'en 1954-1955.

Production, importations et exportations de blé, années terminées le 31 juillet 1947-1956

NotA. La tarine de blé est exprimée en boisseaux de blé selon une moyenne uniforme de 41 boisseaux par barû de 196 livres de farine.

Années terminées le 31 juillet	Production (récolte de l'année précédente)	Importations de blé et de farine	Exportations de blé et de farine	Disparition domestique
		(milliers de	boisseaux)	
1947 1948 1949 1950 1951 1952 1953 1954 1955	411,601 338,506 381,413 366,028 466,490 553,646 701,922 613,962 308,909 494,090	16 825 289 4 12 18 17 457 178	239,421 194,982 232,329 225,137 240,961 355,825 385,527 255,081 251,909	159,65; 152,77 124,67, 131,10 148,53; 169,86, 150,40; 140,84; 159,10

Commercialisation des autres céréales.—Après le blé, ce sont l'orge et l'avoine qui se vendent le plus. Dans l'ouest du pays, ces deux céréales sont aujourd'hui obligatoirement commercialisées par des pools de campagne administrés par la Commission canadienne du blé. Comme pour le blé, les producteurs reçoivent un paiement initial selon la catégorie pour

l'avoine et l'orge au moment de la livraison, et des paiements supplémentaires selon les prix finalement obtenus par la Commission pour les diverses catégories. Les autres céréales, dont les plus importantes sont le seigle et le lin, se vendent librement dans l'Ouest canadien.

Dans l'Est, où la production commerciale des céréales n'a pas la même ampleur que dans les Prairies, la commercialisation est organisée sur une plus petite échelle. Néanmoins, il s'y trouve d'importants débouchés, particulièrement dans le sud-ouest de l'Ontario, pour certaines cultures comme le blé d'hiver, l'orge de brasserie, le soya, les haricots secs et le maïs égrené. Il existe des organisations de producteurs pour plusieurs de ces cultures "commerciales" et la plupart s'intéressent activement aux moyens collectifs d'entreposage et de commercialisation.

Au point de vue du volume, cependant, la vente de l'avoine et de l'orge de l'Ouest ne le cède qu'à celle du blé. Les paiements initiaux pour ces deux céréales étaient les mêmes en 1954-1955 que durant la campagne précédente, c'est-à-dire 65c. le boisseau d'avoine n° 2 O.C. et 96c. le boisseau d'orge a six rangs n° 3 O.C. (Fort-William—Port Arthur). Les paiements initiaux pour l'avoine et l'orge sont les mêmes en 1955-1956.

A compter du 21 mars 1955, le paiement initial pour l'avoine a été augmenté (avec effet rétroactif au 1^{er} août 1954) de 7c. le boisseau pour les livraisons au pool de 1954-1955. A compter du 14 mars 1955, celui de l'orge a été augmenté (avec effet rétroactif au 1^{er} août 1954) de 10c. le boisseau pour les livraisons au pool de 1954-1955.

Le paiement final à l'égard des 112,428,326 boisseaux d'orge livrés au pool de 1954-1955 s'est établi en moyenne à $5\cdot814c$, le boisseau, déduction



Toute la famille et les voisins sont de corvée pour la fenaison dans l'est du pays.

faite des frais de paiement et de la retenue de 1 p. 100 de l'Assistance à l'agriculture des Prairies. Le prix total (Fort-William—Port-Arthur) obtenu par les producteurs pour certaines classes représentatives, après déduction des frais de manutention aux élévateurs régionaux ou terminus, des frais d'administration de la Commission, etc., mais avant déduction de la retenue de 1 p. 100, a été de \$1.10501 le boisseau d'orge à six rangs n° 3 O.C., et de \$1.00653 le boisseau d'orge à bétail n° 1. Le paiement final à l'égard des 69,581,184 boisseaux d'avoine livrés au pool de 1954-1955 s'est établi en moyenne à 5+432c, le boisseau. Le prix total obtenu par les producteurs pour certaines classes représentatives, sur la même base que l'orge, a été de \$0.80742 le boisseau d'avoine n° 2 O.C. et de \$0.71351 le boisseau d'avoine à bétail n° 1.

Quelque 13,200,000 boisseaux de seigle et 8,800,000 boisseaux de lin ont été livrés au marché libre par les agriculteurs de l'Ouest canadien en 1954-1955.

Bétail

Le nombre de bovins dans les fermes le 1^{er} juin 1955 était estimé à 10,239,000 ou environ 3 p. 100 de plus qu'au 1^{er} juin 1954. Les vaches laitières ont angmenté de près de 2·5 p. 100. Les porcs ont continué d'augmenter en 1955, de 18 p. 100 sur 1954 et 24 p. 100 sur 1953. Le nombre de moutons et d'agneaux n'a guère changé du 1^{er} juin 1954 au 1^{er} juin 1955, mais le nombre de chevaux est tombé à 901,400, soit 92,000 de moins.

Bestiaux dans les fermes, par province, le 1er juin 1955

Province	Vaches laitières	Autres bovins	Porcs	Agneaux et moutons	Chevaux
Île-du-Prince-Édouard	47,300	77,700	61,000	39,700	16,000
Nouvelle-Écosse	90,000	115,000	36,000	97,000	19,400
Nouveau-Brunswick.	98,000	104,000	72,000	66,000	23,100
Québec	1,121,000	937,000	1,272,000	346,000	195,000
Ontario	1,058,000	2,008,000	1,840,000	413,000	155,000
Manitoba	201,000	473,000	408.000	57,000	82,000
Saskatchewan	280,100	1,170,EKRO	715,000	159,000	206,000
Alberta	315,000	1.770,000	1,620,000	460,000	176,000
ColBritannique	102,000	272,000	55,000	85,100	29,000
Total, 1955	3,312,300	6,926,700	6,079,000	1,722,700	901,400
1954	3,233,000	6,721,000	5,141,000	1,716,400	993,300

La migration des bovins vers les parcs à bestiaux et établissements de traitement a augmenté de 13·6 p. 100 sur 1953; les ventes de veaux ont augmenté de 10 p. 100, celles de moutons et d'agneaux, de 4 p. 100, et celles de porcs, de 1·6 p. 100. Le prix des bovins, bien qu'exceptionnellement stables, a été en moyenne un peu inférieur à celui de 1953. Les bouvillons jusqu'à 1,000 livres bons ont commandé en moyenne \$17.25 le cwt. (\$20.25 en 1953) et les communs, \$14.67 (\$15.53). D'autre part, malgré les ventes accrues, les porcs se sont vendus en moyenne 50c. de plus le cwt.

Les animaux de boucherie étaient en nombre suffisant et la consommation s'est maintenne à un niveau élevé, si bien que la consommation de bœuf par bouche a encore augmenté. La disparition de bœuf a atteint 72 livres par habitant en 1954, contre 64-5 en 1953 et 44-7 en 1952, mais le consommation de pore a continué à baisser, passant de 65-9 livres en 1952 et 55-0 en 1953 à 53-7 en 1954.

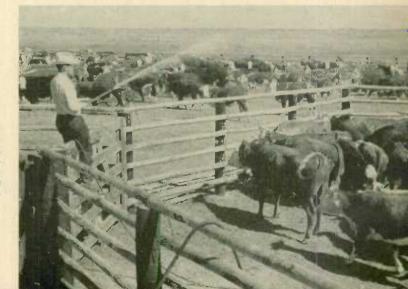
Commercialisation de bestiaux, par province, 1954

Province	Boyins	Veseux	Porcs	Agneaux et montons
Île-dn-Prince-Édouard. Nouvelle-Écosse. Nouvean-Brunswick. Québec. Ontario. Manitoba. Saskat chewan. Alberta. Colombie-Britannique.	8,750	2,466 3,751 21,651 292,392 266,672 87,814 104,077 132,496 10,966	82,413 20,951 40,768 898,581 1,790,032 336,015 421,601 1,476,349 32,291	14,532 9,466 17,443 148,920 174,265 43,689 45,343 122,725 26,834
Total, 1954	2,008,101 1,767,599	922,285 837,722	5,098,901 5,018,081	592,417 570,289

Production et consommation estimatives de viande, 1953 et 1954

DO: 1	1953 1984	1053 1054
Détail	Been	Vean
Animaux abatus (nombre) Animaux exportés (1,000 livres) Production de viande! (1,000 livres) Disparition domestique totale " Disparition par bouche (livres)	953,978 1,094,459	1,472,000 2,205 124,469 121,386 124,386 8-2 10-1
	Porc	Agneau et monton
Animaux abatlus	21,124 26,508 885,424 917,106 812,711 815,687	679,800 708,400 2,347 2,402 29,436 30,155 34,468 37,547 2+3 2+5
	1ssues	Viande en conserve
Production(1,000 livres) Disparition domestique totale Disparition par bouche(fivres)	81,393 89,372 75,325 80,316 5-1 5-3	56,249 84,061 5+7 5+7 5+7 5+7 5+7 5+7

l'Production venant d'animaux abattus au Canada, basée sur le poids froid habillé, sans les issues, et, dans le cas du porc, sans les matières grasses et les issues.



Arrosage du betail au DDI dans une ferme d'élevage de la Saskatch wan pour comhaitre la mouche a boeuts at les moutiques.

Industrie laitière

Lait. La production de lait en 1954 a été de 16,883,621,000 livres ou 3 p. 100 de plus qu'en 1953. D'après les déclarations des fabriques, les produits laitiers des dix premiers mois de 1955 équivalaient à 8,784,565,000 livres de lait, soit 59 p. 100 de toute la production laitière des dix mois (environ 15,000 millions de livres). La production de 1955, provisoirement estimée à 17,000 millions de livres, serait sans précédent.

Beurre.—La production de beurre en 1954 s'est chiffrée par 334,343,000 livres, soit la plus élevée depuis 1949. Le beurre de fabrique constitue, il va sans dire, le gros de la production. Le beurre de ferme ces dernières années est tombé très bas, ne formant que 6 p. 100 de toute la production en 1954. Durant janvier-octobre 1955, le beurre de fabrique a atteint 285,198,000 livres, le beurre de petit lait 1,476,000 livres, et le beurre de ferme 16 millions de livres, soit un total de 302,674,000 livres contre 301,043,000 en janvier-octobre 1954. La disparition domestique en 1954 a été en moyenne de 20-69 livres par bouche (20-88 en 1953 et 26-69 en 1948).

L'accroissement de la population se répercute sur la consommation: les dix premiers mois de 1955, la consommation a été de 264,523,000 livres contre 258,450,000 pour les mois correspondants de 1954, mais la consommation par bouche n'a augmenté que de 17·01 à 17·13 livres. Depuis 1949, la margarine fait concurrence au beurre.

Fromage cheddar.—A l'heure actuelle, la majeure partie du fromage cheddar fabrique au Canada passe à la consommation domestique. En 1954, la production a augmenté d'environ 10 p. 100 sur 1953 pour atteindre 84,436,000 livres, mais durant janvier-octobre 1955, elle a été de 71,600,000 livres, contre 77,525,000 les dix premiers mois de 1954. Cependant, la quantité totale écoulée au Canada en 1954 s'est chiffrée par 70,310,000 livres au regard de 68,251,000 en 1953 (4.63 livres contre 4.62 par habitant); 37,798,000 livres ont été utilisées sous forme de cheddar et 32,512,000, sous



Les techniciens des laboratoires provinciaux surveillent à empêcher la vente de lait impur.

Le Canada a produit plus de lait que jamais en 1955. Environ 30 p. 100 de la production est utilisé frais; la cansommatian quotidienne par habitant est tout juste inférieure à une pinte.



forme de fromage refait. Ces quantités, ainsi que les 12,913,000 livres de fromage autre que le cheddar, ont porté la disparition domestique à 83,223,000 livres en 1954, soit 3,100,000 de plus qu'en 1953. La disparition par bouche de tous genres de fromages a été de 6-26 livres en 1954 (6-21 en 1953).

Production laitière, par région économique, 1952-1954

	La	it		Produits	du lair!	
Région économique et année	Production 1	Ventes de lait	Венг	re	Fromage cheddar	Crème glacée
	de lait 1	liquide (Fabrique	Ferme	circutar	gracee
			(en millio	ers)		
	livres	livres	livres	livres	livres	gallons
Maritimes1952	1,026,830	325,307	16,808	3.889	1,400	2,541
1953	1,102,072	338,914	19,798	3,756	1,336	2,436
1954	1,139,192	350,395	21,035	3,213	1,713	2,425
Qué, et Out. 1952	10,442,330	3,415,808	181,261	7.076	62,462	15.884
1953	10,894,042	3,564,104	194,836	5,811	70,568	17,262
1954	11,241,708	3,640,517	202,612	5,221	77,981	17,222
Prairies 1952	3,607,834	666,593	79,007	12,062	3,490	5,873
1953	3,727,503	704,427	82,783	10,927	4,181	6,053
1954	3,733,502	738,538	82,140	10,338	3,955	5,938
СВ	657,609	348,694	3,670	742	466	2.964
1953	725,062	359,710	5,366	675	659	3,058
1954	769,210	370,842	7,067	7.36	787	3,057
Total 1952	15,734,603	4,756,402	280,746	23,769	67,818	27,262
1953	16,448,679	4,967,155	302,783	21,169	76,744	28,809
1954	16,883,621	5,100,292	312,854	19,508	84,436	28,642

 $^{^4}$ Ne sont pas compris: beurre de petit lait (1,981,000 livres en 1954 et 1,738,000 en 1953); autre fromage (7,2,29,000 et 6,475,000 livres); et produits concentrés du lait (450,489,000 et 439,786,000 livres).

Lait concentré et crème glacée. La fabrication de produits concentrés du lait en 1954 a été de 450,189,000 livres ou 2 p. 100 de plus qu'en 1953. La production a de nouveau augmenté durant janvier-octobre 1955. Le lait évaporé, le produit le plus important, a augmenté de 5 p. 100 sur la production des dix premiers mois de 1954, et la poudre de lait entier, de 16 p. 100. La poudre de lait écrémé (75 millions de livres environ en 1954) a augmenté d'à peu près un million de livres durant janvier-octobre 1955. La production de crème glacée, qui avait légèrement diminuée de 1953 à 1954, s'est accrue de 16 p. 100 en janvier-octobre 1955 par rapport à janvier-octobre 1954.

Revenu.—Le revenu agricole provenant de l'industrie laitière a été de \$462,486,000 en 1954, dont \$426,088,000 en argent et \$36,398,000 en nature. Les prix ont tous diminué en 1954 par rapport à 1953, mais ils ont augmenté na peu en 1955.

Volaille

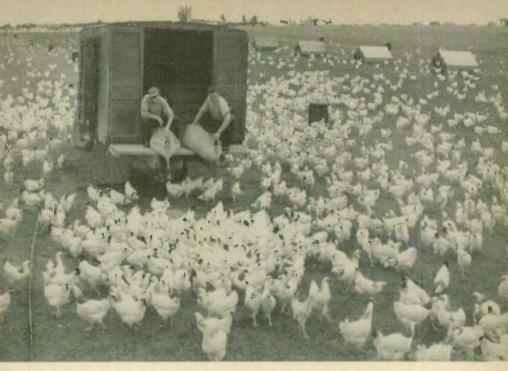
Le nombre estimatif de volailles dans les fermes canadiennes (sans Terre-Neuve), au 1er juin 1955, était de 66,214,000 ou 8 p. 100 de plus que le 1er juin 1954. Le nombre de poules et poulets avait diminué de 8 p. 100 et celui des dindes, de 3 p. 100.

La production d'œufs en 1954 a été estimée à 392,406,000 douzaines, soit une augmentation de 11 p. 100 sur 1953 (353,199,000). La consommation par bouche a été de 24·4 douzaines, ou 1·6 douzaine de plus. La production de viande de volaille, estimée à 421,456,000 livres en 1954 a été supérieure de 9 p. 100 à celle de 1953 et la consommation de viande de volaille par bouche est passée de 26·4 à 28·7 livres. La valeur globale des œufs et de la viande de volaille à la ferme en 1954 a été de \$311,092,000.

Volailles dans les fermes, par province, le 1er juin 1953-1955

(Sans Terre Neuve)

Province et année		Poules de plus de 6 mois	Total. poules et poulets	Dindons	Opes	Canards
			(en	milliers)		
Provinces Maritimes	1953	1,575	3,490	92	30	23
	1954	1,635	3,970	100	30	23
	1955	1,750	3,803	89	32	24
Québec	1953	3,300	9,800	375	14	53
	1954	3,650	10,859	460	15	56
	1955	3,476	9,282	420	14	57
Ontario	1953	7,200	23.400	568	147	168
	1954	7,300	24.000	655	135	150
	1955	7,055	20.860	700	120	180
Province des Prairies	1953	7,340	22,370	1,355	182	217
	1954	7,150	24,650	1,830	172	237
	1955	7,570	24,200	1,740	177	254
Colombie-Britannique	1953	1,280	3,900	225	15	27
	1954	1,500	4,130	320	14	24
	1955	1,550	3,900	328	(4	20
Total	1953	20,695	62,960	2,615	388	488
	1954	21,235	67,609	3,365	366	490
	1955	21,401	62,045	3,277	357	535



Poulets Sussex d'une ferme avicole de la Nouvelle-Écosse. Cet enclos renferme quelque 25,000 oiseaux.

Production d'œufs et de viande de volaille, par province, 1954

Province	Œ	afs.	Viande de volaille		
Province	Production	Valeur	Production	Valeur	
	(milliers de	(milliers	(milliers de	(milliers	
	douzaines)	de dollars)	douzaines)	de dollars)	
MaritimesQuébec	33,500	13,764	24,798	11,49-	
	63,808	26,321	69,614	29,80-	
	156,385	60,090	158,630	63,48	
Prairies	107 834	35,000)31,861	43 23	
	30 879	13,899	36,553	16 00	
Total, 1954	392,406	148,074	421,456	163,91	
1953	353,199	164,528	385,064	160,47	

Cultures spéciales

Fruits.—La culture commerciale des fruits se pratique en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, en Ontario et en Colombie-Britannique. Les principales régions productrices se trouvent en Ontario et en Colombie-Britannique qui répondent pour 43 p. 100 et 31 p. 100 de la valeur des fruits récoltés en 1954. Dans la plupart des régions productrices, particulièrement la vallée de l'Annapolis, en Nouvelle-Écosse, la péninsule de Niagara, en Ontario, et la vallée de l'Okanagan en Colombie-Britannique, la culture des fruits constitue une culture spéciale sur laquelle se fonde beaucoup la prospérité de la région.

AGRICULTURE

Fruit	Moyenne. 1946-1950	1951	1952	1953	1954
		(mil	liers de dolla	ırs)	
Pommes	16,139	13,893 1	17,391 1	17.578 1	17.963
Poires	1.895	2,238	2.371	2.653	2.716
Prunes et pruneaux	1.245	865	1,033	1,252	1.539
Pêches	3.897	4,004	5,152	5,543	5.252
Abricots	344	116	342	425	319
Cerises	2,374	2,263	2,113	2,658	3,232
Fraises	5.724	5.662	6,077	6,405	6,904
Framboises	3,185	3,133	2,565	3,661	3,236
Raisiu	2,969	2.813	3,052	3,496	3,896
Mûres de Logan	200	147	158	197	207
Bleuets	-		3,384	3,339	3,409
Total	38,062	35,134	43,638	47,207	48,673

La pomme est le fruit commercial le plus important du Canada. En 1954, année normale de production, le pays en a produit 14,600,000 boisseaux (\$17,963,000): 44.8 p. 100 venaient de la Colombie-Britannique, 21.5 p. 100 de l'Ontario, 17-2 p. 100 du Ouébec, 14-8 p. 100 de la Nouvelle-Écosse et 1.7 p. 100 du Nouveau-Brunswick. Le prix moyen touché par les producteurs pour les pommes de table a heaucoup varié de 91c, le boisseau en Colombie-Britannique à \$1.75 au Nouveau-Brunswick. La récolte de 1955, exceptionnelle et de bonne qualité dans toutes les régions, est estimée à un chiffre record de 19,500,000 boisseaux ou 34 p. 100 de plus qu'en 1954. Presque toute l'augmentation est intervenue dans l'est du Canada, et plus des deux tiers en Nouvelle-Écosse et au Québec. En conséquence, les pommes de ces deux provinces ont connu un marché plus étendu qu'auparavant. La commercialisation des pommes est devenue mieux organisée depuis quelques années. Les entrepôts frigorifiques étant plus nombreux, l'écoulement a maintenant lieu durant presque toute l'année. Parmi tous les stocks en fin de la saison de 1954-1955, y compris certaines importations, environ 34 p. 100 ont été mis en conserve, 14 p. 100 ont été exportés et le reste s'est vendu sur le marché domestique comme fruits de table.

Les fraises et les framboises sont également cultivées pour le commerce dans cinq provinces, mais les poires, les pêches, les rerises, les prunes et les pruneaux sont cultivés surtout en Colombie-Britannique et en Ontario. L'Ontario produit une grande partie du raisin cultivé au Canada, et la Colombie-Britannique est la seule province où les abricots et les mûres de Logan soient cultivées à l'échelle commerciale. La production de tous les fruits d'arbre tendres et des mûres de Logan a été plus forte en 1955 qu'en 1954, mais les fraises, les framboises et les raisins ont été moins abondants. Voici les estimations de novembre 1955 (chilfres définitifs de 1954 entre parenthèses): poires, 1,458 boisseaux (1,261,000); prunes et pruneaux, 780,000 (716,000); pêches, 2,935,000 (2,425,000); abricots, 218,000 (118,000); cerises, 544,000 (500,000); fraises, 22,659,000 (27,971,000); framboises, 10,957,000 pintes (12,839,000); mûres de Logan, 1,530,000 livres (1,056,000); et raisins, 86,470,000 livres (92,774,000).

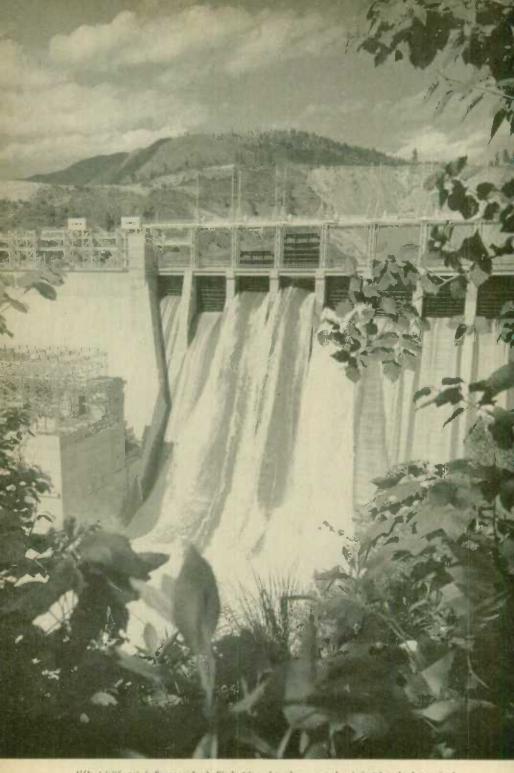
La mise en conserve a pris de l'expansion dans les régions fruitières et, bien que la demande varie selon les divers fruits, elle fournit un débouché important pour la plupart des fruits canadiens. Le Canada exporte un peu de fruits en conserve. **Tabac.** Presque tout le tabac canadien (en grande partie du tabac jaune) est cultivé dans le sud de l'Ontario. Le Ouébec et la Colombie-Britannique sont les seules autres provinces productrices. Le Québec produit tout le tabac à cigare et le Québec et l'Ontario produisent tous deux du tabac à pipe. La production estimative de tous les genres de tabac en 1955 a été de 122,200,000 livres, poids reséché, ou 44,300,000 de moins que le chiffre record de 1954. La réduction convenue de 30 p. 100 des plantations en Ontario, en plus des dégâts causés par la température et les maladies, a diminué le rendement à l'acre du tabac jaune de l'Ontario de 1,436 livres en 1954 à 1,278 en 1955. Voici les superficies estimatives plantées en 1955 (chiffres de 1954 entre parenthèses): Ontario, 95,000 acres (120,804); Québec, 11,300 acres (10.863); Colombie-Britannique, 90 acres (72).

Miel,-Le miel est produit pour le commerce dans toutes les provinces, sauf Terre-Neuve, et c'est l'Ontario qui en fournit la majeure partie. Les recettes provenant de la vente du miel ont diminué chaque année, de \$6,445,000 en 1951 à \$3,548,000 en 1954, et, bien que la récolte doive atteindre 24,600,000 livres en 1955, soit 24 p. 100 de plus qu'en 1954, elle est encore inférieure à la movenne de 1944-1953 (33,300,000). Le rendement moyen plus abondant explique l'augmentation de 1955. Le temps a été favorable en général dans les Prairies et le rendement y a été bien supérieur à celui de 1954 et à la movenne décennale. Le nombre de colonies d'abeilles, estimé à 321,000, était un peu moindre qu'en 1954.

Betterave à sucre. - La betterave est un produit commercial dans le Québec, l'Ontario, le Manitoba et l'Alberta et des raffineries sont établies dans chacune de ces provinces. En 1955, 933,000 tonnes de betteraves à sucre ont été récoltées sur 81,928 acres, contre 1,003,869 (90,453 acres) en 1954. Voici les superficies cultivées en 1955 (chiffres de 1954 entre parenthèses): Québec, 5,800 (6,473); Ontario, 18,900 (23,504); Manitoba, 20,740 (23,510); et Alberta, 36,488 (36,966).



L'année 1955 a été excellente pour les pommes. Les verla Colombie-Bri



L'électricité est indiscenseule à l'impertie, les deux grandes rédustrées de boue se le Colombie-Britannique, les produits forestiers et la métallurgie, consomment beaucoup d'électricité et leur expansion depuis dix ans a obligé à tripler les installations de turbines dans la province.

Hydraulicité

Le potentiel hydro-électrique des chutes et rapides des multiples cours d'eau, grands et petits, du Canada constitue une de ses grandes ressources naturelles. Grâce à son immense domaine, à sa topographie favorable, à sa précipitation abondante et bien répartie et à ses innombrables lacs et rivières, le pays dispose de grandes forces hydrauliques pouvant assurer un débit régulier et peu coûteux d'énergie hydro-électrique à la plupart des régions habitées ainsi qu'aux industries forestières et minières des régions éloignées.

L'énergie hydro-électrique bon marché est indispensable à l'activité industrielle du Canada et c'est grâce à elle que ses industries essentielles ont pu s'édifier. La pâte et le papier se trouvent au premier rang des usagers de l'énergie hydraulique et hydro-électrique, leur consommation représentant environ 20 p. 100 de la production canadienne. L'extraction minière et la métallurgie font également grand usage d'hydro-électricité, surtout pour le finissage de métaux comme l'aluminium dont le Canada est grand producteur. Les industries électro-chimiques et les fabrications légères, comme la mise en conserve des denrées alimentaires ou les textiles, sont aussi d'importants usagers. En outre, les vastes réseaux de distribution d'énergie électrique, d'origine surtout hydraulique, ont contribué à élever le niveau de vie au Canada en fournissant un service domestique économique aux villes, villages et fermes.

Le tableau ci-dessous indique, par province, le potentiel total de tous les emplacements hydrauliques déterminés et la puissance installée de tous les aménagements au 1^{er} janvier 1956.

Énergie hydraulique utilisable et captée, par province, 1er janvier 1956

Province ou territoire	Énergie i 24 heures : du ren	Installation	
Trovins, or represent	An débit minimum normal	Au débit normad de six mois	de turbines
	b.p.	11.10.	lup.
Terre-Neuve, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario, Minitoba Saskatchewan, Alberta	958,500 500 25,500 123,000 10,896,000 5,407,000 3,333,000 550,000 508,000	2,754,000 3,000 156,000 334,000 20,445,000 7,261,000 5,562,000 1,120,000 1,258,000	325, 150 1,882 176, 908 164, 130 8,031, 422 5,371, 136 796, 900 109, 835 285, 110
Colombie-Britannique	7,023,000 382,500	10,998,000 814,000	2,439,508 33,250
Canada	29,207,000	50.705,000	17,735,221

La technique ainsi que le labeur de gens venus de plusieurs pays sont à transformer les chutes Manitou, cascade isalée de la rivière aux Anglais, en une autre saurce d'énergie pour les mines, les usines et les habitations du nord-est de l'Ontario. Le débit de la centrale, qui dait entrer en service au début de 1956, sera commandé par radio è partir de la centrale d'Ear-Falls silvée à 17 milles en amont.



Les ressources globales au "débit normal de six mois" sont fixées à près de 51 millions de h.p. Cependant, comme les aménagements ont habituellement une capacité supérieure, les ressources reconnues permettraient une installation économique de turbines de près de 66 millions de h.p. L'installation actuelle de turbines (17,735,221 h.p.) ne représente qu'environ 27 p. 100 des ressources reconnues.

La puissance installée de près de 18 millions de h.p. dépasse celle de tout autre pays, sauf les États-Unis où elle est à peu près le double. Quant à la puissance par habitant, la Norvège occupe le premier rang avec 1·3 h.p. et le Canada, le deuxième (1·1). Cependant, en Colombie-Britannique et au Québec, elle est de 1·9 et 1·8 h.p.

Les ressources hydrauliques du Canada sont beaucoup utilisées à l'heure actuelle et plusieurs des très bons emplacements situés assez près des centres de population sont déjà mis en valeur, mais les autres réserves d'énergie pas trop éloignées suffiront dans presque tous les cas aux besoins des régions bien colonisées, du moins durant quelques années; en outre, le perfectionnement de la transmission à grande distance, y compris l'emploi de plus hautes tensions, permet d'inscrire de nouvelles sources dans l'orbite des réseaux actuels. Dans les districts plus reculés, l'énergie hydraulique facilitera l'exploitation des ressources minérales et autres et l'établissement de nouvelles collectivités; la présence de quantités considérables d'énergie potentielle dans les régions septentrionales, qui sont en ce moment peu accessibles, aidera grandement à ouvrir ces régions à l'exploitation.



Répartition provinciale des ressources hydrauliques

Dans l'île de Terre-Neuve, ainsi qu'en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, bien que les rivières soient courtes, la topographie et l'écoulement des eaux favorisent l'exploitation hydro-électrique et maints emplacements, où des aménagements de grandeur moyenne peuvent être installés, sont situés à des distances économiques des principales villes. Ces emplacements constituent de précieuses sources d'énergie dont une grande partie sont exploitées. Au Labrador, la rivière Hamilton et ses tributaires forment une grande réserve d'énergie dont on étudie en ce moment les possibilités.

Le Québec est la plus riche des provinces en ressources hydrauliques et renferme plus de 40 p. 100 de toute l'énergie potentielle du Canada; il possède également la plus grande puissance installée, soit 8,031,422 h.p., plus de 45 p. 100 du total national. Deux des centrales les plus puissantes au monde se trouvent dans la province de Québec: celle de Beauharnois (Hydro-Québec), sur le Saint-Laurent, possède une puissance de 1,408,000 h.p., et celle de Shipshaw (Aluminum Company of Canada), sur le Saguenty, a un régime de 1,200,000 h.p. La Shawinigan Water and Power Company tire une puissance de 1,695,000 h.p. de sept installations sur le Saint-Maurice.

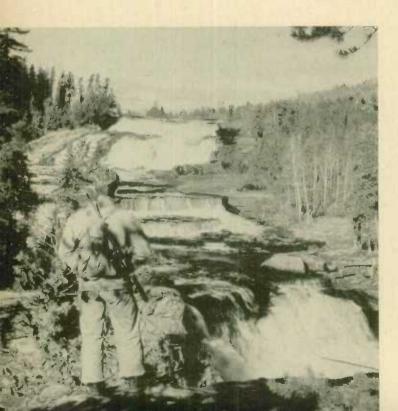
L'Ontario dispose de ressources hydrauliques considérables et cette province est la deuxième pour la production d'énergie. L'Hydro-Ontario, l'organisme de production et de distribution d'électricité le plus important

HYDRAULICITÉ 181

au Canada, exploite 60 centrales totalisant près de 4,500,000 h.p., l'installation la plus étendue se trouvant sur la rivière Niagara, à Queenston, où la puissance des centrales *Sir Adam Beck-Niagara* nos 1 et 2 se chiffre par 1,820,000 h.p.; en outre, elle achète près d'un million de h.p. à forfait.

Parmi les provinces des Prairies, c'est le Manitoba qui possède les ressources hydranliques les plus vastes, les rivières Saskatchewan, Nelson et Churchill renfermant un grand potentiel d'énergie. L'installation la plus importante à l'heure actuelle se trouve sur la rivière Winnipeg et alimente Winnipeg, les municipalités avoisinantes et le réseau de transport de l'Hydro-Manitoba. La Commission dessert actuellement environ 400 municipalités et poursuit un grand programme d'électrification rurale. En Saskatchewan, les installations hydrauliques ne desservent que les centres miniers des régions septentrionales, où abondent les ressources hydrauliques. Le réseau de transport de l'Hydro-Saskatchewan, dont la production est destinée aux centres plus peuplés, est alimenté exclusivement par des centrales thermiques. En Alberta, les installations les plus importantes, d'où la Calgary Power Limited tire de quoi alimenter une grande partie du sud de la province, sont situées sur la rivière Bow et ses tributaires. La majeure partie des ressources hydrauliques se trouvent dans les régions du Nord qui sont plutôt éloignées des régions habitées.

La Colombie-Britannique, traversée par trois chaînes de montagnes et ayant dans son ensemble une forte précipitation, compte plusieurs rivières de montagne propices à l'exploitation hydraulique. La majorité des installations sont situées dans le sud de la province: la *British Columbia Electric*



La tapographie accidentée du nard de l'Ontario et du Québec, qui renferme d'innombrables lacs d'emmagasinage naturel et des rivières cascadantes, affre une foule d'emplacements d'intérêt au point de vue hydroélectricité. Company Limited, la Commission de la Colombie-Britannique et la Consolidated Mining and Smelling Company sont d'importants producteurs d'énergie. La nouvelle usine de 600,000 h.p. de l'Aluminum Company of Canada à Kemano est la plus importante.

Au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, malgré les quantités appréciables d'énergie potentielle, les emplacements sont si éloignés qu'ils n'offrent d'utilité qu'aux chantiers miniers avoisinants; en outre, à cause de la faible précipitation et du long hiver, les emplacements favorables se limitent à coux qui permettent un grand emmagasinage.

Construction hydro-électrique en 1955

La mise en valeur des ressources hydrauliques au Canada s'est poursuivie très activement en 1955; un peu plus d'un million de h.p. ont été captés.



Ontario. L'augmentation de puissance la plus considérable de l'année a été celle de 525,000 h.p. apportée par les cina derniers groupes de la centrale Sir Adam Beck-Niagara nº 2 sur la rivière Niagara, appartenant à l'Hydro-Ontario. Cela porte la puissance globale des centrales nº 1 et nº 2 à 1,820,000 h.p., la plus grande puissance installée au Canada. Attenant à ces centrales, une station d'emmagasinage pompé est en construction, comportant six groupes reversibles de 45,500 h.p.

chacun et devant entrer en service en 1956-1957. A l'emplacement des rapides internationaux du Saint-Laurent, la construction des bases d'une centrale a fait de grands progrès après qu'on cût réussi l'asséchement du lieu en juillet; d'autres travaux de l'entreprise ont aussi progressé, comme le déplacement des routes, des chemins de fer et des villages. On a adjugé un contrat pour la fourniture de 16 turbines d'une puissance de 75,000 l.p. chacune, qui doivent commencer à fonctionner en 1958. Dans le Nord-Ouest, l'Hydro construit à Maniton-Falls, sur la rivière des Anglais, une usine de 74,000 h.p. qui sera exploitée dès cette année.

L'Ontario und Minnesota Power Company a augmenté de 650 h.p. la puissance de l'usine de la rivière La Pluie en remplaçant les turbines.

Québec.—La Shawinigan Water and Power Company a terminé l'installation d'un nouveau groupe dans chacune de ses usines de Rapide-Blanc, de La Trenche et de La Trupte, sur le Saint-Maurice; ces trois groupes (44,500, 65,000 et 49,000 h.p.) ont ensemble augmenté de 158,500 h.p. la puissance.

Un nouveau groupe de 47,000 h.p. a été installé par la Gatineau Power Company à son usine de Paugan-Falls, sur la Gatineau, et un autre de 34,500 h.p., par la Northern Quebec Power Company, à son usine de Quinze-Rapides, dans le haut de l'Outaouais.

L'Hydro-Québec a terminé l'installation d'un troisième groupe de 16,000 h.p. à son usine de Rapide-II, sur l'Outaouais, portant ainsi sa capacité à 48,000 h.p. La construction a marché rapidement à l'entreprise du lac Cassé, sur la rivière Bersimis (1,200,000 h.p.), et l'exploitation doit en débuter vers la fin de 1956. L'excavation du tunnel de sept milles de longueur sur 31 pieds de diamètre ainsi que de la centrale souterraine est très avancée; d'autres travaux de l'entreprise ont beaucoup progressé; l'aménagement devrait fonctionner à plein régime en 1957-1958. L'Hydro poursuit des études et élabore des plans pour l'installation d'une seconde usine d'environ 600,000 h.p. à 18 milles environ en aval.

Colombie-Britannique et Yukon.—L'Aluminum Company of Canada a continué l'expansion de sa centrale de Kemano et on prévoyait que le quatrième groupe de 150,000 h.p. serait en activité vers la fin de 1955. Sa puissance ultime sera d'environ deux millions de h.p., les autres 1,400,000 h.p. devant être aménagés au fur et à mesure des besoins.

La Commission d'énergie de la Colombie-Britannique a terminé la remise en valeur de l'emplacement de la rivière Puntledge qui comprend un seul groupe de 35,000 h.p.; l'installation de 5,500 h.p. sur la rivière Spillimacheen est également terminée. Les premiers travaux de l'installation de Ladore-Falls, sur la rivière Campbel (70,000 h.p.—deux groupes devant entrer en service en 1956 et un autre groupe, plus tard), ont été entrepris.

La British Columbia Electric Company a commencé la construction de son installation de 58,500 h.p. à Seton-Creek, près de Lillooet (exploitation en 1956); cette usine sera alimentée par l'eau du canal de fuite de la centrale de la rivière Bridge. Des travaux préparatoires ont été commencés à l'installation de 190,000 h.p. de la rivière Cheakamus (devant entrer en service en 1957). La Northern British Columbia Power Company a terminé la reconstruction de son usine de Shawatlan, au lac Woodworth, laquelle comprend un nouveau groupe de 2,140 h.p.

La Northwest Power Industries Limited a continué ses relevés et ses recherches dans le nord de la Colombie-Britannique et le sud du Yukon en vue d'y construire une puissante installation fondée d'abord sur un emmagasinage et, plus tard, sur la dérivation des eaux de la rivière Yukon à travers les montagnes côtières; l'installation première serait d'environ 900,000 h.p. pour être portée ensuite à trois millions et peut-être finalement à 4,300,000 h.p. L'Hydro-Yukon a terminé la construction d'une nouvelle usine de 800 h.p. à McIntyre-Creek, près de Whitehorse.

Provinces des Prairies. La Calgary Power Limited a construit deux nouvelles usines sur la rivière Kananaskis; une de 6,900 h.p. en amont du lac Kananaskis et une autre de 18,500 h.p. à Pocaterra-Creek. La Northland Utilities a installé un nouveau groupe de 1,000 h.p. à son usine de la rivière Astoria, dans le parc national de Jasper.

184



dans le roc solide de la montagne, la centrale mesure 565 pieds de long, 65 pieds de large et 80 pieds de haut. Ses huit turbines, dont trois seront mises en service en 1956, fourniront 1,200,000 h.p.

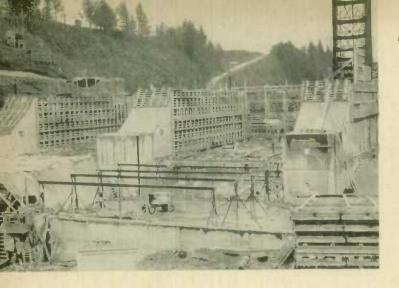
L'Hydro-Manitoba a complété son installation de McArthur-Falls sur la rivière Winnipeg en mettant en service les quatre derniers groupes de 10,000 h.p. chacun, qui donnent à l'usine une puissance de 80,000 h.p. La rivière Winnipeg au Manitoba est entièrement aménagée et il est probable que la prochaîne installation sera située aux Grands-Rapides, sur la rivière Saskatchewan.

Provinces de l'Atlantique.—La Commission d'énergie hydro-électrique du Nouveau-Brunswick a entrepris la mise en valeur de l'emplacement de Brechwood sur la rivière Saint-Jean. L'installation consiste en deux groupes de 45,000 h.p. chacun devant fonctionner en 1957 ainsi qu'un troisième.

A Terre-Neuve, l'*Union Electric Light and Power Company* a terminé son installation de 2,000 h.p. sur la rivière Trinity. Au Labrador, la *British Newfoundland Corporation* a fait des études en vue de l'exploitation des immenses ressources de la rivière Hanulton.

Centrales électriques

Les centrales électriques représentent l'industrie de l'énergie électrique et sont ou commerciales (privées) ou publiques, c'est-à-dire exploitées par les gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux. Elles comprennent



L'aménagement hydroélectrique (135,000 h.p.) entrepris par le Nouveau-Brunswick à Beechwood, à cent milles au nord de Fredericton, sera peut-être le premier pas d'un programme provincial et international de haleine visant à mettre en valeur les ressources du bassin du Saint-Jean. Deux groupes de 45,000 h.p. seront mis en service en 1957.

les réseaux de distribution de gros et de détail, que l'énergie soit produite aux usines mêmes ou achetée pour être revendue. Les centrales sont également classées d'après le genre d'énergie utilisée: hydraulique, à combustible ou à vapeur, et non génératrice ou de distribution seulement.

En 1953, 94 p. 100 de toute la production des centrales était d'origine hydraulique. Les 340 centrales hydrauliques ont aussi fourni 3 p. 100 de la production au moyen d'installations thermiques tandis que les centrales thermiques (charbon, mazout et gaz industriel) ont fourni le reste (3 p. 100). Voici la production totale des centrales électriques (d'après leurs rapports annuels) depuis 1929:

	1929	1939	1949	1953
D'origine:		(milliers	de kWh)	
Hydraulique	17,603,804	27,829,017	42,779,199	58,926,462
Thermique	358,711	509,013	1,639,374	3,934,465
TOTAL	17,962,515	28,338,030	44,418,573	62,860,927

D'après les données mensuelles, la production est passée à 69,136,584,000 kWh en 1954 et à 76,296,630,000 kWh en 1955.

Les centrales électriques fournissent beaucoup d'énergie aux grandes industries, mais certaines produisent leur propre énergie. En 1953, les industries manufacturières ont acheté 34,026,135,000 kWh, mais elles ont produit elles-mêmes 6,901,443,000 kWh, dont 4,273,000,000 par les industries de la pâte et du papier et 790,116,000 par les fonderies et affineries. L'industrie minière primaire a acheté 2,566,641,000 kWh et en a produit 215,337,000.

En 1953 on comptait au Canada 3,283,486 abonnés domestiques, y compris ceux de la campagne, au regard de 1,623,672 en 1939. Les augmentations provinciales durant cette période out varié de 78 p. 100 en Omario à 154 p. 100 en Alberta. L'électricité consommée au Canada a augmenté de 2,310,891,000 à 9,877,727,000 kWh, ou de 1,423 à 3,008 par abonné. En 1953, l'Ontario a absorbé 52·3 p. 100 de toute l'énergie consommée, bien qu'elle renferme moins d'un tiers de la popularion canadienne.

186 CANADA 1956

Le coît de l'électricité fournie au consommateur domestique est plutôt modéré. La facture moyenne, qui se chiffrait par \$26.97 en 1939, a augmenté d'année en année jusqu'à \$51.25 en 1953. Le chiffre provincial en 1953 a varié de \$66.05 en Saskatchewan à \$38.43 au Québec. Le revenu net des centrales électriques en 1953 a été de \$469,047,351. Environ 60 p. 100 des fermes canadiennes sont électrifiées et de vastes programmes d'électrification rurale ont apporté l'électricité à plus de 55,000 fermes des Prairies depuis cinq ans.

Certaines régions du pays dépourvues de forces hydrauliques doivent se tourner vers d'autres sources d'énergie: houille, essence, pétrole et gaz naturel. Ainsi en est-il de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Saskatchewan et de certaines parties de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Alberta et même de l'Ontario.

La plus récente centrale de la Saskotchewan a été inaugurée à Swift-Current en septembre 1955. Cette centrale thermique servira des villes et villages, une foule de fermes et plusieurs exploitatians pétrolières du sudouest de la province.

La centrale thermique Richard-L.-Hearn de Toronto. Sa puissance de 400,000 kW sera bientôt augmentée par l'addition d'un groupe de 200,000 kW.







Un géologue praieve des échentillons dans le flanc d'une montagne dominant le lac Kananaskis. Pour se rendre jusque-là, il a dû cheminer d'abord à dos de chevol, ensuite à pied.

Minéraux

L'artion des vastes ressources naturelles du Canada a connu un essor croissant au cours des dix dernières années. La liste des métaux et minéraux produits actuellement en renferme plus de soixante, et le rythme de l'exploitation se voit à la hausse de la valeur annuelle de la production minérale, qui est passée de 499 millions de dollars en 1945 à 1,488 millions en 1954 et à un chiffre estimatif de 1,778 millions en 1955. Les chiffres de 1954 et 1955 comprennent la valeur des produits de la pechblende provenant du nord de la Saskatchewan, qui étaient auparavant omis pour des motifs de sécurité. Bien que cette forte augmentation tienne pour beaucoup aux changements de prix, le volume lui-même a plus que doublé. L'indice du volume physique de la production (1935-1939 à 100) est passé de 100-9 en 1945 à 145-4 en 1950 et 209-7 en 1954.

Le progrès s'est surtout manifesté dans les domaines suivants: uranium, minerai de fer, nickel, cuivre, amiante, pétrole brut et gaz naturel. C'est sur l'uranium, plus que sur tout autre ntinéral ou métal, que l'attention s'est dirigée constamment en 1955, alors que le Canada s'est classé parmi les principaux pays producteurs. Dans la région qui chevauche le Nouveau-Québec et le Labrador, il a été extrait de 7 à 8 millions de tonnes de minerai de fer en 1955 et le chiffre devrait atteindre 12 millions de tonnes en 1956. L'exploitation de ces immenses gisements a été rendu possible grâce à une dépense de 250 millions de dollars et 4 ans d'efforts pour ainsi dire incessants. Dans le nord du Manitoba, une puissante industrie du nickel et du cuivre a pris corps. Un nouveau producteur de cuivre a mis en marche dans la Gaspésie une usine qui doit donner 125 tonnes d'anodes de cuivre par jour. Dans les Cantons de l'Est, au Québec, on consacre plus de 70 millions de dollars à l'agrandissement des installations de production d'amiante. La Federal Power Commission des États-Unis, ayant permis d'importer du gaz naturel canadien dans les États de l'Ouest, a ainsi rendu possible l'anténagement dans l'ouest du Canada d'un pipe-line de 650 milles qui acheminera le gaz de la région de la rivière La Paix vers les États-Unis. Les producteurs de gaz naturel pourront ainsi atteindre des marchés convoités depuis longtemps. On ouvre en même temps de nouvelles perspectives industrielles à la Colombie-Britannique.

Les zones d'exploitation minérale du Canada ne cessent donc de s'agrandir. Les nonvelles entreprises minières implantées dans des régions isolées ont besoin de voies de transport et l'aménagement de chemins de fer vient ouvrir ces territoires à la colonisation et à d'autres industries. On vient d'achever la construction d'un chemin de fer de 360 milles depuis Sept-Îles, sur la rive nord du Saint-Laurent, jusqu'auprès des gisements de minerai de fer à la limite du Québec et du Labrador, d'un autre chemin de fer (145 milles) depuis Sherridon jusqu'à Lynn-Lake, dans le nord du Manitoba, et de deux courts embranchements jusque dans la région de Manitouwadge du nord-est de l'Ontario. On est à construire une autre voie ferrée dans l'ouest du Québec, depuis la région de Val d'Or-Senneterre jusqu'à Chibougamau et de là, vers le sud, jusqu'à Saint-Félicien.

L'industrie minière du Canada se révélera aux pays du Commonwealth lors du sixième Congrès minier et métallurgique du Commonwealth, qui se tiendra au Canada du 8 septembre au 9 octobre 1957.

Les métaux.—L'année 1955 a été la plus prospère de toutes pour le secteur des métaux. Par suite d'une demande exceptionnelle, la production de nickel, de cuivre et de zinc a atteint de nouveaux sommets. En même temps, par

MINÉRAUX 189

suite d'une forte hausse des métaux communs, la valeur de la production s'exprimait par de nouveaux chiffres sans précédent. Le Canada a extrait un chiffre estimatif de 14 millions de tonnes fortes de minerai de fer, soit deux fois plus qu'en 1954. La mine en exploitation de deux nouvelles propriétés uranifères a permis une production bien plus forte d'uranium.

On a commencé tard en 1955 à exploiter la propriété minière de la Pronto Liranium Mines Limited dans la région maintenant célèbre de Blind-River (nord de l'Ontario) où ont été découvertes de vastes réserves de minerai à basse teneur en uranium. La production d'uranium dans la même région augmentera très fortement sous peu lorsque les propriétés de l'Algom Uranium Mines Limited au lac Ouirke et au lac Nordic commenceront à produire 3.000 tonnes de minerai par jour, en 1956, et lorsque la Consolidated Denison Mines Limited extraira 5,700 tonnes de minerai par jour (en ayril 1957). Dans la région de Beaverlodge (nord de la Saskatchewan), la production de minerai s'est accrue par suite de l'entrée en production de la Gunnar Mines Limited au cours du second semestre de 1955. Dans la même région, plusieurs compagnies travaillent activement à la mise en valeur de leurs domaines. On compte aussi sur la Bicroft Uranium Mines Limited, dans la nouvelle région de Bancroft (sud-est de l'Ontario), pour augmenter la production. La valeur des dérivés de la pechblende produits au Canada en 1954 a été estimée à \$26,468,000. Ces produits comprenaient des sels de radium, des oxydes et des sels d'uranium, de l'argent et du cobalt.

Pour ce qui est du mineral de fer, les récents progrès ont fait du Canada. pays non producteur en 1938, l'une des principales sources de minerai de fer au monde. L'Iron Ore Company of Canada, qui avait extrait, de ses mines du Nouveau-Québec et du Labrador, 2,240,000 tonnes courtes de minerai en 1954, a rapidement porté ce chilfre à environ 9,520,000 en 1955 et l'on prévoit qu'il atteindra 13,440,000 en 1956. Tout porte à croire que l'achèvement de la voie maritime du Saint-Laurent permettra une production d'au moins 22,400,000 tonnes par an. La Steep Rock Iron Mines Limited et la Caland Ore Company Limited veulent dès 1960 être en mesure d'extraire dans le nord-ouest de l'Ontario environ 11,200,000 tonnes de minerai par an. Un producteur important, la Dominion Wabana Ore Limited, à Terre-Neuve. peut maintenant extraire 3,920,000 tonnes de minerai par an. L'Algoma Ore Properties Limited, dans la région de Michipicoten (nord-ouest de l'Ontario), et d'autres compagnies, établies dans l'ouest de la Colombie-Britannique, exploitent aussi des mines de fer. Il y a peu de temps qu'on obtient du fer de haute qualité, comme sous-produit, au Canada: la Noranda Mines Limited produit du fer et du soufre dans son usine de Port-Robinson, près de Welland et l'International Nickel Company of Canada Limited en obtient du lessivage à l'anunoniaque dans sa nouvelle usine de 19 millions de dollars de Copper-Cliff (Ontario).

Le zinc se place au premier rang des métaux non ferreux pour ce qui est de l'augmentation de la production en 1955. Cela tient surtout à ce que l'industrie automobile a exigé plus de zinc. La comparaison des chiffres de 1954 et 1955 montre que la production de zinc a augmenté de 13 p. 100, celle de nickel, de 8 p. 100, et celle de cuivre, de 7 p. 100, mais celle de plomb a baissé de 11 p. 100.

La production de nickel a atteint le chiffre record de 349 millions de livres, soit 100 millions de plus qu'en 1950, ce qui est dû surtout à la production de la région minière de Sudbury, où le plus grand producteur canadien de nickel, l'International Nickel Company, a terminé, au prix de 150 millions de dollars, un programme d'agrandissement permettant d'utiliser des minerais qui n'avaient pas de valeur économique du fait de leur faible teneur, et de transformer en exploitations souterraines presque toutes ses exploitations, qui

190





Forage au diamant pour la prospection de métaux communs.

LA RECHERCHE NE CESSE JAMAIS

Le succès de la recherche de nouveaux minéraux assure de brillantes perspectives à l'industrie minière, d'autant plus qu'une bonne partie de ces richesses sont découvertes en terrain déjà très prospecté et que la plus grande partie du Nord canadien n'a guère encore été explorée.

Grâce à des instruments très sensibles aéro-portés, le prospecteur peut repérer des gisements cachés sous lo surface du sol.

Les levés au sol précèdent l'implantation des foreuses dans une région propice du aud du Québes.



Les concentrés granuleux sont expédiés par rail à 64 milles de distance, jusqu'à Picton, sur les rives du lac Ontario, et de là par eau jusqu'à Lackawanna (N.Y.).

La chargeuse installée sur les escarpements de Pictan peu charger un navire de 10,000 tonnes en six heures.

étaient à la fois à ciel ouvert et souterraines. La Falconbridge Nickel Mines Limited a porté sa production de nickel à 43 millions de livres par an, soit 4 millions de plus qu'en 1954. Cette augmentation découle des travaux d'agrandissement qu'elle a entrepris au coût de 55 millions en vue de porter sa production annuelle à 55 millions de livres dès 1960. Le plus nouveau producteur de nickel, la mine de Lynn-Lake (nord du Mabitoba) de la Sherritt Gordon Mines Limited, ne tardera pas à augmenter de près de la moitié sa capacité annuelle de 18 millions de livres.

La production de cuivre, dont l'augmentation est comparable à celle de nickel, dépassera 649 millions de livres en 1955, chiffre supérieur de 133 millions à celui de 1952. L'augmentation tient à la Gaspé Copper Mines Limited, qui, vers la lin de 1955, a porté la capacité prévue de son atelier de traitement à 6,500 tonnes par jour, dès qu'elle a pu utiliser l'énergie électrique

produite sur la rive nord du Saint-Laurent. Cette augmentation est due aussi à la région de Chibougamau (Québec), où la *Campbell Chibougamau Mines Limited* est devenue le deuxième producteur de cuivre de la région vers le milieu de 1955.

Le plus grand producteur de plomb et de zinc du pays et le principal au monde, la Consolidated Mining and Smelting Company of Canada Limited, vient de relever grandement sa capacité de production à Kimberley et à Trail (sud-est de la Colombie-Britannique). Au Nouveau-Brunswick, province où nul gîte métallitère le moindrement important n'était exploité, on peut espérer que de grandes entreprises industrielles se développeront dans un avenir peu éloigné, concentrés autour des gîtes de zine-plomb que la Brunswick Mining and Smelting Corporation Limited est en train de mettre en valeur près de Bathurst. D'autres gîtes viennent d'être découverts près de Newcastle par l'American Metal Company Limited.

Les nouveaux gîtes de métaux communs en voie d'exploitation ailleurs au Canada incluent le gîte de cuivre et de zinc que la *Geco Mines Limited* vient de découvrir dans la région de Manitouwadge (partie nord-ouest de l'Ontario), le gisement de cuivre que la *Granduc Mines Limited* a découvert dans la partie nord-ouest de la Colombie-Britannique et le gîte de zinc-plomh que la *Consolidated Mining and Smelting* a découvert sur la rive sud du Grand lac des Esclaves (Territoires du Nord-Ouest).

Un relèvement constant de la production d'or, dû en partie au fléchissement du dollar canadien, portera probablement la production à 4,556,000 onces troy en 1955.

Les minéraux industriels.—La production de minéraux industriels a continué d'atteindre de nouveaux sommets en 1955 tant pour ce qui est de la quantité que de la valeur. L'amiante, dont le gros s'extrait dans les Cantons de l'Est du Québec, répondait en 1954 pour plus du quart de la valeur totale des minéraux industriels extraits cette année-là. Les 4 nouveaux ateliers mis en marche en 1954 dans les Cantons de l'Est sont venus grossir la production en 1955. Parmi plusieurs travaux de mise en valeur et d'agrandissement qui y étaient en cours en 1955, l'un des principaux est celui de la Lake Asbestos of Quebec Limited, qui consacre 20 millions de dollars à la mise en exploitation de gîtes d'amiante situés sous les eaux du lac Noir.

Bien que le Canada produise bien plus de ciment qu'auparayent, la production est toujours inférieure à la demande. La capacité actuelle des

Un train de minerai de cuivre-zinc débouche au grand jour à la mine Geco. Cette mine sera la première à entrer en production dans la fabuleuse région de Manitouwadge (nord de l'Ontario) où on a repéré trois gisements renfermant 14 millions de tonnes de minerai.





L'uranium tient la vedette depuis quelque temps par suite des instailations amenagées dans la région de Beaverlodge (nord de la Saskatchewan) et de la découverte de grands gisements dans la région de Blind-River (nord de l'Ontario).

usines de ciment dépasse 25 millions de barils; quand toutes les usines en construction ou en projet fonctionneront, elle sera d'environ 34 millions de barils.

La production de gypse a atteint en 1955 un chiffre estimatif sans précédent de 5 millions de tonnes. Au cours de l'année, la National Gypsum (Canada) Limited a commencé à exploiter un vaste gîte situé près de Milford (N.-É.).

On a commencé d'extraire en grand du sel gemme très pur à Ogibway, près de Windsor (Ont.), et la Noranda Mines Limited a adjugé le contrat de construction de la plus grande usine d'acide sulfurique du pays, à Cutter, dans la région de Blind-River (nord de l'Ontario). L'usine fournira l'acide sulfurique requis par les ateliers de traitement du minerai d'uranium dans la région, ainsi que le soufre dont ont besoin les fabriques de pâte à papier du nord de l'Ontario. L'usine devrait entrer en service vers le milieu de 1956 avec une capacité estimative de 500 tonnes d'acide sulfurique, 70 tonnes de soufre élémentaire et 350 tonnes de fer pur aggloméré par jour.

Combustibles.—L'industrie du charbon a continué à réder du terrain aux industries du pétrole brut et du gaz naturel. La production de 1955 (estimée à 14,600,000 tonnes) a diminué un peu par rapport à 1954 (14,900,000).

Les travaux d'exploration et de mise en valeur, exécutés dans les quatre provinces de l'Ouest où 280 compagnies ont dépensé plus de 400 millions en 1955, ont continué de confirmer la richesse du pays en pértole et en gaz naturel. Les réserves de pétrole brut atteignent maintenant plus de $2\frac{1}{2}$ milliards de barils, chiffre supérieur de 33 fois à celui de 1946. Le Canada aura produit en tout, en 1955, de 125 à 130 millions de barils de pétrole, contre 96 millions en 1954. La production de l'Alberta forme plus de 90 p. 100 du total, mais celle du Manitoba et de la Saskatchewan augmente à vive allure. En Alberta, la production maximum pour une journée a été, jusqu'en

194



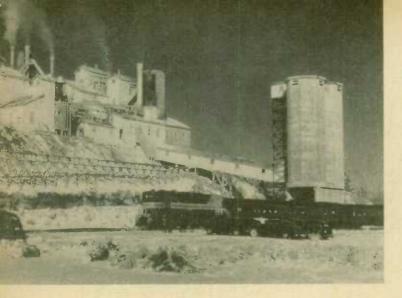
La Gunnar Mines Limited (à gauche) en Saskatchewan et la Pronto Uranium Mines Limited (à droite) en Ontario ont toutes deux officiellement commencé la production en octobre 1955. Ce sont les premières sociétés privées à pratiquer l'extraction de l'uranium sur une haute échelle au Canada.

novembre 1955, celle de 381,493 barils au cours de la semaine terminée le 25 juillet, contre un maximum de 301,471 en 1954. En Saskatchewan, la production moyenne a été de 40,000 barils par jour, en août 1955. Au Manitoba, en octobre, elle a été de 15,000 barils. Dans les deux provinces, elle a été deux fois plus forte que pour les mois correspondants en 1954. Dans l'Ouest, la production pourrait être beaucoup plus forte qu'elle ne l'est.

Les découvertes de gaz naturel ont permis d'inscrire les réserves entre 18 et 20 trillions de pieds cubes. Ce qui a vraiment donné le branle à la mise en valeur de ces ressources dans l'Ouest, c'est la permission d'intporter 300 nuillions de pieds cubes par jour de gaz canadien, accordée vers le fin de 1955 par la Federal Power Commission des États-Unis à une société américaine d'adduction par pipe-line. La ll'estcoast Transmission Company, qui distribuera le gaz de la région de la rivière de la Paix (sise en partie en Alberta et en partie en Colombie-Britannique), a déjà commencé de construire, au prix de 150 millions, un pipe-line de 650 milles qui franchira la Colombie-Britannique jusqu'à la frontière américaine. Elle espère terminer les travaux au début de 1957. Dans l'intervalle, on met au point les modalités du financement de la construction du pipe-liue (2,250 milles) grâce auquel la Trans-Canada Pipe Lines Limited projette d'acheminer le gaz de l'Alberta vers l'est, à travers l'Ontario septentrional, jusqu'à Toronto et à Montréal.

Production minérale en 1955

La production minérale canadienne en 1955 a dépassé tous les chiffres antérieurs. Sa valeur estimative de \$1,778,400,000 est supérieure de 19+5 p.100 aux \$1,488,000,000 de 1954. L'Ontario, le Québec et l'Alberta, principales provinces productrices, ont augmenté leur production de 81, 73 et 45 millions. Le pétrole est demeuré en première place (\$303,500,000), le cuivre est monté au second rang (239 millions), suivi du nickel (216 millions) et de l'or (157



Près de Peterborough (Ont.) se trouve un gisement unique de néphéline, roche ne renfermant pas de métal et qui, réduite en poudre, sert à la céramique et à l'industrie de la parcelaine. En 1955, une voie ferrée a été aménagée pour desservir l'usine.

millions). La seule ombre au tableau tient à l'industrie houillère qui continue de décliner.

L'avance la plus importante en 1955 fut celle des métaux: la production de minéraux métalliques a dépassé le milliard, contre 800 millions en 1954, et la proportion de la production totale de l'industrie minière revenant aux métaux a augmenté de 53.7 à 56.3 p. 100. L'augmentation de volume (21,000 tonnes) et le renchérissement ont mis le cuivre au premier rang. Le nickel, en deuxième place, a enregistré une augmentation de 13,000 tonnes et de 36 millions de dollars. La production d'or a augmenté de 4 p. 100 et sa valeur, de près de 6 p. 100; l'écart étant plus réduit entre le dollar canadien et le dollar américajn, le prix de l'or a été un peu plus élevé. La production d'étain a augmenté de 50,000 tonnes et sa valeur, de 26 millions. Le tonnage du plomb a diminué de 11.3 p. 100, mais le prix plus ferme en a limité la diminution de valeur à moins de 5 p. 100. L'argent, qui se trouve aussi dans le mineral de plomb, a diminué d'environ 3,200,000 onces troy. Les prédictions au sujet du minerai de fer sont en voie de se réaliser; durant la dernière décennie, la production est devenue douze fois plus grande, soit 17,400,000 tonnes d'une valeur de \$113,400,000 en 1955.

La valeur du pétrole brut a augmenté de près de 25 p. 100 en 1955. La quantité a augmenté de 32,800,000 barils, dont 25 millions extraits en Alberta. La Saskatchewan et le Manitoba ont doublé leur production à plus de 11 et 4 millions de barils. L'utilisation du gaz naturel a aussi augmenté, mais la production de charbon a diminué de 14,900,000 à 14,600,000 tormes.

L'amiante représente deux tiers de la valeur des produits non métalliques. Les expéditions en 1955 ont dépassé le million de tonnes et atteint près de cent millions de dollars. Le sel et le gypse ont aussi augmenté en quantité et en valeur et la quantité de soufre de pyrite et de gaz de fonderie a augmenté de 96,000 tonnes pour atteindre 928,000 tonnes.

La valeur des matériaux de construction a continué d'augmenter à l'unisson de l'activité de la construction. Tous les matériaux ont augmenté excepté la pierre, qui a été produite en plus grande quantité dans presque toutes les provinces mais qui a diminué en Nouvelle-Écosse ou la production en avait été exceptionnelle en 1954 par suite de l'aménagement de la chaussée de Causo.

196

Minéral	19	IS4	11	25.5
STINETAL	Volume	Valent	Volume	Valent
		\$		s
Antimoinelivres	1.302.333	349,249	1,970,000	536,5
Argent onces t.	1,302,333 31,117,949 258,675	25,907,870	27,901,427	2.1 625 7
Argent onces t. Bismuthlivres	258,675	572,183	207,670 1,971,012	422,3 3,380,7
admium"	1,086,780	1,847,526	1,971,012	3,350,7
	2,252,695			7,723,5
Columbium "	90	2,294	42	1 1
olumbium " juvie " tain onces t. ingots de rer tonnes	605,464,042	2,294 175,712,693 263,359	649,207,453 397,000	230.304 t
Stain	333,788	263,359	397,100	317.6 238.5
ndiumonces t.	477		0 2020 , 212,010	238,5
ingots de tertonnes	90,562	2,910,663	116,100	4.762.0
Magnésium et calcium	7 7 A FALS	4,101.642		4,657,2
Minera de ter tonnes Minerai de titane. " Molybdénite. livres Vickel onces t. Salladium irridium etc. "	7,361,598	49,666,507	17,377,252	113 385.5
Milieral de titane	1.541 752.417	9,462 457,912	1,736 1,289,441	12,1 806,1 216,433,6
Molybdenitelivres	752.417	457,912	1,289,441	806,1
NRCKCI	322,557,961	180,173,392	349, 161, 430	216,433,6
Palladium, irridium, etc "	4,366,440 189,350	148,764,611	4,556,400	157,305,1 8,118,0
haliblands ato	1892, 350	7,956,087	221,820	8,118,0
techblende, etc	151,356	26,467,574 12,950,469	240,000	23,000,0
Hank Brens	436,990,488	58.250.831	387,948.053	
Albining	323,529	1 617 615	121 000	3,009,11
Capitale 4	77		431,000	3,009,1
`co[lapera+	8,171	2.696 14.300	6,000	
unustène «	2,170,633	5,795.781	2,282,970	6,465,6
Plaine onces t. Flomb livres Gleinim G amale " clume "	752,982,353	90, 207, 285	853,931,313	116, 125, 1
	400,000,000	.01.6377.2370	1747-0 , 747 8 147 449	110, 12.1, 1
TOTAL, MÉTAUX		799,916,306		1,001,513,3
		7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7		2 14344 2 " 1 2 1 " "
miantelonnes uhydride arsénieuxlivres	924, 116		1,055,266	98,690,5
unhydride arsénieuxlivres	1,180,350	48,333	650,000	20.3
Sarytinetonnes	221,472	2,003,796	202,600	2,142,3
Barytine tonnes Bioxyde de titane M Brique de silice M Diafomite tonnes	221,472 88,408	3,041,2711	114,800	5.(8/1.0
Brique de silice M	3,578	465, 157)	5,502	6.56,9
Diafomitetonnes	4	192	_	
Dolomite magnésitique, brucite		4,394,280		3,859.2
au minéralegall.	284.078	148.0571	282,000	148,7
eldspathtonnes	16,096	301,049 2,987,026	18,844	370.9
luorine	118,969	2,987,026	131,728	3,003,8
Oolomite magnésitique, brucite laur minérale	2,463	254,534	_	
ypsc	3,950,422	7,094,671	4,798,200	8,455,1
ittine "	17,052 1,706,770	6,300	108,056	58,2
licalivres	1,706,770	85,139	1,186,238	75,0
lousse de tourbièretounes	90,272	3,018,622	126,100	3,322,0
	5,708	183,507	7.467	114,3
ierre de savon et tale "	28,143	335,353	28,100	334,1
ierre meulière	1 714 181	1 824 000	10	1,5
al a	1,716,151	1,574,893	1,858,879	2,006,7 10,286,2
Puartz " el " ouire "	969,887	8,340,463	1,274,011	10,286,2
	532,406 158,417	4,875,969 2,385,573	628, 261 170, 801	5,560,8
ulfate de sonde " yénite éléolitique "	123,669	1,770,528	137,000	2,759,0
Jenne cleonaque	123,009	1,771,328	137,100	1,969.0
TOTAL, MINÉRAUX NON MÉTAL-				
LIQUES				
		130,523,624	~100	149,026,0
harbon tonnes az naturel M.p.i.cu. étrole brut barils	14,913,579 120,735,211	96,600,266	14,578,821	92,227,2 14,457,0 303,561,1
az naturel	120, 735, 214	12,482,109 243,877,030	143,699,000	14,457,0
etrole brutbarils	96,080,345	243,877,030	128,811,000	303,561,1
ourbetonnes	6	60		
Total comments by		15 1 050 455		1111 215
TOTAL, COMBUSTIBLES		352,959,465		4110,245,3
bauxlonnes	1.214 839	14.742 130	1,303,499	15,190,3
hauxlonnes imentbarils	1,214,839 22,437,477	59, 035, 644	25,860,103	64,363,1
Périvés de l'argile		37 360 008		34,676,0
ierretonnes	32,767,925	39, 857, 134	26,534,209	37,629,7
able et gravier "	110,961,034	39,857,134 58,987,671	123,655,944	65,754.1
TOTAL, MATÉRIAUX DE CONS-		A Committee		
		201, 982, 696	The same of the sa	217,613,0
TRUCTION				
Total général		1,488,382,091		1,778,398,2



Répartition provinciale

La production minérale de Torre- Neuve s'accroît puisqu'elle est passée de 2.9 p. 100 da total national en 1954 à 4 p. 100 en 1955. Sa valeur a augmenté de 63 p. 100, surtout à cause de l'apport du minerai de fer provemant des gisements du Labrador, et de la modernisation et de l'expansion de la mine de Wabana, dont la production est passée de 3,800,000 tonnes en 1954 à 7,900,000. Terre-Neuve a aussi produit beaucoup de zinc, de plomb et de cuivre, à peu près toute la fluorine canadienne, ainsi que

de l'argent, de l'or, du gypse, du ciment et d'autres matériaux de construction.

Environ 40 p. 100 du charbon canadien provient des houillères de la Nouvelle-Écosse; le charbon constitue 40 p. 100 de la production minière de cette province. La consomnation ayant décru au bénéfice du pétrole et du gaz, la valeur de la production a diminué de 2 millions en 1955. La Nouvelle-Écosse produit 90 p. 100 de la barytine et 83 p. 100 du gypse extraits au Canada, et exploite d'importantes mines de sel et des puits de récupération. La valeur totale de tous les minéraux a été inférieure de 6 millions par suite de la baisse du charbon et aussi du retour à une production normale de pierre après l'achèvement de la chaussée de Canso.

La production minérale du *Nouveau-Brunswick* se compose encore principalement de charbon et de matériaux de construction dont le chiffre a augmenté en 1955, et aussi de gaz naturel et de pétrole. Toutefois des nouvelles mines de métaux communs ont enregistré en 1955 leur première production de cuivre, de plomb, d'argent et de tungstène, qui s'est élevée à \$319,041.

Ce sont le métaux qui ont fourni la majeure partie de la hausse de la production minérale au Québec, qui a augmenté de 278 millions de dollars en 1954 à 352 millions en 1955. C'est aux mines de la région limitrophe du Nouveau-Québec et du Labrador que revient l'augmentation phénoménale de la production de minerai de fer, qui est passée à 4,500,000 tonnes. Parmi la douzaine de métaux produits dans la province, il y a le cuivre (100,000 tonnes), l'or (plus d'un million d'onces troy) et le plomb (5,000 tonnes). L'amiante, qui a dépassé un million de tonnes, a accusé la hausse la plus importante parmi les minéraux non métalliques. La production de soufre et de titanium a également augmenté, et les premières extractions de minerai de lithium ont débuté près de LaCorne vers la fin de l'année. Les usines de ciment ont expédié 9,600,000 barils contre 7,500,000 en 1954.

En Ontario, environ 80 p. 100 de la valeur de la production minérale provient des métaux. Leur valeur, en 1955, a été supérieure de 72 millions à celle de 1954. Douze des treize classes de métaux ont contribué à l'augmentation. Le cuivre est passé de 140,000 à 145,000 tonnes et le minerai de fer, de 2,400,000 à 4,230,000 tonnes. L'Ontario est la source de toute la production canadienne de magnésium et de calcium, de platine et de tellure, de 99 p. 100 de celle de cobalt, de plus de 90 p. 100 de celle de nickel, de

198

55 p. 100 de celle d'or et de 45 p. 100 de celle de cuivre. La hausse des minéraux non métalliques a été modérée et tient surtout à l'amiante et au sel, La production de gaz naturel et de pétrole dans le sud-ouest de l'Ontario (5 millions de dollars) n'a guère changé. L'Ontario est en tête pour la production de matériaux de construction: en 1955, la province a produit 7,700,000 barils de ciment, 48 millions de tonnes de sable et de gravier, et 12 millions de tonnes de pierre pour la construction.

Les métaux communs constituent les deux tiers de la production minérale du Manitoba, et ils sont tous extraits à Flin-Flon, à la limite de la Saskatchewan, et à Lynn-Lake. La valeur de la production minière a plus que doublé en 1955 par suite d'une augmentation du cuivre, du niekel et du zinc. Les puits de pétrole dans le Sud-Ouest ont également doublé leur production (2 à 4 millions de barils), et un nouvel outillage a haussé la production de ciment à 2 millions de barils.

La part de la Saskatchewan dans les mines de métaux communs de Flin-Flon, ses mines d'uranium dans la région de Beaverlodge, ses puits de pétrole et de gaz naturel et ses houillères du Centre et du Sud sont les sources les plus importantes de sa production minérale. La Saskatchewan est seule à produire du sulfate de sodium. La production de pétrole brut, qui a doublé en 1955, constitue l'avance la plus saillante de la province.

Sa production croissante de pétrole place l'Alberta au troisième rang des provinces quant à la production minérale. Le pétrole brut et le gaz naturel, pour leur part, ont augmenté la production de la province de 47 nillions de dollars en 1955, chiffre qui serait plus élevé sans la baisse de la production de charbon. La production de pétrole a dépassé 112 millions de barils et celle de gaz naturel a atteint 126,750,000 M pieds cubes. Les matériaux de construction ont augmenté de \$1,600,000.

La production minière de la *Colombie-Britannique* est également tributaire en grande partie des métaux. En 1955, on y a extrait 209,000 tonnes de zinc, 153,000 tonnes de plomb, 22,000 tonnes de cuivre, 8,500,000 onces troy d'argent, 256,000 onces troy d'or, 698,000 tonnes de minerai de fer et 1,100 tonnes d'oxyde tungstique. Les minéraux non métalliques comportaient des quantités importantes d'amiante, de tourbe et de soufre, et la production de matériaux de construction a continué d'augmenter. La production commerciale de gaz naturel dans la région de la rivière de La Paix débutera dès qu'on aura achevé l'aménagement d'un pipe-line.

Les métaux communs et le charbon constituent la production minière du Yukon; la production des Territoires du Nord-Ouest comprend l'or, l'argent, le gaz naturel et le pétrole. La production a été en général inférieure dans ces deux régions.

Production minérale, par province, 1953-1955

	1953		1954		1955	
Province ou territoire	Valent	du total	Valeur	% du total	Valeur	du total
	\$		\$		\$	
Terre-Neuve. Nouvelle-Écosse. Nouveau-Branswick. Québec. Ontario Manitoba. Saskatelewan. Alberta. Cal. Britannique. Vinkou. Territoires du N. O.	33,780,622 67,364,408 11,663,618 251,881,781 465,877,093 25,266,112 48,081,970 248,863,295 158,487,812 10,300,230	2·5 5·0 0·9 18·8 34·9 1·9 3·6 18·6 11·9 0·8 1·1	42,898,033 73,450,898 12,468,328 278,818,670 406,747,574 35,106,922 68,216,009 279,042,735 158,630,867 26,414,000 16,588,660	2·9 4·9 0·8 18·7 33·4 2·4 4·6 18·7 10·7 1·8 1·1	70,347,215 67,356,081 14,279,350 352,100,900 577,941,712 62,979,841 83,769,427 323,740,702 188,052,793 23,454,064 14,406,187	4 · 6 3 · 8 0 · 8 19 · 8 32 · 5 3 · 5 4 · 7 18 · 6 10 · 6
Total	1,336,303,503	100 0	1,488,382,091	100 - 0	1,778,398,272	100 - 0



Tous les jours la mar tournit sa récalte argentée aux quais de pêche de Vancouver. Le saumon frais est congelé et emballe dans des boites et aussitôt acheminé sur le marche.

Pêche

l'est tout à fait naturel qu'un pays au fittoral aussi étendu que le Canada et au sol irrigné par tant de rivières et de laes récolte les produits de ces eaux et tasse à la pêche une place importante dans son économie. Le Canada a en outre la bonne fortune de possèder à proximité de ses côtes les pêcheries les plus prolifiques du monde. Les Grands banes de la côte de Terre-Neuve étaient intensément exploités déjà avant la colonisation du continent, et la morue et les autres poissons côtiers font depuis longtemps partie du régime ordinaire de nombreux peuples du sud de l'Europe, de l'Amérique du Sud et des Antilles. Les pêcheries de l'Atlantique fournissent aux pêcheurs canadiens plus de trente espèces de poissons, de crustacés et de cétacés, dont les plus importants dans le commerce sont la morue et le homard. Les grandes pêches de saumon des estuaires de la côte canadienne du Pacifique, qui fournissent aussi beaucoup de hareng et d'aiglefin, sont également d'une importance unique pour le pays.

Bien que l'industrie de la pêche ait relativement perdu de son importance par rapport à d'autres divisions de l'économie canadienne, elle est encore très importante dans les régions côtières. Le débarquement, chaque année, de quelque 2 milliards de livres de poisson fournit le vivre à plus de 62,000 personnes concentrées dans ces régions, et le conditionnement, le transport et la commercialisation du poisson, à beaucoup plus de personnes encore. En général, les Canadiens ne mangent pas beaucoup de poisson. En moyenne, chacun d'eux consomme moins de 4 livres par année; aussi, environ les deux tiers des produits de la pêche sont-ils écoulés en dehors du pays, principalement aux États-Unis.

C'est sur la côte atlantique que l'industrie canadienne de la pêche a le plus progressé ces dernières années. L'isolement qui caractérisait la pêche pratiquée par les particuliers sur le littoral, et les problèmes sociaux qui en ont résulté, ont tendu à retarder le développement de ce mode de pêche; d'autre part, il y a eu tendance à utiliser de plus gros bateaux de haute mer, équipés d'appareils modernes de navigation et de repérage du poisson. Comme ces navires vont an large et s'adonnent au commerce du poisson frais, les pêcheurs commencent à se concentrer dans les ports qui possèdent des installations de conditionnement, et ainsi se règlent les problèmes créés par l'isolement.

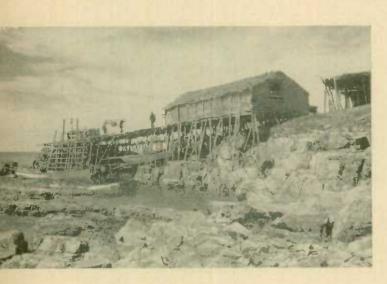
Les établissements qui s'occupent de traiter le poisson frais grandissent dans les provinces de l'Atlantique et au Québec. Des établissements nouveaux ou transformés de filetage et de congélation alimentent le marché de produits comme les blocs de poisson congelé qui sont utilisés pour la fabrication de "bâtonnets" crus ou pré-cuits. Ou porte une attention de plus en plus grande à la qualité des produits et à la propreté des établissements, En outre, le poisson salé demeure un produit important, surtout à Terre-Neuve, mais la salaison domestique cède le pas à la salaison mécanisée qui donne un produit plus uniforme.

Le commerce du poisson frais a surtout progressé grâce à l'amélioration des moyens de transport et de distribution aux maisons de gros et de détail. Aujourd'hui, les entrepôts frigorifiques assurent aux centres intérieurs un approvisionnement constant de presque tous les produits et espèces de poisson et le transbordement des petites cargaisons se fait avec plus de soin; aussi,

PÉCHE 201

les petits centres urbains peuvent-ils se procurer plus facilement le poisson frais. De plus, depuis qu'on a commencé à présenter au public les produits de la pêche sous une forme attrayante, la popularité de ces articles alimentaires s'est fort accrue.

Les services administratifs, fédéraux et provinciaux, favorisent le développement de la pêche dans l'Atlantique par des programmes de prêts, des travaux publics pour améliorer les ports, et des recherches et des démonstrations pratiques dans le domaine de la hiologie marine et de la technologie du traitement des aliments. La commercialisation est également aidée par l'inspection, le classement et la diffusion de renseignements généraux sur les marchés. Les provinces prêtent des sommes pour l'achat d'embarcations, encouragent l'industrialisation et aident aux œuvres visant à parfaire la formation des pêcheurs. D'autre part, une part notable des progrès récents de la pêche revient à l'entreprise privée, depuis les simples patrons de bateau qui pratiquent la pêche sur une petite échelle jusqu'aux sociétés commerciales et industrielles qui réunissent des sommes et un personnel relativement considérables.



Un des multiples appontements de la côte de Terre-Neuve où les pêcheurs, qui utilisent de petits doris, apportent leur prise quotidienne de morue qui est aussitôt vidée, salée et séchée.

La pêche du saumon, du hareng et du flétan sur la côte du Pacifique s'est transformée par ses seuls moyens en une industrie bien organisée et équipée. Le rétablissement définitif de la montaison du sockeye dans le Fraser est peut-être l'événement le plus important qui soit survenu dans la zone du Pacifique; il marque l'aboutissement de plusieurs années d'effort. Une grande part de la prise de saumon est vendue en conserve. Les entrepôts frigorifiques fournissent du flétan au marché durant toute l'année et des établissements de traitement transforment le hareng en farine et en huile.

Le rendement de la pêche en eau douce est minime par rapport à celui de la pêche côtière, mais son importance locale demeure considérable. La production commerciale comprend surtout la truite de lac ainsi que le corégone des Grands lacs, du lac Winnipeg et du Grand lac des Esclaves.

Le ministère fédéral des Pêcheries, qui régit toute la pêche côtière au Canada (sauf au Québec) et certaine pêche intérieure, s'occupe de développer

202

L'équipage d'un chalelle drifter amarré à Chéticier, (N.-É.) débarque le havier, pris à 40 milles au large de Can-Bruton.



l'industrie à son maximum ainsi que d'établir et de maintenir des normes de qualité. L'Office technique et scientifique des pêches du Canada, division du ministère, étudie les ressources aquatiques du pays en vue de leur conservation et de leur meilleure utilisation. Sur le plan international, l'importance de la conservation est reconnue depuis assez longtemps et des traités ont été adoptés pour prévenir la surexploitation des réserves de poissons de mer et de lac.

Le Canada et les États-Unis travaillent, au moyen de la Commission internationale de la pêche au flétan du Pacifique, à préserver les réserves de flétan du Pacifique-Nord et de la mer de Béring, et, par la Commission internationale des pêcheries de saumon du Pacifique, à conserver et accroître le sockeye du Fraser. En 1950, le Canada et neuf autres pays ont signé la Convention sur les pêches du nord-ouest de l'Atlantique alin d'assurer le maintien des ressources du nord-ouest de l'Atlantique; d'autre part, en 1951, les États-Unis, le Japon et le Canada ont signé la Convention internationale sur les pêches hauturières du Pacifique nord. La Convention sur les pêches des Grands lacs, passée en 1955, pourvoit à une action commune du Canada et des États-Unis pour rechercher les moyens de prévenir, dans ces eaux,

Le premier ministre du Canada, le très hon. Louis-S. Saint-Laurent, prononce une allocution à la réunion annuelle de la Commission internatianale des pêches du nord-ouest de l'Atlantique (Ottawa, juin 1955). Le Canada a conclu plusieurs accords internationaux pour empêcher la surexploitation des réserves de poissan des eaux de mer et des eaux intérieures.



les dévastations de la lamproie. Le Canada est également partie à l'Accord sur la lautre de l'Alaska et membre de la Commission internationale de la pêche à la baleine.

Statistique de la pêche

En 1954, l'industrie de la pêche au Canada a généralement connu une année satisfaisante. Les débarquements se sont chiffrés par un pen plus de 2 milliards de livres valant \$96,700,000. La valeur commerciale a atteint près de 185 millions de dollars. L'augmentation sur l'année précédente est due pour une bonne part aux débarquements fort accrus de norme et d'aiglefin dans la zone de l'Atlantique. La production sur la côte du Pacifique a été marquée d'une prise record de flétan et de la plus forte prise de sockeye depuis 1913. Pour la première fois depuis 1951, la pêche du hareng n'a pas été interrompue par des différends entre pêcheurs et usines de traitement.

Les chiffres de 1953 (année la plus récente dont le détail soit comm) paraissent aux tableaux ci-après. Ils n'incluent pas ceux de Terre-Neuve, mais des estimations indiquent que 499,200,000 livres de poisson, d'une valeur marchande de 24 millions, ont été débarquées à Terre-Neuve en 1953. L'ensemble des débarquements dans tout le Canada avoisinerait donc 1,845,500,000 livres et la valeur commerciale, \$174,227,000.

Quantité débarquée et valeur des produits vendus des principales pêches commerciales, par province, 1952 et 1953

(Sans Terre Neuve)

Province		19	52	19	53
ou territoire	Espèce de poisson	Quantité débarquée	Valeur des produits	Quantité débarquée	Valeur des produits
		milliers de livres	milliers de dollars	milliers de livres	milliers de dollars
Île-du-Prince-Édouard	Homard	8.375	2,265	6,998	2,452
	Morne	3.452	189	3,059	153
Nouvelle-Écosse	Éperlan Morue Homard	622 149,155 23,063	163 12,666 9,063	889 116,259 23,646	10,035 9,822
Nouveau Brunswick	Aigletin Homard Sardine	51,200 10,379 52,887	4,932 6,538 4,466	52,791 8,630 32,734	5,036 6,470 3,195
Québec	Hareng	86,474	2,545	52,314	1,617
	Morne	61,156	2,866	49,289	2,271
	Homard	2,314	766	2,646	974
Ontario	Hareng	47,112	628	46,360	651
	Corégone	9,426	2,956	10,214	3,042
	Sandre	7,447	1,181	10,399	1,171
Mani(oba	Doré	4.670	1,259	4,650	I,047
	Doré	10.381	2,603	9,585	2,357
	Corégone	5.758	1,582	4,539	I,239
Saskatchewan	Doré noir	4,295	752	2,413	436
	Corégone	5,639	852	3,889	690
	Truite	1,234	209	1,208	245
Alberta	Doré	1,175	202	980	178
	Corégone	3,159	644	3,021	627
	Tullibee	5,428	191	6,320	311
Colombie-Britannique	Doré Saumon Hareng	155 146,965 189,497	30 40,495 4,235	315 186,914 298,241	47,936 6,518
Terr, du Nord-Ouest	Flétan	23,489	5,672	24,882	5,721
	Corégone	3,831	1,247	3,866	897
	Truite	2,888	926	2,427	565
Total	Saumon (Pac.).	146,965	40,495	186,914	47,936
	Homard.	44,131	18,634	41,920	19,718
	Morue (Atl.).	238,640	17,590	489,296	13,897

Quantité débarquée et valeur de tous les produits de la pêche, par province, 1951–1953

(Sans Terre-Neuve)

Province	Qua	intité débarq	Valeur de la production			
ou territoire	1951	1952	195,1	1951	1952	1953
	(mi	illiers de livr	es)	(mil	liers de doll	ars)
Île du-PÉdouard.	27,224 1	32,471	31,854	3,213	3,759	4,049
Nonvelle-Écosse	381.904	392,396	367,583	42.435	42,345	40,012
Nouveau-Brunswick.	227,038	254,599	197,206	21,155	20,504	17,523
Québec	102,119	127,563	113, 162	5.511	6,113	5,80
Öntario,	30,969	38,044	44.836	7,925	8,344	7,910
Manitolia	35,457	31,338	23,359	7.524	5,960	4,78
Saskatchewan	11,512	10,612	8,481	1.749	1,440	1,28
Alberta	8,300	9,657	10.839	862	943	1,086
Col. Britannique	620,846	404,500	542,279	85 397	58,098	66,260
Terr. du Nord-Ouest.	7,477	7.042	6.719	2.262	2,225	1,51
Total	1,452,945	1,308,222	1,346,318	175,894	149,821	150,227

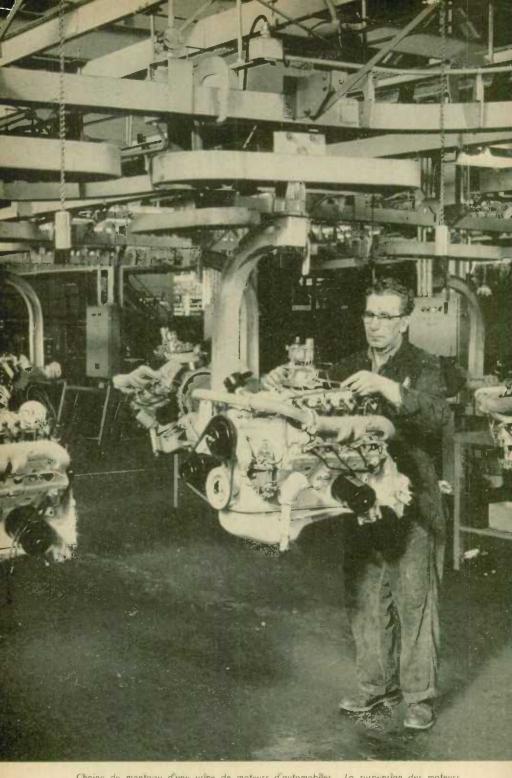
Statistique du traitement industriel du poisson, 1948-1953

Année	Établis sements	Employés	Traire- ments et salaires	Coût du combus- tible et de l'élec- tricité	Coût des matières employées	Valeur de vente des produits
	(non	ibre)		(milliers o	ie dollars)	
1948 1949 1950 1951 1952 1953	600 599 591 639 635 598	16,497 16,087 14,861 18,706 17,551 13,731	17,041 16,970 18,722 24,744 24,426 23,092	1,782 1,731 1,773 2,724 2,533 2,410	74,588 69,090 79,959 101,621 80,458 85,908	115,821 111,919 128,424 163,010 134,725 137,310

¹ Y compris Terre Neuve.



Une partie de plus en plus grande des produits de la pâche du Canada parvient au consommateur à l'état frais et congelé. Leur présentation attra yante a beaucoup fait pour en augmenter la vente sur le marché intérieur.



Chaine de montage d'une usine de moteurs d'automobiles. La suspensian des moteurs permet à l'ouvrier de travailler tout autour sans se pencher et ainsi d'augmenter son rendement.

Fabrication

UNE période d'expansion de quinze ans datant de la guerre a consacré la position du Canada parmi les six premières nations industrielles du monde. Les facteurs qui y ont contribué sont un gouvernement stable, le sentiment de l'unité nationale, la confiance dans un énorme potentiel industriel d'où émanent la stabilité commerciale et un climat favorable aux grands investissements, les nouvelles déconvertes d'immenses gisements de fer et autres ressources minérales, la mise en valeur de diverses sources d'énergie pour l'industrie, l'application des plus récentes techniques dans l'exploitation d'abondantes matières premières et dans la production croissante de denrées secondaires et tertiaires. Le grand stimulant, toutefois, c'est la dépendance du monde à l'égard du Canada quant aux matériaux industriels. Cette dépendance croissante a provoqué l'intensification des industries primaires, et. pour une grande partie, le développement des installations. Parallèlement, la prospérité de ces industries a élargi la gamme des produits industriels rentables du Canada, et l'augmentation du revenu national a intensifié la demande de produits de consommation.

L'industrie manufacturière du Canada représente actuellement environ 29 p. 100 de la valeur totale des biens et services du pays. En 1954, 1,268,000 personnes employées dans les usines gagnaient 3,881 millions de dollars et les expéditions des fabriques valaient 17,498 millions. Ces chiffres sont légèrement inférieurs aux pointes atteintes en 1953, mais 1955 laisse prévoir un nouveau bond.

Avant la seconde guerre mondiale, le développement de l'industrie canadienne a été modéré. Quelques industries, comme la pâte et le papier, le matériel de transport et les instruments aratoires étaient importantes dans les années 1920, mais l'activité économique s'est ralentie dans les dix ans qui suivirent. Par conséquent, la guerre est pour beaucoup dans l'essor récent de la fabrication. Le Canada, possédant les matières premières et l'énergie et ayant reçu l'impulsion et les capitaux nécessaires, a prouvé qu'il était capable de faire face à toutes les exigences. Le développement a été particulièrement frappant dans le domaine des outils des appareils électriques, des produits chimiques et de l'aluminium. De 1938 à 1946, l'indice de la fabrication s'est élevé de 100 · 6 à 189 · 9, soit de 89 p. 100. Le taux d'accroissement a baissé à 32 p. 100 dans les sept années d'après-guerre, mais durant cette époque le développement a été caractérisé par la diversification. La recherche intensive de nouveaux minéraux a amené d'importantes découvertes qui ont donné lieu à une mise en valeur rapide du pétrole brut, du gaz naturel, du minerai de fer, de métaux non ferreux et d'autres minéraux moins importants. Ces réalisations, et le besoin qui en a résulté de matériel d'exploitation et de traitement, ont fourni un grand élan aux industries productrices de biens durables. De plus, les matières premières nombreuses et variées du pays ont appelé la création de moyens de transformation plus nombreux et l'établissement d'industries utilisant des matières déjà traitées et de l'énergie. Les découvertes de pétrole et de gaz ont tout particulièrement

FABRICATION 207

rendu possible l'établissement de grandes industries chimiques produisant une foule d'articles. Les besoins de l'OTAN et de la guerre de Corée ont également stimulé certaines industries, particulièrement l'avionnerie et l'électronique, surtout pour l'écran de radar du Nord canadien.

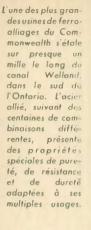
Un grand nombre d'industries ont élargi la gamme de leurs fabrications pour profiter du marché des produits subsidiaires on complémentaires et pour mieux répondre aux fluctuations de la demande. D'autres industries ont pris des mesures pour assurer elles-mêmes la vente de leurs produits. On a attaché davantage d'importance à l'utilisation de matières premières indigènes et à une meilleure utilisation des déchets d'autrefois. L'industrie, particulièrement dans le domaine métallurgique, chimique et électronique, a fait de grands progrès techniques qui valent au marché de beaucoup de matières, de substances et de marchandises nouvelles.

Ainsi, le Canada, qui ne groupe que 0.66 p. 100 de la population mondiale, se révèle une nation extrêmement industrielle et urbaine produisant des biens de consommation et de production de haute qualité pour le marché intérieur et mondial.

Le tableau de la p. 210 montre le long et constant développement de l'industrie manufacturière canadienne. Les chiffres ne peuvent faire l'objet que de comparaisons relatives car ils couvrent un laps de temps très long au cours duquel les méthodes de réunion et d'interprétation des renseignements ont quelque peu changé. En 1952, en particulier, la réunion de la statistique sur la production de biens manufacturés s'est inspirée d'un nouveau principe qui a fait remplacer la "valeur brute de production" par la "valeur d'origine des expéditions". La première se réfère à la valeur d'origine, au prix de vente moyen, de tous les produits manufacturés, vendus ou non, expédiés ou non. La seconde vise toutes les ventes de l'année, sans tenir compte de la date de production. En outre, les chiffres bruts de chaque série sont plus élevés que la contribution réelle de l'industrie à l'économie puisque chaque établissement déclare la valeur des biens quittant la fabrique. momant qui inclut le coût du travail aux stades de production antérieurs. Par exemple, la valeur des expéditions d'une fabrique de vêtements comprend non seulement la valeur du travail de la fabrique, mais également celle de la production de coton brut, de son expédition au Canada, du filage et du tissage qui l'ont transformé en fil et tissu. Par conséquent, en déduisant le coût des matières premières, du combustible et de l'électricité de la valeur brute de production ou, à partir de 1952, de la valeur brute d'origine des expéditions, le chiffre net obtenu représente plus exactement la contribution des fabriques en question à l'économie nationale, mais il comprend encore certaines contributions de la part d'autres établissements, tels que les sociétés d'assurance et les agences de publicité, et des frais de transport.

L'appréciation de la valeur des biens manufacturés au cours d'un certain nombre d'années doit tenir compte des fluctuations de prix. Le volume de la production, contrairement à la valeur, n'est pas touché par les fluctuations de prix et fournit par conséquent une indication plus exacte de l'augmentation des biens et services mis à la disposition du consommateur. L'indice volumétrique de la production manufacturière (1935-1939 = 100) a été de 263-0 en 1953 contre 189-9 en 1946; l'indice des biens durables de 323-9 et l'indice des biens non durables de 224-1, contre 205-1 et 180-2.

208 CANADA 1956

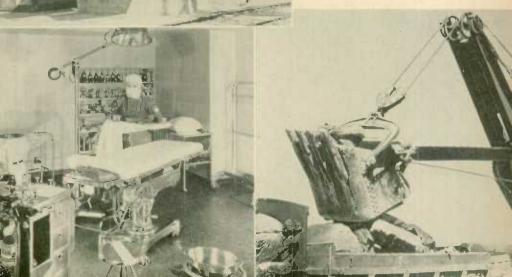




Le silicium confère des propriétés électriques spéciales à l'acier entrant dans l'énorme transfarmateur aussi bien que dans le miniscule moteur d'un rasair électrique.

Le chrome permet d'obtenir l'acier inoxydable nécessaire aux usages où la proprete absolue s'impasse

Le magnésium rend l'acter hès résistant à l'usure, à l'effort et aux heurts.



Année Établissements Employés Salaires Coût des matières premières Valeu nette de produit (milliers de dollars 1870° 41,259 187,942 40,851 124,908 96,7 1880° 49,722 254,935 59,429 179,919 129,7 1890° 75,964 369,595 100,415 250,759 219,01900° 14,650 339,173 113,249 266,528 214,51910° 19,218 515,230 241,008 601,509 564,4 1917° 21,845 606,523 497,802 1,539,679 1,281,1920 22,532 598,893 717,494 2,085,272 1,621,299° 22,216 666,531 777,291 2,029,671 1,755,3 1933 23,780 468,658 436,248 967,789 991,6	es brute des produits
1870¹ 41,259 187,942 40,851 124,908 96,7 1880¹ 49,722 254,935 59,429 179,919 129,7 1890¹ 75,964 369,595 100,415 250,759 219,0 1900² 14,650 339,173 113,249 266,528 244,5 1910² 19,218 515,230 241,008 601,509 564,4 1917² 21,845 606,523 497,802 1,539,679 1,281,1 1920 22,532 598,893 717,494 2,085,272 1,621,2 1929° 22,216 666,531 777,291 2,029,671 1,755,3	10 221,618 57 309,676 469,848
1880¹ 49,722 254,935 59,429 179,919 129,7 1890° 75,964 369,595 100,415 250,759 219,6 1900° 14,650 339,173 113,249 266,528 214,5 1910° 19,218 515,230 241,008 601,509 564,4 1917° 21,845 606,523 497,802 1,539,679 1,281,1 1920 22,532 598,893 717,494 2,085,272 1,621,2 1929° 22,216 666,531 777,291 2,029,671 1,755,3	57 309,676 89 469,848
1939 24,805 658,114 737,811 1,836,159 1,531,0 1940 25,513 762,244 920,873 2,449,722 1,942,3 1943 27,652 1,241,068 1,987,292 4,690,493 3,816,4 1944 28,483 1,222,882 2,029,621 4,832,333 4,015,7 1945 29,050 1,119,372 1,845,773 4,473,669 3,564,3 1946 31,249 1,058,156 1,740,687 4,358,235 3,467,6 1947 32,734 1,131,750 2,085,926 5,534,280 4,938,7 1948 33,420 1,155,721 2,409,368 6,632,882 4,938,7 1948 33,5792 1,171,207 2,591,891 6,843,231 5,330,5 1950 35,942 1,183,297 2,771,267 7,538,531 5,942,6 1951 37,021 1,258,375 3,270,281 9,074,526 6,940,5 1952 37,929 1,288,385 3,670,20 9,146,172 7443,57	67 1,165,976 32 2,820,811 3,706,545 874 3,883,446 71 1,954,076 552 3,474,784 71 4,529,173 14 8,732,861 76 9,073,693 16 8,250,369 05 8,035,692 156 10,081,027 87 11,875,170 66 12,479,593 13,817,526 47 16,392,187

¹ De 1870 à 1890, les chiffres comprennent tous les établissements sans égard au nombre dremployés, y compris les établissements s'occupant de construction, de réparation et de travail à laçon. ¹ Comprend tous les établissements de 5 employés et plus. ¹ A partir de 1917, les chiffres comprennent tous les établissements sans égard au nombre d'employés, sauf les établissements s'occupant de construction, de réparation et de travail à façon. ⁴ A partir de 1929, la vafieur nette représente la valeur brute moins le coût des matières premières, du combustible et de l'électricité. Avant 1929, seul le coût des matières premières est déduit. ⁴ A partir de 1949, les chiffres comprennent Terre-Neuve. ⁴ Plusvalue de fabrication (voir texte p. 208). 7 Valeur brute d'origine des expéditions (voir texte p. 208).

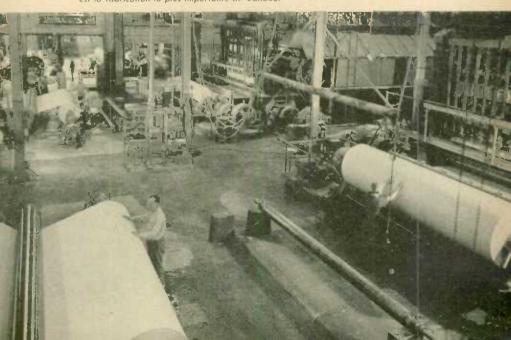
Bien que des centaines de nouveaux articles se soient ajoutés à la liste des produits manufacturés du Canada depuis la guerre, le groupe des industries principales est demeuré à peu près le même en 1953 qu'en 1946. Toutes les industries manufacturières se sont développées, mais non d'une manière uniforme, de sorte que l'ordre d'importance en a quelque peu changé. Les avions, pièces d'automobile et produits alimentaires divers se sont haussés au rang des quinze premières industries, alors que les appareils et fournitures électriques, la minoterie et la confection pour femmes en sont disparus.

L'industrie de la pâte et du papier, la première du Canada durant plusieurs années, a augmenté sa production de 124 p. 100 de 1946 à 1953. Ses expéditions en 1953 ont totalisé 1,180 millions, soit presque 7 p. 100 des expéditions totales de la fabrication. Cette industrie est la plus forte consomnatrice d'énergie électrique et le plus gros acheteur de biens et services, y compris le transport. Sa production de papier-journal dépasse de cinq fois celle de tout autre pays et répond à plus de la moitié des besoins mondiaux. C'est aussi le plus grand exportateur mondial et le second producteur de pâte. Ainsi, cette industrie, dont les quatre cinquièmes de la production sont exportés, se classe parmi l'une des plus grandes entreprises du monde. Les scierics, autre industrie du forestage, ont également doublé la valeur de leurs expéditions (581 millions) de 1946 à 1953. L'expansion de ces deux industries a exigé d'importantes immobilisations qui, de 1948 à 1953, se sont montées à 606 et 113 millions respectivement (on ne dispose pas des chiffres de 1946 et 1947).

La seconde industrie en importance, réduction et affinage des métaux non ferreux, a augmenté ses expéditions de 186 p. 100 de 1946 à 1953 (871 millions). Le Canada est un des premiers producteurs de métaux, premier pour la production de nickel, second pour l'aluminium et le zinc et quatrième pour le cuivre et le plomb. Cette industrie dépend autant des ressources hydro-électriques que des gisements existants car la réduction et l'affinage des minerais requièrent d'énormes quantités d'électricité. L'électricité bon marché a été le principal facteur dans l'établissement de l'importante industrie de l'aluminium du Canada qui utilise des minerais et concentrés importés. La production d'une tonne d'aluminium exige 20,000 kWh, quantité suffisante pour couvrir les besoins d'un ménage canadien moyen pendant douze ans. La fabrication nationale a atteint plus de 500,000 tonnes d'aluminium en 1953 et les immobilisations de capitaux de 1948 à 1953 se sont chiffrés par 218 millions.

La fabrication des véhicules automobiles s'est haussée au troisième rang des industries canadiennes, la valeur des ventes ayant augmenté de 333 p. 100 depuis 1946. Le nombre de voitures particulières fabriquées s'est élevé de 91,871 en 1946 à 360,385 en 1953; on comptait, en 1953, une voiture pour 5 · 9 personnes. Les investissements de 1948 à 1953 se sont chiffrés par 127 millions. La prospérité de l'industrie se répercute peut-être sur un nombre plus grand d'industries et de services, et par conséquent sur une portion plus grande de la population que toute autre industrie. L'industrie est le plus gros client des producteurs de pétrole, d'acier, de verre à glaces, de nickel, de plomb, de caoutchoue, de textiles et même de fer. Chaque automobile est composée de 12,000 à 20,000 pièces qui contiennent, sous une forme ou une autre, les matières premières et presque toutes les matières agricoles que produit le Canada. De plus, la vente au détail des véhicules automobiles et de l'essence et de l'huile se classe en second rang, précédée par les seuls aliments et boissons. L'industrie des pièces d'automobile est actuellement la onzième pour la valeur de production, et celle des articles en caoutchouc, dépendant presque entièrement des véhicules automobiles, la douzième. Les industries du groupe des transports comprennent également la fabrication du matériel roulant ferroviaire qui occupait le dixième

L'aboutissement du long travail de la machine à papier. Le papier-journal sera fendu selon les besoins et enroulé de nouveau. Le papier-journal (\$657,487,000 en 1954) est la fabrication la plus importante du Canada.



rang en 1953. L'activité des fabriques de locomotives et de wagons s'est maintenue grâce à d'importantes immobilisations, et les ateliers d'entretien et de réparation ainsi que les fournisseurs de pièces, dont l'activité est continue, ont exercé une influence régulatrice sur la production et l'emploi.

Quatre industries manufacturières basées sur la production agricole sont parmi les quinze premières en 1953; l'abatage et la conservation de la viande au quatrième rang, la (abrication du beurre et du fromage au neuvième, les préparations alimentaires diverses au treizième, et la boulangerie au quatorzième. Le développement de ces industries a été un peu plus lent que celui des autres industries parce que leur production dépend surtout de la demande nationale; l'accroissement de la population et l'augmentation de la consommation par habitant en absordent le surplus. Au sein de ces industries, il s'est produit un renversement dans l'importance des denrées, mais l'industrie de l'abatage et de la conservation de la viande a augmenté ses ventes à raison de 74 p. 100 entre 1946 et 1953, l'industrie du beurre et du fromage de 69 p. 100 et l'industrie des produits alimentaires divers de 105 p. 400.

Les expéditions des dérivés du pétrole (695 millions de dollars), industrie occupant le cinquième rang, ont augmenté de 21 p. 100 en valeur. L'industrialisation croissante du Canada et l'extension des moyens de transport se reflètent dans l'utilisation accrue des produits du pétrole. La consommation d'essence-auto a énormément augmenté, et l'abaodon du charbon pour le mazout par les industries manufacturières, les chemins de fer et les particuliers en a fort accru la demande. Grâce à la mise en valeur des nappes pétrolifères de l'Ouest et à la construction de pipe-lines pour transporter le pétrole brut vers l'est et l'ouest du pays, celui-ci a pu se suffire dans une plus grande mesure. Le brut canadien a représenté 10 p. 100 du pétrole raffiné au Canada en 1946, et 46 p. 100 en 1953. La production des raffineries canadiennes est presque consommée entièrement dans le pays. Les immobilisations se sont élevées, de 1950 à 1953, à 199 millions,

1, industrie du fer et de l'acier bruts a répondu à l'expansion générale. La valeur des expéditions a triplé, passant de 153 millions en 1946 à 459 millions en 1953 et conférant à cette industrie le septième rang. Grâce à de nouveaux hauts fourneaux, la production de fonte en gueuses est passée de 1,406,000 tonnes en 1946 à 3,012,000 en 1953 et celle de lingots et moulages d'acier de 2,327,000 à 4,116,000 tonnes. Les immobilisations ont été de 211 millions de 1948 à 1953.

L'une des progressions les plus marquantes de la période a été celle des avions et pièces d'avion dont les expéditions sont passées de 36 millions en 1946 à 399 millions en 1953, établissant ainsi l'industrie en huitième place quant à la valeur de sa production. Cette progression a été fort accélérée par les besoins de la défense à compter de la guerre de Corée, en 1950. On a commencé la fabrication d'un chasseur à long rayon, de conception entièrement canadienne, de même que de plusieurs avions de défense de type américain. On a construit plusieurs types d'avions civils spécialement adaptés aux conditions de vol au Canada, particulièrement à celles du Nord. Ces avions ont été bien archeillis à l'intérieur et à l'extérieur du pays. L'expansion de l'industrie a provoqué de nouvelles fabrications comme les instruments d'avion, les roulements à aiguilles et les alliages spéciaux capables de résister à la chaleur des moteurs à réaction.

212 CANADA 1956

L'accroissement de la population et l'augmentation de son revenu se traduisent par une consommation plus forte de viande et autres produits animaux. En 1955, le marché intérieur a absorbé 33,000 b o v in s, 100,000 porcs, 16,000 yeaux et 15,600 moutons et agneaux.



La confection pour hommes est la seule industrie textile figurant parmi les quinze premières en 1953; la valeur de sa production s'est élevée de 79 p. 100 depuis 1946. L'industrie textile a souffert des tensions économiques de ces dernières années, mais l'accroissement des ventes de détail a contribué à hausser le niveau de l'industrie de la confection.

Statistique des quinze principales industries, 1953

Industrie	Éta- blisse- ments	Employés	Salaires	Coût des matières premières	Plus- value de fabri- cation	Valeur d'origine des expé- ditions
				(milliers d	le dollars)	
Pâte et papier	127	58.194	235,742			1,179,665
Réduction et affinage						
des métaux non ferreux	18	25,115	94,546		310,207	870,918
Véhicules automobiles	20	32,973	131,316	557,709	273,598	835,555
Abatage et conservation						
de la viande	152	22,887	74,432		152,023	829,468
Dérivés du pétrole	5.5	11,858	48,575		159,603	694,989
Scieries	8,194	60,933	142, 131	.304,585	269,066	580,694
Fer et acier bruts	62	34,956	129,710		216,958	458,904
Avions et pièces	43	38,048	142,376		260,548	398,744
Beurre et fromage	1,527	20,697	52,508	293,916	95,787	396,956
Matériel roulant de ch.		20 447	410 031	470 003	172 .70	220 221
de fer	36	35,447	118,026	179,892	153,678	338,321
Pièces de véhicules au-	179	23.335	81.187	162.324	141,252	307,677
tomobiles	72		70.995		172.674	
Articles en caoutchouc. Préparations alimentai-	8.2	22,600	70,993	114,337	172,074	290,735
res diverses	322	9.757	26.028	200.379	80,865	284.366
Produits de la boulan-	322	9,131	20,020	200,379	607,603	204,300
gerie	2.571	33.540	80.903	129. 225	139.988	277,098
Confection pour homme	601	35, 119	74,710		125.834	273.916
Contraction from nomina	11074	1717 1 4 4 2	74, 210	141,204	120,004	27.7. 110
Total, quinze prin- cipules industries	13,979	465,459	1,503,185	4,625,228	3,152,016	8,018,936
Pontcentage des quinze principales industries par rapport à toutes les industries, 1952	36.68	35 - 06	37.90	49 - 31	39 - 43	45-09

Le développement de l'industrie manufacturière se manifeste également sous d'autres points. Le tableau ci-dessous montre l'accroissement de la consommation de combustible et la consommation comparée des différents combustibles.

Consommation de combustible et d'électricité des industries manufacturières, 1926, 1937, 1946 et 1953

	1926	1937	1946	19531
Charbon bitumineux et sousbitumineux. mil. de tonnes Anthracite. " Lignite. " Coke. " Essence. mil gal. imp. Kérosène " Mazont " Gaz de pétrole liquéfié " Gaz naturel. mil. p. c. Gaz industriel. mil. cardes blectricité* 100'000 kWh	5,777 284 146 475 2,387 110,379 40,589 722	5,736 174 265 658 3,665 334 167,825 5,802 59,952 59,952 504 19,421	8.074 179 395 691 27.537 1.245 376.007 8.745 95.491 348 27.965	10,069 195 467 674 64,521 6,099 834,642 9,841 21,516 73,441 299 40,928

¹ Y compris Terre-Neuve. ² Inconnue dustrie du beurre et du fromage du Québec.

La proportion du revenu national dérivé de l'industrie manufacturière a été de 22 p. 100 en 1926, 27 p. 100 en 1939, 28 p. 100 en 1946 et 30 p. 100 en 1953.

Revenu national par industrie, 1926, 1939, 1946 et 1953

(Millions de dollars)

Industrie	1926	1939	1946	1953
Fabrication	914	1.164	2.782	5.722
Agriculture	788	512	1.276	1,891
Forestage	67	71	220	326
Pêche et trappage	29	12	78	60
Mines, carrières et puits de pétrole	138	299	302	721
Construction	201	148	430	1,178
Transport, entreposage et communications.				
service publics	536	508	1,105	2,025
Commerce	507	590	1.411	2,705
Finance, assurance et immeuble	390	420	630	1,382
Services	503	4.3.2	772	1,450
Gouvernement	320	460	1,057	1,820
Intérêts et dividendes nets versés aux non				
résidents	208	-240	- 242	- 246
Reveuu national net au coût des fac- teurs!	4,185	4,373	9,821	19,043

¹ Gains des facteurs de la production: traitements, salaires et revenus supplémentaires de la main-d'œuvre, bénétices, intérêts, loyers nets et revenu net des entreprises agricoles et entreprises non constituées en sociétés.

Conjoncture

La valeur brute de la production manufacturière a continué son ascension en 1953, atteignant \$17,785,416,854 avec une augmentation de 4+7 p. 100 sur 1952. Cette dernière s'explique par un accroissement du volume physique de 6+8 p. 100, contre-balancé par des baisses de prix. La production de biens durables a augmenté plus rapidement que celle de biens non durables.

³ Sans la consommation de l'in-

L'extension de la production s'est accompagnée d'un accroissement de 3 p. 100 des employés et de 8 · 7 p. 100 des traitements et salaires. Ces derniers, de \$3,957,018,348, ont dépassé tout chiffre atteint jusqu'ici. Le salaire moyen par personne était de \$2,981. Sur approximativement 1,327,451 employés, 303,245 étaient du sexe féminin. La semaine moyenne de travail comptait 41 · 7 heures pour les ouvriers et 39 heures pour les employés.

Répartition industrielle par province.—L'Ontario est la province la plus industrialisée. Depuis 1946, sa production manufacturière a augmenté de 136 p. 100, passant à \$8,876,504,990 en 1953, et l'emploi s'est accru de 27 p. 100, comptant 634,554 personnes. En 1953, l'industrie ontarienne a produit environ la moitié des biens manufacturés, occupé environ la moitié de la main-d'œuvre manufacturière et payé plus de la moitié des traitements et salaires du pays.



L'Ontario compte la production industrielle la plus diversifiée et exploite certaines industries d'une manière presque exclusive. En 1953, la province enregistrait 90 p. 100 ou plus de la valeur de la production nationale de véhicules automobiles et pièces, équipement électrique lourd, instruments agricoles, machines-outils, amidon et glucosc, bicyclettes et pièces, produits du tabac, savons et produits de lessive; de 80 à 90 p. 100 des articles en caoutchouc, aliments pour déjeuner, tapis, carpettes et moquettes, accessoires en tissu pour automobiles, cuirs tannés, vins, fournitures pour machines à écrire, abrasifs artificiels, cordages, cordes et ficelles, et accumulateurs électriques; et de 70 à 80 p. 100 des produits en fer et acier bruts, appareils de radio et télévision et pièces, moulages de fonte, instruments scientifiques et professionnels, filés de laine, alliages de métaux blancs, articles de sport, chaudières et tôlerie épaisse, réfrigérateurs, aspirateurs et appareils divers, jouets et jeux, appareils ménagers et de burean, bijoux et argenterie, quincaillerie et coutellerie.

Le Québec, deuxième province du point de vue industriel, a fourni environ 30 p. 100 des fabrications du Canada en 1953. Comme les autres provinces, Québec a subi un développement notable depuis la seconde guerre mondiale. De 1946 à 1953, sa production (\$5,386,784,863) s'est accrue de 116 p. 100 et sa main-d'œuvre (441,555 personnes) de 24 p. 100.

La première industrie du Québec est la pâte et le papier dont la production de 511 millions a représenté, en 1953, 43 p. 100 du chiffre national de cette industrie. Viennent ensuite la réduction et l'affinage des métaux non ferreux (360 millions). Le Québec prédomine dans un grand nombre d'industries. Il a fourni 94 p. 100 de la valeur des expéditions de tabac, cigares et cigarettes, 83 p. 100 du fil de coton et plus de 70 p. 100 des vêtements huilés et imperméabilisés, vêtements d'enfants, linoleum, tissus huilés et enduits, teinture et apprêtage des textiles; de 60 à 70 p. 100 des confections pour femmes, des textiles synthétiques et de la soie, des filés et tissus de coton, corsets, rubans, vêtements divers, apprêtage et teinture des fourrures, et du fromage refait; de 50 à 60 p. 100 des chaussures de cuir, de la confection pour hommes, des produits de l'amiante, textiles divers et articles en fourrure.

La Colombie-Britannique, dont les expéditions ont totalisé 1,367 millions, se classe au troisième rang. Le développement d'après-guerre s'est marqué par une augmentation de 112 p. 100 de la valeur de sa production entre 1946 et 1953, et par un accroissement de 24 p. 100 de la main-d'œuvre manufacturière (de 75,484 à 93,844).

L'industrie principale est le sciage du bois d'une valeur brute de 323 millions, suivie de la pâte et du papier (139 millions) et de la conservation du poisson (66 millions). Les scieries de la Colombie-Britannique ont contribué pour 56 p. 100 de la valeur totale des expéditions de cette industrie, et la conservation du poisson pour 48 p. 100. La réduction et l'affinage des métaux non ferreux occupent une place importante parmi les industries de la province; de récentes expansions d'usines ainsi que la nouvelle aluminerie de Kitimat en rehaussent encore l'importance. Étant réservés, les chiffres de la production un peuvent être publiés. Voici d'autres industries importantes de la province; placages et contre-plaqués, abatage et conservation de la viande, châssis, portes et rabotages, dérivés du pétrole, aliments préparés, engrais, et construction de bateaux.

L'activité manufacturière des provinces de l'Atlantique se fonde principalement sur la forêt et la mer. Dans l'ensemble des quatre provinces,

216

la pâte et le papier, le traitement du poisson, les scieries, le fer et l'acier bruts prédominent, représentant 43 p. 100 de la production totale de la région en 1953. Depuis 1946, la production des trois provinces Maritimes, l'Île-du-Prince-Édonard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brinswick, a augmenté de 77 p. 100 (361 à 639 millions), soit de 107, 79 et 73 p. 100 respectivement. L'effectif total de la main-d'œuvre est passé de 54,211 à 58,320 personnes en 1953, marquant un accroissement de 18 p. 100, ou de 3, 8 et 7 p. 100 respectivement. Pour Terre-Neuve, rattachée au Canada depuis 1949, l'augmentation de la valeur de la production depuis cette date a été de 58 p. 100 et de la main-d'œuvre, d'environ 53 p. 100.

A Terre-Neuve, la production manufacturière est dominée par la pâte et le papier et le traitement du poisson; ces deux industries ont en 1953 réuni 68 p. 100 de la production totale de la province. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, grâce à l'agriculture et à la pêrhe, le beurre et le fromage, le traitement du poisson et les aliments pour bétail et volaille sont les industries principales. En Nouvelle-Écosse, l'industrie du fer et de l'acier bruts, la principale, a expédié pour 41 millions en 1953; l'industrie bénéficie de son emplacement à proximité des mines de charbon du Cap-Breton et de son accès facile par mer aux mines de fer de la province. Le traitement du poisson s'est classé au second rang avec une valeur d'expéditions de 38 millions. Viennent ensuite la construction de bateaux (24 millions) et les scieries ainsi que la pâte et le papier (38 millions ensemble). Les forêts du Nouveau-Brunswick fournissent la matière première des principales industries de la province: la pâte et le papier ont effectué des expéditions pour 83 millions en 1953 et les scieries, pour 25 millions. Le traitement du poisson, au troisième rang, a atteint un total de 15 millions.

Les progrès de l'après-guerre sont marqués par une augmentation de 81 p. 100 de la valeur brute de la production des *provinces des Prairies*, (777 à 1,407 millions en 1953). L'Alberta vient en tête (116 p. 100), suivie du Manitoba (66 p. 100) et de la Saskatchewan (58 p. 100). L'emploi dans l'industrie des trois provinces a avancé de 21 p. 100 de 1946 à 1952 (72,973 à 88,426 personnes).

Au Manitoba, l'industrie de l'abatage et de la conservation de la viande est la plus importante; ses expéditions ont totalisé 110 millions en 1953. Le matériel roulant de chemin de fer vient ensuite (41 millions), suivi du beurre et du fromage, des minoteries, des dérivés du pétrole, de la confection pour hommes et des préparations alimentaires diverses; chacune de ces industries a expédié pour plus de 20 millions de produits. L'activité industrielle du Manitoba est très diversifiée et un grand nombre d'établissements de petite et moyenne importance se sont fixés dans la région de Winnipeg durant l'après-guerre. En Saskatchewan, l'activité manufacturière a plus ou moins gardé sa forme traditionnelle. Les dérivés du pétrole ont occupé le premier rang en 1953 avec des expéditions de 63 millions, snivis des minoteries (43 millions), de l'abatage et de la conservation de la viande (32 millions) et du beurre et du fromage (28 millions).

En Alberta, l'abatage et la conservation de la viande ont été la première industrie avec des expéditions de 112 millions en 1953; les dérivés du pétrole (90 millions) viennent ensuite, puis les núnoteries (40 millions), le beurre et le fromage (34 millions), les scieries et les fabriques de châssis et portes et les ateliers de rabotage ont expédié pour plus de 20 millions. D'autres industries se développent rapidement dans la province, particulièrement la fabrication des fleurets de perforatrices, des réservoirs, des échangeurs de température et d'autre équipement lourd pour la florissante industrie du gaz et du pétrole. L'industrie des produits chimiques a également fait d'énormes progrès.

FABRICATION 217



L'établissement de la télévision au Canada en 1952 a créé un grand besoin immédiat de recepteurs. Les ventes des fabricants sont passées de 40,000 à 624,000 appareils en 1954.

Statistique des manufactures, par province, 1953

Noty Les chiffres sont arrondis au millier.

Province ou territoire	Éta- blisse- ments	Employés	Salaires	Coût du combus- tible et de l'élec- tricité	Coúi des matières premières	Plus value de fabri- cation	Valeur d'origine des expé- ditions
				(mi	lliers de do	llars)	
Terre-Neuve	939	10,575	26,605	3,768	44,972	57,785	106,525
Île-du-Prince-							
Edouard	216						23,199
Nouvelle-Écosse	1,591	32,040	76,391	11,552	180,544	127,917	320,012
Nouv. Brunswick.	1,094	24,471	59,753	11,335	163,798	120,617	295,750
Québec	12,132	441,555	1,225,573	145,764	2,816,373	2,424,647	5,386,785
Outario	13,114	634,554	2,017,982	186,244	4,560,135	4,130,126	8,876,505
Manicoba	1.540	43,740	121,126	9.672	345,403	229,797	584.872
Saskatchewan	1,062	11,604	32,396	6.368	180,304	79,941	266,613
Alberta	2,072	33.082	92,605	9,933	346,221	000,000	555,815
ColBritannique	4,317		300.921	26,642	724,496	615,686	1.366.824
Yukon et Terr. du							
Nord-Ouest.	30	177	570	155	1,350	1,012	2,517
Canada	38,107	1,327,451	3,957,018	411,789	9,380,559	7,993,069	17,785,417

Statistique provisoire des manufactures, par province, 1954

NOTA .- Les chiffres sont arrondis au millier.

Province ou territoire	Employés	Salaires	Coût du combus- tible et de l'élec- tricité		Plus- value de fabri- cation	Valeur d'origine des expé- ditions
			(milliers	de dollars)		
Terre-Neuve Île-du-Priyce Édouard Nouvelle-Écosse Nouveau Brunswick Québec Ontario Manitoba Saskatchewan Alberta Colombie-Britaunique Yukon et Territoire du Nord-Ouest		2,993 71,554 56,234 1,204,263 1,951,974 116,169 33,712 95,990 317,639	388 10,036 12,015 149,355 187,929 10,280 6,927 10,264 31,401	16,980 162,716 158,076 2,785,899 4,424,150 316,677 169,847 343,528 778,980	5,904 132,319 119,454 2,426,314 3,913,978 230,965 104,823 216,678 659,785	23, 272 305, 071 289, 545 5, 361, 568 8, 526, 057 557, 922 281, 597 570, 470 1, 470, 169
Canada	1,268,449	3,881,378	422,689	9,205,701	7,869,379	17,497,769

Activité manufacturière des centres urbains.—La prospérité de la plupart des villes du Canada est liée intimement aux industries manufacturières qui y emploient une forte proportion de la main-d'œuvre.

Centres urbains dont la valeur d'origine des expéditions a dépassé 100 millions en 1953

Noix. La statistique des centres urbains comptant trois établissements ou plus, dont l'un réunit 75 p. 100 ou deux 90 p. 100 de la production rotale, ne peut être publiée.

Centre urbain	Éta- blisse- ments	Employés	Salaires	Coût des matières premières	Plys- value de fabri- cation	Valeur d'origine des expé- ditions
				(milliers o	ie dollars)	
Montréal	4,398	193,129	544,284	18,428	1,067,911	2,042,663
Toronto	3,780	154,251	478,086	18,968	980,873	1,875,747
Hamilton	566	60,451	201,516	22,408	385,516	824,403
Windsor	338	37,514	140,481	7,560	402,210	682,27.
Vaucouver	1,316	33,822	108,897	5,448	255,907	448,592
Montréal-Est	32	5,978	22,242	14,609	315,805	425,407
Winnipeg	860	28,230	76,008	3,267	156,861	300,183
Sarnia	51	8,220	30,791	13,937	124,295	213,787
London	297	16.858	49,681	2,444	89,927	199,090
Kitchener	204	15,621	45,096	1,997	95,030	193,08
Edmonton	334	11,437	34,279	2,378	122,361	188,602
Saint-Laurent	54	16.697	59,110	1,470	76.323	185,07
Québec	437	16,846	40,543	5,078	92.517	177.234
New-Toronto	52	7,274	26,173	2,017	83,341	156,521
Calgary	313	9,000	27.821	1,679	96,965	152.31
Leaside	50	11,136	36.906	1.576	06.027	144.083
St-Catharines	142	12,545	41,343	2,195	65.772	142, 10.
St-Boniface	91	4,511	13,963	1,128	103,965	134,378
Brantford	162	11,496	37,456	1,784	59,231	132.65
Sault-Sainte-Marie	60	9,006	33,375	7,225	65,836	127,561
Peterborough	103	10,062	32,622	1.440	61,640	119,421
Shawinigan-Falls	40	5,870	19,312	9,448	48,669	114,590
Welland	63	8,118	30,235	5,172	51,495	113,855
New-Westminster	125	6.382	20,430	1,283	58,527	111,471
Niagara-Falls	8.5	7,021	23,603	7,012	43,487	111,167
Trois-Rivières	97	7,364	22,157	0.614	47.395	110,820
Lachine	71	9,335	32,902	1.188	39,105	106,710
Ottawa	288	10,466	29,663	1.017	45.683	103,00
Chatham	82	4,107	13,562	046	68,937	102,488



Des toreuses mecaniques fraient la voie à une nouvelle route de Vancouver à Squamish. En contre-bas se trouve l'assiette d'un chemin de fer qui ira parrallèlement à la route sur tout son parcours tortueux le long de la berge orientale d'Howe-Sound. Plus bas encore, derrière le feuillage, se trouve l'assiette d'une route menant à Horseshoe-Bay.

Immobilisations

Le volume relatif des immobilisations des cutreprises, des gouvernements et des particuliers constitue l'un des facteurs qui influent le plus sur l'activité économique d'un pays. Non sendement les immobilisations fournissent de l'emploi à un grand nombre d'ouvriers de la construction et des industries produisant les machines et matériaux de construction, mais elles créent également de nouvelles occupations pour la main-d'œuvre grandissante et contribuent à hausser le niveau du revenu et, par conséquent, à provoquer une réaction en chaîne dans l'activité nationale. De plus, les immobilisations indiquent dans quelle mesure les entreprises et le gouvernement assurent l'avenir.

On entend par immobilisations les sommes affectées au rentplacement, à la modernisation et à l'extension des biens matériels d'une nation, tels que les maisons, les fabriques, les mines, les chemins de fer, les installations téléphoniques, les installations énergétiques, les magasins, les écoles, les hôpitaux, les machines et l'équipement nécessaire à produire les biens et services. Les biens appartenant à l'État, soit les routes, cananx, installations portuaires, bâtiments administratifs et ouvrages de défense, en font partie. En sont exclues les dépenses affectées à l'achat de l'équipement militaire, de terrains et de bâtiments et au stockage,

Les immobilisations ont joué un rôle très important dans le développement du Canada après la guerre. De 1946 à 1954, les nouveaux investissements publics et privés en biens durables ont totalisé 42 milliards. Ils ont absorbé une portion du produit national chaque année plus grande, sauf en 1950 et 1954. La proportion en a été de 14-2 p. 100 en 1946, de 23-9 p. 100 en 1955, et de plus de 21 p. 100 pour toute la période.

Immobilisations publiques et privées, 1946-1956

Nota: «Les chiffres de 1946 à 1954 sont définitifs; ceux de 1955 sont estimatifs et ceux de 1956 représentent les prévisions établies en janvier 1956.

Année	Construction	Machines et équipement	Total	Poincentage du produit national brut
		(millions de	dollars)	
1946 1947 1948 1949 1949 1950 1951 1952 1953 1954 1955 1956	1,1074 1,424 1,877 2,124 2,366 2,735 3,263 3,665 3,680 4,273 5,162	629 1.065 1.298 1.378 1.449 1.842 2.022 2.176 1.940 1.957 2.367	1,703 2,489 3,175 3,502 3,815 4,577 5,285 5,841 5,620 6,230 7,529	14 · 2 18 · 1 20 · 3 21 · 3 21 · 3 22 · 7 23 · 9 23 · 3 23 · 5

V compris Terre-Neave depuis 1949.

Les estimations pour 1955 et les prévisions pour 1956 (établies en janvier en 1956) continuent de s'accroître après le léger fléchissement de 1954. Une bonne partie de l'augmentation de 1955 est due aux dépenses affectées à l'habitation: presque le quart du total. Les produits minéraux et forestiers ont été également très actifs, et les institutions et les gouvernements ont

accru leurs investissements. La majeure partie de l'augmentation de 1955 résulte des constructions nouvelles, quoique les dépenses pour l'équipement et les machines aient été plus élevées également.

Les prévisions pour 1956 révèlent que des augmentations sont attendues dans toutes les branches de l'économie, à l'exception de la construction et du forestage. Ce sont les services d'utilité publique et l'industrie manufacturière qui doivent connaître le plus d'expansion.

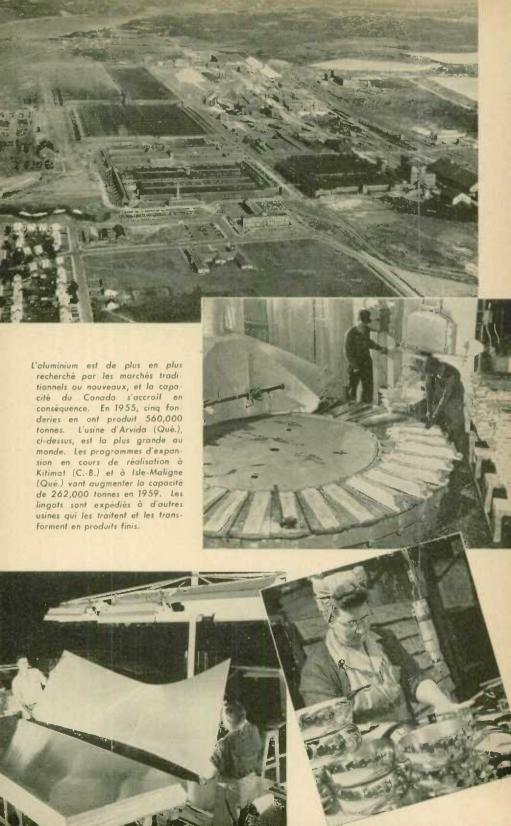
Immobilisations publiques et privées, par secteur, 1954-1956

Nota.—Les chiffres de 1951 sont définitifs; ceux de 1955 sont estimatifs et ceux de 1956 représentent les prévisions établies en janvier 1956.

Secreur d'activité et a nnée		Construc- tion	Total	
		(n)	
Agriculture et pêche.	. 1954	78	310	388
	1955	80	344	424
	1956	83	344	427
Forestage	1954	26	20	40
	1955	35 36	27 24	62
	1956			
Mines, carrières et puits de pétrole	1954	184	94	278 301
	1955 1956	220 300	124	424
abrication	1954	288 345	534 594	822 939
	1955	462	842	1,304
		610	514	1.124
Services d'utilité publique	1954	600	441	1,041
	1956	1,002	580	1,582
	1051	0	88	07
Construction	1955	11	96	107
	1956	10	76	86
Habitation	105.1	1,178	_	1,178
riabitation	1955	1,496		1,496
	1956	1,574		1,574
Commerce de gros et de détail	1954	204	164	368
commerce de gross et de destini.	1955	193	157	350
	1956	214	156	370
Finance, assurance et intmeuble	1954	91)	17	107
	1955	84	18	102
	1956	92	18	110
Services commerciaux	. 1954	25	82	107
	1955	33	93	126 136
	1956			
Institutions	1954	296	41 39	337 409
	1955 1956	370 402	45	447
Services gouvernementaux	1954	692 806	76	768 873
	1955	941	68	1,009
		- 101	1.045	p , 100
Total	1954 1955	3,680 4,273	1,940	5,620 6,230
	1955	5,162	2,367	7,529

La construction

L'activité de la construction au Canada a été plus intense que jamais en 1955. Approximativement 525,000 ouvriers y ont trouvé un emploi de plein temps et leur rémunération s'est élevée à 1,760 millions. Le prix des matériaux a atteint environ 2,300 millions.



Toutes les branches de l'industrie ont été actives en 1955 et leurs chiffres ont dépassé ceux de 1954. Les constructions d'habitations, estimées à 1,512 millions, ont enregistré la plus forte augmentation. Pour ce qui est des ouvrages d'art, les installations de gaz et de pétrole ont réalisé une avance très importante; viennent ensuite les routes et les constructions maritimes.

La statistique sommaire contenue dans les tableaux ci-dessous est basée sur les déclarations des entreprises finançant les travaux exécutés tant par des entrepreneurs que par leur propre main-d'œuvre. Bien que les chiffres de 1955 découlent de la même source d'information que les chiffres des immobilisations, ils se réfèrent à des données antérieures. On peut se rendre compte de la part de l'augmentation provenant de l'élévation des prix d'après la valeur en dullars de 1949.

Constructions évaluées en dollars actuels et en dollars constants (1949), 1947-1955

(fin millions de dollars)

Nova.—Les chiffres de 1947 à 1953 sont définities; ceux de 1954 sont estimatifs et ceux de 1955 représentent les prévisions établies en janvier 1955.

Constructions		Répa	rations	Total	
Actuels	Constants	Actuels	Constants	Actuels	Constant
1,424	1,681	592	696	2.016	2,377
3,124	2.124	732	732	2,856	2,667
		766 927	727 783		3.001
3,282	2.625	916	732	4,198	3,357
3.696	2.871	004	769	1,690	3,640
	Actuels 1,424 1,877 2,124 2,366 2,734 3,282 3,666	Actuels Constants 1,424 1,681 1,877 1,947 2,124 2,124 2,366 2,447 2,734 2,308 3,282 2,625 3,666 2,847 3,696 2,871	Actuels Constants Actuels 1,424 1,681 592 1,877 1,947 694- 2,124 2,124 732 2,366 2,447 766 2,734 2,308 927 3,282 2,625 916 3,666 2,847 974 3,696 2,871 994	Actuels Constants Actuels Constants 1,424 1,681 592 696 1,877 1,947 694 720 2,124 2,124 732 732 2,366 2,447 766 727 2,734 2,308 927 783 3,282 2,625 916 732 3,666 2,847 974 785 3,696 2,871 994 769	Actuels Constants Actuels Constants Actuels 1,424 1,681 592 696 2,016 1,877 1,947 694 720 2,571 2,124 2,124 732 732 2,856 2,366 2,447 766 727 3,132 2,734 2,308 927 783 3,661 3,282 2,625 916 732 4,198 3,696 2,847 974 755 4,640 3,696 2,871 994 769 4,690

⁴ Y compris Terre Neave depuis 1949.

Valeur des constructions et réparations, 1953-1955

Nota.—Les chiffres de 1953 sont définitifs; ceux de 1954 sont estimatifs et ceux de 1955 représentent les prévisions établies en janvier 1955.

	1953		105	4	1955	
Genre de construction	Valeur	% du total	Valeur	du total	Valeur	du total
	millions de dollars		millions de dollars		millions de dollars	
Bâtiment	2,812	60-6	2,892	61.7	3,111	61-5
Logements	1,297	28 - 0	1.391	20.7	1,512	20.0
Industrie	402	8 - 7	352	7 - 5	378	7 - 5
Commerce	502	10.8	541	11-5	544	10-8
Institutions	343	7	368	7 - 8	4.3.2	8 - 5
Aures	268	5.8	240	5 - 1	246	4 - 9
hivrages d'art	1,828	39-4	1,798	38-3	1,948	38-5
l'onts et chaussées	467	10-1	170	10.0	510	10 - 1
Eau et égouts	135	3 47	143	3.0	154	3.1
Barrages et irrigation	66	1.4	-12	13.17	42	0 - 8
Athémagements électriques Chemin de ler, télégraphe	338	7.3	358	7.6	372	7 - 4
et téléphone	317	6.8	286	0.1	194	5 - 8
Gaz er pétrole	253	5 - 5	26.3	5.6	323	6 -
Construction maritime.	76	1.6	81	1.7	114	2
Autres ouvrages d'art .	176	3.8	156	3-3	138	2 - 7
Total, construction	4,640	100 - 0	4,690	100 · 0	5,059	100-6

Statistique sommaire de la construction, 1953-1955

Noux — Les chiffres de 1953 sont définitifs; ceux de 1954 sont estimatits et ceux de 1955 représentent les prévisions établies en jauvier 1955.

Province, entreprehent et année	Nombre moyen Cemployés	Salaires	Coût des matériaux	Valeur des travaux
		(1)	its)	
Terre-Neuve	8.973	27,623	30,298	68,118
1954	8.181	24,363	26,829	60,796
1955	0.008	30,280	32.517	74,798
Île-du-Prince-Édouard (953	2,007	4,211	7.398	14.222
1954	1,808	3,030	7,917	14,535
1955	2,010	4,452	8,768	16,221
Nouvelle-Écosse	19.898	50 985	68,550	141,184
1954	18,462	48.657	66.639	137,178
1955	18.525	50,121	70,036	144,206
at the state that	15 120	2" 110	P13 77F	100 000
Nouveau-Brunswick 1953	15,338	37,110 38,967	52,775 55,476	105,221
1955	19,749	48,447	72,660	144,400
	133,598		537,622	1,124,040
Québec	133,598	398 , 134 400 , 230	539,748	1,131,852
1955	134,287	415,913	566,324	1,183,706
Ontario	171,638 181,695	558.757 610.115	744,621 809,308	1,597,331
1955	193,600	664,706	889,990	1,909,917
Manitoba	28,894	79,369 75,544	122,620 118,102	245,760
1955	26,106	75,556	115,738	233, 292
Saskatchewan	25,187 28,299	76,390 88,769	114,996 133,147	235,195 173,662
1955	25,655	80,830	1(0,339	245,517
Alberta	50, 184 46, 953	177.422 170.175	264,628 252,653	556,008 534,119
1955	50,238	186.001	277,548	586, 257
Colombie Britannique	\$3,780 44,737	216,610 177,732	242,105	450,931
1955	49.886	303,565	230-815	520,618
	10,11101			
Total	509,497	1.626.611	2,185,613	4,639,645
1954 1955	503,729 529,664	1,638,491	2,210,936 2,383,735	4,689,699 5,058,938
1 700	327,004	1,2,17,171	2 (, 7	.7, 17.761, 7.119
Entrepreneurs en construction, 1953	317,336	1,085,667	1,588,409	3,358,410
19.54	318,224	1,007,811	1,619,828	3,416,453
1955	348,945	1,221,501	1,796,053	3,791,545
Entreprises de service public., 1953	79,870	233,692	263,128	540,341
1954	75.713	233,837	261,681	543,680
1955	70,804	225,423	256,695	528,372
Gouvernements 1953	56,640	148,278	131.529	318,278
1954	58,596	155,733	137,460	330,176
1955	60.356	163, (34	143,601	345,390
Autres	55,661	158,974	202,847	422,616
1954 1955	51,196 49,659	151,110	191,067	393,631

Habitation

La majeure partie de l'accroissement de la population durant l'après-guerre s'est concentrée dans les centres urbains, y provoquant une intense construction d'habitations. Sur une augmentation totale de 800,000 logements depuis la fin de la guerre, 69 p. 100 ont été l'ûtis dans les centres urbains de plus de 5,000 habitants et 51 μ . 100 dans treize agglomérations métropolitaines.

On remarque la même répartition en 1955. Le nombre de logements commencés (138,000) et de logement achevés (128,000) a dépassé le chiffre

des années précédentes. Sur les 138,000 logements commencés, 57 p. 100 étaient situés dans les agglomérations métropolitaines et 78 p. 100 dans les régions urbaines. Bien des constructions des régions dites rurales sont en réalité situées à proximité des grands centres urbains.

Logements commencés, achevés et en construction, par province, 1954 et 1955

Province		1954		1955			
	Com- mencés	Achevés	En construction, 31 déc.	Com- tnencés	Achevés	En construction. 31 déc.	
Terre-Neuve. Île-du-Prince-Édouard. Nouvelle-Écosse. Nouveau-Brinnswick. Duébec. Ontario. Manitoba. Saskatchewan. Alberta. Colombie-Britannique.	1,345 198 2,311 2,228 29,958 46,382 5,260 4,713 11,529 9,003	1,160 188 2,496 1,415 26 182 41,085 5,107 4,889 10,285 9,158	2,906 87 1,503 1,369 16,629 27,941 2,796 2,545 6,442	1,613 214 2,946 2,986 39,852 53,456 6,705 4,348 10,542 15,614	1,284 199 2,611 2,562 31,866 51,351 5,873 4,278 10,494 14,034	3,057 93 1,595 1,758 21,812 30,055 3,564 2,258 6,381 9,143	
Canada	113,527	101,965	68,641	138,276	127,552	79,716	

Logements achevés, par type et par agglomération métropolitaine, 1951-1955

Type	1951	1952	1953	1954	1955
Nouvelles habitations	81,310	73,087	96,839	101,965	127,552
Unifamiliales, seules	60,366	55,967	68,916	71,760	90,292
Bi-tamiliales, seules	7.568	5,314	7,714	6.098	8,278
Rangées de maisons	585	()()	372	1,065	1,547
Apparlements	12,791	11,077	19,837	23,042	27,435
Transformations	3,500	3,215	3,824	4,373	4,340
Total	84,810	76,302	100,663	106,338	131,892
Agglomération métropolitaine					
St-Jean (TN.)	326	402	585	451	435
Halifax (NÉ.)	620	636	1,241	1,360	1,275
Saint-Jean (NB.)	98	211	273	273	295
Ouébec (P.Q.)	1,045	1,056	1,580	2,380	2.769
Montréal (P.Q.)	16,316	11,500	17,833	16,191	19,92,
Ottawa (Ont.),	2,641	2,296	2,862	3,262	3,54
Toronto (Ont.)	13.026	9.576	9,460	16,252	22,010
Hamilton (Ont.)	1,757	1,877	2.961	2.593	2,93,
London (Ont.)	1,261	1,358	1,355	1,297	1,356
Windsor (Out.)	040	818	940	1,722	4.18
Winnipeg (Man.)	2.127	2.088 4.249	3,089 5,913	3,602 6,796	8,20
Vancouver (CB.)	4,340	715	944	1.065	1.42
Victoria (CB.)	8-1-4	115	1144	1,005	1.95
Total ²	45.341	36,782	49.036	57.274	69.34.

⁴ Sans le Yukon ni les Territories du Nord-Ouest.

La construction de logements unifamilliaux en 1955 a fort augmenté par rapport à 1954; pour une grosse part, le financement en a été rendu possible par la nouvelle loi nationale sur l'habitation qui a été appliquée en 1955 pour la première fois durant une année entière. La loi a abaissé le versement initial et allongé la période de remboursement. Elle prévoit également la participation des banques à charte aux prêts; ces dernières

¹ Nouveaux logements sculement.

ont joué un rôle important en finançant un montant record d'emprunts hypothécaires en 1955. La nouvelle loi a eu pour effet d'augmenter la proportion des logements commencés de 38 p. 100 en 1954 à 50 p. 100 en 1955.

La plupart des habitations commencées en 1955 sont dues à l'initiative privée; 2,100 seulement ont été construites par l'État. Sur les premières, 49 p. 100 ont été financées par différentes formes d'aide fédérale, telles que le prêt hypothécaire ordinaire on assuré. En 1954, la proportion en était de 42 p. 100.

Montant net des prêts approuvés en vertu des lois nationales sur l'habitation, par province, 1954 et 1955

0 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1	1954			1955			
Province on territoire	Préts Logements Mon			Préts	Logements	Montant	
	nombre	nombre	militers de dollars	nombre	nombre	milliers de dollar	
Terre-Neuve	127 16	166	1,665	343	344	3,56	
Nonvelle-Écosse	480	746	6.075	656	778	6,86	
Nouveau-Brunswick Québec	6,975	9,057	3,372 -81,128	8,089	10,876	97,89	
Ontario	20,423	26,170 2,540	241,412 21,813	29,538 3,006	33,498	326,65 29,72	
Saskatchewan,	844 4,500	1,040 5,649	9,152 41,321	1.674	1,982 7,057	17,01 64,76	
Colombie-Britannique Territoires du Nord-Ouest	3,882	4,344	39,418	5,813	6,694	63,00	
Yukon,	-			3	3	2	
Canada	39,575	50,119	453,510	56,149	65,336	615,31	

Shannon Park, dans la banlieue d'Halifax, abrite 521 familles de membres de la Marine Royale Canadienne. De 1949 à 1955, le ministère de la Défense nationale, par l'entremise de la Société centrale d'hypothèques et de lagement, a construit ou fait canstruire de par tout le pays 15,487 logements pour les membres des trois armes.





L'ouvrage d'art le plus considérable au monde, ouquel le Canada et les États-Unis collaborent, est en train de changer l'aspect de la première voie de transport jusqu'au coeur du continent nord-américain. Le Saint-Laurent a déjà subi de nombreuses améliorations au fur et à mesure des besoins, mais l'entreprise gigantesque actuelle supprimera tous les canaux démodés, véritables goulots d'étronglement, aui s'échelonnent entre Montréal et Prescott. Grâce à l'approfondissement du lit entre les lacs Ontario et Érié, les novires tirant 25 pieds d'eau pourront aisément remonter le fleuve depuis la mer jusqu'à la tête des lacs. Quand s'auvrira la navigatian en 1959, l'Administration de le voie maritime du Saint-Laurent du Canada et la Saint Lawrence Seaway Corporation des États-Unis auront réalisé un rêve depuis longtemps caressé.

En outre, l'Hydro-Ontario et la Power Authority de l'État de New-York ont fort activé les travaux en vue de capter l'énergie des Rapides internationaux (45 milles de long) du Saint-Laurent. Cette vaste entreprise doit commencer à fonctionner à l'été de 1958 et s'achever en 1960. Elle appelle la canstruction non seulement de deux centrales de 2,200,000 h.p. et de deux grands barrages régulateurs, mais aussi l'élargissement du lit du fleuve à une foule d'endraits et le déplacement de routes, de chemins de fer et de villes.

La canalisation du Saint-Laurent exige le creusage d'un canal de dix milles de long comportant deux écluses et l'élargissement du lit du fleuve à une faule d'endraits, depuis l'eau profonde au port de Montréal jusqu'au lac Saint-Louis, ainsi que le relèvement des ponts Jacques-Cartier et Victoria. Un batardeau implanté dans la section de Lachine retient les eoux duront les travaux.

A Iroquois, dans la section internationale, on est à creuser un nouveau canal à travers la pointe et des batardeux protègent la portie amont des travaux. A l'extrême droite se trouve Point-Rockoway (N.-Y.) aù la Power Authority de l'État de New-York construit le barrage régulateur d'Iroquois. Une écluse permettra aux bateaux de franchir ce barrage.





George Hunter



COMMERCE et TRANSPORTS

Commerce intérieur

Commerce extérieur

Transports et communications

Commerce bancaire et assurance







Commerce intérieur

Dans son sens le plus large, le commerce denrées par les multiples stades de la distribution depuis l'importateur, le fabricant ou le producteur jusqu'au consommateur domestique. A la distribution se rattachent tous les services auxiliaires: transport, entreposage, crédit, etc. Les services peuvent aussi englober les services professionnels et personnels, les théâtres et les sports, qui répondent pour une certaine part des dépenses du consommateur. Le cadre du présent ouvrage ne permet pas d'en faire une revue générale; c'est pourquoi il ne renferme que la statistique courante des organes de la distribution et quelques données sur les prix, car les prix font intégralement partie des ventes de gros et de détail.

La distribution

La statistique touchant la distribution au gros et au détail existe depuis 1930, année du premier recensement complet du commerce intérieur. Depuis lors, l'accroissement de la population et du pouvoir d'achat ont fait augmenter les ventes de détail (de \$2,740,105,200 à \$11,959,153,000 en 1954). Ces chiffres ne tiennent pas compte de la hausse des prix durant cette période, de sorte qu'il est impossible d'estimer l'augmentation volumétrique du commerce de détail.

L'un des changements les plus sensibles du commerce de détail depuis vingt ans est l'accroissement du chiffre d'affaires des magasins en série, surtout ces dernières années. L'étude des changements a mis à part les ventes de véhicules automobiles parce que ce commerce de détail non en série a tellement grandi qu'il ne cède le premier rang qu'aux ventes des épiceries et boucheries. Dans les autres domaines, les magasins en série ont répondu pour 18-8 p. 100 des ventes totales en 1930, 18-7 p. 100 en 1935, 20-4 p. 100 en 1941, 18-6 p. 100 en 1947, 18-9 p. 100 en 1950, 19-4 p. 100 en 1951 et 21.4 p. 100 en 1954. Ce genre de distribution n'est propre qu'à certains commerces. L'exploitation en série réunit presque tous les magasins de variétés et prédomine dans le domaine des aliments, où sa participation aux ventes totales est passée de 26-1 p. 100 en 1930 à 29-6 p. 100 en 1951 et a bondi ensuite à 32-3 p. 100, 34-1 et 38-4 p. 100 de 1952 à 1954. Cette croissance est plus notable dans les grandes villes et l'avance spectaculaire peut être attribuée surtout à la naissance des places marchandes dans leurs banlieues. Les chaînes de magasins de chaussures ont réuni 21-1 p. 100 des ventes de chaussures en 1930, 34.6 p. 100 en 1951 et 37.6 en 1954.

La répartition des dépenses du consommateur après la guerre a beaucoup changé. Les biens durables, qui réagissent plus rapidement à l'activité de l'industrie que les non durables, ont été fort demandés; l'augmentation continue des ventes des marchands d'automobiles, dont le total d'avant-guerre de \$293,803,000 (1939) est passé à \$1,884,174,000 en 1951 et à un total estimé à \$2,283,991,000 en 1953, en est une preuve. Le renchérissement répond pour une partie de cette avance, mais le nombre d'automobiles vendues durant les trois années a été de 114,747, 385,648 et 462,526. Une légère régression du commerce de l'automobile en 1954 a été plus que contrebalancée par le volume sans précédent des ventes durant les neuf premiers mois de 1955. La demande d'articles ménagers et l'avènement de la télévision ont fait augmenter les ventes des marchands d'appareils électriques, qui sont passées de \$119,652,000 en 1947 à un total estimé à \$279,389,000 en 1954. Les magasins à rayons répondent aussi pour un fort volume de ces ventes.

232

Un nouvel élément du commerce des biens durables tient à l'apparition des "maisons de rabais". Comme l'offre et la demande d'appareils ménagers souffrent d'un curtain déséquilibre, surtout en ce qui tonche les réfrigérateurs, les poêles et les machines à laver, les détaillants établis depuis longtemps ainsi que les gros distributeurs baissent les prix et offrent des allocations de reprise exceptionnelles ou d'antres bonis alléchants. Dans les grandes villes, ce mode de vente a aussi envahi le commerce de l'automobile. Durant cette période d'âpre concurrence, les commerces de biens non durables n'ont pu guère faire plus que de maintenir leurs positions. Les magasins à rayons, dont le commerce principal porte sur le vêtement et la mercerie, et les magasins de vêtements ne cessent de recourir de plus en plus à la publicité, a des initiatives de toutes sortes et à des étalages plus attrayants pour faire face à la concurrence.

L'achat à crédit des biens durables a beaucoup grossi la dette du consommateur ces dernières années. Les magasins de détail estimaient leurs créances à \$411,300,000 à la fin de 1948. A la même date, les créances des sociétés de financement des ventes, surtout pour les achats d'automobiles, s'élevaient à \$70,451,000 pour les denrées de consommation. A la fin de 1954, ces totaux étaient, respectivement, de \$823,700,000 et \$482,645,000, sans compter les dettes contractées pour l'achat de denrées par l'entremise des compagnies de prêt personnel, des banques, des syndicats de crédit coopératifs, etc.

Une toute récente innovation, mais peu importante encore, apportée à la distribution des denrées au Canada consiste en les fournissettes d'aliments; ce sont des sociétés qui possèdent des entrepêts où sont gardés des aliments congelés et qui livrent régulièrement des vivres à leurs clients à qui ils ont vendu un congélateur. Un nombre croissant de magasins restent ouverts le soir et les emplettes se font davantage le vendredi, ce qui peut être attribué à la fermeture des industries le samedi et, surtout durant l'été, à l'exode massif vers la campagne en lin de semaine; les conditions de crédit sont plus



Le commerce de détail au Canada a connu sa meilleure année encore en 1955. La hausse du revenu personnel, le relèvement des salaires, la diminution du chômage et l'occroisse ment de la population, voilà autant de facteurs qui ant cancouru à augmenter les dépenses de consommation.



L'emballage a beaucoup aidé la révolution qui s'est apérée dans la vente des denrées alimentaires. boîte de carton, fabriquée par millions à la fois, est économique et peut être pliée et remplie à la chaine

couper et à plier.

Les emballages d'aliments congelés sont enduits de cire brillante.

faciles; il existe des comptes budgétaires automatiquement renouvelables ou permanents; le libre-service est adopté dans certains magasins autres que les magasins d'alimentation; enfin des magasins d'alimentation plus nombreux se groupett pour l'achat alin de compenser les avantages de l'achat massif dont bénéficient les magasins en série.

Relevés intercensaux actuels. Durant la période entre les recensements décennaux de 1951 et 1961, certains secteurs de la distribution font l'objet d'une statistique fondée pour les uns sur une enquête fragmentaire et pour d'autres sur un relevé complet. Ces études touchent le domaine important du commerce de détail ainsi qu'une partie du commerce de gros et certains services.

Commerce de détail. Le chiffre d'affaires des magasins de détail a augmenté de 6 p. 100 en 1955 sur l'année précédente pour atteindre un total estimatif de 12,680 millions.

Ventes au détail dans certains genres de commerce et par province, 1953-1955

Geme de commerce et province	1953	Ventes 1954 ^p	1955P	Change- ment, 1954-1955
Genre de commerce	(mi	ltions de doli	lars)	%
Épiceries et épiceries boucheries Autres magasins d'alimentation et de boissons Magasins généraux de campagne	2, 132 · 6 1, 024 · 7 224 · 3 2, 284 · 0 556 · 3 214 · 1 208 · 8 2 19 · 1 121 · 9 248 · 5 417 · 2 479 · 5 474 · 2 224 · 6 282 · 2 2, 492 · 4	2.253-6 922-2 515-1 1.06t-2 230-6 2.058-1 204-1 204-1 203-1 212-1 118-7 235-5 396-3 470-3 455-6 245-2 282-5 1,537-2	2,253-6 926-5 528-2 1,140-5 244-1 1 2,344-7 585-6 208-5 206-7 212-1 119-0 239-4 431-5 495-0 453-8 246-2 287-2 1,625-1	+ 5.5 + 0.9 + 2.5 + 7.6 + 5.9 + 13.9 + 14.7 + 2.1 + 1.7 + 8.9 + 5.3 - 0.4 + 0.4 + 1.7 + 5.7
Total.	12,125-8	11,959-2	12,680-0	+ 6.0
Province				
Provinces de l'Atlantique Québec. Ontario Manitoba Saskatchewan. Alberta Colombie-Britannique (Y compris le Yukon et les Territoires du Nord Onest).	1,016+1 2,756+1 4,615+9 677+2 844+9 987+4 1,228+2	1.025 · 6 2.761 · 4 4.593 · 6 660 · 8 755 · 2 932 · 5	1,092-8 2,891-6 4,931-3 686-8 736-8 985-2	+ 6·6 + 4·7 + 7·4 + 3·9 - 2·4 + 5·7

¹ Compris dans "Tons antres magasins",

Les canadiennes sont des acheteuses avisées, qui choisissent généralement des appareils ménagers bien faits et durables. Un Comité du dessin industriel national encourage les créations canadiennes et ou acentre permanent d'exposition s'est ou auvert à Ottawa.



Les avances les plus remarquables ont eu lieu dans les commerces de biens durables; les ventes d'automobiles ont augmenté de 14 p. 100, celles de bois et de matériaux de construction, de 9 p. 100, et celles de meubles et d'appareils ménagers, de 5 p. 100. Les ventes en Saskatchewan, en 1955, ont continué le recul commencé en 1954 pour fléchir de 2 · 4 p. 100. Toutes les autres provinces ont accusé des avances.

Les ventes des magasins de détail en série ont augmenté de \$2,048,228,000 en 1953 à \$2,146,626,000 en 1954. Le gain des employés de 8,136 magasins a atteint \$181,536,000. Sont considérés comme établissements de magasins de détail en série ceux qui comptent quatre débouchés ou plus appartenant au même propriétaire et qui vendent à peu près les mêmes denrées.

Statistique des magasins en série, 1941 et 1946-1954

Année	Magasins Ventes au		Salaires des em-	Stocks of ann	Créances en fin	
		détail	ployés	Magasins	Entrepôts	d'année
	(moyenne)		(mi	lliers de dolla	rs)	
1941. 1946. 1947. 1948. 1949. 1950. 1951. 1952. 1953.	7,662 6,559 6,716 6,821 6,839 7,155 7,585 7,660 7,835 8,136	639,210 1,014,847 1,177,323 1,335,735 1,420,081 1,559,693 1,726,354 1,929,750 2,048,228 2,146,626	57,777 77,474 91,266 107,450 115,903 129,334 144,792 154,980 171,167 181,536	68,619 85,345 105,041 419,132 123,696 159,083 178,799 476,699 179,704 186,126	20,976 37,436 43,546 46,330 46,755 60,501 59,504 56,821 52,096 59,674	38,376 19,643 31,493 40,378 50,001 65,001 53,169 79,517 91,538 102,748

¹ Y compris Terre Neuve depuis 1951.

Depuis la fin de la guerre, la vente des voitures particulières a beaucoup augmenté. Les ventes sont passées de 159,205 en 1947 à 376,072 en 1955. D'année en année, la proportion des ventes financées a augmenté constamment, augmentant de 17-2 p. 100 en 1947 à près de 40 p. 100 en 1955.

Ventes totales et ventes financées de voitures neuves, 1953-1955

		1953		1954			1955		
Province	Totales Financées		Totales	Totales Financées		Totales Financées			
	nombre	nombre	%	nombre	nombre	%	nombre	numbre	%
Prov. de l'Atlanti- que Québec. Ontario Manitoba Saskatchewan Alberta. Col. Britannoue.	26,595 70,889 157,058 19,278 23,909 29,463 32,829	32,615 58,029 7,419 8,616 15,855	36.9	65,625 141,188 15,113 16,143 22,120	29,734 54,846 5,210 5,830 10,744	44 · 3 45 · 3 38 · 8 34 · 5 36 · 2 48 · 6 34 · 5	79,971 182,601 16,140 14,136 27,642	34,484 68,647 5,008 4,928 12,849	41 · 43 · 39 · 8 39 · 8 31 · 6 34 · 9 46 · 3 32 · 6
Total	360,021	147,452	41-0	310,546	126,099	40 - 6	376,072	150,021	39

Ces dernières années, le financement de toutes les ventes de détail à tempérament a fort augmenté. Cela tient en partie à la hausse des prix, mais surtout aux ventes plus nombreuses des denrées indiquées au tableau suivant.

Les sociétés de financement des ventes n'ont pas acheté autant de papiers en 1954 qu'en 1953 ou 1952. Le chiffre d'affaires qui atteignait 943 millions



Le célèbre hôtel Château-Laurier, point de repère d'Ottawa depuis 1912.

en 1953 est descendu à 793 millions en 1954. Les créances sont tombées à 647 millions, contre 697 millions en 1953. En 1952, les papiers achetés s'élevaient à 819 millions et les créances à 540 millions.

Financement des ventes, par groupe d'articles et par province, 1941, 1951 et 1954

Détail		Papiers achetés		Solde en souffrance (fin d'année)			
	1911	1951	1954	1941	1951	1954	
Groupe d'articles			(millions d	le dollars)			
Blens de consommation.	77	299	619	49	186	483	
Voitures particulières neu- ves. Voitures particulières d'oc-	2.3	114	2.31	2	80	19,3	
casion	44	1-11	269	2	80	195	
télévision	2	5	4.3	2	3	35	
Appareils de ménage	- 5	15	44	2 0	9	36	
Meubles	3	4 20	11	2	11	15	
Articles commerciaux et		5					
industriels	2.3	168	174	16	127	164	
Véhicules utilitaires nents Véhicules utilitaires d'oc-	11	82	61	•	04	63	
casion.	7	46	50	2	31	-1.1	
Autres	5	40	63	is .	3.2	6)(
Total, financement au détail	100	467	793	65	313	647	
Province							
Provinces de l'Atlantique	7	34	67	4 7	23	54	
Juéhec	10	102	181	11)		145	
Ontario	48	177	327	30	114	258	
danitoba	5	24	31 36	3 5	16 20	3.3	
Saskatchewan	0	55	85	6	39	76	
Colombie Britannique	0	46	66	7	30	5.1	

¹ Compris dans "autres".

² Non disponibles.

Services.—Pour les fins du recensement de la distribution, les services comprennent les établissements dont l'activité principale est de rendre des services; théâtres, salles de quilles, établissements de nettoyage à sec, hôtels, garages de service, taxis rayonnant autour d'un poste de stationnement, et agences de publicité. Le présent texte ne traite que de quelques-uns des services.

Les buanderies mécaniques et les établissements de nettoyage à sec et de teinturerie sont parmi les plus importants des services personnels. Les chiffres suivants montrent clairement que l'avance du nombre des premières n'est pas allée de pair avec celle des secondes depuis 1951. Les frais d'exploitation dans les deux cas sont lourdement grevés par les salaires; plus de 50 p. 100 de la valeur totale du travail exécuté quant aux buanderies et un peu moins quant aux établissements de nettoyage et de teinturerie.

Buanderies mécaniques, établissements de nettoyage à sec et teintureries, 1941, 1951 et 1954

Année	Établis- sements	Employés	Salaires	Cont des matières	Valeur du travail exécuté
		Bua	nderies mécani	iques	
	1		\$	\$	8
1941 1951 ¹	237 317	11.844 14,079	10,120,662 22,248,517	2,348,740	19,816,895 44,053,442
1954	209 † Éta	blissements d	26,635,646 e nettoyage à :	sec et teinturer	50,543,242 ies
			\$	\$	\$
1941	363 981 1,107	6,554 13,933 15,485	6,125,635 23,850,119 31,512,711	1,433,790 2 7,535,432	12,678,275 52,798,415 67,222,831

¹ Y compris Terre-Neuve depuis 1951.

Dans le groupe des divertissements, les cinémas sont les plus importants. Les salles de cinéma se ressentent de l'extension de la télévision dans tout le pays. Il y avait 83 théâtres et cinémas de moins en 1954 qu'en 1953. Le plus grand changement a été celui du nombre de salles utilisées par les exploitants itinérants: 147 de moins en 1954 qu'en 1953. Les entreprises communautaires ont diminué de 24. Bien que 32 cinémas réguliers de plus qu'en 1953 aient fonctionné, les recettes ont diminué de 3·8 p. 100 et les entrées payantes, de 9·4 p. 100. Seuls les cinémas en plein air ont vu leur nombre, leurs recettes et leurs entrées payantes augmenter sur 1953.

Statistique du cinéma, 1954

Dátail	Cinémas ordinaires	Cinémas de plein air	Entre- prises commu- namaires	Exploi- tants itinérants (salles)	Total
Cinémas et salles nomb. Recettes (taxes exclues) \$ Taxes sur divertissements \$ Entrées payantes nomb.	97,012,140 12,089,922	6,316.947 721,630	1,800,794 128,515	385,682 26,189	12,975,256

² Non disponibles.

S.S. KR

Grâce à la variété de ses magasins, à son emplacement bien choisi et à son parc de stationnement, la place marchande de banlieue enlève de plus en plus une partie de leurs clients aux magasins des rues encombrées de la ville.

Les agences de publicité occupent le premier rang des services commerciaux. Leurs recettes totales brutes (commissions et frais d'étude des marchés et autres frais) ont arteint \$10,091,772 en 1947, contre \$24,579,169 en 1954. Les commissions annuelles, représentant environ 99 p. 100 de leur chiffre d'affaires, ont plus que doublé depuis ce temps. Le tableau de la page 240 indique cette avance et la répartition des dépenses en publicité faites par l'entremise des agences.

L'achat à crédit ne cesse d'augmenter depuis quelques années et à une cadence plus forte que la courbe générale des ventes. En 1955, les magasins de délail ont fait environ 11 p.c. plus de ventes à crédit qu'en 1954 alors que leur chiffre d'affaires, au comptant et à crédit, s'est accru de 6 p. 100.





On s'attend que les ventes d'aliments congelés (légumes, viandes et fruits) bondissent de leur chiffre actuel de 15 millions à 100 millions de dollars d'ici cinq ans. Cette fabrique de Lethbridge fournit 80 p. 100 des légumes soumis à la congélation rapide qui sont consommés dans les provinces des Prairies; en outre, elle expédie 75 p. 100 de sa production aux marchés de l'Est.

Commissions des agences de publicité, selon le moyen, 1947, 1951 et 1954

Genre	1947	1951	1954
Commissions\$	64,422,777	107,461,752	154,467,028
Répartition proportionnelle— Imprimés. Autres moyens visuels. Mécaniques. Radio Télévision Autres	61 · 8 4 · 4 16 · 3 15 · 8 1 · 7	59×3 5×2 18×0 17×3 tt×2	56+4 4+5 17+3 15+4 5+5 0+9

Associations coopératives

L'entreprise coopérative continue de jouer un rôle important dans bien des domaines du développement économique du Canada. Les coopératives sont nées lorsque les ressources privées n'ont pas suffi aux besoins impérieux des premiers colons. Parfois c'est le problème de la commercialisation qui a trouvé sa solution dans les grandes coopératives du genre des pools du blé de l'Ouest; d'autres fois, de petits établissements locaux ont été créés pour traiter les produits des fructiculteurs ou des pêcheurs; parfois, encore des coopératives de consonunation ont été fondées qui, durant les années de marasme économique, remettaient à leurs membres sous forme de ristourne toute la marge de profit du détail.

La commercialisation coopérative a été, depuis les débuts du siècle, une partie intégrante de l'agriculture canadienne, surtout dans l'Ouest central où les cultivateurs de blé ont formé des sociétés qui ont construit ou acheté des centaines d'élévateurs locaux ainsi que les grands élévateurs

terminaux de Fort-William—Port-Arthur et de Vancouver par où passe la moitié de la récolte de blé de l'Ouest. Les coopératives sont aussi intervenues de plus en plus dans la vente des bestiaux, des produits laitiers, du miel et de la laine ainsi que dans l'achat des instruments aratoires, des provendes, des pièces de rechange, du carburant, etc.

Le 31 juillet 1954, le Canada comptait 2,591 coopératives de vente, d'achat ou de service réunissant 1,400,000 membres. Leur chiffre d'affaires s'élevait à \$1,016,224,990. La valeur des produits agricoles vendus atteignait \$733,012,042, soit \$141,700,000 de moins que l'année précédente, recul dû presque entièrement à la dimination des ventes de céréales. On estime que les coopératives ont vendu environ 30 p. 100 de tous les produits agricoles commercialisés cette année-là. Les coopératives ont vendu pour \$234,583,425 de marchandises à leurs membres (diminution de 11 millions sur l'année précédente), dont les trois quarts étaient des fournitures agricoles et le reste, des produits alimentaires et des articles de mercerie.

En plus des coopératives locales, 11 coopératives de gros fonctionnaient au Canada en 1953-1954; leur chiffre d'affaires se totalisait à \$149,793,818; ventes de produits agricoles, \$51,907,365; bestiaux vendus à commission, \$25,732,528; ventes de fournitures agricoles et de marchandises, \$96,850,083.

En 1954, 86 coopératives de pêcheurs, groupant 11,700 membres, ont déclaré des ventes de poisson de \$14,915,246 et des ventes de fournitures de \$2,771,827. Les coopératives d'assurance médicale, d'habitation, de transport, d'électrification, de mouture à façon et de nettoyage des semences se chiffraient par 419 (487,800 membres). Leurs recettes provenant de tous les services fournis ont été de \$12,177,207.

Syndicats de crédit.—La croissance des syndicats de crédit au Canada a été phénoménale depuis dix ans. Ce sont des coopératives d'épargne et de prêt dont les membres sont unis par une déclaration commune de principes. Leur objectif est d'aider les membres à assurer leur sécurité financière; les membres y arrivent en pratiquant ensemble l'épargne et en s'accordant des prêts à faible intérêt. Au nombre de 152,000 au début de la guerre, les membres se chiffraient par 1,560,000 à la fin de 1954, alors qu'il existait 3,961 syndicats



Établissement d'une coopérative agricole à Mont-Joli (P.Q.).

ayant un actif de \$533,940,816. Les prêts en 1954 ont atteint \$218,479,826, tandis que l'épargne comprenait \$160,859,262 de parts et \$349,804,634 de dépôts.

· Prix

Prix de gros. - Selon les indices établis par le B.F.S., les prix de gros ont connu depuis la fin de la guerre des périodes de changements rapides et des périodes de stabilité considérable. Ils ont rapidement augmenté après le déblocage des prix vers la fin de 1945 et, entre décembre 1945 et décembre 1947, l'indice général des prix de gros a accusé une avance de 35.4 p. 100. Cependant, durant la régression modérée de 1949. l'indice a reculé de 3 · 2 p. 100 pour ne remonter qu'à la veille de la guerre en Corée. Entre avril 1950 et la pointe d'après-guerre (inillet 1951). l'indice a avancé de 20.3 p. 100. Les prix ont lentement baissé durant les trois années suivantes et, en juillet 1954, l'indice était à 217.4 (243.7 en iuillet 1951). Le recul est surtout attribuable à la forte baisse des fibres, textiles et tissus ainsi que des produits animaux. La stabilité relative de 1953 et 1954 a continué en 1955, mais les prix n'ont pas tardé à augmenter graduellement. L'indice, durant les 12 mois terminés avec décembre 1955, a avancé de 2.8 p. 100. Ce sont les métaux non ferreux qui ont le plus augmenté en 1955 (17.6 p. 100) tandis les produits du bois (5 p. 100) et les produits de l'acier (7-2 p. 100) se sont sensiblement accrus.

Les indices des prix des matériaux de construction résidentielle et autre ont à peu près suivi la même tendance que l'indice des prix de gros en général durant l'après-guerre, bien que le bois d'œuvre ait beaucoup plus renchéri.

Indices annuels et mensuels des prix de gros en général et de certains prix, 1949-1955

(1935 - 1939 = 100)

 $Nora_{\ell}{+}Tous$ les indices de 1955 et ceux des produits agricoles canadiens postérieurs à juillet 1954 sont provisoires.

Période	Prix de gros en général	Produits bruts et semi- ouvrés	Produits tont on presque tout ouvrés	Produits agricoles canadiens	Matériaux de construction domi- ciliaire	Antres matériaux de cons- truction (1949 = 100)
1949,	198 - 3	197-1	190.2	228-7	228-0	100-0
1950	211-2	212-8	211.0	236 - 7	242-7	105.0
1951	240-2	237.0	242 - 4	268-6	286-2	118-6
1952	226.0	218 - 7	230 - 7	250-2	284 - 8	123-2
1953	220 - 7	207.0	228 - 8	221-6	282-6	124 - 4
1954	217-0	204 - 8	224 - 2	211-8	277 - 5	121-8
1955Janvier	215 - 7	205 - 0	222-1	210-3	278 - 5	121-1
Février	217-4	207-6	223-2	210-0	279 - 1	121-3
Mars	217-4	206 - 2	224 - 1	207 - 0	279-5	121.7
Avril	218.5	210-4	223 - 5	216 1	2811 7	122-11
Mai	217-8	21)9 - 5	223-1	216 - 7	280 - 8	121-8
Juin	218 - 7	210-3	224 - 1	215 - 5	283-4	122-1
Fuillet	218-4	210-1	223-7	213-1	284-2	122.3
Août,	219-6	210 - 7	225-3	204 - 8	285 - 5	124-2
Septembre	220 - 0	212-2	226-4	202 - 7	286-8	125 - 7
Octobre	220 - 0	210.8	225 - 7	196 S	286 - 8	125.9
Novembre	220 - 7	211-3	226 - 5	106=0	286 -7	126-0
Décembre,	221-4	212-4	226-6	197-1	287 - 5	126-0

Prix à la consommation.—L'indice des prix à la consommation du B.F.S. mesure les répercussions de la variation des prix sur le coût de la vie d'un groupe représentatif de familles canadiennes. Le budget-indice comprend 224 articles choisis d'après un relevé effectué en 1947-1948 pour représenter les dépenses des familles urbaines du Canada ayant les caractéristiques suivantes; (1) elles vivent dans 27 villes canadiennes de plus de 30,000 habitants; (2) elles varient de deux adultes à deux adultes et quatre enfants; (3) elles avaient un revenu annuel durant l'année de l'enquête entre \$1,650 et \$4,050.

Ces articles sont évalués plus ou moins fréquentment dans 10 à 33 villes, et le changement moyen du prix de chaque denrée et service est conjugué avec le changement moyen de prix d'autres articles, selon l'importance relative (déterminée par le relevé) des achats de ces articles. L'indice ne mesure que le changement de prix et les hausses ou baisses d'autres facteurs du coût de la vie ne l'atteignent pas.

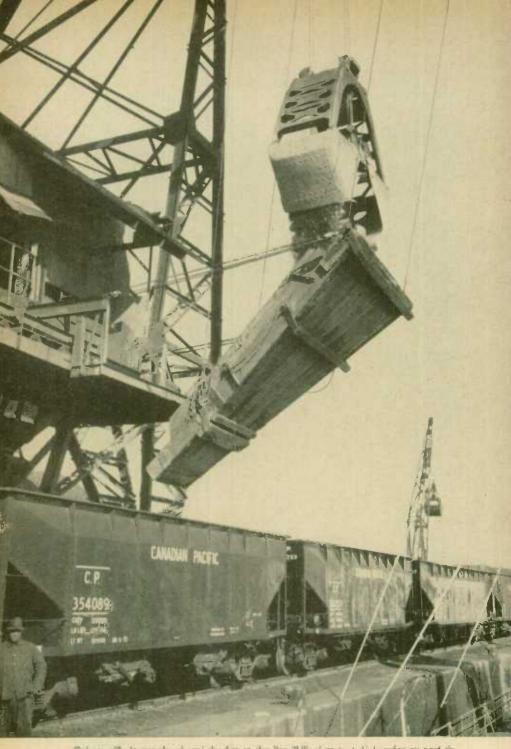
Les prix de détail ont été remarquablement stables depuis trois ans et demi. L'indice général des prix à la consommation était à 116 en juin 1952 et à 116-9 en décembre 1955. Durant cette période, l'indice mensuel n'a varié de 1-6 point qu'une scule fois. Le mouvement des divers sous-indices est indiqué au tableau ci-dessous.

Cette stabilité des prix est d'autant plus remarquable que les salaires ont augmenté, haussant du même coup le gain réel. Ainsi, l'indice des salaires hebdomadaires dans les manufactures (1949=100) est passé de 128+6 en 1952 à 134+5 en 1953, 137 en 1954 et 141+9 en novembre 1955. L'indice correspondant du gain réel (1949=100), qui montre la valeur des salaires par rapport aux denrées et services, a avancé de 110+4 en 1952 à 116+4 en 1953, 117+9 en 1954 et 121+9 en novembre 1955.

Nombres-indices des prix à la consommation, 1949-1955

13	VI	in	en	ne	100	(11)	1949	1

Année et mois	Alimen- tation	Habi- tation	Habil lement	Fonction- nement du ménage	Autres denrées et services	Total
1949	100.0	100.0	100 - 0	100 - 0	100-0	100-0
1950	102 - 6	106 - 2	99.7	102 - 4	103 - 1	102.0
1951	117 - 0	114-4	109 - 8	113-1	111.5	113.7
1952	116.8	120 - 2	111-8	116 - 2	116.0	116.5
1953	112.6	123 - 6	110-1	117-0	115-8	115.5
1954	112 - 2	126 - 5	109 - 4	1.17 -4	117-4	116.2
1955	112-1	129.4	108 - 0	116-4	118-1	116-4
1955—Janvier	112-1	128 - 4	108 - 1	117-1	118 · 2	116-4
Février	111-5	128-5	108-1	117-1	118-3	110.3
Mars	110.7	128-6	108 - 0	117-0	118-3	110-11
Avril	111.0	128-7	107 - 9	116.0	118-2	116-1
Mai	112-3	128-8	107-9	116:4	118-3	110-4
Jum	11(-1)	129 - 2	107.8	110-1	117-8	115.9
Juillet	111-5	129-6	107.8	115-8	117-7	[16:0]
Août	112-4	128-9	107.8	115-8	118-0	116:4
Septembre	113 - 7	t30 · 0	107 - 8	115-9	117.9	116.8
Ortobre	113-5	130 - 2	107 - 8	116-1	118-1	116.9
Novembre	113.0	130.6	107 - 9	116-5	118-3	116.9
Décembre.	112-4	131-0	108 - 5	116-6	118 - 3	116 - 9



Conce mile tenne de macre de chrese les de l'alles, uses sent déchargées au part de Montréal, soit la plus grosse expedition qui y soit jamais arrivée. Deux cent quarante wagans ont acheminé le minerai à une usine du Québec pour la fabrication de briques basiques intervenant dans la production de l'acier, du cuivre, de l'aluminium et du ciment.

Commerce extérieur

Le commerce extérieur du Canada a touché de nouveaux sommets en 1955. La valeur en a surpassé de 6 p. 100 la pointe atteinte en 1953 et le volume en a augmenté presque autant. Les importations se sont accrues plus rapidement que les exportations durant l'année et le solde des importations de marchandises a plus que doublé. Mais les exportations aussi bien que les importations ont été extrêmement considérables et le solde des importations ne s'est chiffré que par environ 4 p. 100 du commerce total.

Exportations, importations et commerce total du Canada, 1950-1955

1 11.3	1 1111	1:121	5 (6	1 12	11501

	ŀ	exportation	S		Com-	Balance du com- merce
Amiée	Produits cana- diens	Produits étran- gers	Total	Importa- tions	nterce	
1950 1951. 1952. 1953. 1954. 1955.	3,118-4 3,914-5 4,301-1 4,117-4 3,881-3 4,281-8	38 · 7 48 · 0 54 · 0 55 · 2 65 · 6 69 · 5	3,157·1 3,963·4 4,356·0 4,172·6 3,946·9 4,351·3	3,174-3 4,084-9 4-030-5 4-382-8 4,093-2 4,712-4	6,331-3 8,048-2 8,386-4 8,555-4 8,040-1 9,063-7	- 17·2 -121·5 +325·5 -210·2 -146·3 -361·1

Situation internationale. Depuis le règlement des difficultés des promières années d'après-guerre, l'économie mondiale a réalisé des progrès de longue durée, malgré un certain nombre d'ajustements d'ordre cyclique. L'expansion économique s'est fort généralisée et les gouvernements ont coopéré en vue de libérer et de stabiliser davantage le commerce international. C'ela s'est manifesté par le bon fonctionnement de divers organismes internationaux dont fait activement partie le Canada. Parallèlement à ces initiatives internationales et grâce à l'amélioration remarquable de la balance des paiements de la plupart des pays, les restrictions au commerce extérieur et aux paiements ont été considérablement relâchées dans le monde entier, surtout depuis 1952. La discrimination dont souffraient les importations payables en dollars a diminué dans la plupart des principaux pays commerçants, bien que jusqu'à-présent cet adoucissement se soit surtout confiné aux matières industrielles et à certains biens de production.

Lorsque la guerre a débuté en Corée, la reconstruction d'après-guerre dans la majeure partie de l'Europe et le retour à une économie de temps de paix en Amérique du Nord étaient terminés. Les besoins de la guerre de Corée ont puissamment stimulé l'activité économique mondiale; ils ont, cependant, exercé une forte poussée inflationniste sur plusieurs denrées d'intérêt international, surtout le caoutchouc, l'étain, la laine et quelques autres matières premières. Une période d'adaptation est ensuite intervenue qui a d'abord touché les pays producteurs de matières premières (sud-est de l'Asie, Australasie et Amérique latine), puis le Royaume-Uni et l'Europe occidentale, et enfin les États-Unis et le Canada. En 1955, une autre vague de prospérité a déferlé sur l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale a continué à un rythme accéléré son expansion économique (légèrement arrêtée en 1952-1953), le Royaume-Uni a connu une période des plus actives depuis

la guerre et, sauf quelques régions en difficultés, le reste du monde libre a fait aussi des progrès remarquables. Néanmoins, les excédents de riz, de sucre, de coton et de blé (ce dernier intéressant surtout le Canada) posaient un problème qui jetait une ombre sur le tableau.

Le relèvement du commerce mondial à la suite des ajustements qui ont suivi la guerre de Corée a débuté en 1953 pour se continuer jusqu'en 1955. D'après les données provisoires, il semble que le commerce mondial, en 1955, a été de quelque 6 p. 100 supérieur en valeur au sommet précédent de 1951 et de quelque 15 p. 100 supérieur en volume. Le niveau des prix mondiaux a baissé régulièrement de 1951 à 1953 et s'est stabilisé par la suite à environ 10 p. 100 au-dessous du sommet de 1951,

La part canadienne du commerce mondial durant l'après-guerre a fluctué entre 5 et 6 p. 100. Dans la plupart des années d'après-guerre, seuls les États-Unis et le Royaume-Uni ont accusé un commerce extérieur supérieur à celui du Canada. Cependant, en 1954, la République fédérale d'Allemagne, dont le commerce a accompli d'énormes progrès depuis 1949, a regagné le troisième rang qu'elle occupait avant la guerre et s'y est maintenue en 1955. Le commerce du Canada, par habitant, surpasse de beaucoup celui de la plupart des autres principaux pays.

Commerce mondial: principaux pays, 1953 et 1954

Nota. Pays classés d'après la valeur en 1951 du commerce. Sources, Fonds monétaire international (commerce): Bureau de statistique des Nations Unies (population)

	Exportations Là b.		Importations c.a.f.		Commèrce total			
Pays	1953	1954	1953	1954	1953	1954		
	VALEUR DU COMMERCE (millions de dollars des États-Unis)							
États-Unis Royaume Uni. République fédérale d'Allemagne Canada. France. Pays-Bas. Belgique et Luxembourg. Italie. Japon.	t5,782 ¹ 7,525 4,390 4,596 3,782 2,152 2,251 1,507 1,275 1,977	15,099 ¹ 7,771 5,249 4,434 4,189 2,412 2,300 1,636 1,629 1,659	11,834 9,361 3,771 4,824 3,942 2,383 2,405 2,420 1,471	11, 103 9,462 4,571 4,549 4,215 2,857 2,535 2,401 2,399 1,869	27,616 ⁴ 16,886 8,161 9,420 7,724 4,535 4,656 3,927 3,685 3,448	17,233 9,820 8,983 8,404 5,269 4,835 4,037 4,028 3,528		
Commerce mondtal ²	74,796	77,332	76,443	79,335	151,239	156,667		
	Соммь	RUF PAR	HAMITANI	(dedlars	des États-Unis)			
Nouvelle-Zélande Canada. Belgique et Luxembourg. Suisse. Pays-Bas. Danemark. Nouvège. Suède. Venezuela. Hong-Kong.	322 311 248 246 205 205 452 206 266 213	326 292 252 249 227 215 172 220 297 188	263 326 264 241 227 229 272 220 164 301	328 299 278 264 269 264 300 246 162 267	585 637 513 487 432 434 423 427 430 515	655 591 530 513 497 479 472 466 459		

⁴ Comprend l'aide militaire accordée aux antres pays. ² A l'exclusion de la Chine, de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe orientale qui ne déclarent pas feur commerce.

Progrès au Canada.—L'économie canadienne d'après-guerre a été caractérisée par une activité soutenue jusqu'en 1950, stimulée qu'elle était par les besoins de la reconstruction. Toutefois, vers la fin de la période, les pressions qui s'exerçaient sur les ressources productives se sont atténuées. Après l'ouverture des hostilités en Corée, la production s'est fort accrue



Chargement de bais de construction à bord d'un cargo au port de Vancsaver. La linie brut ou partiellement ouvré (madriers, planches, lattes, bardeaux, traverses, etc.) forme environ 10 p. 100 de toutes les exportations canadiennes.

jusqu'au milieu de 1953. Cependant, au cours du deuxième semestre de 1953, les économies américaine et canadienne sont entrées dans une période de réadaptation qui a duré environ un an.

Nombreux sont les facteurs qui, au Canada, ont amené la légère régression économique: très pauvre récolte de blé, dépenses légèrement réduites dans le domaine militaire, investissements également réduits en matière de machinerie et d'outillage, une certaine réduction des stocks, moins d'achat de biens de consommation durables et une baisse des exportations. Il faut dire que les importations, cependant, s'en sont plus ressenties que les exportations. Par ailleurs, les fortes dépenses personnelles en biens de consommation non durables et en services ainsi que l'activité plus intense de la construction domiciliaire ont atténué l'effet de ces facteurs. Au début de 1955, presque tous les secteurs de l'économie étaient vigoureux et l'année a vu le revenu national brut atteindre un chiffre record.

Les progrès constants de la recherche et de la mise en valeur des ressources naturelles ces dernières années assurent de belles perspectives an pays. Ces réalisations sont dues dans une grande mesure à l'entrée depuis 1950 de force capitaux américains qui ont financé le solde presque annuel des importations de marchandises. Même au cours de la régression de 1953-1954, les industries du papier-journal, de la pâte de bois, du minerai de fer et d'antres métaux communs, du pétrole brut et des produits chimiques n'ont cessé de se développer; d'ailleurs, l'augmentation des exportations de 1955 reflète bien ces progrès.

Situation du commerce.—La diminution des exportations canadiennes après 1952 a été causée par la réduction des marchés de céréales outre-mer et par une forte diminution des achats de véhicules automobiles par les pays d'outre-mer, achats qui avaient d'ailleurs atteint des proportions sans précédent. Sauf au cours d'une brève période en 1952-1953, la plupart des autres exportations importantes ont continué à progresser et, vers le milieu de 1954, elles contre-balançaient la baisse des céréales et des véhicules. En 1955, ce sont encore les autres produits qui ont, presque à eux seuls, accru les exportations puisque les expéditions de céréales sont demeurées aussi faibles qu'en 1954 et que celles de véhicules automobiles, tout en ayant augmenté légèrement, ont été bien inférieures à leur chiffre antérieur.

En 1955, l'augmentation des exportations a tenu surtout aux produits forestiers et miniers. Les exportations de papier-journal et de pâte de bois

ont en effet continué à augmenter et celles de planches et de madriers se sont élevées de \$60,600,000 (la plus grosse augmentation particulière), grâce à l'activité beaucoup plus forte du bâtiment aux États-Unis. Les exportations de la plupart des métaux communs importants ont aussi fort augmenté: le minerai de fer vient en première place du fait des installations nouvelles et des expéditions toute l'année durant des mines du Labrador. Les exportations de pétrole ont aussi augmenté. C'est principalement vers les États-Unis que le minerai de fer et le pétrole se sont dirigés. bien que le minerai de fer trouve outre-mer un marché de plus en plus grand.



La forte baisse des importations en 1954 a atteint la plupart des denrées principales normalement achetées à l'étranger, surtout les textiles, les instruments aratoires et les machines et l'équipement industriel. La reprise a commencé au milieu de 1954 et, rendu à la mi-1955, les sommets antérieurs étaient amplement dépassés. La cadence rapide de l'augmentation des importations en 1955 est allée de pair avec l'expansion générale de l'économie canadienne. Les automobiles et les fibres et textiles, dont les importations avaient baissé plus que de contume en 1954, ont accusé une augmentation particulièrement forte. Le Canada a aussi importé davantage de machines agricoles et autres, d'avions, d'automobiles, de laminages et d'appareils électriques. Presque toutes les importations principales ont participé à

248

l'augmentation, à l'exception en partie du café, qui a souffert des prix inférieurs ainsi que des incertitudes que présentaient le marché durant le premier semestre, de l'anthracite, qui a continué de céder le pas au pétrole pour le chauffage domestique, et des tuyaux, tubes et raccords, qui ont fort diminué du fait de l'inactivité passagère dans le domaine de l'aménagement des pipes-lines au Canada.

Les prix n'ont exercé qu'une influence modérée sur le commerce du Canada en 1955. Les prix à l'exportation et à l'importation ont accusé une certaine augmentation et le tœux de l'échange international s'est accru, ce qui a légèrement retenu l'accroissement de l'excédent d'importations du Canada.

Statistique sommaire du commerce, par trimestre, 1954 et 1955

Valeur du commerce , (millions de dollars)				des prix = 100)	Indices du volume (1948= 100)		
Période	Exporta- tions totales	Importa- tions	Balauce du commerce	Exporta- tions domesti- ques	1mporta- tions	Exporta- tions domesti- ques	Impor- tations
1954							
Jany, mars Avril-juin Juill,-sept Octdéc	866+3 1,005+0 993+1 1,082+5	025.9 1.124.2 1.001.2 1.041.9	- 59·6 119·2 8·1 + 40·6	115 · 2 116 · 3 415 · 0 114 · 5	109 · 2 110 · 4 110 · 3 109 · 1	95.5 110.6 110.4 121.0	128 · 3 153 · 0 136 · 4 144 · 2
1955							
Jany, mars Avril-juin Juill, sept Octdéc	966-6 1,096-6 1,133-8 1,154-3	990-7 1,218-7 1,246-7 1,286-3	- 24·1 - (22·1 - 82·2 - 132·0	115 · 5 117 · 7 118 · 0 119 · 1	1(0 · 7 p 1 10 · 1 p 1 00 · 8 p 1 1 2 · 9 p	119-4 112-8	135 · 85 166 · 25 165 · 95 172 · 26

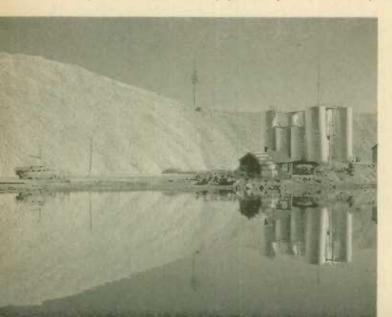
Les longs-courriers appartent aux quais de Taronta les denrées d'une foule de pays. Des expéditions ne cessent d'être déchargées au Terminus maritime no 11 pour s'acheminer aussitôt sur l'énorme marché du sud de l'Ontario.



Principaux clients et fournisseurs du Canada.—Les États-Unis occupent une situation à part dans le commerce du Canada. Les exportations vers les États-Unis se composent surtout de matières industrielles (papier-journal, bois de construction, métaux communs, etc.), bien que le poisson et les instruments aratoires y soient aussi fort importants. Les importations en provenance des États-Unis comprennent principalement des produits fabriqués (machines, pièces d'automobiles, appareils électriques, etc.), et aussi beaucoup de combustibles et de produits agricoles non cultivés au Canada comme le coton et les agrumes. Depuis trente ans, le marché américain a acquis de plus en plus d'importance; sa part des exportations canadiennes est passée de 40 à 60 p. 100. Quant aux importations, sa part est plus forte encore, bien qu'elle ne se soit accrue que de 67 à 72 p. 100.

Le Royaume-Uni vient en deuxième place. Les principales exportations comprennent des céréales, des métaux et des produits forestiers et les importations, des produits fabriqués (machines, fournitures électriques, textiles, etc.). Contrairement au commerce avec les États-Unis, les échanges avec le Royaume-Uni ont perdu de leur importance relative depuis trente ans: les exportations, malgré leur valeur absolue accrue, sont tombées de 32 à 17 p. 100 du total. La contraction du marché anglais pour des produits comme les céréales, le frontage, les œufs, le bétail, le bacon et le poisson explique le plus clair de cette baisse relative. Les importations qui ont également augmenté en valeur ont diminué de 17 à 10 p. 100 du total. La chute des exportations tient aux difficultés monétaires d'après-guerre du Royaume-Uni ainsi qu'à d'autres éléments, tandis que celle des importations dépend surtout de la concurrence plus vive d'autres pays fournisseurs de nombreuses fabrications et aussi de l'insuffisance des approvisionnements.

Le commerce avec la plupart des pays européens et avec le Japon est de même nature qu'avec le Royaume-Uni. Ces dernières années, le commerce avec le Japon et la République fédérale d'Allemagne a pris de plus en plus d'ampleur. Les fabrications comptent davantage dans les exportations vers l'Amérique la tine et de nombreux pays du Commonwealth, tandis que les importations venant de ces pays se composent surtout de produits primaires



Le gypse extrait d'une mine de la Nouvelle-Écosse est entassé en attendant d'être expédié aux usines établies sur la côte de l'Atlantique des États-Unis. Le Canada est au deuxième rang des producteurs de gypse.

que le Canada ne peut produire économiquement. Cependant, le volume du commerce avec ces pays ne modific en rien la physionomie générale des échanges avec les États-Unis et le Royaume-Uni.

Exportations domestiques, par principaux pays, 1951-1955

Norv.-Pays classés selon la valeur des exportations en 1955

Pays	1951 1952		1953	1954	1955	
	(milliers de dollars)					
États-Unis	2,297,675	2,306,955	2.418.915	12.317.153	2,559,34	
Royaume-Uni	631,461	745,845	665,232	653,408	769.31.	
Japon	72,976	102,603	118,568	96,474	90.89.	
République fédérale d'Allemagne.	37,0281	94,863	83,858	86.899	90.75	
Australie	49,079	49,697	39,629	45.768	58,48	
Union Sud-Africaine	52,736	47,852	50,763	39,883	56,020	
Belgique et Luxembourg	94,457	104,376	69,510	54,987	53,38-	
Pays-Bas	26,191	41,508	42,382	39,777	47.689	
Norvège	32,198	39,002	37,278	43,813	47.03	
France	46,538	48,264	32,281	33,799	42.56.	
Mexique	29.880	39,641	28,986	27,359	37, 120	
Venezuela	26,982	35,683	36,485	30,973	30,750	
Italie	48,763	52,045	33,170	23,844	27.65.	
Suisse	25,345	26,918	29,833	26,826	25,640	
Inde	35,737	55,423	37,187	17,689	24,669	
Colombie	12,311	13,756	20,146	21,000	22,60	
Nouvelle-Zélande	21,757	18,844	7.475	14,807	22,344	
Philippines	15,598	16,045	13.872	15,863	18, 136	
Cuba	20,424	24, 181	16,124	17,455	13,910	
Jamaique	10,213	10,591	12, 190	11.552	12,900	

¹ Comprend l'Albemagne de l'Est.

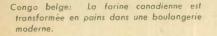
Importations, par principaux pays, 1951-1955

Nota, Pays classés selon la valeur des importations en 1955.

Pays	1951	1952	1953	1954	1955
États-Unis	2.812.927	2.976.962	3,221,214	2,961,380	3,452,178
Royaume-Uni	420,985	359,757	453.391	392,472	400.531
Venezuela	136,718	135,758	155, 147	167.594	187.277
République fédérale d'Allemagne	30,9361	22,629	35,507	44,485	55,603
Japon	12.577	13,162	13,629	19,107	36,718
lade.,	40.217	26,822	26,627	28,054	35,147
Brésil	40,627	35, 103	35,047	31,623	30,747
Antilles nécrlamlaises.	10,809	11,747	8,154	20,582	30,722
Belgique et Luxembourg	39,095	33,216	29,082	25,077	29,051
Mexique	18,013	23,937	15,785	14.033	28,814
Malaisie et Singapour	57,980	25,473	21,896	19,586	28,810
Australie	46,228	18,713	23,464	24,657	26.295
France	23,974	19,117	22,267	22,046	25,016
Colombie	13,063	18,004	23,215	24,820	22,220
Pays Bas	14,010	10,495	22.298	22.562	20.951
Suisse	16,308	16,396	20,437	19, 151	19,365
Italje	14,217	11,735	14,271	15,006	18.502
Guyane anglaise	25,025	23,660	17,800	20,482	18,307
Liban.	46,3812	15,171	19.584	17.413	17,920
Ceylan	16,396	12,402	14,461	12,527	15,581

⁴ Comprend l'Allemagne de l'Est. ² Comprend la Syrie.





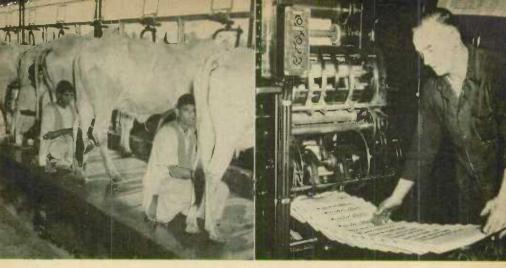


Espagne: "La morve de Terre-Neuve est sans égale", dit l'écriteau d'une boutique de Madrid.

Physionomie nouvelle du commerce. Le climat et la géographie ne manquent pas d'influer sur la nature du commerce extérieur du Canada. Le Canada fournit en abondance certains produits de la ferme, de la mer et de la faune sauvage comme les céréales et leurs dérivés, le bétail, les viandes, le poisson et les fourrires. Par contre, il doit importer des produits des pays chauds comme le café, le sucre, les agrumes, le coton et le caoutchouc. Les minéraux entrent de plus en plus dans les exportations. Le Canada fournit au monde la plus grosse partie du nickel et de l'amiante, il est un de ceux qui produisent le plus d'or, de cuivre, de zinc, de plomb et d'uranium et il est aussi en train de s'inscrire au premier rang des pays producteurs de minerai de fer et de pétrole. Par ailleurs, il doit importer toute la bauxite, matière première que l'énergie hydro-électrique du Canada transforme en aluminium, ainsi qu'une forte partie du pétrole et du charbon qu'il consomme. Les vastes forêts canadiennes, qui comprennent surtout des essences de bois tendre, alimentent le marché mondial en bois de construction, bois à pâte, pâte de bois et papier-journal. La Canada n'a à importer que très peu de bois et de produits du bois, et ces derniers surtout sous la forme de livres, magazines et journaux.

Durant les années 1920, les produits marins et agricoles constituaient ensemble près de 60 p. 100 de la valeur des exportations canadiennes (et à lui seul le blé en formait près de 30 p. 100). Durant les années 1950, toutefois, la proportion en a baissé à 30 p. 100 seulement tandis que les produits forcestiers sont passés de 23 à 34 p. 100 du total et les minéraux, de 9 à 20 p. 100. Cette diminution des produits agricoles tient à des problèmes de surplus, peut-être passagers mais néanmoins épineux, qui se sont posés dans la plupart des pays exportateurs et dans quelques pays importateurs. Ils sont à la fois le résultat partiel et la cause de programmes de soutien des prix, d'écoulement et de restriction à l'importation de caractère protectionmiste.

Depuis les années 1920, le tableau des principales exportations a beaucoup changé: le blé, qui occupait alors la première place, n'était que troisième en 1955; les produits comme le fromage, le bacon, les fourrures, les pneus de caoutchoue et l'argent, qui comptaient beaucoup autrefois, sont moins importants aujourd'hui. Parmi les produits aujourd'hui en tête, on trouve



Inde: La Ferme luttière moderne du Bengal est pourvue de carcans, d'abreuvoirs et de dispositifs d'amenée de la nourriture et d'évacuation du fumier fabriqués au Canada.

Allemagne: Le célèbre journal "Handelsblatt", imprimé sur papier du Canada, sort de presse.

l'aluminium, l'amiante, le zinc, le poisson frais et congelé, les engrais et les machines non agricoles. Les produits comme la pâte de bois, le nickel, le cuivre, l'orge, la farine de blé, les instruments aratoires, le whisky, le bois à pâte et le plomb n'ont cessé d'occuper une place importante,

Les changements qui se sont produits au chapitre des importations ont été marqués, sans être aussi profonds toutefois. Les produits de la ferme ont reculé de 25 p. 100 du total durant les années 1920 à 15 p. 100 et les textiles, de 17 à 10 p. 100. Les minéraux sont demeurés à 12 p. 100; les machines et autres produits du fer et de l'acier sont montés de 25 à 34 p. 100 et les produits fabriqués, de 56 à 73 p. 100.



Bresil: Un technicien du Service national du cancer (Rio de Janeiro) examine, à travers un écran protecteur, des aiguilles de radium récemment arrivées du Canada.

Le Canada est aujourd'hui un des grands importateurs de produits de l'acier et autres fabrications ainsi que de combustibles.

Le tableau des principaux produits importés a aussi moins changé depuis les années 1920 que les produits exportés. Des produits comme l'anthracite, le caoutchouc, l'essence et de nombreux textiles n'y figurent plus; par contre, on y voit les avions, les huiles lourdes, le café et les produits chimiques. Plusieurs des principales importations d'aujourd'hui sont en tête depuis de nombreuses années; machines, pétrole brut, pièces d'automobiles, appareils électriques, acier, houille grasse, instruments aratoires, coton et produits, voitures particulières et sucre.

Principales exportations domestiques, 1951-1955

Nota,—Classées selon la valeur de 1955.

Article	1951	1952	1953	1954	1955
		(1111	lliers de doll		
Papier-journal	536,372	591,790	619,033	635.670	665,877
Planches et madriers	312,198	295,949	282,103	324.724	385,313
Blé	441,043	621,292	567.907	375,339	338,216
Pâte de hois	365,133	291,863	248.675	271.418	297,304
Nickel, brut et semi-ouvré	136,689	150,982	162.542	182,154	215,169
Aluminium, brut et semi-ouvré	120,853	155,106	173.378	182,392	210,971
Cuivre, brut et semi-ouvré	81,691	100,806	117,351	127,334	163,924
Minerai de fer	18,576	22,333	30,843	39,719	99,814
Amiante, non guvré	. 80,333	86,510	83,973	82,566	94,804
Orge	58,822	145,684	136,729	89,363	76,461
Faring de blé	113.854	116,055	102,160	88,029	74,442
Instruments et machines agrico-				70.014	7.3 3/3/
les (sauf tracteurs) el pièces.	96,873	95,692	67,821	70.819	72,200
Zinc, brut et semi-ouvré	83,669	96,283	57.572	58,392	70,558
Whisky	54,039	54,254	63,086	59,156	60.862
Engrais chimiques	35,734	42,293	42,633	42,342	56.296
Poisson, frais et congelé	53,363	52.852	51,219	56.650	55,263
Bois à pâte	68, 103	64,820	45,859	45.766	48,655
Plomb, brut et semi-ouvré	45,290	49.676	37,835	40,530	37, 194
Pérrole brut	807	3,452	6,228	6,318	36,253
Machines (non agricules) et	40,271	17.378	37,282	36,676	35,789
pièces	40,211	17,310	31,202	20,070	100, 100

Principales importations, 1951-1955

Nora. - Classées selon la valeur de 1955.

Article	1951	1952	1953	1954	1955		
	(milliers de dollars)						
Machines (non agricoles) et	328.741	360.969	401.856	380.219	445,87		
pièces	328,741	300,909	401,830	300,219	Autra 'ma		
lièces d'automobiles (sauf mo-	195 . 177	190.337	222,284	180,433	246.50		
ctrole, brut ou en parlie raffiné.	233.148	210.036	213,094	212,767	229,77		
Appareils électriques, n.c.a	120,1111	139,567	198.275	207.539	226,71		
Avions et pièces (sauf moteurs)	41,438	95,212	111.803	100,397	138,09		
aminages (acier)	173.127	143.133	124.813	97.563	129,67		
Fracteurs et pièces	125,562	119.253	126.354	82,814	115.3		
Moteurs à combustion interne et	,						
pièces	80,314	126.332	107,736	84,914	100.9		
Automobiles particulières	56,632	49.484	79,454	60,846	83.7.		
Uniles lourdes	58,389	64,908	65,151	70,921	77,75		
Tharbon bitumineux	115.275	99,571	94,680	70,445	74,4		
Articles non commerciaux	32,544	47.095	60.923	56,763	72.9.		
Achats des touristes	47,071	66,682	73,840	68.767	71,4		
Instruments et machines agri-							
coles (sant tracteurs) et pièces.	69,529	78,044	82,795	60,351	62.8		
Oton brut	94,315	65,956	55,494	52,441	61,0		
Principanx produits chimiques				16 102			
(sauf les acides) n.c.a	43.940	49.824	54,505	46,193	57.6		
Café vert	48,438	50,775	57,595	64.214	57.0		
l'issus de coton	54,984	53.248	55,906	46,012	53.4		
Carton, papier et produits	34,831 77,100	29,931 59,546	39,208 47,491	43,558	52.6		



Balance canadienne des paiements internationaux

En plus de son commerce de marchandises, le Canada échange aussi des services et des capitaux avec l'étranger. Ces échanges figurent dans les états de la balance canadienne des paiements internationaux qui indiquent l'orientation et l'importance des mouvements de capitaux entre le Canada et les autres pays, ainsi que la sortie et l'entrée de toutes sortes de revenus.

Le Canada est au premier rang des pays qui attirent les capitaux étrangers et est aussi un pays qui fait relativement de gros placements extérieurs. L'importance du commerce extérieur dans l'économie canadienne et des capitaux étrangers dans le financement de certaines parties des progrès récents du pays sont parmi les facteurs qui donnent à la balance des paiements internationaux une importance particulière aux yeux de la nation.

Après avoir enregistré une suite de surplus à partir des premières années 1930 au compte des échanges de biens et de services avec les autres pays, le Canada accuse plutôt ces dernières années d'importants déficits (plus de 400 millions en 1953 et 1954 et plus de 600 millions en 1955) tenant à l'expansion du volume des biens et services importés par suite du haut niveau des placements et d'autres secteurs de l'activité économique au pays ainsi qu'à la situation économique des pays commerçant avec le Canada. Malgré les grandes fluctuations de la balance du compte courant du Canada durant l'après-guerre, les soldes créditeurs ou débiteurs ont été faibles par rapport au chiffre brut des échanges de biens et services, échanges qui depuis quelque années dépassent 11 milliards de dollars. En 1954, la valeur globale de ces échanges a accusé sa première diminution depuis la fin de la seconde guerre mondiale, mais elle a de nouveau augmenté en 1955.

La majeure partie des échanges du Canada portent sur les denrées. Mais les soldes, une fois ajustés aux lins de la balance des paiements, sont ralativement faibles depuis quelques années malgré leurs grandes fluctuations. Le déficit au compte courant tient surtout aux transactions "invisibles". Le compte du revenu est tonjours la principale cause du déficit et, bien que les paiements nets d'intérêt et de dividendes soient tombés de leur haut niveau d'il y a quelques années, ils se chiffrent encore par quelque 250 millions par année, ce qui représente le coût net en devises du débit net du Canada qui, rendu à la fin de 1954, totalisait plus de 6 milliards. Ces dernières années, le Canada a enregistré un déficit au compte des voyages (voir p. 261) et au compte du transport des marchandises; ces deux comptes réunis se sont chiffrés récemment par plus de 100 millions. Le compte "toutes autres" opérations courantes a aussi accusé un fort délicit; ce compte comprend les multiples services commerciaux que fournissent ou reçoivent les nonrésidents de même que les opérations du gouvernement dont les dépenses pour la défense formaient, à certains moments, une forte partie. Pour contrebalancer ces forts débits nets au compte des "invisibles", il y a eu une production nette d'or exportable de quelque 150 millions.

Les déficits au compte courant du Canada ont été la véritable contrepartie de très fortes entrées de capitaux placés directement dans des entreprises canadiennes et ajoutés à l'avoir étranger en valeurs canadiennes. Ces capitaux, de même que les remboursements des prêts accordés à d'autres

256 CANADA 1956

Du foin et des grains sont embarqués à bord d'un cargo qui dait transporter une partie d'une grosse expédition de génisses Holstein canadiennes au Pérou où elles serviront à la reproduction.





gouvernements durant les premières années d'après-guerre, ont plus que suffi à financer les déficits du compte courant la plupart des années.

Bien que, tout compte fait, l'étranger n'ait financé qu'une partie relativement faible de la grande expansion économique d'après-guerre du Canada, les capitaux étrangers ont joué un rôle des plus importants dans certaines des réalisations les plus impressionnantes et le solde net de la dette internationale du pays a fort augmenté (environ 6,700 millions en 1954). Le passif net envers les non-résidents a atteint en 1954 près de 13,600 millions, mais l'actif à l'étranger s'élevait à plus de la moitié de ce montant. Le principal élément, et aussi celui qui croît le plus rapidement, du passif du Canada est formé des placements étrangers directs dans des entreprises industrielles, placements venant surtout des États-Unis, mais l'avoir des non-résidents en obligations des gouvernements et des municipalités du Canada et en valeurs de compagnies à direction canadienne est aussi de grande importance.



Le village d'Alma et le cap Owl's-Head, à l'entrée du parc national de Fundy au Nouveau-Brunswick.

La valeur des investissements des États-Unis au Canada en 1954 s'est élevée à 9,622 millions; ce chiffre, le plus élevé jusqu'ici, est à peu près le double de celui de la fin de la guerre et le triple de celui de 1926. Les investissements britanniques (2,143 millions) allaient augmentant après leur chute des années de guerre, mais ils étaient encore bien inférieurs au chiffre relativement stable de l'entre-deux-guerres. Les placements des résidents d'autres pays augmentent aussi, mais leur total de 1954 (704 millions) était encore relativement faible à comparer aux investissements américains et britanniques.

Les portefeuillistes étrangers détiennent maintenant environ le dixième de la dette fondée des gouvernements et des municipalités du Canada et environ le tiers du vaste domaine de l'industrie et du commerce du pays. Leurs placements ne représentent qu'une très faible partie des autres richesses du Canada, comme la propriété agricole, domiciliaire et personnelle. Ces proportions sont en baisse. Avant la guerre de 1939, environ le quart de la dette des gouvernements était entre les mains d'étrangers, tout comme quelque 38 p. 100 de l'industrie canadienne. La concentration dans l'aprèsguerre des placements des étrangers dans l'industrie manufacturière et dans l'extraction minière y a aceru leur part. Près de 56 p. 100 des capitaux engagés dans les mines, les fonderies et l'exploitation pétrolière appartenait à des non-résidents à la fin de 1953, contre 40 p. 100 en 1939. La part du capital étranger varie largement dans les différents domaines de l'industrie manufacturière. La proportion est comparativement forte dans certains secteurs comme les métaux non ferreux, l'industrie automobile et le raffinage du pétrole; elle est relativement faible dans d'autres secteurs comme les

258 CANADA 1956

textiles et le fer et l'acier bruts. Dans certaines industries comme le papierjournal et les produits du bois, le capital étranger joue un très grand rôle, mais elles appartiennent en majeure partie aux Canadiens.

Bien que l'actif à l'étranger soit assez fort pour contre-balancer plus de la moitié du passif international du Canada, il diffère à certains points de vue. Plus de la moitié en appartient au gouvernement du Canada sous forme de prêts de guerre ou d'après-guerre aux pays d'outre-mer et sous forme de réserves officielles d'or et de change étranger. L'actif privé à l'étranger comprend des placements directs et en valeurs à longue échéance qui se sont élevés à 2,500 millions en 1954; depuis la guerre, cet actif s'est accru un peu plus rapidement que les placements privés à longue échéance de l'étranger au Canada.

Un chaleureux accueil attend le visiteur outre-frontière.

Le pont Rainbow, que domine une tour à carillon, enjambe la Niagara pour relier l'Ontario et l'État de New-York, juste en aval des célèbres chutes.

Un des nombreux endroits aù l'on peut franchir lo frontière entre l'État de Washington et la Colombie-Britannique,







Voyages entre le Canada et les autres pays

On voyage davantage entre le Canada et les États-Unis qu'entre d'autres pays et cela depuis de nombreuses années. Ces déplacements ont beaucoup aidé à établir des rapports amicaux entre les habitants des deux pays. De bonnes voies de communication en tous points de la frontière, qui s'étend sur toute la largeur du continent, ainsi que la présence de grandes collectivités à proximité de la frontière favorisent le tourisme et aident les Canadiens et les Américains à se mieux connaître. Les voyageurs des deux pays, dont la majorité utilisent leur voiture particulière, n'ont besoin ni de passeport ni de visa.

Le Canada se trouve maintenant en déficit vis-à-vis des États-Unis au compte des voyages. Chaque année depuis 1952, la dépense des Canadiens y a dépassé celle des Américains au Canada, contrairement à la situation des années antérieures. Cela tient à l'augmentation plus rapide des déplacements et des dépenses des voyageurs canadiens aux États-Unis après la suppression des restrictions aux voyages alors que les voyages des Américains au Canada se sont relativement maintenus au même chiffre, sauf une augmentation appréciable en 1953. En 1954, les Canadiens ont dépensé 313 millions aux États-Unis, soit 33 millions de plus que les Américains au Canada.

Les voyages entre les deux pays sont dans une très large mesure des déplacements quotidiens autour de la frontière. Les visiteurs qui s'attardent et qui sont plus proprement des touristes ne constituent qu'une fraction relativement faible du total mais ils répondent pour le gros des dépenses. Ainsi, en 1954, les 4,200,000 Américains qui sont restés au Canada plus de deux jours y ont dépensé \$221,600,000, soit 79 p. 100 des \$280,600,000 dépensés par tous les visiteurs des États-Unis. La situation est la même quant aux touristes canadiens aux États-Unis: les 2,700,000 Canadiens qui ont séjourné aux États-Unis plus de deux jours y ont dépensé environ 240 millions, soit plus de 76 p. 100 du total (313 millions).

Les Canadiens vont de plus en plus outre-mer chaque année. En 1954, ils y ont dépensé (69 millions) le double de 1951, dont la moitié soit au Royaume-Uni même soit en frais de transport transatlantique versés à des sociétés britanniques. En 1954, les visiteurs ont dépensé au Canada le tiers seulement de la dépense des Canadiens outre-mer.

Voici pour 1951 à 1954 la balance des paiements au compte des voyages entre le Canada et les autres pays, en millions de dollars;

Détail	1951	1952	1953	1954
Vis-à-vis des États-Unis-				
Crédit	258	257	282	280
Débit	246	294	307	313
Net	+ 12	- 37	- 25	- 33
Vis-à-vis des pays d'ontre-mer-				
Crédit	16	18	20	22
Debit	.34	47	58	69
Net	- 18	- 29	- 38	- 47
Vis à vis de tous les pays -				
Crédit	274	275	302	302
Débit	280	341	365	382
Net	- 6	- 66	- 63	- 80





Sainte-Adèle, dans les célèbres Laurentides, au nord de Montréal. Dans ces hauteurs vivifiantes, des milliers de gens vont faire un séjour l'été ou l'hiver, trouvant gîte et couvert dans un hôtel chic, une petite pension ou un chalet particulier.



Outris la guerre, les chemins de fer canadieux ent su réaliser d'impressionnants progres dans la modernisation du moternel et des services, surtaut en 1955 alors que la traction diesel, adoptée sur les deux grandes lignes transcantinentales, a raccourci de 14 à 16 heures la durée du trajet entre Montréal et Vancouver.

Transports et Communications

Lu'est pas de secteur de l'économie qui manifeste autant l'étendue et la diversité des progrès du Canada depuis la guerre que celui des transports et communications. Les nouvelles lignes ferroviaires et aériennes qui pénêtrent à l'intérieur des régions minières s'ouvrant à l'exploitation, les liaisons aériennes transoréaniques et transpolaires établies avec les grandes villes du monde, les autostrades qui bourdonnent de la rumeur des camions et des voitures, les pipe-lines qui amènent un nouvel apport d'énergie aux consonunateurs industriels et domestiques, la canalisation du Saint-Laurent qui assurera une voie maritime jusqu'au cœur du continent, les réseaux de téléphone, de radio et de télévision toujours plus étendus, toutes ces réalisations marquées du sceau des dernières acquisitions de la technologie contribuent grandement à l'expansion industrielle et à la vigueur de l'économie du Canada. Elles servent aussi, ces réalisations, en supprimant les distances, en aplanissant les barrières topographiques et en rapprochant les collectivités jusque-là étrangères les unes aux autres, à donner au pays davantage conscience de son unité et de son bonheur.

· Transports

Les besoins sont si nombreux dans le domaine des transports qu'aucun moyen ne peut à lui seul suffire à l'industrie et aux voyageurs. Les chemins de fer demeureront le principal mode de déplacement, étant seuls à assurer un service massif peu coûteux par tous les temps et sur toute l'étendue du continent. Mais, de plus en plus, ils doivent faire face à la concurrence spécialisée du transport par air, par eau et par route.

Les lignes aériennes font leur spécialité du transport rapide, ce qui leur vaut un avantage marqué dans le transport des voyageurs et des matières postales. Elles se chargent également d'ouvrir de nouvelles régions au développement, tâche dont s'acquittaient autrefois les sociétés de chemins de fer et de navigation là où les conditions économiques et topographiques s'y prêtaient. Par ailleurs, la rapidité, les capitaux moins importants qu'exige l'établissement des lignes et la faculté d'atteindre des régions autrement inaccessibles ont contribué à promouvoir les services aériens dans ce domaine. Il existe aujourd'hui une foule de mines isolées qui ont été prospectées, reconnues et mises en exploitation grâce à l'avion.

La navigation s'occupe du transport en grand des marchandises dont l'acheminement rapide n'est pas de première nécessité. Le gros trafic emprunte la voie des Grands lacs et du Saint-Laurent. Environ la moitié du tonnage des lacs est fait de céréales et le reste de minerai, de houille, de bois à pâte, de pétrole brut, de pierre calcaire et de cargaisons mixtes. Les pipe-lines, dont l'installation est relativement nouvelle au Canada, présentent un net avantage sur d'autres moyens de transport pour le pétrole et ses dérivés.

Dès le début, les routes ont naturellement joué un rôle sans égal dans le déplacement local des voyageurs et des marchandises. Le réseau routier s'est étendu graduellement et offre aujourd'hui de grandes artères pour le transport sur de grandes et petites distances. Les frais d'exploitation relativement bas des véhicules routiers commerciaux rendent ces derniers particulièrement propres au transport en petit sur de courtes distances.

TRANSPORTS 265



Le confort est la note dominante des trains interurbains de jour.

Chemins de fer

Deux grands réseaux de chemins de fer transcontinentaux sillonnent le Canada. Le National-Canadien et le Pacifique-Canadien s'efforcent en améliorant leur service et en utilisant du matériel neuf et moderne de répondre à la concurrence, à la complexité et à l'expansion qui caractérisent aujourd'hui les transports. Les nouveaux trains transcontinentaux du service des voyagenrs, qui sont constitués de wagons d'acier inoxydable aux lignes fuyantes et qui unissent la rapidité au confort le plus poussé, mettent moins d'heures à parcourir le trajet d'Halifax à Vancouver. La traction diesel se généralise et le nombre de wagons-marchandises ainsi que leur capacité augmentent sans cesse. Des automotrices diesel assurent le service des courtes distances, et des camions transportés sur wagons en plate-forme permettent de livrer les expéditions chez le destinataire même. De nouvelles voies sont construites au fur et à mesure du développement du pays. Des régions entièrement nouvelles ont été récemment ouvertes par la construction de la ligne de Terrace-Kitimat (43 milles) en Colombie-Britannique, la ligne de Sherridon-Lynn-Lake (144 milles) au Manitoba et la voie de 360 milles du Quebec North Shore and Labrador Railway. Une ligne de 16 milles reliant le centre minier de Nephton à Havelock (dans l'est de l'Ontario) donne facilement accès à un chantier d'extraction de pierre non métallisère. Deux embranchements, l'un de Struthers à Greco et l'autre de Hillsport à Manitouwadge, desservent cette nouvelle région minière du nord-ouest de l'Ontario et une ligne est en construction de Beattyville à Chibougamau et Saint-Félicien qui ouvrira une autre région minière du Québec.

Le National-Canadien, société d'État, est la plus grande entreprise de service public au Canada; il exploite, ontre son réseau ferroviaire et ses multiples services connexes, une flotte de longs-courriers et de caboteurs, un service télégraphique national assurant d'excellentes communications entre tous les principaux endroits du Canada et une liaison avec toutes les parties du monde, des services de messageries au Canada et à l'étranger, une chaîne d'hôtels, un service aérien régulier transcanadien, continental et trans-atlantique.

Le Pacifique-Canadien, société par actions, en plus de son vaste réseau ferroviaire, possède également une flotte de navires faisant la navigation intérieure, côtière et océanique, un réseau de lignes aériennes nord-sud qui

Le chemin de fer, qui talonne le prospecteur dans les régions encore vierges, y apporte le matériel d'exploitation et en rapporte les produits.



Des bouleversiers fraient la voie au chemin de fer à travers la forêt.

Avant de poser les rails, on aménage la plate-forme au travers d'un rocher éventré à la dynamite.

Ce poseur de rails, qui transporte tout le matériel nécessaire, progresse à l'allure de trois quarts de mille par jour.



constitue une des plus grandes entreprises de transport aérien de marchandises, un service aérien transpacifique avec l'Orient et les antipodes, un service aérien avec le Mexique et le Pérou et une ligne transpolaire de Vancouver à Amsterdam, une chaîne d'hôtels de villégiature et d'hôtels ouverts toute l'année, un réseau télégraphique national, un service mondial de messageries et un service de transport par camion et autobus.

Ces deux réseaux ferroviaires collaborent, sous l'égide de l'État, afin de ne pas faire double emploi. La Commission des transports réglemente le tarif des voyageurs et des marchandises ainsi que certaines questions d'aménagement, d'exploitation et de sécurité.

La longueur des voies ferrées de ces deux réseaux ainsi que d'un certain nombre d'autres sociétés moins importantes totalisaient 58,760 milles en 1954. Les recettes d'exploitation brutes de tous les chemins de fer ont atteint \$1,095,440,918 et les frais d'exploitation \$1,019,534,989, contre \$1,205,935,414 et \$1,100,393,836 en 1953. Les 57,547,300,439 tonnes-milles de marchandises transportées en 1954 étaient en baisse de 7,719,715,061 sur 1953. Les voyageurs transportés se sont chiffrés par 28,396,528 contre 28,736,159 en 1953 et les employés, par 196,307 contre 211,951.

Transport urbain

Les transports urbains se sont beaucoup modifiés ces dernières années. Le tranway électrique est de plus en plus supplanté comme principal moyen de transport en commun dans la plupart des villes canadiennes par l'autobus et le trolleybus. Rares sont les quartiers anciens et centraux des villes qui ont été aménagés en vue de la circulation motorisée qui les congestionne aujourd'hui; bien que le transway soit particulièrement adapté au déplacement massif, sa manœuvre difficile dans les rues encombrées a contribué à le faire disparaître graduellement. Beaucoup plus de la motifé des voyageurs des services de transports urbains (transways, voitures-express ou métro, autobus, autocar ou trolleybus) sont maintenant transportés en autobus ou trolleybus.

En 1954, les transports urbains ont compté 1,254,644,000 voyageurs contre 1,309,207,000 en 1953. Les services interurbains ont transporté 84,064,355 voyageurs, on 8,652,773 de moins. Il y a une baisse bien marquée depuis 1949. Une grande proportion des 2,720,095 voitures particulières (automobiles et motocyclettes) font concurrence aux services de transport. L'expansion rapide des banlieues ces derniers temps a encouragé l'achat de



Le wagon-casse-croûte, récemment mis en service, est une innovation des plus heureuses.



Sa Majesté la Reine Elisabeth II a lancé dans les eaux de la Clyde, le 22 juin 1955, le nouveau transatlantique de 24 mille tannes du Pacifique-Canadien, l'Empress of Britain. Le paquebot fera le service entre Montréal et Liverpool dès l'ouverture de la nivagation en 1956.



voitures particulières et augmenté les frais d'exploitation des services de transport. En même temps, l'augmentation des tarifs, à cause surtout du développement des banlieues, fait perdre un peu du trafic de petite distance autrefois si payant.

Voirie

Un réseau de routes qui s'étend sans cesse lie de plus en plus étroitement les provinces canadiennes. A la fin de 1953, 190,997 milles de routes étaient revêtues (160,265 milles de gravier, 28,890 d'asphalte et 1,841 de béton) et 326,812 non revêtues.

De 1946 à 1953, plus d'un milliard a été dépensé pour la voirie, soit plus que durant le quart de siècle précédent. Au cours de 1953, 397 millions ont été consacrés à la construction et à l'entretien des routes, ponts, traversiers et autres ouvrages, dont \$341,500,000 par les provinces et le reste par le gouvernement fédéral et les municipalités. Toutes les routes, sauf celles des territoires, des parcs nationaux et des réserves indiennes, qui relèvent

TRANSPORTS 269

du gouvernement fédéral, sont de la compétence des autorités provinciales et municipales. Les dépenses de voirie des trois échelons de gouvernement en 1954 ont probablement atteint 600 millions: à peu près 60 p. 100 pour les constructions nouvelles, 36 p. 100 pour l'entretien et 4 p. 100 pour l'administration.

Même à ce compte, la construction n'a pas répondu aux besoins. Ainsi, le nombre de véhicules automobiles par mille de routes revêtues a augmenté d'année en année; en 1946, il était de 11-6; en 1953, il avait augmenté à 18-0; et, à la fin de 1954, il atteignait probablement 20. L'aménagement de la route transcanadienne commencé en 1949, progresse très lentement. Neuf des provinces ont adhéré au programme et entrepris de construire et d'entretenir la section de la route, hors des terres fédérales, située dans leurs limites, et le gouvernement fédéral est convenu de partager également avec chaque province les frais de construction des tronçons nouveaux et des tronçons déjà existants intégrés à la ronte. Le Québec, la dixième province, ne participe pas au programme du point de vue financier mais assure, cependant, la liaison entre les deux extrémités de la route en Outario et au Nouveau-Brunswick. La route s'étend sur 4,580 milles en dehors de Québec; le 1st novembre 1955, 2,853 milles étaient revêtus, mais 1,523 seulement répondaient aux normes établies pour la route transcanadienne. Deux grandes brêches subsistaient encore: une de 50 milles, de Clarenville à Gambo (Terre-Neuve), et une autre de 180 milles, de Chapleau à Marathon (nord de l'Ontario). En vue de presser l'achèvement de la route, le ministre fédéral des Travaux publics a annoncé au début de 1956 que le Parlement serait saisi d'un projet de loi autorisant le gouvernement fédéral à assumer 90 p. 100 des frais à l'égard de jusqu'à 10 p. 100 du parcours de la route dans les provinces où il y avait des brêches à combler.

Véhicules automobiles

En 1954, les véhicules automobiles immatriculés au Canada étaient plus nombreux que jamais. En comparaison de 3,430,672 en 1953, on en comptait 3,644,589 dont 2,688,465 voitures particulières et 956,124 véhicules commerciaux et motocyclettes: 856,851 camions, 9,860 autobus, 37,665 motocyclettes et 51,748 autres véhicules. Voici les immatriculations dans les différentes provinces: Terre-Neuve, 34,423; Île-du-Prince-Édouard, 20,848; Nouvelle-Écosse, 133,087; Nouveau-Brunswick, 99,058; Québec, 674,114; Ontario, 1,489,980; Manitoba, 210,471; Saskatchewan, 267,373; Alberta, 338,541; Colombie-Britannique, 371,711; Yukon et Territoires du Nord-Ouest, 4,983.

Les recettes provinciales provenant de l'immatriculation des véhicules automobiles et des permis ont atteint une pointe de \$93,849,956 en 1954; la taxe provinciale sur l'essence a donné \$235,702,205. Les ventes d'essence imposable, en grande partie destinée à la consommation automobile, se sont établies à 2,021,002,458 gallons en 1954.

En 1954, les stocks visibles de voitures particulières neuves ont totalisé 305,877 voitures, soit 67,195 de moins qu'en 1953. Les stocks de 1954 comprennent 267,452 véhicules canadiens et 38,509 véhicules importés, moins 84 véhicules réexportés. Au cours de l'année, il s'est vendu 310,546 voitures particulières au prix de \$797,554,000 et 72,082 camions et autobus au prix

270 CANADA 1956

de \$191,964,000; seulement 40 p. 100 des véhicules et près de 30 p. 100 de leur valeur ont été financés par des sociétés de financement. La valeur moyenne du prêt a été de \$1,897.

Voiturage motorisé.—Le transport des voyageurs et des marchandises par véhicule automobile a pris un grand essor au Canada. L'amélioration technologique de l'équipement, l'extension des routes à revêtement dur et l'aménagement de nouvelles routes express ont beaucoup contribué à stimuler le transport routier depuis quelques années.

La statistique du transport motorisé ne porte pas sur toute l'industrie, qui est formée principalement de petites entreprises d'un ou deux camions appartenant à des centaines de détenteurs de permis. Leur comptabilité est souvent rudimentaire; d'autre part, les fusions et les cessations de commerce sont nombreuses, rendant tout recensement difficile. En 1952, 4,040



entrepreneurs ont fait rapport; 1,854 étaient de petits exploitants pour la plupart propriétaires et chauffeurs, à la fois, dont les recettes ont été inférieures à \$8,000; 853 camionneurs ont enregistré des recettes variant entre \$8,000 et \$19,999 et 908 des recettes de \$20,000 et plus. Il existait 425 entreprises de transport urbain et interurbain des voyageurs, sans compter les réseaux de tramways et de trolleybus.

Statistique du voiturage motorisé, 1949-1952

Détail	1949	1950	1951	1952	
Immobilisations (terrains, bâtiments et matériel) \$ Revenus	124,984.523	141,213,577	160,225,318	177,112,456	
	159,631,109	179,301,971	200,616,604	233,973,179	
Matériel— Uamions nombre		11,126	11,368	11.649	
Tracteurs, semi-remorques	3,197	3,640	4,481	4,79	
	1,825	2,496	3,281	3,82	
Autobus Voyageurs transportés. "	4,623	4,710	4,874	4,68.	
	376,187,446	363,341,945	365,946,738	340,099,978	
Marchandises—Transport interurbain et rural ¹ 10nnes	15,087,704	19,009,488	18,248,756	19,095,669	

Ce détail n'est pas déclaré par tous les transporteurs.

Navigation

On peut se rendre compte de l'importance du rôle que joue la navigation dans la vie canadienne si l'on se rappelle que le Canada est une des principales nations commerçantes du monde et qu'une grande partie des marchandises qui entrent au pays et en sortent empruntent la voie maritime. Le Canada possède aussi de grandes voies d'eau navigables qui s'enfoncent à l'intérieur du pays et desservent non seulement les ports de mer mais également, et à bon compte, les divers points échelonnés le long de la voie. Les lacs et cours d'eau intérieurs sont pour ainsi dire innombrables et il existe de vastes régions éloignées où le transport par voie d'eau est le seul dont on dispose. Nombre d'entreprises situées le long des littoraux de l'Est et de l'Ouest comptent exclusivement sur la navigation pour le transport des marchandises et des voyageurs.

Les marchandises transportées par eau au Canada ne sont pas toutes enregistrées, mais il existe une statitsique du nombre et du tonnage des navires qui font escale dans les ports où se trouvent des percepteurs de la donane, ainsi que des cargaisons des navires qui font le commerce entre ces ports. Tontes les voies navigables du Canada, y compris les canaux, les lacs et les rivières, sont ouvertes sans distinction, sauf en ce qui concerne le cabotage, aux navires de tous les pays du monde, de sorte que le commerce du Canada ne dépend pas exclusivement de ses navires. Toutefois, les navires d'immatriculation canadienne assurent une grande partie du transport intérieur et le cabotage.

En 1954, les douaniers ont signalé l'arrivée de 118,969 long-courriers et caboteurs, contre 123,075 en 1953 et 113,505 en 1952. Les marchandises à bord des long-courriers, chargées et déchargées dans les ports canadiens, se sont établies à 63,004,521 tonnes, dont 21,415,618 tonnes ou 34 p. 100 transportées par des navires d'immatriculation canadienne.

Comme les années précédentes, le gros du commerce extérieur, 36,270,337 tonnes ou 57.6 p. 100 du total, s'est fait avec les États-Unis; 55.7 p. 100 de ces marchandises ont été transportées par des navires canadieus. Ces derniers, par contre, ont été moins actifs à l'égard des autres pays; ils n'ont transporté que 1,202,938 tonnes sur un total de 26,734,184. Les navires du Royaume-Uni, des États-Unis, de Panama, de la Norvège, de la Suède et de l'Italie se sont chargés du gros de ces cargaisons.



Le "Princess of Vancouver" passe sous le pont Lion's-Gate à l'entrée du port de Vancouver. Ce bateau pouvant embarquer 800 passagers a été ajouté au service de Vancouver-Nonaïmo à l'été de 1955. Il effectue trois des onze traversées aller et retour du détroit de Georgia que font chaque jour les bateaux du Pacifique-Canadien.

En 1954, les marchandises expédiées par bateau ont totalisé 30,730,355 tonnes ou 4+6 p. 100 de moins qu'en 1953. La diminution la plus marquée a été observée sur les Grands lacs et les ports du Saint-Laurent en amont de Montréal où le tonnage a baissé de 6,320,032 tonnes en 1953 à 4,959,342 en 1954 ou de 21+5 p. 100. Voici les exportations canadiennes les plus importantes (chilfres de 1953 entre parenthèses); blé, 5,611,370 tonnes (7,588,616); minerai de fer, 6,076,307 (4,907,331); gypse, 2,785,278 (2,798,715); bois d'œuvre, 2,586,740 (2,110,304); papier-journal, 2,116,812 (1,997,009); et bois à pâte, 1,602,660 (1,553,414).

Les importations ont également diminué légèrement de 38,691,879 à 32,274,166 tonnes ou de 16-6 p. 100, le charbon bitumineux ayant diminué de 14,813,235 à 12,372,250. Le pétrole brut expédié de Superior (Wis.) à Sarnia a diminué de 3,365,157 à 543,283 tonnes, à cause de l'achèvement du pipe-line, et le minerai de fer, de 4,384,596 à 3,147,033. L'anthracite, la chaux, l'essence, le pétrole brut des États-Unis et les marchandises diverses ont aussi diminué. Le maïs, les fèves de soja, le sucre, la bauxite, le sable et le gravier, le fer et l'acier, les engrais et produits chimiques ont augmenté.

Les investissements bruts dans les navires, bassins, quais, entrepôts, terrains, bâtiments et équipement ont totalisé \$305,477,917 en 1953 d'après les rapports fournis par les entreprises du transport par eau. Le revenu brut de ces investissements a atteint \$256,880,406. L'industrie a occupé 20,109 travailleurs qui ont touché \$51,084,867, soit une moyenne de \$2,540; cette somme ne comprend pas la valeur des repas et du logement estimée à \$5,954,665.

Les phares et autres appareils de signalisation maritime, le service de pilotage, les stations de signalisation radio-électrique et les stations radio-goniométriques ainsi que les mesures prévues par les lois et règlements fédéraux maintiennent la sécurité de la navigation à l'intérieur et autour du Canada.

Ports

Les importations et les exportations outre-mer constituent une grande partie du commerce international canadien. Les longues routes par terre et par mer sur lesquelles les marchandises sont acheminées sont reliées entre elles par un grand nombre de ports maritimes. Vu l'importance de ces ports comme parties essentielles du réseau national de transport, et afin d'en assurer une exploitation efficace et économique, d'améliorer et de consolider les services techniques et d'uniformiser les règlements et les tarifs, huit d'entre eux reconnus comme ports nationaux ont été confiés à un conseil central permanent bénéficiant du crédit national. Le Conseil des ports nationaux est un organisme de la Couronne responsable de sa gestion vis-à-vis du Parlement, par l'intermédiaire du ministre des Transports. Sept autres ports sont administrés par des commissions composées de fonctionnaires municipaux et fédéraux. En outre, 300 ports publics relèvent des Transports.

Les ports administrés par le Conseil des ports nationaux sont : Halifax et Saint-lean, sur le littoral de l'Atlantique; Chicoutimi, sur le Saguenay, et Ouébec, Trois-Rivières et Montréal, sur le fleuve Saint-Laurent au Ouébec; Churchill, sur la baie d'Hudson; et Vancouver, sur la côte du l'acifique. Les biens administrés par le Conseil représentent, au prix coûtant, une mise de fonds de 245 millions et les aménagements comprennent des quais, postes de mouillage, hangars de transit, élévateurs à céréales, entrepôts frigorifiques, voies ferrées portuaires, outillage de terre et flottant, ateliers, canalisations d'eau et d'énergie électrique et emplacements industriels. La nature et le volume du trafic de chaque port influent sur l'importance et la diversité des aménagements. On vise, en général, à rendre les ports nationaux aussi rentables que possible, d'abord par une gestion établie sur une base d'affaires et, en second lieu, par des taxes raisonnables, d'après les normes reconnues, pour l'utilisation des installations et services. Le Conseil fournit les grandes installations indispensables, mais s'abstient de certains services que peuvent assurer convenablement les entreprises privées.

Les chargements et déchargements des long-courriers dans les grands ports forment souvent une part étonnamment faible du trafic global. D'ordinaire, le fret des caboteurs l'emporte en volume. Il est impossible d'obtenir la statistique du fret global de tous les ports du Canada; voici les cargaisons embarquées et débarquées dans les huit principaux ports en 1954:—

	Tonnes		Tonnes
Halifax	3,969,097	Montréal	16,158,423
Saint-Jean	2.205,324	Churchill	382,195
Chicoutimi	330,027	Vancouver	11,489,075
Québec.	3.135,109		
Trois Rivières	3,221,513	TOTAL	40,890,853

Canaux

Le Saint-Laurent, avec son chenal navigable et son réseau de canaux, est la plus grande artère fluviale intérieure du monde, car il relie l'Atlantique à l'extrémité occidentale du lac Supérieur (distance de 2,200 milles). Il permet aux céréales canadiennes de soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux et favorise l'expansion de l'industrie manufacturière et du commerce à l'intérieur du pays. L'aménagement de cette voie navigable, à titre

d'artère du commerce international, a entrainé la réalisation d'une suite d'entreprises d'ouvrages alin de répondre aux besoins du trafic croissant et d'assurer la sécurité de navires plus gros et plus rapides. Trente et une écluses, établies le long du fleuve, corrigent un dénivellement de 600 pieds. Actuellement la profondeur navigable, qui va jusqu'à 14 pieds dans les canaux du Saint-Laurent, atteint 25 pieds entre les lacs, permettant le passage de gros cargos à partir des lacs supérieurs jusqu'à Prescott, sur le Saint-Laurent,

A l'automne de 1954, après de longues négociations entre le Canada et les États-Unis au sujet de l'aménagement hydro-électrique et fluvial des rapides internationaux du Saint-Laurent, l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et l'organisme américain compétent ont commencé la construction de canaux et d'autres ouvrages qui permettront aux navires tirant 25 pieds d'eau de remonter le fleuve depuis Montréal jusqu'aux Grands lacs.

Les canaux du Canada se divisent en deux catégories: les canaux du réseau principal du fleuve Saint-Laurent et des Grands faes, qui comprennent ceux de Lachine, Soulanges, Cornwall, Farrans-Point, Rapide-Plat et Gallops, sur le Saint-Laurent; le canal Welland, entre les faes Ontario et Érié; le canal de Sault-Sainte-Marie, entre les facs Huron et Supérieur; puis des canaux secondaires ou d'appoint, qui comprennent le canal de Saint-Pierre, entre les facs Bras-d'Or et l'océan Atlantique (Nouvelle-Écosse), les canaux de Saint-Ours et Chambly, sur le Richelieu (Québec), les canaux de Sainte-Anne, Carillon et Grenville, sur l'Outaonais, le canal Rideau, entre l'Outaonais et le lac Ontario, et les canaux de Trent et Murray, entre le lac Ontario et la baie Georgienne (Ontario).

L'importance de ce réseau de transport comme voie commerciale ressort du fait que, en 1954, 25,292 navires transportant 30,070,701 tonnes de



Bien que le pétrole au Canada soit aujourd'hui beaucoup transporté par pipe-line, nombreux encore sont les bateauxciternes qui sillonnent les eaux intérieures.

marchandises ont emprunté ces canaux. En outre, des milliers de bateaux de plaisance y sont passés; le nombre de passagers des seuls bateaux qui ont franchi les écluses à Sault-Sainte-Marie a atteint 115,014.

Aviation civile

Au Canada, la réglementation de l'aviation civile relève du gouvernement fédéral. Le ministère des Transports s'occupe de l'aspect technique de l'aviation, soit l'immatriculation des avions, la délivrance des permis aux aviateurs, l'établissement et l'entretien de l'infrastructure, la réglementation de la circulation, les enquêtes sur les accidents et la conduite sûre des avions. Certaines attributions statutaires relatives à la délivrance des permis d'exploitation de services aériens commerciaux et à la réglementation économique de ces services en conformité de l'intérêt public sont dévolues à la Commission des transports aériens.

Il existe deux grandes catégories de services aériens; non réguliers et réguliers.

Services non réguliers.—Less ervices non réguliers comprennent des services entre deux points déterminés sans horaire fixe, des services de louage et à forfait et des services spéciaux. Ces services permettent d'atteindre des régions du pays inaccessibles aux autres moyens de transport et alimentent les lignes régulières. Le transport aérien du personnel, de l'équipement et des approvisionnements essentiels à l'exploration et à la mise en valeur des parties reculées du pays a permis d'établir dans des régions autrement inaccessibles nombre d'entreprises rentables. Au cours de l'année terminée le 31 mars 1955 les services non réguliers ont parcouru 15,930,686 milles payants, transporté 340,347 passagers, 55,710,892 livres de marchandises et 841,464 livres de matières postales.

Les services non réguliers, grâce à une foule d'autres opérations, contribuent puissainment à la découverte, à la conservation et à la mise en valeur des ressources naturelles et à l'expansion économique du Canada. La photographie aérienne, maintenant très perfectionnée, sert aux relevés géologiques, à la cartographie, à l'inventaire des ressources forestières et à la préparation des travaux d'exploitation, ainsi qu'à l'établissement des pipe-lines, des routes et des grands ouvrages. L'aviation a joué un rôle éminent dans l'exploration et la prospection minières. L'avion est employé depuis longtemps pour le repérage et l'extinction des incendies de forêts et le poudrage des espaces forestiers contre les insectes nuisibles. Dans l'agriculture, il sert au poudrage et à la pulvérisation des cultures, à l'ensemencement et au contrôle des dégâts causés par la gelée. Dans la protection de la faune sauvage, il sert à patroniller de vastes étendues pour dépister les braconniers et les violateurs des règlements de chasse et de pêche; il sert aussi à l'empoissonnement des lacs et cours d'eau. Voici quelques autres des nombreux services assurés par l'aviation: surveillance des pipe-fines et des lignes de transmission d'énergie électrique, opérations policières, aide aux missionnaires, transport des malades et publicité.

Au 31 mars 1955, on comptait 198 exploitants commerciaux détenant des permis de services aériens réguliers, non réguliers et spéciaux, et 90 écoles et clubs d'aviation autorisés à enseigner le pilotage.

276 CANADA 1956



Super-Constellation d'Air-Canada en partance à Montreal.

Services réguliers. - Lignes aériennes Trans-Canada. - Air-Canada, société d'État, a été constituée par une loi fédérale en 1937 afin de coordonner le tranport aérien sur l'immense étendue du Canada et établir des installations pour le service aérien international. Aujourd'hui, plus de 160 vols s'exécutent quotidiennement sur le réseau d'Air-Canada. Grâce à des vols transcontinentaux et affluents très nombreux, le Canada jouit d'un service de voyageurs, de matières postales et de marchandises sur toute son étendue, de Saint-Jean (T.-N.) à Victoria (C.-B.), et un réseau interurbain, qui débouche sur les lignes principales, assure une liaison aérienne à la plupart des centres importants du Canada. Des liaisons avec les États-Unis desservent Boston, New-York, Chicago, Cleveland, Tampa, Détroit (Windsor) et Seattle. Air-Canada survole aussi l'Atlantique-Nord vers Londres, Paris, Prestwick, Shannon et Dusseldorf. Des relations transocéaniques font le pont avec les Bermudes, les îles Bahama, la Janiaïque, la Barbade et la Trinité. Le 2 mai 1955, Air-Canada a inauguré un service de fret régulier entre Montréal et Vancouver, le premier service transcontinental de ce genre au Canada. Vers la fin de 1955, Air-Canada a pris en charge les services québecois et nordontarien du Pacifique-Canadieu, agrégeant ainsi six autres centres à son réseau national. Un service entre Québec et les provinces Maritimes a aussi été inauguré. Un service aérien de classe touriste a été établi avec la Floride, les Bermudes et les Caraïbes, et le tarif familial a été étendu aux vols transatlantiques d'hiver. La gestion d'Air-Canada est dévolue à un conseil d'administration dont cinq membres sont élus par les actionnaires et quatre nommés par le gouverneur en conseil. Toutes les actions d'Air-Canada sont détenus par le National-Canadien, lequel est l'entière propriété du gonvernement du Canada.

TRANSPORTS 277



A la fin de 1955, le parc d'Air-Canada comprenait 22 North Stars, 26 DC-3, sept Super Constellations, 14 Viscounts et trois cargos Bristol. Les turbo-propulsés Viscount ont été introduits le 1er avril 1955; 25 seront en service en 1957.

Voici la statistique des opérations d'Air-Canada en 1954;

Parcours total desservi	24,016
Milles de vol	32,327,405
Voyagenrs payants	1,438,349
Voyageurs-milles payants	852,475,532
Tonnes-milles de fret	8,345,258
Tonnes milles de messagerie	1,787,000
Tonnes-milles de matières postales	
Personnel d'Air-Canada	7,991

Lignes aériennes du Pacifique-Canadien.—Cette société a été formée en 1942 par la fusion de petits exploitants desservant le nord du pays. Son service intérieur, qui couvre maintenant 9,354 milles de lignes, demeure encore surtout un service de fret entre les grandes villes et le Nord. Son service transocéanique, qui réunit 27,610 milles de lignes, est le septième en importance dans le monde entier. L'année 1955 a vu deux nouvelles réalisations remarquables: une nouvelle route transpolaire a été inaugurée entre Amsterdam et Vancouver où la correspondance se fait avec les routes desservant l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les îles Fidji, Hawaii, le Japon et la Chine qui se trouvent ainsi rapprochés de 1,000 milles de l'Europe et du Royaume-Uni; au début de novembre, la société a établi le premier service ultra-rapide sans escale entre Toronto et Mexico quand elle a inauguré des vols hebdomadaires reliant ces deux villes.

Des avions DC-4, DC-3 et Convair 240 sont affectés au service domestique et des DC-6B, au service transocéanique. La société a commandé une flotte de turbo-propulsés Britannia, dont trois lui seront livrés en 1957. Ces avions permettront de transporter 100 passagers entre Vancouver et Amsterdam et de même entre Vancouver et Tokyo, sans escale, en 12 heures.

Voici la statistique des opérations de la société en 1954:

	Nombre
Parcours total desservi	36,964
Mille payants (voyageurs)	198,803,192
Voyageurs payants	246,965
Matières postales (livres)	2.983.331
Milles tonnes de fret payant	



Les services non réguliers et spéciaux assurés par les exploitants commerciaux indépendants donnent accès à des régions isolées et alimentent les lignes régulières.

Autres services réguliers.—Outre les services d'Air-Canada et du Pacifique-Canadien, quatre autres sociétés sont autorisées à exploiter des services réguliers au Canada: Central Northern Airways Limited, Winnipeg (Man.), Maritime Central Airways, Limited, Charlottetown (Î. P.-E.), Queen Charlotte Airlines Limited, Vancouver (C.-B.), et Quebecair Incorporated, Mont-Joli (P.Q.). Ces entreprises s'occupent du transport des voyageurs, du fret et des matières postales dans leur région et assurent aussi certains services non réguliers et à forfait.

A la fin de 1954, quinze transporteurs aériens du Commonwealth et de l'étranger détenaient 19 certificats d'exploitation de services commerciaux réguliers avec le Canada.

Aviation privée. Au 31 mars 1954, le Canada comptait 1,315 avions privés immatriculés. Plusieurs appartiennent à des exploitants de ranches, des cultivateurs, des exploitants de puits de pétrole et des entreprises commerciales.

Accords internationaux. La position du Canada dans le domaine de l'aviation ainsi que sa situation géographique l'ont amené à collaborer avec d'autres nations se livrant à l'aviation civile internationale. Le Canada a joué un grand rôle dans la fondation de l'Organisation de l'aviation civile internationale dont le siège permanent est à Montréal. Grâce à cet organisme, il a bénéficié de l'expérience et des connaissances des États membres dans les domaines techniques et économiques de l'aviation civile.

Ces dernières années, le Canada a signé des accords concernant l'aviation civile avec l'Australie, la Belgique, le Danemark, la France, l'Irlande, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Pérou, le Portugal, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis. Il a accru ses droits dans l'Atlantique-Nord pour le trafic venant d'Irlande, du Japon et des Açores; il a aussi obtenu des droits en Belgique et des droits d'atterrissage en France.

Sur la route des Antilles, le Canada a obtenu des États-Unis des droits en Floride; il a aussi obtenu de faire escale en territoires britanniques. Dans le Pacifique, des accords autorisent des escales à Honolulu, aux îles Fidji et à Hong-Kong. Outre-frontière, Air-Canada a le droit d'exploiter des services entre Montréal et New-York, aisin qu'entre Montréal-Toronta et les îles Bahama et la Jamaïque, avec escale à Tampa ou à St-Petersburg (Floride). Des certificats d'exploitation ont été délivrés à quinze services réguliers du Commonwealth et de l'étranger avec le Canada.

Pipe-lines

A la fin de 1954, les pipe-lines de pétrole (canadisations principales, de rassemblement et de distribution) totalisaient 4,600 milles au Canada, sans compter 960 milles de conduites de brut canadien aux États-Unis entre Gretna (Man.) et Sarnia (Ont.). Très importante est l'Interprovincial s'étendant entre Edmonton (Alb.) et Sarnia (Ont.) sur une distance de 1,765 milles, et d'une capacité de 200,000 barils par jour. Plusieurs courtes conduites principales et de rassemblement se rattachent directement à l'Interprovincial, apportant le brut à Edmonton ou à Redwater ou fournissant du pétrole à différents points voisins de la conduite principale. Le Trans-Mountain (718 milles, d'Edmonton à Vancouver), sur lequel s'articule une canalisation qui franchit la frontière à Sumas pour pénétrer dans l'État de Washington,

280



Des pipe-lines transportent le gaz naturel du puits au consommateur en Alberta et en Saskatchewan, mais il en reste beaucoup d'inutilisés. On projette de construire deux longs pipe-lines: l'un, de la région de la rivière La Paix à Vancouver et jusque dans le nord-auest des États-Unis; l'autre, jusque dans le sud de l'Ontario et du Québec où se concentre l'industrie.

livre du brut de l'Ouest aux raffineries de la Colombie-Britannique et à d'antres raffineries du nord-ouest du littoral du Pacifique. Le pétrole du Venezuela, de l'Arabie et d'autres pays est amené aux raffineries de Montréal par un pipe-line partant de Portland, sur la côte du Maine; des conduites de distribution relient ces dernières aux centres de consommation le long du Saint-Laurent jusqu'à Ottawa et Toronto. D'autres pipe-lines apportent aux centres du sud de l'Ontario les produits des raffineries de Sarnia. En 1954, les pipe-lines canadiens ont acheminé 172,495,935 barils de pétrole.

Les grandes réserves de gaz naturel existant en Alberta et en Saskatchewan sont utilisées sur place dans une certaine mesure grâce à des canalisations qui apportent du gaz aux villes et aux industries. On songe à construire un pipe-line pour transporter le gaz de la région de la rivière La Paix (dans le nord-est de la Colombie-Britannique) jusqu'aux marchés de Vancouver et des États-Unis. On est aussi à prendre des dispositions pour aménager un pipe-line en territoire exclusivement canadien qui transportera le gaz de l'Alberta jusqu'à Montréal ainsi que certaines canalisations d'exportation aux États-Unis près d'Emerson (Man.) et d'importation des États-Unis près de Niagara-Falls en attendant la venue du gaz albertain par la voie transcanadienne. La construction de la conduite principale commencera dès que la Federal Power Commission des États-Unis autorisera la vente de gaz canadien dans les États centraux de l'ouest des États-Unis et que la Trans-Canada Pipelines aura pu prendre les dispositions d'ordre financier et matériel nécessaires à la réalisation de tout son programme.



Les opératrices de l'interurbain composent les numéros au moyen de fiches correspondant aux perforations du cadran. Chaque fiche envoie un train d'impulsions à double fréquence qui effectue la commutation au central de l'appelé.

Communications

Téléphones

A la fin de 1954, le Canada comptait 3,860,269 postes de téléphone, soit 25 pour 100 habitants, et se classait ainsi au troisième rang, après les États-Unis et la Suède.

Les 2,788 réseaux téléphoniques distincts, petits et grands, qui fonctionnaient en 1954 desservaient ensemble tout le pays; 2,236 étaient de petits réseaux coopératifs ruraux et 389, des compagnies par actions. Les deux plus importantes de ces dernières étaient la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, établie en Ontario et au Québec et réunissant 60 p. 100 de tous les postes du pays, et la British Columbia Telephone Company (9 p. 100). Quatre sociétés privées servent les provinces de l'Atlantique et trois réseaux exploités par les gouvernements provinciaux, les provinces des Prairies.

Les services interurbains permettent à presque chaque poste de communiquer avec tout autre poste canadien et avec n'importe lequel des 53 millions de postes des États-Unis. La liaison est aussi possible avec plus de 100 autres pays et territoires. Au Canada, le service interurbain fonctionne au sein de chaque réseau ainsi que dans tout le pays grâce à sept grands réseaux constituant le Réseau transcanadien.

Les Canadiens font grand usage du téléphone. Le nombre estimatif de communications a été de 6,347,532,000 en 1954 (moyenne de 1,644 par poste ou de 418 par habitant) dont 138 millions étaient des communications inter-turbaines au Canada même ou entre le Canada et les États-Unis.

Les immobilisations des sociétés de téléphone ont continué d'augmenter en 1954. A la fin de l'année, les capitaux investis s'élevaient à \$1,301,545,688. Les employés se chiffraient par 51,929 et leur rémunération atteignait \$159,329,238.

282

L'énorme extension des réseaux téléphoniques du Canada, ces dix dernières années, est allée de pair avec leurs progrès techniques. L'automatisation de la téléphonie au Canada a débuté sur une grande échelle, il y a quelque trente ans, avec l'introduction des postes à cadran et de l'équipement de commutation étape par étape nécessaire à l'établissement automatique des communications locales. Environ 70 p. 100 de tous les postes au pays fonctionnent maintenant de la sorte et la proportion augmente sans cesse. Le crossbar, dispositif de commutation automatique plus rapide et plus souple encore, s'installe actuellement dans plusieurs grands centres ontariens et québécois. Le même genre de dispositif de commutation est utilisé au nouveau central régional d'interurbain ouvert à Toronto en 1955; une installation semblable fonctionnera bientôt à Montréal. Ces dispositifs permettent d'établir directement la communication avec les postes de plusieurs villes éloignées. D'ici quelques années, l'extension du système à la plupart des grands centres du Canada et des États-Unis et l'emploi de compteurs automatiques permettront aux usagers d'établir eux-mêmes leurs communications interurbaines en composant le numéro de l'appelé.

Pour répondre à ces progrès de la téléphonie interurbaine, on est à établir des canaux transcanadiens de transmission. La Compagnie de Téléphone Bell du Canada et le *Manitoba Telephone System* sont à aménager la première chaîne interréseaux de transmission par micro-ondes hertziennes entre Toronto et Winnipeg. Les prolongements projetés vers l'est et l'ouest, dont la chaîne actuelle de la Bell en Ontario et au Québec forme le noyau, visent à établir pour la mi-1958 des canaux de transmission par micro-ondes pour le téléphone et la télévision.

Une meilleure téléphonie transatlantique par câble sous-marin sera réalisée en 1956 grâce à l'achèvement en lin d'année de la pose de câbles entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve en entre Terre-Neuve et l'Écosse. Cette entreprise conjointe de la Société canadienne des télécommunications transmarines, de l'American Telephone and Telegraph Company et du British Post Office était à moitié terminée en 1955 quand s'est achevée la pose des

Le coeur de l'appareil de composition de l'interurbain est un fichier électronique. Les impulsions venant du cadran et désignant la région appelée font tomber une carte en acier. Des rayons lumineux passant à travers les perforations de la carte actionnent des photo-transistors qui choisissent instantanément la voie la plus directe.



deux premiers câbles reliant Clarenville (T.-N.) et Oban (Écosse). Après plusieurs années de recherches des deux côtés de l'Atlantique, on a réussi à créer un câble tout à fait satisfaisant pour la transmission de la voix et pouvant durer très longtemps.

Le gros de l'équipement et du matériel téléphonique, de très hante qualité, est fabriqué au Canada même. Les méthodes d'exploitation et d'entretien du service réléphonique sont uniformes dans tout le pays.

Radio et télévision

On comptair au Canada, en septembre 1955, 179 postes utilisant la bande normale, dont 22 appartenaient à Radio-Canada et 157 étaient des postes privés, et dix postes à ondes courtes, dont trois appartenaient à Radio-Canada et sept étaient des postes privés. On comptait également cinq postes de Radio-Canada et 26 postes privés M.F.

La Société Radio-Canada.—Radio-Canada, société d'État, fonctionne comme service public national; les postes privés dont plusieurs sont affiliés aux réseaux de Radio-Canada, assurent un service local. Aux termes de la loi sur la radiodiffusion, Radio-Canada est responsable devant le Parlement par l'intermédiaire d'un ministre de la Couronne. Un comité spécial de la Chambre des communes examine son activité de temps à autre. Une commission royale fait actuellement enquête sur la radio et la télévision au Canada, y compris les rapports existant d'une part entre Radio-Canada et les sociétés privées de radio et de télévision, et d'autre part, entre la Société et la politique fiscale du pays.

Radio-Canada est dirigée par un bureau de onze gouverneurs qui font fonction de mandataires des Canadiens quant à la radiodiffusion. Les gouverneurs, nommés par le gouverneur général en conseil pour trois ans, représentent les principales régions géographiques du Canada et divers aspects de la vie canadienne. Le président, nommé pour dix ans, consacre tout son temps à la Société. Toute l'activité de la Société est dirigée par le directeur général, qui est le principal agent exécutif, et son adjoint. Les revenus de Radio-Canada, pour ce qui est de la radiodiffusion, proviennent d'une subvention annuelle de \$6,250,000 et du produit d'une taxe d'accise de 15 p. 100 frappant les appareils de radio et de télévision et les phonographes et les lampes, ainsi que des recettes d'un certain nombre d'émissions commerciales. La télévision est financée au moyen de la même taxe d'accise et des émissions commerciales.

Installation de radiodiffusion et service des émissions.—Radio-Canada exploite 83 postes émetteurs pour son service national et deux pour son service international. Vingt-deux sont des stations M.A. de la bande normale, dont huit, de 50,000 watts, assurent un bon service aux régions rurales. Cinq sont des stations M.F., deux des postes à ondes courtes atteignant les régions reculées et 54 des émetteurs relais automatiques de faible puissance servant les régions peu peuplées. Les deux postes émetteurs du service international utilisent 18 fréquences. Le service de Radio-Canada atteint plus de 98 p. 100 des foyers munis de la radio au pays et s'étend de Saint-Jean (Terre-Neuve) jusqu'à l'île de Vanconver. Les réseaux Trans-Canada et Dominion servent les auditeurs de langue anglaise d'un océan à l'autre et le réseau français,

284 CANADA 1956



les auditeurs de langue française de Moncton (N.-B.) à Edmonton (Alb.). Quatre-vingt-seize postes privés relaient les émissions de Radio-Canada.

La radiodiffusion canadienne est organisée de façon à surmonter les problèmes que posent les grandes distances, une population dispersée, deux langues officielles et sept des 24 fuseaux horaires du monde. La programmation, d'intérêt régional et national, est en bonne partie d'origine canadienne et présente aussi d'excellentes émissions d'autres pays. Très variée, la programmation comprend des émissions à caractère sérieux ainsi que beaucoup d'émissions simplement divertissantes.

Grâce aux installations de Radio-Canada, les écoles bénéficient chaque iour d'au moins trente minutes d'émissions spécialement préparées par les services d'instruction publique. En outre, des émissions scolaires nationales, préparées avec le concours des services d'instruction publique et des instituteurs et commanditées par Radio-Canada, sont entendues le vendredi. Plus d'un million d'écoliers dans 15,000 écoles écoutent ces émissions. La population agricole bénéficie du service le plus complet d'émissions agricoles au monde, y compris l'émission hebdomadaire Le choc des idées (version anglaise: National Farm Radio Forum). Cette émission est l'organe d'environ 1.270 cercles. Une émission analogue, Les idées en marche (version anglaise: Citizen's Forum) constitue, en quelque sorte, une tribune nationale où sont étudiées les questions d'actualité. Sont aussi radiodiffusées des émissions d'intérêt féminin l'après-midi, des émissions spéciales pour les enfants en dehors des heures de classe et des émissions religieuses régulières. Des émissions politiques d'intérêt national et régional, préparées en collaboration avec les partis intéressés, sont transmises gratuitement. Les émissions spéciales du mercredi soir offrent toute une soirée de théâtre, de musique, de causeries, de poésie, de récitals ainsi que de représentations données par des groupes comme la Troupe d'opéra et l'Orchestre symphonique de Radio-Canada.

Télévision.-La télévision a débuté officiellement au Canada en septembre 1952 lorsqu'ont été inaugurés à Montréal et à Toronto les deux premiers postes de télévision de Radio-Canada, CBFT et CBLT. Ceux-ci ont d'abord assuré trois heures de télévision chaque soir. En janvier 1953, les deux postes télévisaient déjà trente heures d'émissions par semaine. Ils ont relayé des émissions des États-Unis dès que la liaison par núcro-ondes a été établie entre Buffalo et Toronto. A la fin de mai 1953, la liaison par micro-ondes entre Toronto, Ottawa et Montréal était faite et. en juin, le Canada avait son premier réseau de télévision quand le poste CBOT d'Ottawa a commencé à fonctionner, permettant au service de télévision de Radio-Canada d'atteindre le tiers de la population. En novembre 1955, Radio-Canada comptait des postes à Vancouver (CBUT), Winnipeg (CBWT), Toronto (CBLT), Ottawa (CBOT, en anglais, CBOFT, français), Montréal (CBFT, français, et CBMT, anglais) et Halifax (CBHT). Des stations privées fonctionnaient à Sydney (N.-É.), Saint-Jean (T.-N.), Saint-Jean et Moncton (N.-B.), Rimouski et Québec (P.Q.), Kingston, Hamilton, London, Kitchener, Peterborough, Windsor, Wingham, Barrie, Sudbury, Sault-Sainte-Marie et Port-Arthur (Ont.), Brandon (Man.), Regina et Saskatoon (Sask.), Lethbridge, Calgary et Edmonton (Alb.). D'autres stations privées étaient à s'établir à Timmins et North-Bay (Ont.), Charlottetown (I.-P.-É.), Jonquières et Sherbrooke (P.Q.).

286 CANADA 1956

Quatorze stations échelonnées entre Windsor (Ont.) et Québec étaient reliées directement par relais micro-ondes à la fin de 1955; Radio-Canada envisageait la liaison d'un bout à l'autre du pays pour 1958.

En plus de leurs propres émissions, tous les postes de télévision transmettent ceux de la télévision nationale à raison de dix heures et demie par semaine. Les stations non reliées par micro-ondes reçoivent des enregistrements. En 1955, le service d'enregistrement de Radio-Canada fournissait jusqu'à 50 heures d'émissions par semaine.

La télévision canadienne est maintenant accessible à plus de 75 p. 100 de la population. Aujourd'hui, le Canada est le deuxième pays du monde pour la production en direct et pour le nombre de postes émetteurs. La programmation des émissions de télévision de Radio-Canada correspond à celle, très variée, de ses émissions radiophoniques et vise le même objectif. Plus de 50 p. 100 des émissions du réseau anglais, sont d'origine canadienne tandis que plus de 80 p. 100 de celles du réseau français le sont. La production canadienne comprend des émissions théâtrales hebdomadaires, les principaux événements sportifs, tels que les joutes de la Ligue nationale de hockey sur glace et la finale de football de la coupe Grey, des émissions pour enfants et sur les actualités, des spectacles de music-hall, des discussions, etc. La phipart des émissions sont réalisées en direct dans les studios de Toronto et de Montréal; il existe un studio à Vancouver et il s'en construit à Winnipeg,

La trelle ve de la salla de controla condant una ômission televacio de Ruele Canada,





Les principaux acteurs et le bruiteur d'un programme radiophonique populaire.

Ortawa et Halifax. Certaines émissions de Radio-Canada viennent directement des réseaux américains par relais micro-ondes et certains films particuliers de pays étrangers sont aussi montrés. Deux expériences ont été faites par le service scolaire de Radio-Canada en collaboration avec les ministères provincianx de l'Instruction publique; les initiatives ce ce genre sont encouragées.

L'essor de la télévision canadienne s'accompagne d'une grande expansion de l'industrie électronique. En 1950, on comptait 30,000 téléviseurs au Canada; en 1951, il y en avait 70,000, et en 1952, 200,000. En fin de 1953, le nombre en avait plus que doublé et, en fin de 1955, il dépassait 1,900,000.

Service international de Radio-Canada. - Le Service international de Radio-Canada est entièrement financé par des crédits votés par le Parlement. Son principal centre d'émission et de réalisation est établi dans l'immeuble de Radio-Canada à Montréal et deux puissants transmetteurs à Sackville (N.-B.) sont reliés aux studios de Montréal par un câble aérien de 600 milles. Ses émissions sur ondes courtes sont entendues par 30 pays. Elles sont diffusés en quinze langues; anglais, français, allemand, hollandais, danois, suédois, norvégien, italien, espagnol, portugais, tchèque, slovaque, polonais, russe et ukrainien. Les pays où la réception est mauvaise pour des raisons d'ordre géographique, tels que l'Autriche et la Grèce, reçoivent des enregistrements. Le service international s'efforce de présenter le point de vue canadien sur les affaires internationales et un tableau de la vie au Canada et, en particulier, de son développement culturel, social et économique. Un service d'enregistrement réalise des émissions spéciales de musique canadienne et des émissions parlées. Ces émissions sont fournies aux missions diplomatiques canadiennes et en voyées aux stations et réseaux radiophoniques étrangers.

288

Service postal

Le service postal du Canada utilise tous les moyens de transport, depuis 'avion jusqu'à l'attelage de chiens. Il fonctionne de Terre-Neuve à l'île de l'Vancouver et de la frontière canado-américaine à quelques centaines de milles du pôle nord. Ses services de transport par air, par chemin de fer et par terre comptent parmi les plus éteudus au monde.

Depuis quelques années, tous les objets de la 1^{re} classe pesant au plus huit onces sont acheminés par avion si la livraison en est ainsi plus expéditive. Un réseau de voies aériennes relie chaque endroit du pays et fait la correspondance avec les services aériens des États-Unis, de l'Amérique centrale et latine, d'Europe, d'Asie et d'Australasie. Le Canada compte environ 30,000 milles de routes aéropostales et de routes aériennes à relais. De fait, le transport aérien est la seule liaison postale entre de nombreux endroits de l'intérieur très éloignés du chemin de fer.

Le principal mode de transport, cependant, est le service ambulant qui emprunte environ 40,000 milles de voie ferrée et parcourt 47 millions de milles par année. Le service emploie un personnel de 1,296 commis ambulants qui trient les matières postales en cours de route dans les wagons-poste ainsi qu'à bord des bateaux qui desservent les établissements côtiers de Terre-Neuve. L'Arctique oriental est desservi par bateau et par avion postal; un service aérien régulier s'étend jusqu'à la côte de l'Arctique dans les territoires du Nord-Ouest. A l'occasion, des avions privés livrent aussi à titre gracieux les lettres et colis dans les endroits reculés du grand Nord.

Dans les endroits suffisamment peuplés, des bureaux de poste assurent des services postaux de tous genres. La livraison est faite à domicile dans 135 villes et villages tandis qu'une vaste organisation dessert les régions rurales. On compte 5.322 routes postales rurales (125,000 milles) qui desservent 440,000 boîtes. Le service est quotidien sur la plupart de ces routes; l'itinéraire, généralement circulaire, est en moyenne long de 24 milles.

Quelque 4,039 services auxiliaires transportent les matières postales entre les bureaux de poste, les gares, les quais et les aéroports, tandis que 2,924 services à relais de transport par véhicule desservent les bureaux éloignés du rail ou s'ajoutent aux chemins de fer ou aux autres moyens de transport. Dans les villes, quelque 770 services urbains font le transport entre les bureaux auxiliaires, les succursales postales et les gares, font la levée des boîtes à lettres et livrent les colis. En tout, quelque 13,060 entreprises de transport par terre parcourent environ 50 millions de milles par année. Les services de transport par terre sont exécutés à forfait; les contrats sont adjugés au plus bas soumissionnaire, lequel fournit hui-même tout l'équipement nécessaire.

On estime à 3,500 millions les objets livrés chaque année par le service des postes qui dispose de l'outillage mécanique le plus récent. Le 31 mars 1955, on comptait 11,796 bureaux de poste dont 11,200 vendaient des mandats de poste. Au cours de l'année terminée à cette date, l'affranchissement au moyen de timbres-poste s'est élevé à \$74,583,720 et le revenu postal brut, \$151,717,272, a été plus élevé que jamais encore. Les dépôts à la Caisse d'épargne établie dans tout le pays ont totalisé \$36,780,666.



Les lingots d'or déposés dans les chambres fortes de lo Banque du Canada sont comptés et recomptés.

Régime bancaire et assurance

· Régime bancaire

Le régime bancaire canadien, solide et stable, a acquis phisieurs caractéristiques importantes depuis sa fondation, il y a plus d'un siècle. Il est composé de la Banque du Canada, banque centrale d'État, et de neuf banques commerciales privées qui se concurrencent les affaires bancaires des Canadiens au pays et à l'étranger. Les banques relèvent de la loi sur la Banque du Canada et de la loi sur les banques, toutes deux modifiées en 1954.

La Banque du Canada est la clef de voîte du régime. Sa principale fonction consiste à régler le volume total du crédit et de la monnaie en modifiant les réserves en numéraire des banques à charte. Chacane doit maintenir, en moyenne et durant chaque mois civil, une réserve en numéraire, comprenant des billets de la Banque du Canada et un dépôt à cette banque, égal à au moins 8 p. 100 de son passif-dépôts à acquitter en monnaie canadieune. La Banque peut, après avis d'au moins un mois, changer le pourcentage requis et le fixer entre 8 à 12 p. 100, mais ne peut en aucun mois l'augmenter de plus de 1 p. 100.

Une augmentation des réserves en numéraire au-dessus du minimum requis encourage les banques à accroître leur actif (surtout en achetant des valeurs et en faisant des prêts), ce qui augmente d'autant leur passif-dépôts; une diminution des réserves tend à faire obstacle à une expansion et peut entraîner une certaine contraction. Aussi, en avisant à changer le volume des réserves en numéraire accessibles aux banques à charte, principalement par l'achat et la vente sur le marché de valeurs de l'État, la Banque du Canada peut influer sur l'actif total des banques à charte et l'ensemble de leur passif-dépôts à acquitter en monuaie canadienne. Leur passif-dépôts, sauf les dépôts du gouvernement, est naturellement l'avoir du public en général et, avec la monnaie, constitue son plus liquide actif.

La Banque fait fonction de représentant financier de l'État, administre la dette publique et seule a le droit d'émettre des billets au Canada. Elle peut acheter et vendre des valeurs mobilières sur le marché, fixer les taux minimums de ses prêts et acheter et vendre des matières d'or et des devises étrangères. La Banque est administrée par un conseil nommé par le gouvernement et composé d'un gouverneur, d'un sous-gouverneur et de 12 administrateurs; le sous-ministre des Finances fait partie du conseil d'administration mais il n'y a pas droit de vote.

La Banque d'expansion industrielle, établie en 1944, est une filiale de la Banque du Canada mais fonctionne comme organisme distinct. Son activité complète celle des banques à charte et autres institutions prêteuses en fournissant aux petites entreprises des capitaux à long et à moyen terme. Elle n'accepte pas de dépôts. Les prêts, les placements et les garanties autorisés de la Banque d'expansion industrielle le 30 septembre 1955 se chiffraient par \$67,275,134 et le montant en cours, par \$45,370,729.



Les billets de la Banquedu Canada sont imprimés à la cadence de 360,000 par jour. A la fin de 1954, les billets en circulation totalisaient 1,623 millions de dollars,

Banques commerciales. Les mai banques commerciales au Canada ont pour fonction principale de fournir un endroit sûr où déposer les épurgnes; elles sont la principale source de crédit à court terme au Canada.

Les banques commerciales du Canada sont dites "à charte" parce qu'elles reçoivent du Parlement du Canada une charte ou licence en vertu de la loi fédérale sur les banques, qui régit dans tout le pays ce qu'elles peuvent ou ne peuvent pas faire. La charte, valable pour dix ans, doit être renouvelée au terme de dix ans à l'occasion de la revision de la loi sur les banques alors que les banques peuvent se faire entendre devant le Comité de la banque et du commerce des Communes. Cette revision décennale et les chartes de dix ans sont des particularités propres au Canada.

La plus récente revision décennale, la huitième depuis l'adoption de la loi sur les banques en 1871, a eu lieu en 1954. Conformément au but primitif de cette revision périodique, la loi sur les banques a de nouveau été mise au pas des conditions économiques et des besoins bancaires. Ainsi, loin d'être innuable et tigée, la législation est-elle dynamique et flexible. Voici les banques dont le Parlement a renouvelé la charte en 1954; Banque de Montréal, Banque de Nouvelle-Écosse, Banque Toronto-Dominion, Banque Provinciale du Canada, Banque Canadienne du Commerce, Banque Royale du Canada, Banque Canadienne Nationale, Banque Impériale du Canada, Banque Barclays (Canada) et Banque Mercantile du Canada. La Banque Barclays s'est depuis fusionnée avec la Banque Impériale du Canada.

Le Canada possède un système bancaire à succursales qu'il a développé plus que tout autre pays. Toutes les banques à charte ont, outre leur siège social, de nombreuses succursales et la plupart font affaires dans tout le pays. Cela permet à la plus petite collectivité, si éloignée soit-elle, de jouir des mêmes services bancaires que les grandes agglomérations. La succursale, établissement autonome, fonctionne sous la surveillance générale du bureau principal et bénéficie de la puissance, des connaissances et de l'expérience

de l'institution dont elle fait partie. L'excédent de fonds des succursales où les dépôts dépassent les prêts est remis au siège social qui met ces fonds à la disposition d'autres succursales. Ainsi, les succursales ne manquent jamais de fonds.

A la fin de 1955, il y avait 4,246 succursales au Canada et 123 à l'étranger, principalement aux États-Unis, en Grande-Bretagne, aux Antilles et en Amérique du Sud. De plus, les banques à charte ont partout des agents ou des correspondants et facilitent ainsi le commerce extérieur du Canada,

Les banques à charte sont à la fois des banques d'épargne et des banques commerciales. Elles se font une vive concurrence, non seulement pour les dépôts et les prêts, mais aussi pour l'ouverture de succursales dans les endroits existant depuis longtemps et aussi nouvellement établis. D'accord avec le



Chambre forte d'une grande succursale de banque pour la garde des objets de valeur personnels

Un gérant de banque venu visiter la ferme d'un a griculteur désireux de contracter un emprunt pour améliarer et agrandir son exploitation.

progrès du pays, elles ont ouvert plus de 1,000 succursales depuis dix ans. Par rapport à sa population, le Canada est plus doté de services bancaires que tout autre pays.

Les banques à charte, institutions privées, comptaient selon la statistique la plus récente 77,153 actionnaires, dont $74\cdot 4$ p. 100 étaient des Canadiens possédant $73\cdot 7$ p. 100 des actions.

Le fait que 90 p. 100 de tous les actionnaires possèdent 500 actions ou moins montrent bien la grande répartition de la propriété des bamques. D'après une récente enquête d'une banque, l'ensemble de ses actionnaires exerçaient plus de 250 occupations différentes.

Les banques à charte, dont la plus ancienne remonte à 1817, n'ont cessé de grandir. Lors de la confédération (1867), il y avait 28 banques à charte. Les faillites, absorptions et fusionnements ont réduit ce nombre à neuf, renforcissant davantage encore le système bancaire. La dernière faillite a en lieu en 1953.

Tout en faisant l'objet d'une rigoureuse réglementation fédérale, les banques canadiennes sont indépendantes dans la conduite quotidienne de leurs affaires. Elles sont soumises à l'autorité du ministre des Finances par le canal d'un fonctionnaire du ministère des Finances, l'inspecteur général des banques. Il doit examiner les livres de chaque banque au moins une fois par année et peut le faire plus souvent. Cette inspection est supplémentaire à celle des vérificateurs nommés par les actionnaires de chaque banque et chargés de leur faire rapport ainsi qu'à la vérification continuelle qu'effectue chaque banque dans toutes ses succursales,

Les banques à charte s'occupent essentiellement du prêt à court terme. Elles ouvrent des crédits aux fabricants, à l'industrie, aux institutions, aux municipalités, aux sociétés, aux gouvernements et à des milliers de gens pour de multiples fins. Elles fournissent les capitaux d'exploitation plutôt que d'établissements, soit l'argent nécessaire à la paie, à l'acbat de matières premières, à leur traitement et à leur vente, mais non à la construction d'une fabrique. Les prêts dépassent rarement une période de douze mois. La



Les Canadiens avaient plus de 11 milliards de dollars en dépôt dans les banques à charte le 30 septembre 1955.

Aussität ipia liis davriers accepted a on occasi emplacement industriel, la banque s'y installe dans des locaux temporaires jusqu'à l'établis sement d'une succersele permanente.

derouére analyse des prêts (31 décembre 1955) indique que le total des prêts na Canada (sans les prêts hypothécaires consentis pour l'habitation en vertu de la loi nationale sur l'habitation) s'élevait à \$4,971,200,000, dont \$3,322,-800,000 pour des fins agricoles, industrielles et commerciales. Les prêts aux particuliers s'élevaient à \$966,100,000.

Statistique des banques à charte, le 30 septembre 1955

Hanne.	Succur- sales au Canada et à l'é- tranger!	Actit global	Passif envers les action- naires	Passii envers le public	Prèts ef es comptes ²	Passit- dépôts global ^a
		(m(llions de dollars)				
Banque de Montréal	656	2,726,318	137,611	2,124,845	999,916	2,508,325
Resigne de la Vest- velle Écosse.	475	1,143,995	50,524	860,979	617,605	1,056,829
Banque Toronto- Dominion	449	1,264,345	46,877	1,086,002	572,931	1,180,887
Banque Provinciale du Canada	349	246,350	8,335	216,300	108,366	235,398
Banque Canadienne du Commerce	711	2,281,098	101,799	1,755,696	997,216	2,097,621
Banque Royale du Canada	848	3,237,637	147,504	2,246,343	1,255,020	2,931,861
Banque Canadienne Nationale	576	609,482	18,148	531,071	278, 289	585,401
Banque Impériale du Canada	255	787,757	33,034	626.995	375,130	728,799
Banque Barclays	6	43,116	6,309	23,637	11.314	28,216
Basspie Mercantile du Canada	.3	12,450	1,901	2.215	4.124	4,056
Total	4,328	12,352,548	552,042	9,474,083	5,219,911	11,358,293

Comprend les sous-succursales et les sous-agences.
 2 Comprend les hypothèques ussurées en vertu de la loi nationale sur l'habitation (1954).
 4 Suns les dépôts interbancaires.
 5 Fusionnée à la Banque Impériale du Canada, le 1st février 1956.

HAN HANK DEFORMERCE

Assurance

Assurance-vie.—Le commerce de l'assurance-vie na Canada a contrate en 1954 l'ascension de plus en plus rapide qu'il connaît depuis la dernière guerre mondiale. Les nouvelles polices émises en 1954, y compris l'assurance industrielle, collective et mutuelle, ont atteint 2,986 millions de dollars, portant à 24,771 millions le total de l'assurance-vie en vigueur au Canada à la fin de l'année, soit une moyenne de \$1,630 pour chaque habitant du pays. Le montant des primes versées a été de 521 millions.

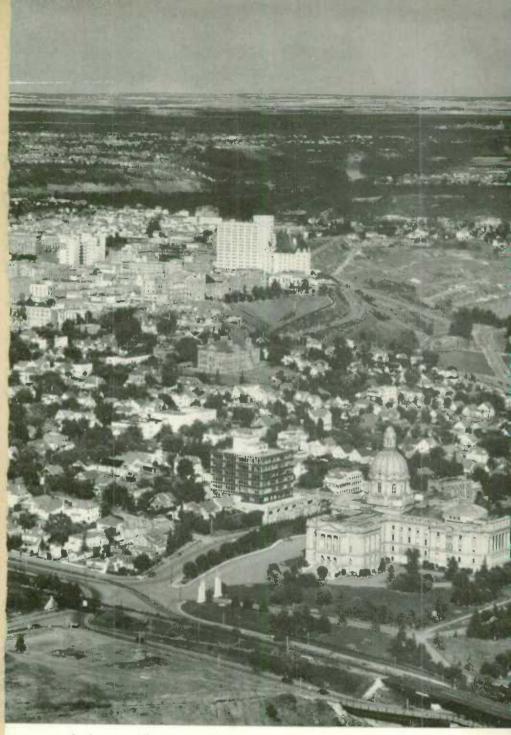
Les indenmités totales payées aux assurés (décès, dotations échues, invalidité, dividendes, valeurs de rachat et rentes) ont dépassé 320 millions. Sur ce montant, les indemnités pour décès ont totalisé près de 120 millions, ce qui signifie que près de 200 millions sont retournés à titre d'indemnités aux détenteurs de police vivants. Les Canadiens de plus en plus s'intéressent aux caisses de retraite et de pension. Ainsi, les rentes souscrites se sont chiffrées par à peu près 400,000 en 1954 et représentent un revonu présent et fulur, pour les Canadiens, de plus de 341 millions par année. Cette troissance rapide tient surtout à l'intérêt grandissant que patrons et ouvriers portent aux rentes collectives; elles ont augmenté de 600 p. 100 depuis 1945 et constituent maintenant les quatre cinquièmes des rentes en vigueur.

L'assurance-vie est souscrite au Canada par 66 compagnies et 41 sociétés à charte fédérale, dont 31 compagnies et 16 sociétés canadiennes, 6 compagnies britanniques et 29 compagnies et 25 sociétés étrangères. Il y a aussi 12 compagnies et quelque 45 sociétés à charte provinciale.

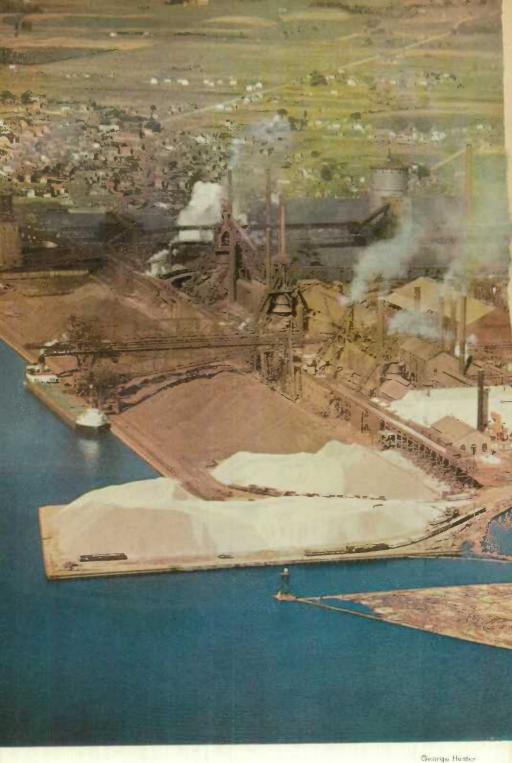
Assurance-incendie.—L'assurance-incendie aussi accuse une forte augmentation qui, tout en tenant en bonne partie à la pratique plus répandue de l'assurance, indique l'augmentation du nombre et de la valeur des biens assurables au pays. L'assurance en vigueur à la fin de 1954 atteignait environ 50 milliards de dollars. Les primes souscrites s'établissaient à 169 millions et les indemnités payées, à 80 millions. Ces chiffres comprennent les affaires de 301 compagnies à charte fédérale (75 canadiennes, 89 britanniques et 137 étrangères) et d'un certain nombre de compagnies à charte provinciale et du Lloyd de Londres.

Assurance-responsabilité.—L'assurance-responsabilité comprend les risques snivants: accidents (personnels, responsabilité civile et responsabilité des patrons); maladie; aviation; automobile; chaudières; crédit; tremblement de terre; explosion; chute d'avion; faux; garantie; grêle; collision de véhicules; transport intérieur; bestiaux; propriété personnelle; bris de glacci immeuble; maladie; fuites de gicleurs automatiques; vol; dégâts causés par l'eau; intempéries; tempêtes de vent. Les primes de ces assurances totalisaient 378 millions de dollars en 1954. Cette même année, 322 compagnies pratiquaient l'assurance-responsabilité, dont 80 canadiennes, 84 britanniques et 158 étrangères. La plupart s'occupaient aussi d'assurance-incendie. Sont aussi compris les chiffres de 50 compagnies à charte provinciale et du Lloyd.

296



Surgie uu coeur d'une riche et fertile région agricole, Edmonton, la cepitale de l'Alberts, est devenue le pivot de puissantes entreprises de pétrole, de gaz et de produits pétrochimiques. Son importance s'accroît encore de par sa situation qui en fait le tremplin des liaisons aériennes avec les solitudes du Nord et, par delà la colotte du globe, avec les grandes villes d'Europe. Près de la moitié de la population de l'Alberta (1,066,000 habitants) habite dans un rayon de 100 milles de la capitale.



L'acier, matière première universelle, est le commun dénominateur de l'industrie. L'Algoma Steel Corporation, à Sault-Sainte-Marie (Ont.), est une des quatre grandes sociétés qui fabriquent de l'acier basique au Canada.

L'Économie en 1955

DANNÉE 1955" a été témoin d'une vive reprise Le de l'activité économique après le léger amoundrissement qui a marque la période de la mi-1953 à la mi-1954. La production de biens et services a commencé à monter dans la dernière partie de 1954 et s'est étendue rapidement au cours de 1955. Pour l'année dans son entier la valeur de la production a été approximativement de 10 p. 100 pins grande que pour toute l'année 1954. Ainsi, le produit national brut s'est élevé à 26,400 millions en 1955, de 24.000 millions atteint l'année précédente. Avec des prix relativement stables, cet accroissement est venu presque entièrement d'une augmentation du volume de la production qui a montré le plus gros gain de n'importe quelle année d'après guerre. Il pourrait être rappelé qu'en 1954, quand le volume de la production a fléchi de 3 p. 100 un certain accroissement de l'embanchage et de la capacité de production a eu lieu. Ce sont ces progrès qui ont rendu possible la très subite augmentation du volume de la production en 1955. L'augmentation au regard de 1953, qui a été la précédente année record quant au volume de la production, est évaluée à 6 p. 100 environ.

Un certain nombre de facteurs d'expansion ont contribué à l'accroissement de 1955. L'abondante récolte de céréales est comptable d'environ 300 aullions dans l'augmentation du produit national brut. La dépense personnelle en denrées et services a pris la tête des achats finals avec un gain de 1.300 millions de dollars, et les exportations se sont élevées de 700 millions de dollars approximativement. Les investissements domestiques bruts en biens durables et les dépenses des gouvernements téunis ont absorbé un 600 millions de dollars additionnels. Entin, le revirement de la liquidation des stocks des maisons d'affaires, il y a un an, vers une accumulation nette en 1955 compte pour 400 millions de dollars. C'est grâce à ces stimulants que la production du Canada s'est élevée d'un pas continu au cours de 1955, quoiqu'une part considérable de la consommation et du stockage ait porté sur des denrées importées, dont le montant a augmenté plus de 700 millions de dollars au regard de 1954. Associées à ce progrès de la demande domestique et étrangère, en matière de denrées, il y a cu une expansion marquée des revenus personnels canadiens, une activité à la liausse aux États-Unis accompagnée de la prospérité à l'étranger, et une montée en flèche des revenus dans le monde des affaires canadiennes.

La poussée de la demande de produits finis, au cours de 1955, s'est traduite par l'expansion de presque tous les secteurs industriels, où les augmentations de la production sur 1954 ont été à la fois très dispersées et d'un volume appréciable. Les manufactures ont montré des gains importants dans presque tous les groupes qui avaient été atteints par la précédente diminution de l'activité économique, y compris les produits du fer et de l'acier, les appareils et fournitures électriques, et les textiles. Cependant, le rythme de l'expansion a été inégal dans différents sons-groupes et certaines industries, dont le vêtement et les textiles, ainsi que les instruments aratoires sont demeurées au-dessous de leur niveau de 1953.

Dans l'industrie de la construction et dans le groupe des services, dans son ensemble, l'activité économique a maintenu sa marche ascensionnelle, accusant des gains d'environ 7 p. 100 au cours de 1955. Parmi les industries primaires, l'agriculture a manifesté un grand accroissement tandis que l'industrie forestière, les services d'utilité publique et les mines affichaient des gains de 9 à 15 p. 100.

^{*}Les chiffres présentés pour l'aunée 1955 entière reposent, pour la plupart, sur les données de 10 mois accessibles au moment de la rédaction.



Au Canada dans les emplois replunérés, les femmes sont surtout emplovées dans les bureaux et dans les services télétypistes l'instruction atteianent de hauts standards de vitesse et d'exactitude avant d'être affectées au système de communication du National-Canadien.

Emploi

Une importante a generation de l'empisi s'est accordée au rythue de l'activité économique en 1955 et le chômage a dimuné. A la fin de l'année (novembre), le nombre de personnes ayant un emploi a été d'environ 4 p. 100 plus élevé qu'à la même date en 1954. Le nombre de personnes à l'emploi dans le secteur non agricole de la main-d'œuvre a monté de 7 p. 100 et, simultanément, la moyenne des heures de travail par semaine a aussi augmenté dans les manufactures. Le nombre de personnes sans travail en quête d'emplor au Canada a été de presque 25 p. 100 au-dessous du niveau de novembre 1954.

Prix

Les prix, dans l'ensemble, ont été relativement stables au cours de 1955. Cependant, ceux des matières premières non agricoles ont commencé à monter alors que les prix des produits agricoles continuaient à descendre. Plus précisément, les prix des produits d'exportation autres que les grains, spécialement les métaux non ferreux, ont été plus élevés et l'indice des prix à l'exportation s'est élevé de 3 p. 100. Comme le prix des marchandises importées est demeuré relativement stable, il y a eu, en regard des barèmes canadiens du commerce, une amélioration au cours de l'année. Les prix des matériaux de construction ont aussi monté quelque peu en 1955. Le fléchissement des prix agricoles est venu d'un grand stockage de céréales et d'un large approvisionnement d'autres produits agricoles au Canada et à l'étranger. L'indice des prix de gros a montré légèrement mais celui des prix au consommateur n'a pratiquement pas changé.

Revenu national

Le revenu national s'est accru sans interruption tout au cours de 1955, accroissement dû pour la plus grande part au chiffre plus élevé des salaires et traitements de même que du revenu des investissements, les bénélices des sociétés compris. Les avances successives d'un trimestre à l'autre de ces deux importantes catégories de revenus sont comptables de la plus grande partie de l'affluence prononcée de revenus au cours de l'année. Les salaires et les traitements ont approximativement surpassé de 8 p. 100 leur niveau de 1954,

300 CANADA 1956

alors que les revenus des investissements étaient environ 20 p. 100 plus élevés. Il faut aussi tenir compte d'un important accroissement du revenu net des agriculteurs d'une plus abondante récolte de 1955. Le revenu national global en 1955, a été de près de 10 p. 100 plus élevé que celui de l'année précédente.

L'augmentation du revenu personnel a été importante en 1955, bien qu'un peu moins prononcée que celle du revenu national, à cause surtout de l'accroissement des paiements de dividendes, lequel a été plus modéré que l'augmentation des bénéfices des sociétés. L'épargne des particuliers a été plus grande en 1955, l'accroissement au-dessus de l'année précédente venant en partie d'une plus forte récolte de céréales.

L'avance des salaires et des traitements est due à une augmentation de 4 p. 100 du nombre des ouvriers payés ayant un emploi, et à une hausse de 5 p. 100 de la rémunération hebdomadaire moyenne dans la plupart des industries non agricoles. L'ensemble des salaires et traitements dans les industries primaires, les manufactures, et dans le commerce a augmenté de 4 à 6 p. 100, et dans la financé, les services et la construction, de 9 à 12 p. 100. Parce que l'indice des prix à la consommation n'a que très peu changé en 1955, ces augmentations du revenu du travail représentaient presque entièrement un gain "récl", et elles ont constitué une des plus rapides montées des salaires et traitements réels de la période d'après-guerre.

Le facteur qui a contribué le plus à faire monter les revenus des investissements en 1955 a été l'augmentation de plus de 20 p. 100 des bénéfices des sociétés. Presque tous les groupes industriels ont en leur part dans cette hausse. Les autres éléments constitutifs du revenu des investissements, tels que le revenu net des loyers touché par les personnes et les bénéfices des entreprises commerciales des gouvernements, ont été aussi plus élevés qu'en 1955.

Le revenu net provenant de la production agricole et échéant aux cultivateurs s'est élevé à 1,400 millions de dollars en 1955 (1,100 millions en 1954). Cette augmentation est venue en grande partie d'une plus grande récolte de céréales; la récolte de 1955 a surtout pris la forme de stockage additionnel de grain chez les fermiers. Il s'ensuit que bien que la production ait monté en flèche, les ventes de grains à la ferme n'ont manifesté que peu de changement; le résultat: le revenu de la ferme a été à peu près au niveau de celui de l'année précédente.

La plus grande raffinerie de pétrole au Canada, à Sarnia (Ont.), a une capacité de rendement de 3,730,000 gallons de pétrole brut par jour. Le pétrole brut est amené d'Alberta par pipe-line.





Les depaisses par les détente d'ant pas eu une influence si expansion sur l'économie de 1955 mais elles l'ant soutenue. Le C.A.R.C. a atteint un haut degré de réalisation au cours de l'année. Outre son travail régulier de patrouille, de transport, d'instruction et de réapprovisionnement, le projet à long terme d'établir neuf escadrilles CF-100 pour la défense du pays a été réalisé; 12 escadrilles sont en service en France et en Allemagne.

Dépense nationale brute

Les dépenses des consommateurs ont été le principal élément de l'expansion en 1955; elles se sont élevées à près de 1,000 millions de dollars au-dessus de 1954. La construction d'habitations a été un important stimulant aussi, les dépenses à ce titre s'étant élevées de 300 millions au-dessus de celles de l'année précédente, augmentation d'environ 26 p. 100 et, proportionnellement, la plus forte parmi les principaux éléments de dépense. On remarquera que les dépenses des consummateurs et la construction d'habitations ont été deux très forts éléments de soutien au cours de la légère contraction économique de la mi-1953 à la mi-1954, parce que leur ascension a été constante. Cette forte tendance à la hausse s'est accentuée en 1955. Les exportations de denrées et de services, qui ont fléchi d'environ 5 p. 100 en 1954, ont monté en flèche en 1955; elles ont suivi le relèvement économique aux États-Unis et la forte demande de produits canadieus outre-mer. Le gain des exportations au regard de 1954, a été de l'ordre de 600 millions de dollars. Les investissements de l'entreprise dans les installations industrielles, la machinerie et l'équipement neufs se sont eux aussi élevés en 1955 au-dessus de l'année précédente. Ces secteurs de la demande ont été relativement stables après les fléchissements de la fin de 1953 et du début de 1954,

302 CANADA 1956

mais en 1954 une reprise appréciable s'est dessinée, découlant en partie d'une plus forte demande en matière de biens capitaux, d'un vif accroissement des bénéfices, et d'un climat généralement favorable aux affaires.

L'augmentation la plus importante des dépenses du consommateur s'est produite dans le groupe des marchandises non durables; elle a été de 14 p. 100 sur le chiffre de 1954. Quelques-unes des avances les plus marquantes ont eu lieu aux postes suivants; automobiles particulières neuves, 21 p. 100; réfrigérateurs, dont les expéditions ont augmenté de 17 p. 100; lessiveuses, 21 p. 100; et appareils de télévision, 32 p. 100. L'avance dans les marchandises de consommation durables a été accompagnée par une avance correspondante du crédit en souffrance; les chiffres du troisième trimestre indiquent un accroissement de 15 p. 100 au regard de la même période en 1954 et d'une hausse de 8 p. 100 du revenu disponible des particuliers.

Les achats de durables ont été d'environ 5 p. 100 plus élevés en 1955 et les aliments, le tabac et les boissons alcooliques ont fait des gains de la même envergure; par contre, les achats de vêtements n'ont enregistré qu'une légère augmentation. Les dépenses des consommateurs en services se sont accrues d'environ 6 p. 100 en 1955, conservant la tendance à la hausse des années précédentes. Les denrées durables et non durables et les services réunis donnent un total de dépenses de consommation d'environ 6 p. 100 au-dessus de celui de l'année précédente.

La construction d'habitations en 1955 s'est élevée au montant de tout près de 1,500 millions de dollars (1,200 millions, en 1954). La plus grande partie de l'augmentation est due à un gain réel en volume, bien que le coût de la construction d'habitations se soit élevé modérément, spécialement

La construction est en marche pour porter la productivité de la fonderie d'aluminium de Kitimat de 91,500 tonnes par année à 250,000 tonnes vers 1959. La capacité annuelle ultime de l'entreprise est de 550,000 tonnes.





Des géologues du gouvernement fédéral, à l'aide d'hélicoptères, ont fait le relevé cartogrophique de 100,000 milles carrés de territoire dans les îles de la Reine-Elisabeth et de 60,000 milles carrés dans le district de Mackenzie dans les Territoires du Nord-Ouest au cours de l'été 1955. L'avion accélère beaucoup l'entreprise de cartographie de reconnoissance de la Commission géologique dans l'extrême nord du Canada.

au cours de la seconde partie de l'année. On a achevé 128,000 habitations en 1955 et il est prévu que le report d'habitations inachevées atteindra 80,000 environ en 1956.

Comme on a pu le remarquer, 1955 a vu une augmentation des investissements de l'entreprise dans les nouvelles installations industrielles et dans la machinerie et l'équipement neufs. Les dépenses en construction non résidentielle ont quelque peu surpassé le niveau (1,700 millions) de l'année précédente, quoiqu'une partie de cet excédent doive être mise au compte de la hausse des prix. Les dépenses en machinerie et équipement à la fin de l'année se sont tennes au plus haut niveau atteint depuis le fléchissement de la fin de 1953. Associées à cette reprise, il y a cu l'augmentation des achats de véhicules automobiles et la montée en flèche des importations de machinerie. Dans l'ensemble, les prix n'ont que peu changé au chapitre de la machinerie en 1955.

Les achats de denrées et services par les gouvernements à tous les niveaux ont monté modérément en 1955, à cause des dépenses plus élevées en traitements et salaires aux trois échelons de l'administration, des dépenses plus élevées pour la détense, d'une activité plus grande dans la construction de routes provinciales et d'un accroissement des services numicipaux découlant d'une activité plus grande aussi dans la construction d'habitations. Les dépenses pour la défense n'ont pas été un facteur des plus influents d'accroissement économique en 1955, mais elles ont demeuré un important élément de soutien.

La liquidation des stocks commerciaux, qui avait été un trait caractéristique du recul économique en 1954, a cessé en 1955 et a fait place à une certaine accumulation. Cependant, cette accumulation a été, apparenment, plutôt restreinte en 1955 parce que l'augmentation de la production au cours de l'année a été relativement compensée par la demande plus forte de produits finis. Avec la rapide augmentation des achats terminaux et la

304 CANADA 1956

stabilité relative des stocks, la proportion de ceux-ci, par rapport aux ventes, a diminué au cours de 1955. On pourrait souligner qu'une aussi faible accumulation de stocks commerciaux à un moment où l'activité économique se ressaisit rapidement fait contraste avec la situation générale des années d'après-guerre, où les périodes de reprise ont été marquées par une forte somme de stockage. Le stockage commercial, relativement restreint en 1955, a été accompagné d'une plus grande accumulation des stocks de grains qu'au cours de l'année précédente, et d'un plus fort rendement des récoltes.

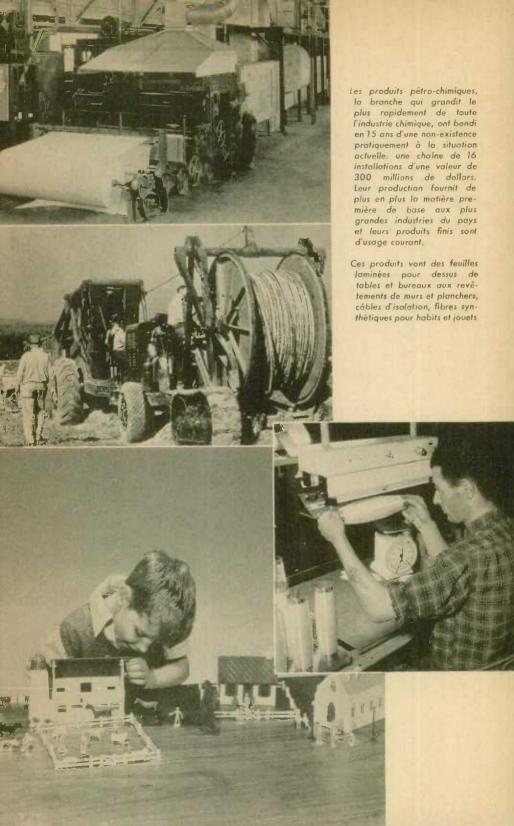
La demande d'exportations canadiennes a enregistré une hansse évaluée à 12 p. 100 en 1955, résultat de la prospérité aux États-Unis et de la forte demande des produits canadiens outre-mer. Les exportations ont surtout puisé leur fermeté dans les produits primaires autres que les grains tels que les métaux non ferreux, le bois et les produits du bois. Les exportations qui découlent de la mise en valeur de nouvelles mines et de la productivité industrielle accrue comme, par exemple, dans les pétroles, les produits chimiques et le minerai de fer, ont elles aussi montré des gains importants au regard de l'année précédente. Les gains au poste des produits métalliques non ferreux sont dus en partie à une hausse appréciable des prix en 1955.

Les importations ont aussi augmenté vivement en 1955 et elles ont été beaucoup plus élevées qu'au cours de l'année précédente, surtont au cours des derniers mois de l'année. Ces gains ont été bien généralisés et s'associaient à la rapide augmentation de la demande de produits finis et à l'amélioration des conditions générales des affaires au Canada. On pourrait particulièrement souligner la demande accrue de biens durables de consommation en 1955, et l'augmentation des investissements dans la machinerie neuve.

Le déficit au compte courant a été beaucoup plus grand en 1955 qu'en 1954. Il a été anormal aux comptes des marchandises au cours du dernier trimestre de l'année; une autre partie de l'augmentation est due aussi aux postes invisibles. Le déficit dans le cas de ces derniers a monté tandis que les recettes découlant du tourisme et des voyages, de l'intérêt et des dividendes payés par les non-résidents étaient plus que contre-balancés par de plus forts déboursés à ces mêmes postes. Comme on a pu le remarquer plus tôt, les termes de l'échange au Canada se sont améliorés en 1955, les prix des impoctations demeurant pratiquement stables pendant que ceux des exportations montaient modérément.

Production

Une analyse de la production canadienne par industrie fait voir que dans les inclustries primaires le volume de la production en 1955 a augmenté d'environ un cinquième au regard de celui de 1954. Une bonne partie de l'augmentation est attribuable à l'excellente récolte de 1955. Les autres industries primaires, à l'exception cemarquable de la pêche, ont aussi accusé une avance prononcée. Le rendement de l'industrie forestière a été de 9 p. 100 plus élevé qu'en 1954. Une grande part de cette avance est due à la vive augmentation de la demande de bois de construction associée à un fort accroissement de la construction de maisons et des exportations de madriers et planches. La production de bois à pâte, cependant, n'a monté que modérément. L'activité minière a continué son ascension rapide et elle a accusé une avance de presque 15 p. 100 sur le haut niveau atteint en 1954. La production d'or, de cuivre, de nickel et de zinc a augmenté sensiblement. Les expéditions de minerai de fer ont presque triplé. L'extraction de pétrole brut a continué de grandir rapidement et a dépassé de 30 p. 100 celle de l'année précédente. Par contre, la production de plomb et d'argent a fléchi légèrement et celle de houille n'a cessé de diminuer. L'activité accrue dans





La plus grande entreprise de produits chimiques d'après-guerre a été l'installation de 75 millions de dollars à Edmonton. Elle emploie comme matière première la pulpe, la pâte à haute teneur d'alpha de la Colombie-Britannique et les gaz de pétrole d'Alberta; elle fabrique environ une douzaine de produits chimiques industriels, l'acétate de cellulose, la fibre et le filé d'acétate.

la construction de maisons a porté l'extraction des minéraux non métalliques et la production de leurs dérivés à 15 p. 100 au-dessus des niveaux de 1954. La production des services d'utilité publique a elle aussi enregistré une avance importante. Les centrales électriques ont produit environ 12 p. 100 plus d'énergie qu'au cours de l'année précédente et la consommation de gaz n'a monté que légèrement. L'industrie de la pêche a reculé de 10 p. 100 près en 1955. Pour la plus grande partie, ce fléchissement a eu lieu dans la zone du Pacifique, où les débarquements de saumon sockeye et chum comme de hareng et de flétan ont sensiblement diminué. Dans les provinces de l'Atlantique les débarquements n'ont accusé qu'une baisse légère.

La production manufacturière a accusé un regain de 7 p. 100 sur son plus bas niveau en 1954. Les augmentations ont été bien réparties, la production de biens durables et non durables s'élevant respectivement de 8 et 6 p. 100. Dans le groupe des non-durables, la production d'aliments a monté de 3 p. 100 malgré une activité à la baisse dans la minoterie. Les hoissons, les textiles et le tabac, le caoutchone, les dérivés du pétrole et les produits du papier ont augmenté de façon prononcée, mais dans le vêtement. l'imprimerie et l'édition et les produits chimiques. l'activité a été plus modérée. Les gains des industries de biens durables ont été assez grands quoique le groupe de l'équipement de transport ait accusé une légère baisse. La production des véhicules automobiles a montré une avance de 29 p. 100 malgré les interruptions dues aux différends ouvriers. Dans les autres grandes industries des transports, les chautiers maritimes, les fabriques d'avions et le matériel roulant de chemins de fer, la production a fort baissé. Quant au groupe des appareils électriques, la production de téléviseurs a continué de croître très rapidement dépassant de plus de 60 p. 100 son haut niveau de 1954, Les produits du fer et de l'acier bruts, à cause du rythme accéléré de l'industrie, ont enregistré une hausse de près de 40 p. 100. Quant aux produits des métaux non ferreux et des minéraux non métalliques, ils ont accusé une augmentation de 13 p. 100.

La construction a monté d'environ 6 p. 100; la plus grande part de cet accroissement est dû à une avance d'environ 25 p. 100 au chapitre de la construction de maisons. Très peu de changement au poste de la construction non résidentielle. Grâce à de plus grandes dépenses des consommateurs, le commerce a dépassé de 7 p. 100 le niveau atteint en 1954. Tous les commerces de détail ont partagé dans une certaine mesure cette augmentation; les magasins à rayons et les bazars ainsi que les commerces de véhicules automobiles, les garages, les postes d'essence et d'accessoires d'autos de même que le commerce des appareils de radio ont tous enregistré de fortes avances.

Au chapitre des transports, de l'entreposage et des communications la hausse a été de 12 p. 100 malgré une contraction dans les transports urbains et inter-urbains et dans le service des élévateurs à grains. La baisse, dans ce dernier cas, est venue d'une diminution des expéditions de grains pour l'exportation et la mouture commerciale. Le transport de marchandises par chemin de fer à vapeur a monté d'environ 16 p. 100 grâce aux avances de la production de denrées et des importations; les expéditions de produits miniers et forestiers ont manifesté un rendement accru d'une particulière importance. Les transports par air et par eau et l'activité des pipe-lines à pétrole ont aussi accusé une hausse considérable. L'augmentation du transport aérien s'est effectuée grâce à la croissance continue et rapide des services aériens à horaire non régulier et aussi à la récente expansion des services aériens à horaire non régulier résultant de la mise en valeur des ressources et de la défense continentale du Grand Nord canadien. Les services d'émissions télévisées ont continué d'augmenter en réponse à une demande croissante.

Depuis 1955, la linance, l'assurance et l'immeuble ont enregistré de nouvelles avances d'environ 4 p. 100. Les services gouvernementaux et autres ont eux aussi continué de monter. Les services accrus des gouvernements provinciaux ont subi les effets d'une épidémie d'incendies de forêts, spécialement dans les provinces de l'Est; ces incendies ont imposé de lourdes dépenses. L'enseignement, les hôpitaux et autres services de santé ont été aussi à la hausse s'efforçant de répondre aux besoins d'une population grandissante et à des standards de vie plus élevés.



La construction de maisans a été d'environ 25 p. 100 plus élevée qu'en 1954. Les initiatives de coopératives d'habitotions ont permis aux familles à revenus modestes de construire et financer leurs propres damauras.

Revenu national, produit national brut et dépense nationale brute, par trimestre, 1954 et 1955

(En millions de dollars)

Noty.—Pour faciliter la comparaison d'un trimestre à l'autre et pour indiquer à quels niveaux opèrent les différents secteurs de l'économie, les données ont été adaptées aux variations saisonnères; c'est-à-dire que le montant moyen de la hausse ou de la baisse normale d'une activité dû au changement de suison (e.g. achats de charbon, de étéements d'été, de cadeaux de Noël) a été éliminé de telle sorte que les variations de base ressortent d'avantage.

	1954					1955			
Détail	ler tri-	2º tri-	3º tri-	4º tri-	Année	1er tri-	2" tri-	3º tri-	
	mestre	mestre	mestre	mestre		mestre	mestre	mestre	
Revenu									
Traitements, salaires et revenu supplémentaire									
du travail	11,768	11,936			11,989	12,284	12,732	13,104	
Revenu de placements . Revenu net des agricul-	332	368 3,708	380 3,656	388 3,828	367 3,715	372 3,940	4,512	404 4,668	
tents provenant de la production agricole. Revenu net des entrepri-	1,448	1,068	1,008	1,008	1,058	1,344	1,428	1,308	
ses non sociétaires et non agricoles	1,616	1.624	1,652	1,688	1,645	1,672	1,716	1,740	
Revenu national net au coût des facteurs	18,532	18,704	18,776	19,084	18,774	19,612	20,788	21.224	
Taxes indirectes moins									
les subventions Dépréciation et frais com- merciaux semblables	2,904	2,984	2,884	2,884	2,914	3,052	3,164	3,232	
Errent restante d'esti-	10	- 272	- 248	- 128	2.511	2,564 -36	2.672 - 252	2,708	
Produit national brut aux prix du marché.	23,872				24,041	25,192	26,372	26,868	
Produit national brut									
aux prix du marché, à l'exclusion du revenu échéant aux agricul-									
teurs	22,724	22,892	22,940	23,376	22,983	23,848	24,944	25,560	
Dépense									
Dépenses des particuliers en biens et services Dépenses de l'État en	15.376	15,600	15,812	15,946	15,676	16,004	16,660	16,984	
biens et services Placements domestiques	4,224	4.312	4,472	4,436	4,361	4,472	4,620	4,768	
Construction d'habita- tions nouvelles	1.084	1,092	1,200	1,288	1,166	1,288	1,448	1 501	
Construction non rési- dentielle nouvelle,	1,676	1,640	1.716	1,672	1,676	1,620	1,636	1,808	
Machinerie et équipe- ment neufs Changements des	1,772	1,756	1,708	1,608	1,711	1,604	1,824	1,948	
stocks industriels	172	- 428	-808	-56	- 280	500	308	104	
Exportations de biens et	300	- 356	-460	36	-120	364	28	36	
Moins: Importations de	5,060	5,156	5,148	5,180	5, 136	5,6114	5,624	5,940	
biens et de services Erreur restante d'esti- mation	-5.472 -20	-5,440 272	-5,548 248	-5,788 128	-5,562 157	-5,936	-6,000 252	6,484	
Dépense nationale			2.16				40.5		
brute au prix du marché	23,872	23,960	23,948	24,384	24,041	25,192	26,372	26,868	

Source et emploi du revenu personnel, par trimestre, 1954 et 1955

(En millions de dollars)

Nota.—Voir haut du tableau, page 309.

	1954					1955		
Détail	1ec	20	3.	40	-	jer	2.	31
rectan.	tri-	tri-	tri-	tri-	Année	tri-	tri-	tri- mestre
	mestre	mestre	mestre	mestre		mestre	mestre	mescre
Source								
Traitements, salaires et								
revenu supplémentaire du travail	11 768	. 11. 936	12,080	12,172	11,989	12,284	12,732	13, 104
Moins: Contributions de l'employent et de l'em-								
ployé aux caisses d'as-								
surance sociale et de pension du gouverne-								
ment	-376	- 396	-404	-404	-395	- 396	-412	-420
taires	332	368	380	388	367	372	400	404
Revenu net des agricul- teurs provenant de la					1			
Revenu net d'entreprises	1,172	1,112	908	1.148	1,085	1,260	1,496	1,256
non sociétaires et non agricoles	1,616	1,624	1,652	1,688	1,645	1,672	1,716	1.740
Intérêts, dividendes et	1,040	1,021	1,002	1,000	1 1 1 7 3 1 1	*,	-,	.,
loyers (nets) touchés par des particuliers	1,760	1,812	1.840	1,888	1,825	1,988	1,952	1,996
Paiements de transfert aux particuliers—								
Du gouvernement (non compris les intérêts)	1,608	1.608	1,564	1,624	1,601	1,776	1,728	1,628
Dons des sociétés	28	28	28	28	28	24	40	36
Perte nette en mauvai- ses créances des so-						2.1		16.43
ciétés	28	28	28	28	28	24	28	28
Revenu personnel	17,936	18,120	18,076	18,560	18,173	19,004	19,680	19,772
Emploi								
Impôts personnels di-								
Impôts sur le revenu.	1,264	1,228	1,352	1,316	1,290	1,316	1,236	1,320
	1,264 68 64	1,228 68 60	1,352, 76 56	1,316 96 56	1,290 77 59	1,316 84 76	1,236 92 72	1,320 92 72
Impôts sur le revenu. Droits de succession	68	68	76	96	77	84	92	92
Impôts sur le revenu. Droits de succession Diverses taxes Total, impôts directs	68 64	60	76 56	96 56	77 59	84 76	72	92 72
Impôts sur le revenu. Droits de succession. Diverses taxes. Tolal, impôts directs. Dépense personnelle en biens et services—	68 64 1,396	68 60 1,356	76 56 1,484	96 56 1,468	77 59 1,426	84 76 1.476	92 72 1,400	92 72 1,484
Impôts sur le revenu. Droits de succession Diverses taxes Total, impôts directs. Dépense personnelle en biens et services— Biens nor durables Biens durables	8,720 1,728	8,860 1,656	76 56 1,484 8,912 1,728	96 56 1,468 9,028 1,640	77 59 1,426 8,880 t,682	84 76 1.476 8.988 1,696	92 72 1,400 9,324 1,936	92 72 1,484 9,408 2,100
Impôts sur le revenu. Droits de succession Diverses taxes Total, impôts directs. Dépense personnelle en biens et services— Biens non durables Biens durables Services	68 64 1,396 8,720	68 60 1,356 8,860	76 56 1,484 8,912	96 56 1,468	77 59 1,426	84 76 1.476 8.988	92 72 1,400 9,324	92 72 1,484 9,408
Impôts sur le revenu. Droits de succession Diverses taxes Total, impôts directs. Dépense personnelle en biens et services— Biens nor durables Biens durables	8,720 1,728	8,860 1,656 5,084	76 56 1,484 8,912 1,728 5,172	96 56 1,468 9,028 1,646 5,272	777 500 1,426 8,880 t,682 5,114	8.988 1.696 5.320	9, 324 1, 9, 324 1, 936 5, 400	92 72 1,484 9,408 2,100 5,476
Impôts sur le revenu. Droits de succession Diverses taxes Total, impôts directs. Dépense personnelle en biens et services— Biens non durables Biens durables Services Total, dépense person-	8,720 1,728	8,860 1,656	76 56 1,484 8,912 1,728 5,172	96 56 1,468 9,028 1,640	777 500 1,426 8,880 t,682 5,114	84 76 1.476 8.988 1,696	92 72 1,400 9,324 1,936	92 72 1,484 9,408 2,100 5,476
Impôts sur le revenu. Droits de succession Diverses taxes Total, impôts directs. Dépense personnelle en biens et services— Biens non durables Biens durables Services. Total, dépense personnelle en biens et services Épargne personnelle—	8,720 1,728 4,928	8,860 1,656 5,084	76 56 1,484 8,912 1,728 5,172	96 56 1,468 9,028 1,646 5,272	777 500 1,426 8,880 t,682 5,114	8.988 1.696 5.320	9, 324 1, 9, 324 1, 936 5, 400	92 72 1,484 9,408 2,100 5,476
Impôts sur le revenu. Droits de succession Diverses taxes Total, impôts directs. Dépense personnelle en biens et services— Biens non durables Biens durables Services Total, dépense personnelle en biens et services Épargne personnelle— Épargne personnelle— sans les rlangements	68 64 1,396 8,720 1,728 4,928	8,860 1,356 8,860 1,656 5,084	8,917 1,728 5,172 15,812	96 56 1,468 9,028 1,610 5,272 15,916	7,7 50 1,426 8,880 1,682 5,114 15,676	8.988 1.696 5.320	9.324 1.400 9.324 1.936 5,400	92 72 1,484 9,408 2,100 5,476
Impôts sur le revenu. Droits de succession Diverses taxes Total, impôts directs. Dépense personnelle en biens et services Biens non durables Biens durables Services Total, dépense personnelle en biens et services Épargne personnelle— fipargne personnelle— sans les changements des stocks agricoles. Changement des	68 64 1,396 8,720 1,728 4,928 15,376	68 60 1,356 8,860 1,656 5,084 15,600	76 56 1,484 8,912 1,728 5,172 15,812	96 56 1,468 9,028 1,616 5,272 15,916	7,7 50 1,426 8,880 1,682 5,114 15,676	84 76 1,476 8,988 1,696 5,320 16,004	92 72 1,400 9,324 1,936 5,400 16,660	92 72 1,484 9,408 2,100 5,476 16,984
Impôts sur le revenu. Droits de succession Diverses taxes Total, impôts directs. Dépense personnelle en biens et services— Biens non durables Biens durables Services Total, dépense personnelle en biens et services Épargne personnelle— Épargne personnelle, sans les rliangements des stocks agricoles.	68 64 1,396 8,720 1,728 4,928	8,860 1,356 8,860 1,656 5,084	8,917 1,728 5,172 15,812	96 56 1,468 9,028 1,610 5,272 15,916	7,7 50 1,426 8,880 1,682 5,114 15,676	8.988 1.696 5.320	9.324 1.400 9.324 1.936 5,400	92 72 1,484 9,408 2,100 5,476
Impôts sur le revenu. Droits de succession Diverses taxes Total, impôts directs. Dépense personnelle en biens et services Biens non durables Biens durables Services Total, dépense personnelle en biens et services Épargne personnelle— fipargne personnelle— sans les changements des stocks agricoles. Changement des	68 64 1,396 8,720 1,728 4,928 15,376	68 60 1,356 8,860 1,656 5,084 15,600	76 56 1,484 8,912 1,728 5,172 15,812	96 56 1,468 9,028 1,616 5,272 15,916	7,7 50 1,426 8,880 1,682 5,114 15,676	84 76 1,476 8,988 1,696 5,320 16,004	92 72 1,400 9,324 1,936 5,400 16,660	92 72 1,484 9,408 2,100 5,476 16,984
Impôts sur le revenu. Droits de succession Diverses taxes Total, impôts directs. Dépense personnelle en biens et services— Biens non durables Biens durables Services Total, dépense personnelle en biens et services Épargne personnelle— Épargne personnelle— Épargne personnelle— Épargne personnelle— Épargne personnelle— Sans les plangements des stocks agricoles Total, épargne person-	68 64 1,396 8,720 1,728 4,928 15,376 1,384 -220	8,860 1,356 8,860 1,656 5,084 15,600	76 56 1,484 8,917 1,728 5,172 15,812 888 -108	96 56 1,468 9,028 1,616 5,272 15,916 1,216 -40	7,7 50 1,426 8,880 1,682 5,114 15,676	8.988 1.696 5.320 16.004	92 72 1,400 9,324 1,936 5,400 16,660 1,464 1,56	9,408 2,100 5,476 16,984
Impôts sur le revenu. Droits de succession Diverses taxes Total, impôts directs. Dépense personnelle en biens et services— Biens non durables Biens durables Services Total, dépense personnelle en biens et services Épargne personnelle— Épargne personnelle— épargne personnelle— sans les rlangements des stocks agricoles. Changement des stocks agricoles. Total, épargne personnelle	8,720 1,728 4,928 15,376 1,384 -220	8,860 1,356 8,860 1,656 5,084 15,600 1,376 -212	76 56 1,484 8,917 1,728 5,172 15,812 888 -108	96 56 1,468 9,028 1,610 5,272 15,916 1,216 -40	777 50 1,426 8,880 t,682 5,114 15,676 1,216 -145 1,071	8,988 1,696 5,320 16,004 1,424 100	92 72 1,400 9,324 1,936 5,400 16,660 1,464 1,56	9,408 2,100 5,476 16,984 1,268 36 1,304 19,772

⁴ Ce poste diffère du quatrième poste du tableau précédent parce qu'il exclut les recettes non distribuées (et la correction de la valeur estimée des stocks) de la Commission canadienne du blé.
² Revenu personnel moins les impôts personnels directs totaux.



Il y a une tendance bien nette vers la décentralisation au Canada et cost un bientait à la fois pour l'industrie et pour lo population. Une repartition plus uniforme du trovail amène une plus grande stabilité de revenu, un marché plus étendu et en général de meilleures canditions de vie.

Index

	PAGE		PAGE
Abatage, assurance-chômage	112	Bien-être, réadaptation	01
— salaires. — statistique. Aecidents, assurance. — travail, indemnisation.	104, 106	vieillesse	113
- statistique	213	Ble, commercialisation	168, 254
- travail indemnisation	95	— exportations	168
		Reig à rolle expertations	254
Acier, statistique	96	Bois d'œuvre	146
Affaires, anciens combattants. - économiques extérieures. Affinage, statistique. Agriculture aide fédérale assurance-chômage bestiaux cultures, production spéciales emploi fromage fruits grandes cultures immohilisations inspection lait, industrie prix, stabilité recherches rendement tevent.	56-62	Bois, industries	213
— exterieures	213	Bolliangene, statistique	2 117
Agriculture	151	Café, importations	254
- aide fédérale	158-159	Canada, géographie physique	1
- assurance-chômage	112	- physiographie	5 5
- bestiaux	170 165	- politique	í
- custures, production.	175	- ressources	3
— emploi	100	- ressources	15
fromage	172	Canaux	274
— fruits	175	Capitale nationale.	14 112
- grandes cultures	163	Carrières, assurance-chômage	100
- instruction	157	emploi. — immobilisations. — revenu. Centrales électriques.	222
- lait, industrie.	172	- revenu	214
- prix, stabilité	157	Centrales électriques	185
- recherches	154	Céréales, commercialisation.	168
- rendement	165	Chambre des communes	254
revent	161	Charbonnages, salaires	
- superfictes ensemencees	105	Chasse, assurance-chômage	112
- terres, mise en valeur	158	Chemins de fer	266 224
— volaille	174 277	- Inipodinsations	213
Aliments industrie statistime	213	- salaires	106
Allocations	93-95	Chômage, assurance	110, 112
	254	Chômeurs, aide	94
Ambassades. Amérique latine, relations. Amérique seportations. Anciens combattants, affaires. Appareils électriques, emploi. — importations.	61	Charbonnages, salaires. Classe, assurance-chômage. Chemins de fer. — immobilisations — matériel, statistique — salaires. Chômage, assurance. Chômeurs, aide. Cinéma. — statistique. Citoyenneté. Collèges. Combustibles. Communece, assurance-chômage.	238
Amerique latine, relations	254	Citavenneté	25
Anciens combattants, affaires	96	Collèges	70
Appareils électriques, emploi	201	Combustibles	194
- importations	254 237	Commerce, assurance-chômage. — emploi. — extérieur. — physionomie. — immobilisations. — intérieur.	100, 104
- ventes, financement. Arts visuels. Assurance, accidents chômage - emploi - immobilisations incendie revenu salaires. Automobiles (voir Véhicules automobiles)	122	- empioi	245
Arts visuels	121	physionomie	252
Assurance, accidents	296	immobilisations	222
— chômage	110-112	intérieur	232 243
- emploi	100-104 222	- interieur - prix, consommation - gros - salaires - situation - ventes Commissariats Commissariats	242
- incendie	296	salaires	104
- revenu	214	situation	248
— salaires	104	ventes	235
Automobiles (voir Venicules auto- mobiles).		Commonwealth relations	58
Avengles, allocations	94	Communications	282
Aviation, accords internationaux	280	- assurance-chômage.	112
- Air-Canada	277	- emploi	104 289
- civile	276 279	— postes	284
- Pacifique-Canadien	254	- revenu.	214
- statistique	213	Commissariats Communications — assurance-chômage — emploi — postes — radio — revenu — salaires — ±lélphones	104
	250		282
Balance commerciale. Ballet. Banques. — statistique. Bestianx Betterave à sucre Beurre. — statistique. Bibliothèques. Bien être. — allocations. — aveugles. — chômeurs. — invalides.	256 120	rélévision Confection, statistique	213
Banones	291	Conseil national de recherches	
statistique	295	Consommation, prix	243
Bestiaux	170	Conscil national de recherches Consommation, prix Construction — assurance-chômage — emploi — immobilisations — provinces — revenu — salaires — statistique Consulats — Copératives	222 112
Betterave a sucre	177	- assurance-chomage	100, 104
- statistique.	213	- impolitisations	222
Bibliothèques	126	— provinces	225
Bien ctre	91	- revenu	214
- anorations	93-95	— salaires	104, 106
— chômeurs	94	- statistique	225
- institutions	96	Consulats	240
- invalides. - programme fédéral.	94	Coopératives	25.1
programme lederal	9.5	Crédit agricole	159

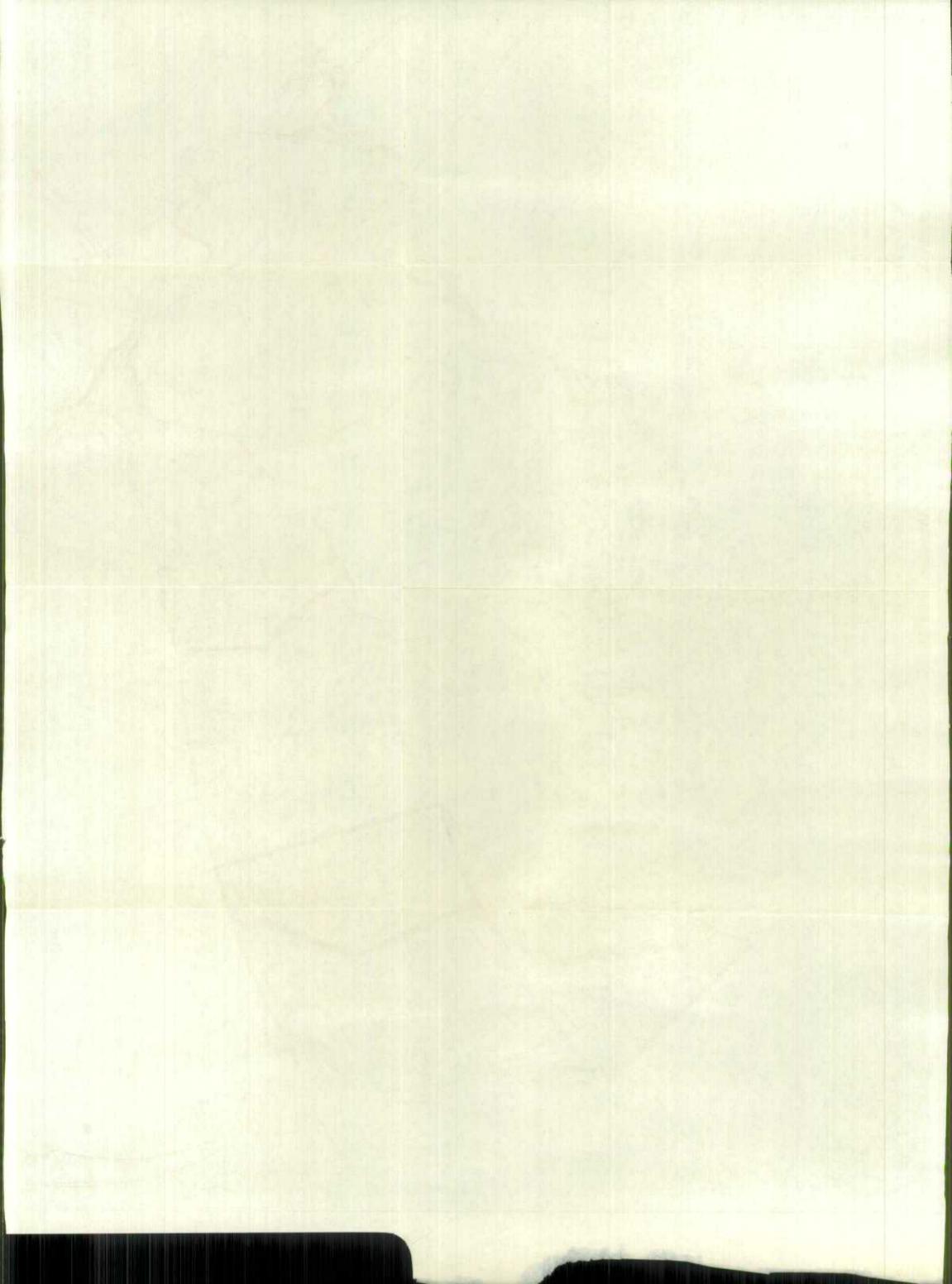
Index-suite

	PACE		Par
Credit agricole, syndients	. 241	Forestage, immobilisations	
Crème glacée. Cuivre, exportations. Culture (voir Organismes culturels et Relations culturelles)	. 174	Forestage, immobilisations. — recherches — revenu. — salaires Forests, industries — richesse provinciale Formatium professionnelle Fromage — statistique Fruits	. 137-14
Culture (exportations	254	— revenu	. 21
et Relations sultandles		salaires	. 10
et Relations culturelles) Cultures, grandes. — spéciales.	47.2	Forets, industries	. 14
spéciales	. 163	- richesse provinciale	. [4]
	. 1/3	Formation professionnelle.	. 11
Décès	2.0	riomage	17
Décès Dépense nationale Dépense nationale Détail, magasins, ventes Dette, fédérale - municipale - provinciale	201 200	Итине	. 21
Detail, magasing ventes	. 302, 309	e interest in the contract of	. 17
Dette, fédérale	. 200	Galeries d'art. Garages, ventes. Gaz, immobilisations. Gonvernement, fédéral. — provincial. — relations extérieures. — territorial.	. 12
- municipale.	56	Garages, ventes	
provinciale.	53	Gaz, immobilisations	1)
	. 50	Gonvernement, fédéral	3
Écoles	63	— provincial	- 4
— adultes	70	- relations extérieures.	
- enfants exceptionnels .	66		. 4
- instituteurs	69	Gros, prix	24
- statistique	. 71	Habita at	
- universités	70	Habitations — construction — immobilisations — prêts Hauts commissariats Hôpitaux Huiles, importations Hydraulieité — centrales — construction.	i
Economie, activité	. 299	- construction	2.1
— provinciale. Éducation (voir aussi Écoles et Re- lations culturelles). — formation professionnelle. Emploi	5-13	- bride	2.3
Education (voir aussi Ecoles et Re		Hants commissariate	2.3
(ations culturelles)	63	Hopitany	6 8
tormation professionnelle	68	Huiles, importations	25
empio	. 102, 300	Hydraulicité	17
- fabrication	100	centrales	18.
- Indiens	100, 104	construction.	18
- provinces	104		
Energie, atomique	70	managed the commence of the commence	4.0
- hydraulique	179	- emploi	10-
- centrales	185	- immobilisations	22.
- formation professionnelle. Emplo) agriculture fabrication Indices provinces provinces hydraulique hydraulique construction ressources provinciales. Engrais climiques, exportations	183	emploi emploisations.	21-
ressources provinciales.	179-182	- salaires	10-
Engrais chimiques, exportations	254	Immigration	2-
Enseignement (voir Ecoles)		- revenu - salaires Immigration Immobilisations Importations - duarées - principaux pays Impôts - contribuables - revenu national - sociétés Incendie, assurance Indiens	221-22
The state of the s	112	- depréses	241
emiteposage, assurance-chomage emploi revenu salaires Épiceries, ventes Esquimaux. État rivil Frats. Unix relations	104	— principally page	254
- revenu	214	Innôte	25
salaires	104	- contribuables	40
E.piceries, ventes	235	- tevenu national	300
É	31	— sociétés	505
glat civil	34	Incendie, assurance	296
États-Unis, relations.	58	Indiens Industrie (voir Fabrication)	31
Exportations	245	Industrie (voir Fabrication)	
Exportations. — denrées. — principaux pays.	254	Industrie (voir Fabricalion) Instituteurs, formation, Institutions, immobilisations Invalides, allocations	69
- principaux pays	251	Institutions, immobilisations.	222
El I I de		Invalides, allocations	94
Fabrication. - assurance-chômage - centres urbains - emploi heures de travail immobilisations - main-d'ouvre téminine	207		
- centres urbains	112	Justice	43
- emploi	100, 104	Lait, industrie	1 77 7
- heures de travail	145	Laminages importations	172
— immobilisations	2.22	Légations	254
- main-d'œuvre féminine	101	Législature	39-43
- répartition provinciale.	215-217	Lignes aériennes	276
— immobilisations — main-d'œuvre féminine — répartition provinciale — revenn — salaires — statistique — 210, 213, Familles — allocations — statistique — statistique — statistique	214	Laminages, importations Légations Légations Légatiore Lignes aériennes Littérature Logement (voir Habitations)	119
— salaires	104-1116	Logement (voir Habitations)	
- statistique	218, 219		
Families	30	Machines, exportations, importa-	
allocations	93	Main-d'cenvre — téminine Manufactures (voir Fabrication) Mariaves Main-d'cenvre — téminine Manufactures (voir Fabrication)	254
rer, mineral, expuriations	254	Magasins.	235-236
Einamas acute on a t-t	213	Main d cenvre	100
- bilest parioual	112	teminine	102
emuloi	100 401	Manufactures (voir Fabrication)	
- (édérales.	1007, 1001	Manura	1,7 1,7
- immobilisations	77)	Mariages Ménages Ménages Métaux — industrie, statistique — production et valeur.	30
— impôt	18	- inclustrie statisticus	190
- municipales	54-56	- Dioduction of valoue	213
- provinciales	51-53	Menbles, ventes, financement	197
- publiques	44	Miel	177
- revenu	214	Minéraux	189
- salaires	104	— industriels	193
mancement, ventes.	237	Miel. Minéraux. — industriels. — production. — (castilition provinciale	8 43 22
rorestage	1.34	- tépartition provinciale.	198
- assurance-chomage	112	Mines, assurance-chômage	112
- cuplai	143	— emploi	100, 104
Fer, mineral, exportations - statistique Finances, assurance-chômage - bilan national - emploi - fédérales - impôt - municipales - provinciales - publiques - revenu - salaires Financement, ventes - ossurance-chômage - biologie - emploi	1187, 104	— tépatition provinciale. Mines, assurance-chômage — emploi. — inumobilisations.	222

Index-fin

	PAGE		PAGE
Mines, production	195	Radio, Société Radio-Canada	284
mmes, produces	199	Radio, Société Radio-Canada. Réadaptation, services Recherches, agriculture - Conseil national énergie atomique médicales scientifiques Relations, extérieures (voir Affaires extérieures)	91
- revenu	214	Recherches, agriculture	154
— salaires	104	Conseil national	75 79
Missions diplomatiques	61 124	- energie atomique	91
Musées	116	- scientificates	73
Musique		Relations, extérieures (voir Affaires	
Naissances	35	extérieures)	
Nations-Unies, relations	60	- culturelles	115
Naissances Nations-Unies, relations Navigation Uckel, exportations	272	calérieures — culturelles — Religions — Reparations, immobilisations	31 224
Mickel, exportations	254	Reparations, immobilisations	235
	1.20	Restaurants, ventes Revenu national	300. 309
Office national du film Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Organismes culturels Orge, exportations. Ottawa, capitale nationale.	130	Salaires, indices Santé hôpitaux réadaptation services, fédéraux provinciaux soins personnels Scieries, statistique services, assurance-chômage emploi. immobilisations revenu salaires statistique Sucre, importations Syndicalisme Syndicats de crédit.	
tione Nord	56	Salaires, indices.	1114
Oceanismes culturels	123	Santé	83
Orge, exportations.	254	— hőpitaux	87
Ortawa, capitale nationale	14	readaptation	91
Ouvrages d'art, immobilisations	224	- services, rederaux	86
	256	- soins personnels	88
Palements internationaux	254	Scieries, statistique	213
industria	147 149	Services, assurance-chômage.	112
iournal exportations	254	emploi	100, 104
statistique	213	immobilisations.	222
Farcs	16	- revenu	101
Pare, exportations	254	- statistique	236
- industrie.	147	Sucre importations.	254
statistique	201	Syndicalisme	110
Pecile	112	Syndicats de crédit	241
- enploi	100	Tabac	177
- immobilisations	222		
revenu	214	Táláshopes	282
- richesse provinciale	2015	- construction	224
Data la accuración châmage	117	Telegraphe, construction Telephones construction salaires Television.	106
- dérivés statistique	213	Télévision	129, 286
- exportations	254	- postes, ventes, financement	237
- immobilisations	222	Theatre	26.5
- importations	254	Transports	112
revenu	214	- automobiles	270
Pharmacies, ventes	511	- aviation	276
Diéceace assurance châmage	112	- canaux	274
emploi	100	— chemins de fer.	100 101
revenu	214	emplot	273
Pipe-lines.,	280	- navigation	280
Placement, service national	110	DOITS	274
l'oisson, exportations	204	— postes	289
- traitement	205	revenu	21-1
Ponts, construction	224	— salaires,	104
Population	20	- urbans	269
- accroissement naturel	25	Transage (voir Picerage)	200
— décès	30	Travail	99
Ottawa, capitale nationale Overages d'art, immobilisations. Paiements internationaux Papier, importations, industrie, journal, exportations statistique Price, exportations industrie, statistique Pecle assurance-chômage emploi, immobilisations revenu, richesse provinciale traitement du poisson. Pétrole, assurance-chômage exportations immobilisations immobilisations immobilisations immobilisations immobilisations immobilisations revenu, Plarmacies, ventes. Physiographie Piégeage, assurance-chômage emploi, revenu, Pipe-lines Placement, service national. Poisson, exportations prise et valeur traitement. Ponts, construction. Population. accroissement naturel décès Esquimaux Etat civil immigration Indiens leu de naissance mariages et naissances origine provinces.	34	salaires Tülévision. — postes, ventes, financement Tirástre. Transports. — assurance-chômage — autonobiles. — aviation. — canaux. — chemins de fer. — emploi. — mavigation. — pipe-lines. — postes. — postes. — reventu. — salaires. — urbains. — voirie. Tranpage (voir Piégeage) Travail. — accidents, indemnisation. — formation prafessionnelle. — légiskation. — inain-d'œuvre. — réadaptation. — vieillesse. Enterettés	95
- immigration	24	- formation professionnelle	112
— Indiens	31	législation	108-110
— lieu de naissance	30	- main-d œuvre	01
- mariages et naissances.	35	- readaptation	113
- origine	21	The same of the sa	
- provinces	31	Universités	70
- rurale urbaine	28		
Ports	274	Véhicules automobiles	270
- nei de naissances mariages et missances origine provinces religion rurale, urbaine Postes Postes Pastes d'assence ventes.	289	- importations	254 213
Postes d'essence, ventes	235	statistique	236
Presse	128 300	- figurement	237
Postes	243	Véhicules automobiles — importations. — statistique. — ventes. — financement Ventes, détail. — inancement — magasins en série. Veuves, alheations Voirie. Voiturage motorisé.	235
pros	2+2	- financement	237
Production	305	- magasins en série	236
Produit national brut	309	Veuves, allocations	269
Produits chimiques, importations	255	Voirte-	271
Outralliates water	235	Volaille	174
Quincallierles, ventes	200	Voitie. Voitirage motorisé Volaille. Voyages.	261
Radio	129		
postes, ventes, financement.	237	Whisky, exportations	254







d.

Ca QQ5

